

L'Internationale Socialiste et la Géorgie

L'Internationale Socialiste

et la Géorgie.

I. *La Gèorgie Socialiste dècrite par la Dèlègation Internationale.*

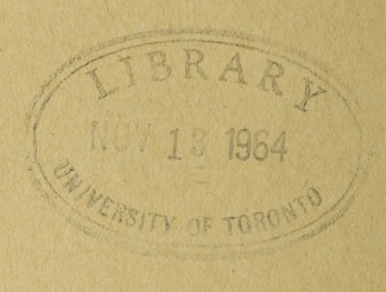
II. *L'Internationale Socialiste et l'invasion de la Gèorgie par les armèes bolchevistes.*

PARIS

ÉDITION DU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE
DE GÉORGIE

—

1921


LIBRARY
NOV 13 1964
UNIVERSITY OF TORONTO

PRÉFACE

La social-démocratie géorgienne qui naquit vers 1893, avait déjà noué des rapports avec l'Internationale ouvrière au temps où la Géorgie n'était qu'une province de l'Empire Russe. Comme membres du parti pan-russe, les socialistes géorgiens prenaient, depuis longtemps, part aux congrès socialistes internationaux. Ce furent ses délégués qui apprirent au prolétariat géorgien les problèmes du mouvement ouvrier mondial. Et, dès lors, il faut signaler la tendance irrésistible de la social-démocratie géorgienne vers le rapprochement avec les partis socialistes occidentaux. Après la déclaration de l'indépendance de la République Géorgienne, — le 26 mai 1918, — la première pensée du prolétariat géorgien fut d'entrer en rapports immédiats avec le prolétariat de l'Europe. Telle fut d'ailleurs la tendance de tout le peuple géorgien : dans la collaboration étroite avec les forces démocratiques de l'Occident, il chercha une issue à la situation qui, pour lui, était semée d'embûches et de dangers.

Mais toute l'Europe, ou à peu près, ignorait jusqu'à l'existence même de la Géorgie. La petite République, entourée de tous côtés par les forces de l'impérialisme oriental (de Moscou et d'Angora), courait le risque d'être écrasée sans même que l'Europe s'en fût aperçue et sans que le prolétariat des pays occidentaux se fût rendu compte de ce qu'avait été, pour le socialisme universel, l'œuvre accomplie par les ouvriers et les paysans de la lointaine Géorgie.

La social-démocratie géorgienne s'empressa donc d'informer l'Internationale Socialiste de la situation de la jeune République. Les conférences socialistes

d'Amsterdam et de Lucerne, qui réunirent les représentants de tous les courants de la pensée socialiste, furent saisies de la question de la Géorgie et votèrent à l'unanimité des résolutions demandant la reconnaissance de l'indépendance du nouvel Etat démocratique.

Mais il fallait donner à l'Internationale socialiste la possibilité d'apprendre tous les détails relatifs à la Géorgie qui réalisait, dans les conditions particulièrement difficiles, le programme minimum du socialisme.

Dans le courant de l'automne 1920, le parti social-démocrate de Géorgie s'adressa aux représentants des différents partis socialistes de l'Europe, en les invitant à venir visiter la Géorgie.

Une délégation internationale fut formée. D'éminents militants d'Angleterre, de Belgique, de France et d'Allemagne y prirent part.

Le prolétariat anglais y fut représenté par Ramsay MacDonald, Thomas Shaw et Madame Snowden; le socialisme belge — par Emile Vandervelde, Camille Huysmans et Louis De-Brouckère; le mouvement ouvrier français — par Pierre Renaudel, A. Marquet et A. Inghels; la social-démocratie allemande — par Karl Kautsky et Louise Kautsky.

Le 13 Septembre, la délégation fit son entrée à Batoum.(1) Pendant deux semaines elle parcourut le pays en y faisant différentes études. De-Brouckère resta en Géorgie après le départ des autres délégués. Karl Kautsky y séjourna plus de trois mois, étudiant attentivement l'œuvre du peuple géorgien.

La rencontre avec les représentants du socialisme occidental produisit la plus profonde impression sur

(1) Karl Kautsky, étant tombé malade à Rome, lui et Louise Kautsky arrivèrent en Géorgie quelques jours plus tard.

les ouvriers et les paysans de Géorgie : ils y puisèrent de nouvelles forces pour leur pénible travail et pour leur âpre lutte. Les délégués eurent maintes occasions d'observer l'enthousiasme débordant que leur présence faisait naître partout, même dans les villages les plus écartés.

Rentrés en Europe, les délégués racontèrent aux prolétaires occidentaux, dans de nombreux articles, ce qu'ils avaient vu dans ce pays lointain, au seuil même de l'Asie.

Mais à peine les cercles socialistes et démocratiques de l'Europe avaient-ils appris les réalisations de la Géorgie, de cette « première République Socialiste », selon l'expression des délégués, qu'une autre nouvelle parvint à leur connaissance : celle de la guerre éclatée en Transcaucasie. Le poing de fer de l'impérialisme de Moscou s'était abattu sur la petite République Géorgienne.

Les paysans et les ouvriers de la Géorgie envahie par les armées de la Russie des Soviets, adressèrent un appel à leurs frères d'Occident, en sollicitant leur appui. Ce cri de détresse traversa les mers et arriva à l'Europe. Mais le prolétariat de l'Occident, affaibli par les luttes intérieures, ne put pas exercer une pression suffisamment énergique sur les dirigeants de Moscou, pour les contraindre à lâcher prise. Ni la résistance héroïque du peuple géorgien, ni les protestations des partis socialistes et des syndicats de l'Europe n'arrêtèrent les armées bolchevistes : celles-ci traversèrent le pays d'un bout à l'autre, pillant ses richesses, détruisant ses institutions démocratiques, supprimant la liberté conquise par le peuple au cours de la révolution, introduisant partout la « dictature » des baïonnettes. C'est ainsi qu'un nouveau régime, le régime « soviétiste » a été imposé au peuple géorgien.

Mais ce peuple n'a pas abdiqué son idéal socialiste,

sa ferme volonté de rester libre et indépendant. Le pouvoir des usurpateurs reste toujours odieux au peuple géorgien tout entier. La lutte continue dans le pays ravagé et asservi par les dictateurs de Moscou. La social-démocratie géorgienne, restant à la tête de cette lutte, ne cesse pas de compter sur l'appui du socialisme international : elle exige qu'une commission internationale mixte de représentants des socialistes et des communistes soit formée et que sous son contrôle le peuple géorgien ait la possibilité de manifester sa volonté au moyen d'un vote libre.

L'issue de cette lutte dépend, dans une large mesure, de l'attitude du prolétariat européen à l'égard de la Géorgie...

Dans la première partie du présent volume, les lecteurs trouveront un recueil des articles que les socialistes européens, de retour de Géorgie, ont consacré aux conditions sociales et politiques de ce pays. Le recueil n'est pas complet : entre autre l'ouvrage de Karl Kautsky « La Géorgie, une république paysanne » n'y figure pas ; la traduction de cet ouvrage en français paraîtra, sous peu, en un opuscule séparé. Nous espérons cependant, que les articles de Mac Donald Show, Mme Snowden, Emile et Lalla Vandervelde, de Brouckère, Renaudel, Inghels et Louise Kautsky, réunis ci-dessous dans la première partie de ce livre, donneront, par leur ensemble, un tableau suffisamment net de la Géorgie, telle que l'a vue la délégation Socialiste de l'Europe.

Dans la seconde partie de ce volume, sont réunis les matériaux relatifs aux répercussions que l'invasion de la Géorgie par les armées bolchevistes a provoquées dans les rangs socialistes en Europe. A côté des résolutions adoptées par les partis ouvriers, nous y reproduisons les articles de la presse socialiste de différents pays.

L'INVASION DE LA GÉORGIE PAR LES ARMÉES BOLCHEVISTES, en Février 1921.



Armées russes / Forces kémalistes — la veille de l'invasion

Offensive du 11 Février

Offensive des 22 et 23 Février

Marche des armées bolchevistes après la prise de Tiflis (25 Février - 18 Mars 1921)

PREMIÈRE PARTIE

La Géorgie Socialiste décrite par la Délégation Internationale.

RAMSAY MAC DONALD, THOMAS SHAW, Mme PHILIPPE SNOWDEN

Ramsay Mac Donald.

I. — UN ÉTAT SOCIALISTE AU CAUCASE.

Cela semblait très étrange. Nous avions laissé, quelques jours auparavant, tout ce qui nous rappelait l'Occident, nous avions à Constantinople à parcourir le bazar et à visiter les mosquées, nous avions poursuivi notre route vers le soleil levant, et, à la fin de notre voyage, avions été reçus par le président de la République Géorgienne dans une salle d'attente de la gare de Tiflis, décorée des plus éclatantes draperies orientales, et ornée en même temps des portraits de Karl Marx et de ses disciples les plus connus. Ce fut encore plus étrange quelques jours plus tard lorsque, en pleine montagne, entourés de la foule la plus bizarre et la plus joyeuse, composée de montagnards armés de poignards, de boucliers et de fusils nous nous tenions respectueusement debout, tandis qu'un vieux prêtre, à la lumière des cierges, dont le vent agitait la flamme, nous lisait un discours de bienvenue finissant par ces mots : « Vive l'Internationale ! »

Le peuple géorgien s'est émancipé de la domination sous laquelle la Russie le tenait depuis un siècle; il a proclamé la République et a porté les socialistes au pouvoir. Les élections faites sur les bases de la représentation proportionnelle la plus rigoureuse, et auxquelles parti-

cipèrent les citoyens des deux sexes ayant vingt ans, envoyèrent au Parlement 102 social-démocrates sur un total de 130 députés. Ces 102 socialistes comprennent des représentants de six nationalités, on trouve parmi eux cinq femmes. Les princes ont renoncé à leurs titres; les grands propriétaires fonciers ont été dépossédés; les forêts, les chemins de fer, les mines, ont été nationalisés; l'instruction publique a fait l'objet de vastes réformes; des innovations très heureuses ont été introduites dans la législation du travail; une Constitution simple a été élaborée; on a jeté les bases d'une nationalisation sans bureaucratie. « Vous serez content d'apprendre », m'a dit un ministre influent, « que nous nous sommes fortement inspirés des idées du Parti indépendant britannique. »

Oui, cela m'a procuré un certain plaisir, mais ce plaisir n'était rien en comparaison de celui que j'ai éprouvé en apprenant que toutes ces réformes avaient été accomplies par des moyens purement politiques. Le socialisme qui existe en Géorgie est aussi complet qu'en Russie ou qu'ailleurs. Mais il n'y a pas ici ni « dictature du prolétariat », ni lutte armée entre classes, ni suppression de liberté de parole, de presse, d'association. Pendant les dernières années de la domination russe, — celles-ci furent terribles, — les socialistes géorgiens poussèrent le peuple à s'insurger contre le tsarisme. Les fils des paysans allaient l'hiver travailler en ville, rapportant dans leurs villages leurs économies et l'évangile de Marx. Quand vint la grande révolution, le peuple des villes et des campagnes, rallié au socialisme, leva le drapeau rouge à côté des couleurs nationales. Les bolchevistes voulurent intervenir. Leurs troupes s'approchèrent de la Géorgie, mais le dernier pays ne voulut rien entendre des bolcheviks. De Tiflis, tout le long de la route militaire géorgienne, les ouvriers socialistes de Géorgie les pourchassèrent et les expulsèrent. Ils revinrent avec de

l'argent et avec leur propagande, mais de nouveau les ouvriers géorgiens leur résistèrent. Il y eut des moments où l'équilibre manquait de se rompre, où les « hommes d'Etat» qui perdent la tête et ont recours aux représailles eussent exercé une répression violente, mais le gouvernement géorgien resta ferme et continua d'assurer le régime de la liberté. Il gagna la partie. Il n'existe pas aujourd'hui, contre le bolchevisme, de barrière plus solide que le gouvernement géorgien socialiste.

La Géorgie est une petite nation, riche de traditions. Elle compte 3 millions d'habitants, et l'esprit de la population est excellent. Aussi peut-elle établir sa constitution sur un plan très simple.

J'ai rencontré des princes satisfaits de l'égalité civile nouvellement établie. Les Géorgiens n'ont pas de seconde Chambre pour entraver, retarder ou émasculer la législation. Ils n'ont d'autre président que leur premier ministre qui est actuellement M. Jordania, le leader socialiste, dont on trouve le portrait dans presque toutes les familles, et dont le noble caractère lui a gagné la confiance et l'estime de tout le peuple. Le président est élu pour un an et ne peut être réélu qu'une seule fois. Mais les Géorgiens seront peu à peu amenés à changer ce système, car si cette restriction peut être sage, en ce qui concerne le président, elle ne l'est guère à l'égard du premier ministre. Le cabinet est choisi par le président — premier ministre, mais il doit être soumis à l'agrément du Parlement. Le principe de la décentralisation trouve une application si large dans les institutions locales que ces dernières jouissent d'un pouvoir presque illimité dans leur ressort. Elles possèdent des terres, exploitent des forêts, exercent des industries, peuvent même naturaliser des étrangers. Liberté, sincérité politique, respect des minorités, tel est le véritable esprit du Gouvernement Géorgien, esprit que rien ne vient troubler. J'emploie des expressions dont on a

trop abusé. Mais la Géorgie, le pays et le peuple, l'esprit et la politique, tout est charmant.

Il est particulièrement intéressant de noter qu'aujourd'hui, alors qu'à travers toute l'Europe, des gouvernements et des partis socialistes, dont la force s'appuie sur la classe ouvrière des villes, entrent en conflit avec les vertes ou autres organisations paysannes, il existe en Géorgie une parfaite harmonie entre la ville et la campagne. Ce résultat est dû à la solution de la question agraire. Cette question prenait en Géorgie une tournure analogue à celle de la question agraire irlandaise. On tuait autrefois à coup de fusil les grands propriétaires terriens, et actuellement encore, le seul homme qui dans certains districts ne peut se montrer tout à fait librement, est l'ancien propriétaire, quoique ne possédant maintenant pas plus de terres que le paysan qui cultive lui-même son lopin. Ici, comme en Russie, les terres ont été distribuées parmi les paysans, au strict nécessaire, et un vaste système de coopération, dans lequel l'Etat joue son rôle, a été créé pour l'achat et la vente de produits de la terre. Cette propriété paysanne fondée sur le travail personnel, est organisée sur un plan coopératif national sauvegardant à la fois la liberté économique du paysan et les intérêts des consommateurs, plan qui, une fois réalisé, pourra s'unir au grand mouvement coopératif de l'Europe à l'instar de nos sociétés coopératives d'Angleterre et d'Ecosse. En tout cas, dans chacun des nombreux villages que j'ai visités, et parmi les délégations de paysans qui venaient nous offrir du vin, du pain et du sel, je n'ai entendu que des paroles de satisfaction et d'espérance. Des paysans et des ouvriers venaient aussi de l'extérieur, de l'Azerbeïdjan avec de terrifiantes nouvelles sur les bolcheviks, qui apportaient leur paradis sur le littoral de la Caspienne, en détruisant tout comme à Gandja (Elisabethpol) où toute une ville de 50.000 âmes avait été rasée ; ou de la pro-

vince de la mer Noire, avec des récits sur Denikine, qui était passé sur eux comme un fléau, suivi de la tempête bolcheviste. Ils demandaient des armes pour se libérer de leurs ennemis. Par contre, les paysans géorgiens ne demandaient, eux, que socs de charrue et des sécateurs pour cultiver leurs terres. Souvent, dans les temps anciens, quand les Persans et les Turcs poussaient leurs incursions vers l'Ouest, la Géorgie demeurait comme une sorte d'îlot au milieu d'une mer démontée. Quand nous étions dans notre chambre à Tiflis, écoutant toutes ces délégations et lisant tous ces documents nous ne comprenions que trop les accents de colère grondant aux frontières de ce petit Etat socialiste, si heureux, sans pouvoir les traverser.

Cependant, il était triste de penser que cet Etat était loin d'être à l'abri du danger. Si la nationalité n'est pas un vain mot, et si la grande voix des morts nous impose le respect, l'histoire, la civilisation et l'esprit de ce peuple lui donnent le droit d'exiger la liberté nationale. Mais les puissances victorieuses d'Occident ne lui ont pas reconnu ce droit(1). Nos représentants poussaient la Géorgie à aider Denikine; ils lui enlevaient ses munitions pour en armer la Garde Blanche, prête à envahir le pays pour lui imposer de nouveau le joug russe. Ce fut sans résultat. Les Géorgiens avaient mieux su estimer les forces de Denikine que les Puissances. Actuellement, la Géorgie est menacée de Bakou par une sorte de brigandage (dire que les bolcheviks gouvernent l'Azerbeïdjan est faux, car il ne s'agit là que d'une sanglante occupation militaire) et par une pression des bolcheviks et des nationalistes turcs de l'Ouest ayant son centre à Trébizonde. La Géorgie fera de son mieux pour se défendre et elle est en train d'organiser dans ce but une Garde Populaire ; mais, tant que la Géorgie n'aura pas d'existence

1. L'indépendance *de jure* de la Géorgie a été reconnue par la Conférence Interalliée, le 27 janvier 1921.

légale aux yeux des puissances occidentales, ces dangers peuvent avoir raison d'elle.

Nous avons un représentant officiel à Tiflis. Ce fut d'abord M. Wardrop qui, depuis des années se dévoue à la Géorgie (le nom de sa sœur qui avait traduit en anglais le grand poème géorgien du XIIe siècle, « L'homme à la Peau de Panthère » est demeuré cher à la mémoire de la population). Mais il abandonna ce poste, ne pouvant être l'interprète de notre politique en Géorgie. Le colonel Stoks, dont on avait tant parlé à l'époque où M. Morgan Shuster essayait de sauver la Perse de l'effondrement, vient justement de quitter Tiflis. Jusqu'à présent les influences agissant dans la métropole l'ont emporté sur l'opinion de nos représentants sur place, et la Géorgie n'est pas encore reconnue. Je ne sais jusqu'à quel point est vrai ce qu'on dit de la France qui voudrait, dit-on, abandonner aux détenteurs de fonds russes chaque hectare de terre et chaque nationalité, sur lesquels la Russie impériale pourrait avoir des prétentions ; ce qu'on dit de l'Amérique qui serait hostile à l'indépendance de la Géorgie par suite d'un certain plan de politique mondiale, dont le Japon serait le centre ; ce qu'on dit de nous-mêmes qui serions complètement indifférents à ce qui se passe entre Constantinople et la Caspienne.

J'ai entendu parler de ces choses des gens qui devaient être bien renseignés à ce sujet. Ce serait tellement fou que j'ai de la peine à y croire. Notre politique dans le Proche-Orient est indiquée sur la carte, et nous la comprendrons à condition de la bien observer, et si cette carte laissait encore quelque lacune, elle est comblée par l'histoire des peuples caucasiens entre la mer Noire et la mer Caspienne. Si nous abandonnons ce pays, qui, dans l'avenir, sera la grande route des invasions et des intrigues impérialistes comme il fut jadis ouvert aux agents et aux plans des rivaux européens, si nous n'aidons pas les races d'ici à s'organiser, imitant en cela la Russie,

l'Autriche et l'Allemagne qui n'ont pas aidé les peuples balkaniques, la région du Caucase deviendra un lit de fièvre et elle répètera l'histoire balkanique. Déjà, les influences étrangères sont à l'œuvre en Arménie et le mahométisme de l'Azerbeïdjan force cette dernière à jeter un regard au-delà de see limites pour étendre des relations de vassalité. La Géorgie est dégagée de tout celà. Elle est nationaliste sans être impérialiste, nationaliste sans une tendance à devenir l'instrument passif de qui que ce soit. Elle a fait déjà de son mieux pour créer une fédération transcaucasienne avec la participation de deux autres Etats, mais, jusqu'à présent, elle n'y a pas réussi. L'Arménie eut des hésitations ; l'Azerbeïdjan fut envahi. Mais si la Géorgie peut repousser ses ennemis, si le succès de Wrangel ou la militarisation de la Russie ne l'anéantit pas, elle retournera de nouveau à la politique de fédération. Si notre ministère des affaires étrangères, après toutes les bévues commises par lui dans le Proche Orient, a acquis un peu de sagesse et si les hommes se trouvant sur place réussissent à appliquer ici une politique de bon sens et de prévoyance, il pourra jouer son rôle en soutenant la Géorgie. Je sais que l'Italie est prête, sous ce rapport comme sous plusieurs autres, à conduire les Alliés dans une bonne voie ; je sais également que le rêve de la France de refaire la Russie impériale est sur le point de disparaître de l'esprit du Quai d'Orsay. Notre besogne consiste avant tout à reconnaître la Géorgie *de jure*, ensuite à l'aider, par nos conseils et notre politique, à arriver à une complète entente avec l'Arménie, et enfin, à l'encourager, par les mêmes moyens à créer une fédération transcaucasienne de républiques libres. Les Géorgiens sont un peuple au cœur chaud, comme le sont tous les braves cavaliers, et un acte de bonne volonté va effacer de leur mémoire les souvenirs de maintes et maintes offenses.

« *The Nation* »
16 octobre 1920.

II. — MON VOYAGE EN GÉORGIE.

La Géorgie est un repos pour l'âme et pour le corps. Nous y allâmes en passant par les Iles Grecques, les Dardanelles et la mer Noire. Nous n'eûmes aucune des terribles aventures qu'eût à subir Jason, en suivant la même route dans sa recherche de la Toison d'Or. Tout était tranquille ou, du moins, semblait l'être.

Mais, sous cette apparence, c'était la lutte et c'était la boue. Je vis à Constantinople des troupes hâlées aux figures basanées qui s'avançaient avec des officiers de bonne fortune pour visiter les maisons publiques. J'entendis de la bouche même de nos hommes la description de l'abjection créée à Constantinople par les émigrés Russes, pour lesquels nous avions donné notre argent et notre vie.

Avec leurs femmes et leurs maîtresses ils se prélassaient dans les hôtels de Constantinople en attendant le triomphe de Wrangel. J'eus des preuves nombreuses du chaos où se trouvait l'Est, de l'assujetissement des peuples, je pus constater les opérations de la haute finance et la révolte des esprits, qui ne voulaient pas accepter le joug. Mais le ciel était bleu, la mer calme, les montagnes étaient hautes et le pays riche en souvenirs et en histoire. C'est ainsi que la paix ne va pas sans lutte.

Nous ne connaissions le repos qu'à la fin du voyage. Loin encore de la jetée de Batoum, nous apercevions des drapeaux rouges, flottant au vent et des taches écarlates parmi du décor vert. C'est aux sons de l'Internationale et sous le regard des portraits de Karl Marx, que nous débarquâmes. Nous nous sentîmes tout de suite chez nous. Le Parti Travailliste Indépendant est aussi

connu à Batoum et Tiflis qu'il l'est à Glascow et il est plus apprécié par le gouvernement géorgien que par certaines de ses propres fractions.

Que ce soit au port où la Géorgie prend contact avec le monde extérieur ou à Tiflis, sa capitale ou à Koutaïs qui représente la province, ou à Kasbeck, en pleine montagne, partout les noms des socialistes européens sont familiers non moins que dans nos propres districts industriels. Le paysan géorgien a sur notre mouvement socialiste une notion beaucoup plus intelligente que celle des lecteurs du " *Morning Post* ", par exemple.

La Géorgie a un gouvernement socialiste et les résultats obtenus par le socialisme y sont aussi importants que dans tout autre pays du monde. Mieux que les autres pays, la Géorgie a consolidé ses conquêtes et a jeté des bases pour les nouvelles constructions socialistes.

Les socialistes géorgiens sont trop fidèles aux idées du Parti Travailliste Indépendant pour jouer au dictatorat ou pour se livrer à une futilité de ce genre. Ce sont des démocrates. Les géorgiens ont eu leur révolution sociale et politique sans tuer un seul adversaire, hors les cas où ils furent attaqués, sans supprimer un journal et sans interdire un meeting public. Ils résistèrent à la coërcition des autorités militaires anglaises qui occupaient Batoum pour aider Denikine.

Le flux et le reflux de la révolution et de la contre-révolution aux frontières géorgiennes serrèrent de près les Géorgiens, mais toujours ils luttèrent avec succès pour le maintien de leur droiture socialiste. Pendant l'invasion de l'armée bolcheviste, les ouvriers socialistes se levèrent en masse, — ainsi que pendant l'affaire de Kapp, à Berlin, — et chassèrent les envahisseurs à travers la route militaire géorgienne.

Les Géorgiens luttèrent tout le temps pour la paix et conclurent un traité avec Moscou et Bakou. Ils ne se plaignirent à moi que du fait que les bolcheviks n'étaient

pas de bonne foi; mais cette plainte faite, ils l'atténuèrent aussitôt en expliquant que le gouvernement de Moscou ne pouvait être blâmé pour les actions de tout commandant militaire tantôt trop impulsif, tantôt brigand, se plaisant aujourd'hui à se qualifier de bolchevik.

Je visitai le représentant de Moscou à Tiflis.

L'escalier de la légation était recouvert d'une épaisse couche de placards fulminants de propagande.

Le représentant lui-mème est un homme très aimable avec lequel il est agréable de discuter, mais tout le monde sait parfaitement qu'il n'est pas seulement un ambassadeur, mais un centre de propagande. Le gouvernement ne s'en occupe pas. Lorsque la propagande va trop loin, il y met un frein, ainsi qu'il le fit lorsque les diplomates bolcheviks forcèrent une prison et en relâchèrent les prisonniers. Mais sauf un cas de ce genre, le gouvernement a une si grande confiance dans l'intelligence de son peuple et en sa démocratie qu'il regarde sans se préoccuper les journaux et les agents politiques subventionnés par Moscou.

C'était une expérience des plus réconfortantes. Nous trouvâmes là tous nos principes du Parti Travailliste Indépendant appliqués avec le plus grand succès, malgré les conditions les plus difficiles. Le socialiste géorgien sait fort bien qu'il se produirait des conséquences inévitables, s'il commençait à jouer à la dictature, et il veut éviter ces conséquences.

Il croit à la démocratie et à l'action parlementaire et il récolte sa récompense. La Géorgie a eu son époque des Soviets, mais elle en est vite sortie. Les Soviets y furent créés lors de la première révolution russe, mais les socialistes géorgiens élirent aussitôt une Assemblée Constituante, formèrent une coalition temporaire et ordonnèrent des élections régulières et universelles avec entière protection de toutes les minorités. Sur 130 membres envoyés au Parlement, 102 étaient socialistes.

Le leader socialiste, très populaire Jordania, fut élu président et premier ministre et un cabinet purement socialiste fut formé. Le socialisme continua résolument sa marche.

La terre fut reprise aux grands propriétaires et les paysans reçurent les fermes dans des conditions qui firent de la propriété paysanne une sorte de socialisation. Les forêts, les mines, les chemins de fer furent nationalisés.

Des projets de contrôle démocratique de l'industrie sont à l'étude. Les ouvriers, entièrement confiants dans le fait qu'ils travaillent pour la communauté, étendent la culture, augmentent la production (en particulier, celle du charbon) et limitent leurs demandes d'augmentations et de rétributions, comprenant bien que la vraie cause des difficultés qu'ils éprouvent est la cherté de la vie. Tout ceci m'apparut au cours de mes conversations avec les ministres, les mineurs, les artisans et les paysans et je constatai à quel point la Géorgie en partageant notre point de vue était devenue une communauté vraiment coopérative. Je ne me suis jamais senti plus fier d'être membre du Parti Travailliste Indépendant, ni plus heureux en entendant louer ce Parti.

Je vis là ce que je voudrais voir dans mon pays : une vraie communauté d'hommes et de femmes dansant et chantant en pleine gaieté de cœur, ayant une confiance réciproque trop grande pour suivre de mesquins détours ou des méthodes académiques de gouvernement, des gens confiants en démocratie et ne connaissant d'autre sécurité que la liberté.

Quoique j'écrive ainsi, je n'ai point l'intention de comparer la situation russe avec celle de la Géorgie. J'envisage des principes généraux qui sont indépendants de la situation de l'un ou de l'autre pays. D'après moi, la conception russe du gouvernement est au fond mauvaise et celle des Géorgiens foncièrement bonne. Les figues ne pous-

seront jamais sur les chardons russes, en admettant même que l'on ne peut faire pousser sur le sol russe rien d'autre que ces chardons.

Nous ne devons pas oublier, toutefois, que la Géorgie a eu aussi à lutter pour son existence, que l'Angleterre a aidé Denikine dans sa tentative d'écraser ce pays, qu'aujourd'hui, ce pays est menacé de toutes parts et que les alliés ont jusqu'ici refusé de reconnaître son droit à l'existence.

La haute finance est très intéressée aux affaires de la Géorgie. Cette République est en difficultés financières et je crains qu'elle n'ait toujours adopté la meilleure manière de s'en tirer. On ignore encore ce que le capitalisme international aura à proposer à ce sujet ; ne soyons donc pas satisfaits de l'idée que la tranquillité intérieure de la Géorgie et son régime parlementaire sont dus à la sécurité extérieure. La Géorgie a joui de la démocratie pendant les conspirations, les invasions et la révolution et c'est par la démocratie armée qu'elle se prépare actuellement à recevoir Denikine s'il traverse le Caucase, ou les bolcheviks s'ils viennent de Vladicaucase, Bakou ou Trébizonde.

Les socialistes géorgiens ont pris le soin d'éduquer le peuple. C'est pourquoi, différant en ceci des autres Etats, la Géorgie voit maintenant unis ses villes et villages, ses ouvriers et ses paysans. Il n'y a pas de « gardes verts » en Géorgie, il n'y a aucune différence dans la manière dont nous fûmes reçus en ville et à la campagne. Toute la nuit des foules de paysans nous attendaient pour nous acclamer dans les gares; dans les endroits les plus éloignés du centre le socialisme international fut acclamé. Tiflis nous donna des dîners. Gori nous apporta des fruits et sa modeste offrande — le pain et le sel. Le pays est plein de vie, il est donc du devoir des socialistes européens et, en particulier, de celui de notre parti (le Parti Travailliste Indépendant) de veiller à ce

que l'indépendance de la Géorgie soit reconnue. Ce pays n'a pas besoin d'aide militaire. Il n'a point d'ambitions impérialistes, il ne désire soumettre personne, ni imposer ses idées à ses voisins.

La Géorgie diffère autant de certains de nos protégés que les Saints diffèrent des voleurs. Elle ne veut qu'être reconnue, elle demande que l'Angleterre déclare formellement que la Géorgie existe et l'inscrive sur la liste officielle des Etats, déposée au Foreign Office, voilà tout.

Notre gouvernement ne s'intéresse pas aux grandes expériences de liberté humaine, aux vieilles nations historiques fières de leur passé et résolues à contribuer pour leur propre part au bonheur de l'humanité et à la sagesse politique. Mais il prétend s'intéresser à une évolution dans la politique mondiale qui menace d'engendrer des conflits entre les impérialismes européens en Asie. A ce point de vue, j'aurais quelque chose à dire sur la stratégie politique du Caucase, mais cela peut être différé, quoique le rapport d'Esher sur l'armée des Indes soit une des révélations les plus franches et les plus complètes du mal qui ait jamais été publiées, et qu'il soulève la question de cette stratégie.

Les aspirations de la Géorgie se recommandent à nous, démocrates et socialistes, parce que nous nous apercevons de l'inévitable réaction qui suivrait au cas où nous aurions à dépendre de l'issue de l'expérience russe et parce que nous croyons à la liberté des peuples et aux communautés bien constituées, veillant au maintien de la la paix.

C'est pourquoi nous devons faire en sorte que la Géorgie soit immédiatement reconnue comme un Etat indépendant et qu'elle soit admise dans la Société des Nations.

« *The Labour Leader* »

21 octobre 1920.

III. — LA RÉPUBLIQUE GÉORGIENNE SOCIALISTE.

La République Géorgienne Socialiste est une expérience de laboratoire. Sa superficie est de 62.000 milles carrés, soit la moitié du Royaume Uni, mais trois fois autant que les Pays-Bas et six fois plus que la Belgique. Elle compte environ 3.000.000 habitants dont les 4/5 sont des paysans. En outre, les difficultés intérieures étant peu nombreuses en Géorgie, elles ne sauraient nuire à l'expérience. Toutes les classes sont animées d'une dévotion particulière pour leur pays. La Géorgie a le sens du romantisme historique, et ses traditions sont celles d'un petit Etat qui fut victime d'un pouvoir impérial après un autre, mais qui défendit toujours les libertés religieuses et nationales. Les mouvements industriels si caractéristiques de l'Occident l'ont à peine touchée. Son statut agraire d'avant la révolution de 1917, était en fait une sorte de régime féodal. Sauf quelques domaines princiers, le reste du territoire était morcellé par la petite propriété; l'industrie était principalement représentée par les petits ateliers ou par le travail à domicile. Il n'existait pas de grandes entreprises industrielles, les relations économiques n'étant pas développées. La plus grande partie des immenses richesses minérales et forestières de la Géorgie demeurait inexploitée.

La civilisation géorgienne est d'ordre essentiellement populaire, — histoires d'amour et de guerres dans le genre de nos ballades d'autrefois, danses pareilles à nos danses écossaises, musique et chants ressemblant à nos mélodies traditionnelles. Le pays est dominé par la chaîne du Caucase, gardien éternel de l'esprit de la liberté.

La Géorgie ne put survivre à un siècle de militarisme, mais on ne parvint pas non plus à la pacifier; elle ne pouvait se maintenir dans le conflit entre la Russie et la

Turquie, mais resta toujours comme une épine plantée dans la chair du pays qui l'avait annexée. Quand, en 1801, elle fut proclamée province russe, la Grande-Bretagne protesta, mais ce fut sans résultat. De génération en génération, la Géorgie continua elle-même à protester ; elle remplissait les prisons russes, elle parcourait les chemins de l'exil en Sibérie, elle donnait du travail au bourreau russe. Puis vint la révolution de mars 1917. La Géorgie voulut se constituer en province autonome fédérée avec la Russie, et des pourparlers étaient engagés à ce sujet, lorsque les bolcheviks renversèrent le gouvernement russe et établirent leur dictature. Les Géorgiens ne voulurent pas admettre ce régime, et une République fédérale Transcaucasienne, comprenant la Géorgie, l'Azerbeïdjan et l'Arménie fut proclamée le 22 avril 1918. Elle ne vécut que cinq semaines. Le traité de Brest-Litovsk avait donné des territoires géorgiens à la Turquie, ce à quoi la Géorgie résolut de s'opposer. Mais l'Azerbeïdjan étant soumis à des influences musulmanes, ne voulait pas se joindre à la lutte, et comme, de son côté, l'Arménie n'était pas non plus de cœur dans cette fédération, le Conseil National Géorgien proclama, le 26 mai 1918, un Etat Géorgien indépendant. Des troubles s'abattirent en foule sur le nouvel Etat, mais il a survécu et demande maintenant aux Grandes Puissances de reconnaître son indépendance.

I

La constitution politique de la Géorgie mérite d'être étudiée de près. Elle a été créée par la coalition de tous les partis politiques et de toutes les classes sociales. Des princes ont jeté leurs titres à tous les vents et ont remis leurs propriétés dans le fonds de l'Etat. La coalition forma l'Etat, et on procéda aux élections au suffrage universel. Toute la nation ne forma qu'un seul collège

électoral, les députés étant élus au scrutin proportionnel. Il y eut sur 1.024.000 inscrits 616.000 votants (quelques régions étant encore sous l'occupation militaire étrangère, des troubles ayant éclaté dans d'autres districts). Sur ces 616.000 voix, 470.000 allèrent aux social-démocrates qui disposèrent ainsi de 102 sièges de députés sur un total de 130. Aussi les socialistes assumèrent-ils eux-mêmes toute la responsabilité du pouvoir ; le cabinet actuel est purement socialiste, avec M. Jordania, chef des socialistes géorgiens, à sa tête (1). Il n'y a qu'une seule chambre élue pour trois ans.

Le démocrate géorgien se méfie des présidents, des cabinets et de toutes les formes du pouvoir exécutif, aussi le corps législatif doit-il approuver la nomination des ministres choisis par le Premier. Chaque ministre est responsable pour son ressort devant le Parlement, il est le serviteur de celui-ci. Dans la pratique, cependant, c'est le cabinet qui décide de la politique générale et qui la conduit et aucun acte de quelque importance ressortissant à tel ou tel ministère n'est effectué sans que tous les ministres et le Premier aient été consultés au préalable. Au 16 août dernier, le Parlement avait voté 602 actes législatifs, dont 516 émanant directement du gouvernement, 9 seulement de l'initiative des députés ou des partis, le reste des Commissions parlementaires.

Cela jette une vive lumière sur la controverse qui

1. Il n'est pas sans intérêt d'analyser cette majorité socialiste pour voir de quels hommes elle se compose. Elle représente six nationalités : quatre-vingt-neuf Géorgiens, quatre Russes, trois Arméniens, deux Ossètes, deux Allemands, un Grec et un Israélite. On compte parmi eux trente-deux ouvriers, vingt professeurs et instituteurs, quatorze journalistes, treize juristes, treize fonctionnaires municipaux, sept médecins et trois ingénieurs et techniciens. Trente-trois membres ont suivi les cours des écoles supérieures et des universités russes; huit, ceux d'institutions analogues en Europe; trente-quatre ont reçu une instruction secondaire; vingt n'ont terminé que l'école primaire; sept ont reçu une instruction privée.

s'élève parfois en Angleterre, au sujet de la responsabilité collective du cabinet et du contrôle législatif du Gouvernement. Dans le premier Parlement d'un Etat en période d effervescence révolutionnaire, on devrait s'attendre à un maximum d'initiative individuelle en législation. Les chiffres ci-dessus ne répondent cependant pas à cette attente. La responsabilité collective du cabinet ne peut-être éludée ni par des schémas mécaniques, ni par des déclarations parlementaires.

Il y aurait lieu de s'étendre un peu plus sur cette question, mais on ne saurait le faire sans avoir étudié à fond le mécanisme du pouvoir en Géorgie. A première vue, nous trouvons des élections, une majorité, un Parlement et un cabinet, mais il existe encore quelque chose derrière.

Quand la révolution de 1917 éclata, en Géorgie comme dans le reste de la Russie, s'organisèrent des Soviets d'ouvriers et de soldats composés des représentants des ouvriers, des paysans et des soldats. Chaque commune possédait un Soviet, mais le siège du Comité Central représentatif était à Tiflis. C'est lui qui dirigea le mouvement pendant toute la révolution. Quand le problème bolcheviste se posa devant lui, il se déclara pour la démocratie représentative, et le parti social-démocrate était si puissant que tant les Soviets locaux que le Comité de Tiflis devinrent, en réalité, des sections du Parti et, voire, sa propre organisation. C'est ainsi que progressivement l'organisation économique se confondit avec l'organisation politique, le Comité Central des Soviets ne continuant à exister d'une manière indépendante que pour contrôler les questions purement économiques.

Une réserve existait cependant. Le Comité Central du Parti social-démocrate n'avait pas transmis à ses représentants au Parlement l'entière responsabilité des affaires politiques. Il continuait à exercer sur ses élus un certain contrôle. Quand Jordania devint ministre Président, le

Comité en fut très satisfait; il s'effaça même un peu; cependant il n'en discute pas moins jusqu'à présent les affaires et la politique du gouvernement, fait connaître aux ministres son avis sur telle ou telle question, avis dont les ministres doivent tenir compte. Ce Comité veille aussi à ce que les postes importants soient occupés par des hommes jouissant de toute sa confiance. En un mot, il se considère responsable devant le parti pour la politique du gouvernement. On peut se rendre compte jusqu'à quel point sont intimes ses rapports avec le gouvernement, quand on saura qu'à une séance du Comité central du Parti, à laquelle nous assistions, Jordania présidait, non en qualité de Président du gouvernement mais comme président du parti.

A première vue, ce système est contraire à certaines idées qui nous sont le plus chères sur l'indépendance du parlement. En Angleterre, les partis désignent leurs candidats; lorsqu'ils sont élus, les chefs de ces partis forment le gouvernement et gouvernent le pays de la manière qui leur paraît la meilleure. La liaison entre les organisations du parti au pouvoir et leurs élus au Parlement formant la majorité, n'est, dans ces conditions, que très superficielle. En Géorgie, le parti non seulement assure l'élection d'une majorité, mais encore se trouve-t-il en contact des plus immédiats avec le gouvernement. Ce n'est, m'a-t-on dit, que pour cette raison, que l'organisation des Soviets a dans les institutions politiques une confiance telle qu'elle leur laisse diriger entièrement la politique du pays. Ainsi se maintiennent des relations très suivies entre le gouvernement et l'opinion agissante du pays, de telle sorte que la politique du gouvernement repose sur des assises nécessaires au Parlement. Il n'en résulte pas nécessairement que le Parlement soit privé de son indépendance qui doit toujours être limitée par l'opinion publique. Cela implique cependant deux conditions. Tout d'abord, les membres du Cabinet ne doi-

vent pas devenir des sortes de Pontifes menant une vie des grands personnages, au courant de choses qu'ignore le commun des mortels, et doués, de par leurs fonctions mêmes, d'une sagesse à laquelle tout un chacun ne saurait prétendre. Cela suppose également une très forte majorité au Parlement ; en effet, le programme des leaders politiques hors du parlement contient toujours un élément d'absolu qui ne saurait convenir à la politique parlementaire, à moins que le gouvernement ne soit soutenu par une majorité sûre et solide, et qui provoque des dissensions entre les chefs de parti au parlement et ceux en dehors.

Le système géorgien a ses dangers ; cependant il pourrait être étudié avec fruit par ceux qui dans notre pays, tout en croyant encore au régime parlementaire, admettent toutefois qu'il va s'affaiblissant, par suite de son inaptitude toujours croissante à intéresser et à éduquer le peuple. L'organisation géorgienne mieux que la nôtre montre clairement l'idéal des relations entre un parti politique et ses représentants parlementaires.

II

Le gouvernement géorgien étant socialiste, l'on se demande naturellement quels succès a eu sa politique économique. S'il est vrai que la Russie bolcheviste, même en tenant compte de toutes les circonstances, montre la seule voie, menant les nations le plus directement au socialisme, il est permis d'admettre, sans discussion, qu'elles ne s'en engageront pas, à moins que, si, devant les ruines, le désespoir ne les y ait poussées.

La Géorgie n'est pas bolcheviste, elle est même résolument anti-bolcheviste. Quand le front russe s'effondra en 1917-1918, la soldatesque bolcheviste menaçait de s'emparer de la Géorgie. En présence de cette menace, les ouvriers socialistes géorgiens s'organisant en une

Garde Populaire, prirent les armes pour les repousser. Depuis cette époque, et malgré une propagande très active, le bolchevisme n'a fait aucun progrès dans le pays. Le Géorgien est un démocrate épris de liberté, et toute dictature est contraire à sa nature. Il est profondément attaché au principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Or, les bolcheviks se sont toujours efforcés de le priver de son gouvernement socialiste indépendant, comme ils en ont privé le peuple de l'Azerbeïdjan. L'occupation de Bakou par les bolcheviks a été pour les Géorgiens un exemple de repression, de l'action des Commissions Extraordinaires et des autres maux inhérents à la dictature armée. Aussi la Géorgie constitue-t-elle un rempart socialiste contre le bolchevisme. Devant elle ne se dresse pas ce terrible problème de la famine avec lequel le gouvernement russe est aux prises, et elle n'a pas subi ces contre-révolutions, tant intérieures qu'extérieures, qui ont rendu impossible en Russie la politique de reconstruction. Aussi ne saurait-on établir une comparaison détaillée entre la Géorgie et la Russie. On ne peut donc pas invoquer l'expérience géorgienne pour condamner le système russe. Cependant il est permis de dire que dans toutes les questions de reconstruction socialiste, la Géorgie est aussi fidèle au socialisme que la Russie.

L'Etat Géorgien a été créé par une révolution politique et c'est par des moyens politiques qu'il marche vers la révolution sociale. Il a d'abord nationalisé les terres, les mines, les forêts, les chemins de fer et celles des industries dont les propriétaires se livrèrent au sabotage. Ceci fait, il s'adonna à l'œuvre économique. Tout comme le gouvernement russe, il s'est rendu compte que décréter la nationalisation est une chose et que la mettre en pratique en est une autre. Aussi son système en est-il encore à la période d'organisation.

La première difficulté qui se dressa devant le gouver-

nement fut la question agraire. Le paysan géorgien était propriétaire de sa maison, de son matériel, de ses champs et les exploitait personnellement. Les fonds nécessaires à cette exploitation ne représentaient qu'un capital infime. La seule question qui se posât véritablement, était celle de savoir comment, dans l'exploitation des terres, l'intérêt public pouvait être sauvegardé, les défauts du monopole écartés, et le maximum de rendement atteint. Le gouvernement avait à satisfaire les paysans qui formaient 80 o/o de la population, et qui désiraient payer leurs terres argent comptant pour les cultiver ensuite. La loi récemment votée permet au cultivateur de posséder en propriété 18 acres s'il s'agit de cultures telles que : vigne, tabac, cotonnier, 40 acres si la terre est cultivée en céréales, 110 acres s'il s'agit de pâturages. Les grandes propriétés privées, de même que celles qui appartenaient à l'Eglise et à la famille impériale russe ont été confisquées par l'Etat et se trouvent actuellement sous son contrôle. Partie de ces vastes propriétés a été remise aux communes et aux municipalités, partie aux institutions publiques, partie sera employée à satisfaire aux demandes des paysans, mais une grande quantité restera entre les mains de l'Etat qui exploite aujourd'hui les jardins botaniques, les plantations de thé et de bambous, les vignobles. C'est ainsi que par la limitation de l'étendue de la propriété privée, la Géorgie s'est prémunie contre la reconstitution de grands domaines et contre le monopole de la terre qui eut pu s'effectuer par acquisition.

Ayant réglé le sort des ruraux, le gouvernement procéda à leur organisation et s'occupe aujourd'hui de la création d'un vaste organisme coopératif. Je ne saurais mieux faire ressortir les grandes lignes de cette organisation qu'en citant les mesures qui ont été prises dans ce sens pour le tabac dont la Géorgie produit les meilleures qualités. Jusqu'à présent, le cultivateur était à la

merci des intermédiaires qui, au fur et à mesure que l'industrie du tabac se monopolisait, exploitaient de plus en plus le paysan. Le gouvernement a créé un comité composé de représentants des cultivateurs, des communes intéressées et du gouvernement lui-même. Ce comité dispose de toute la récolte marchande. Il fixe tout d'abord le prix auquel il achètera la récolte, puis la vend et en distribue ensuite le revenu net entre les cultivateurs. Il suit donc les méthodes ordinaires d'un magasin coopératif britannique, qui restitue à ses clients, sous forme de dividendes, les sommes qu'il reçoit d'eux, en leur vendant au-dessus du prix de revient. Cette organisation coopérative devra être élargie et étendre son activité aux achats à l'étranger en entrant directement en contact avec les coopératives des autres pays.

Le revenu de ces opérations sera perçu par l'Etat sous forme de taxes. Une organisation de producteurs doit être constituée d'après les principes du socialisme corporatif. C'est suivant ces principes que se développe la politique agraire en Géorgie.

La politique économique du gouvernement consiste ainsi à favoriser le progrès de la coopération et son extension générale dans tout l'Etat. Le gouvernement est contraint de conclure des arrangements provisoires avec les capitalistes, comme le fait le gouvernement russe des Soviets, mais il espère pouvoir, en fin de compte, constituer son propre capital avec l'épargne et le crédit coopératifs. Dans l'administration intérieure des coopératives, il compte appliquer une forme modifiée du système Rochdale et du socialisme corporatif ; dans le commerce extérieur il se pose pour but de favoriser tout d'abord les intérêts du mouvement coopératif. Cette politique est soutenue tant par les paysans que par les ouvriers. J'ai été frappé de la manière intelligente dont les uns et les autres la secondent. Dans les plus petits villages, comme dans les grandes villes les portraits des

chefs de la coopération européenne et du socialisme sont très répandus. C'est ainsi qu'à Koutaïs (deuxième ville du pays par sa population, qui est de 80.000 h.), j'ai eu l'occasion de voir une galerie de portraits de coopérateurs britanniques, de Robert Owen aux socialistes chrétiens et aux contemporains comme Sir William Maxwell. Marx, cependant, y était la figure centrale.

Les expériences de la nationalisation de l'industrie y sont encore à l'état rudimentaire. Les mines de manganèse sont toujours exploitées par des sociétés capitalistes européennes, dont les représentants se joignirent, à Tchiatouri, à la foule qui s'assembla pour nous souhaiter la bienvenue, la boutonnière ornée d'œillets rouges. On discute actuellement les conditions du transfert à l'Etat des exploitations appartenant à ces sociétés et l'on m'a assuré que les décrets définitifs concernant leur administration seraient bientôt publiés, ce dont les ouvriers paraissent forts satisfaits.

Cependant le système de la nationalisation est intégralement appliqué à l'exploitation des gisements de charbon de Tkvibouli. La question de savoir comment ces mines devraient être exploitées, a été l'objet de longues discussions au sein du parti social-démocrate. Il fut finalement décidé de verser à titre de compensation pour le capital dépensé à la surface, et l'on fixa cette indemnité à un chiffre équivalent au change actuel à 3,000 livres sterling environ. Il y eut des objections de la part des propriétaires, mais le travail aux mines était déjà presque complètement arrêté, et il n'existait aucun espoir de voir la situation s'améliorer sur les bases de la propriété privée. Dès que la nationalisation fut effectuée, l'industrie reprit. Les ouvriers formèrent un syndicat et se mirent hardiment au travail pour augmenter la production. De leur propre initiative, ils améliorèrent le système de travail et proposèrent d'instituer un organe impartial pour la fixation des salaires. Le syndicat entra

en pourparlers avec les ouvriers inconscients et, ayant pleine confiance dans l'administration et le gouvernement, il mit fin aux pratiques de travail que les ouvriers avaient adoptées pour se défendre contre les propriétaires privés. Il en résulta qu'au moment où je me trouvais là, la production s'était déjà accrue de 37 %, et qu'elle augmentait encore sans qu'aucun conflit industriel n'eut lieu. Un mineur m'a dit à ce sujet : « Nous travaillons maintenant non seulement avec nos bras, mais avec nos cœurs. » Le gouvernement est responsable de l'administration générale et supérieure, mais l'organisation intérieure du travail est principalement aux mains des ouvriers et de leur syndicat. Chaque groupe de 50 mineurs élit un représentant pour surveiller le travail, et ces représentants sont en contact direct avec l'organe exécutif du syndicat. Les fonctionnaires qui correspondent à nos inspecteurs des mines sont élus également par les ouvriers et puis nommés par le gouvernement.

Tkvibouli se trouve au cœur même de la plus charmante région, surplombée de montagnes et ombragée de forêts, où l'on serait enclin à chercher plutôt des nymphes et des faunes que des mines et des mineurs. J'ai quitté ce pays avec le sentiment que la paix et l'harmonie se sont établies dans ces houillères. L'expérience de nationalisation des mines a complètement réussi.

III

Cette tentative d'un vieux peuple de se transformer en un Etat industriel coopératif présente pour nous, question politique intérieure de l'Etat mise à part, un intérêt tout particulier. Nous ne devons pas négliger notre sûreté. Personne ne sait quelles combinaisons politiques peuvent surgir du chaos actuel, ni qui finalement sera ami ou ennemi. Une Russie impériale pourrait apparaître; les intérêts financiers de certains pays continentaux pourraient amener des intrigues politiques et

provoquer des troubles sur cette grande route étroite qui relie l'Europe à l'Asie; le mirage asiatique pourrait de nouveau agiter certains Etats d'Europe. Les peuples de Transcaucasie deviendraient alors de simples pions sur l'échiquier impérialiste, et nous verrions de nouveau la sordide politique des Balkans apparaître sous des formes nouvelles entre la mer Noire et la Caspienne. Les fils de la politique au Caucase seraient tirés par des puissances européennes. L'Azerbeïdjan deviendrait pour longtemps un Etat instable. L'Arménie doit faire ses preuves et ceux qui la connaissent le mieux se demandent, non sans inquiétude, comment elle sortira de cette expérience. Notre politique devra tendre à la fortifier à l'intérieur, à s'opposer à ce qu'elle devienne l'objet d'un mandat, quel que soit l'Etat qui veuille devenir son mandataire. L'intervention d'une puissance étrangère en Arménie serait la porte ouverte à la balkanisation de ces régions et l'obstacle à la consolidation des Etats transcaucasiens. La seule chose à faire pour l'Arménie, c'est de la mettre sur ses propres pieds, puis de la laisser.

Théoriquement, notre politique au Caucase est très simple. Nous devons créer là un bloc solide d'Etats libres et fédérés pour qu'il garde cette grande route stratégique entre l'Europe et l'Asie, cette frontière de la Perse.

Or, la seule chose qui permet de réaliser cette politique, est l'existence de la Géorgie. Le peuple géorgien a une nationalité bien définie; c'est un peuple qui a dans le sang l'esprit d'indépendance, qui compte sur ses propres forces, qui n'est pas impérialiste, enfin, qui pourrait être de nos jours, comme il l'était déjà dans l'antiquité, un rempart contre les invasions de l'Est et de l'Ouest, un pilier de soutènement pour l'Azerbeïdjan et l'Arménie. Des bruits se font entendre d'une politique déplorable dans le proche Orient, on parle de restaurer la Russie impériale, de lui rendre l'Azerbeïdjan et la Géorgie, de soumettre à sa suzeraineté l'Arménie, tous

plans tendant à transformer ce dernier pays en une sphère d'influence politique et économique de la France. La stupidité de ces desseins, à notre point de vue (qui est en même temps celui de la paix et de la sécurité), est tellement manifeste, qu'il serait difficile d'admettre que notre Ministère des Affaires Etrangères fasse autre chose que de les condamner sans phrase.

Une fédération transcaucasienne de ces trois Etats, avec la Géorgie comme centre, une combinaison démocratique dans laquelle les Chrétiens et les Musulmans vivraient dans l'union, la résurrection de l'esprit d'autonomie et d'indépendance parmi les peuples, cet esprit qui s'opposerait aux intrigues des agents politiques étrangers et qui repousserait toute invasion armée, voilà où devrait tendre la politique britannique. Mais pour cela, la Géorgie est nécessaire, car elle seule pourrait exécuter ce programme. Une entente, complètement sincère et sans équivoque, dans son esprit et dans ses buts, entre la Grande-Bretagne et la Géorgie, nous offre la chance de résoudre les problèmes les plus dangereux des relations entre l'Europe et l'Asie occidentale, pour plusieurs générations.

« *The Contemporary Review* »
Février 1921.

Th. Shaw.

LE PREMIER ÉTAT SOCIALISTE.

Je suis de retour d'un voyage dans un pays peu connu mais très beau, qui s'étend des montagnes du Caucase à la mer Noire. Et en rentrant, j'apprends par les journaux anglais le récit que la mission dont je faisais partie aurait été sifflée dans les rues de Batoum. Ce récit est non seulement imaginaire, mais il est ridiculement faux. Je n'aurais pas donné grand'chose pour la sécurité de celui qui aurait essayé de manquer d'égards envers les hôtes honorés du gouvernement socialiste de Géorgie. Les montagnards géorgiens sont une très belle race, mais je préfère les avoir comme amis. Car étant ennemis, ils doivent être vraiment dangereux. Ils étaient *nos amis*.

La Géorgie est merveilleusement belle et non moins fertile. A Batoum, nous avons vu des fruits en quantité prodigieuse. Pendant notre voyage à travers le pays, nous avons vu toutes sortes de plantations, depuis l'orge jusqu'au bambou et même du thé. Il y a de puissants gisements de manganèse, du charbon, et il y a de magnifiques forêts dont on pourrait retirer d'énormes provisions de bois de construction. On y trouve des sources sulfureuses et autres qui, dès que les facilités de transport seront rétablies, attireront des centaines de milliers de visiteurs et rendront de grands services à l'humanité souffrante.

Mais l'organisation scientifique de l'industrie, laquelle est nécessaire aux habitants du premier Etat véritablement socialiste et démocratique afin qu'ils puissent tirer des

avantages de leur système politique et de leurs ressources naturelles, cette organisation y fait complètement défaut. Le premier ministre, Jordania, et le gouvernement se rendent parfaitement compte de cette circonstance et ils désirent l'assistance des experts et des administrateurs d'Occident. En effet, le gouvernement de la Géorgie est tout prêt à solliciter des capitaux étrangers, ainsi que la technique étrangère, dans le but d'aider au développement du pays et à les bien payer. Mais on ne permettra pas ici au capital de devenir maître.

Et, ce qui est encore plus important que toute la florissante végétation de la Géorgie, c'est que ce pays est habité par une race fière, honnête et athlétique qu'il est agréable de voir.

Si je pouvais décrire l'exquise politesse et l'hospitalité innée du peuple, la splendeur des collines et des vallées, les légendes poétiques qui se rattachent à ses lacs et à ses ruines, alors, j'écrirais un article vraiment digne d'un journal comme le « *Clarion* » où ont paru les meilleurs articles descriptifs qui aient jamais été publiés.

Toute la route militaire de Tiflis au Kazbek est un rêve de beauté, de poésie et de légende. Sur un rocher escarpé, se dresse le château de la reine Tamara qui, après que ses amants avaient perdu leur faveur auprès d'elle, les faisait jeter du sommet de la falaise où ils trouvaient une mort inévitable. Sur un autre rocher, on voit un château, bâti pour la défense d'un village montagnard qui s'abrite sous les murs de la demeure fortifiée.

Les gens de cette région racontent une légende suivant laquelle, pendant la construction de ce château, on ne pouvait pas faire tenir ensemble les pierres posées. Toute la besogne faite pendant le jour était anéantie la nuit. A la fin, le devin du village déclara que, seul le sacrifice de la vie d'un jeune homme, pourrait améliorer la situation. Un père livra son jeune fils dont le sang cimenta les murs. Les remparts s'élevèrent alors forts et puissants, et le père,

à leur vue, s'écria : « Je n'éprouve aucune douleur de la perte de mon fils. Je le vois ici, il vit d'une vie éternelle et il nous protège tous ! »

Un lac, situé non loin de là, posséda autrefois dans son lit, un berceau d'or. Quand ce berceau sera retrouvé, la Géorgie s'affranchira de toute menace turque et persane, et le peuple redeviendra libre, heureux et indépendant.

Presque chaque colline a sa ruine; les églises et les châteaux du IVe et du Ve siècles exercent sur vous une fascination indescriptible. La route grimpe en escargot sur la face rugueuse de la montagne. Elle est étroite et rude; soudain, une voiture attelée de bœufs se montre derrière un angle, et une collision peut entraîner à une chute de plusieurs centaines de pieds... Mais la beauté des collines dépasse mes facultés descriptives.

Nous arrivâmes à Kazbek dans la nuit. La lune se montra en perçant les nuages et aussitôt, devant nous, se dressèrent quatre cavaliers. L'un d'eux portait un petit drapeau, les autres avaient leurs épées nues. Quand nous nous approchâmes d'eux, ils se placèrent devant nos voitures et se mirent à galoper rapidement, en poussant des cris de bienvenue.

A chaque tournant de la route, apparaissaient d'autres cavaliers, jusqu'à ce que nous nous fûmes trouvés entourés d'une foule de montagnards montant des chevaux rapides comme le vent, aux pieds aussi sûrs que ceux des chèvres des montagnes. Ces épées étincelantes, ces cris sauvages, cette splendeur barbare, et le mystère de cette nuit merveilleuse, pas un membre de la délégation ne les oubliera de toute sa vie.

Il y a un instant, nous étions une assemblée de gens prosaïques ; et, soudain, nous sommes devenus des potentats orientaux, et les fables de mille et une nuits se sont réalisées. Moi-même, l'homme le plus impassible— et Dieu sait s'il y a des gens moins imaginatifs que nous — j'ai senti par chaque fibre de mon être, la magie de cette âpre

route, de la sauvagerie de ce paysage, des montagnes illuminées par une subite apparition de la lune, des têtes ballottées de ces cavaliers qui faisaient un tout inséparable avec leurs chevaux, de ces épées flamboyantes, de ces cris sauvages et de ces instincts primitifs, oui, j'ai ressenti tout cela avec une force d'impression presque douloureuse.

Dans chaque village, nous rencontrions des enfants qui nous apportaient des fleurs, leurs aînés nous offrant du pain, du sel, du vin et des fruits. Nous vidions des « coupes d'amour » dans des cornes de bœuf et des gobelets en argent, dans de bizarres pots d'argile ou dans des ustensiles en cuir. Et, dans chaque village, nous contemplions les danses géorgiennes, jolies et gracieuses à merveille. Tout le monde danse ici, les vieux et les jeunes, les hommes et les femmes. Et la musique, d'une sauvagerie primitive, paraissait aussi rude et élémentaire que les rochers et les précipices qui nous entouraient.

Quant aux bazars et aux rues, aux vêtements et aux coutumes, aux merveilles et à toute cette magie du Moyen-Age qu'on y voit encore aujourd'hui, je ne pourrai rien en dire, car les paroles me manquent. De même, je ne pourrai rien raconter des siècles de lutte contre les Turcs et les Persans, de la résolution nationale de maintenir intacts le langage, la littérature et la civilisation du pays contre les tentatives de la russification, car, ce que j'ai entendu ici, exprimé avec une ferveur ardente, serait trop amoindri par ma traduction.

Mais je veux raconter une impression personnelle. Un matin, de très bonne heure, je voyais se profiler dans l'aube un vieux château féodal au sommet d'une colline. Sombre et puissant, il me paraissait être le symbole même du vieux régime. Subitement, le soleil apparut dans toute sa splendeur, et la colline se transforma en une masse de verdure éclatante, et d'or étincelant. Je pensai alors voir l'ancienne et la nouvelle Géorgie. Féodalité en ruine et

abandon, avenir tout vert et tout or. C'était, je l'espère, un bon présage.

La Géorgie est libre et socialiste. Chaque homme et chaque femme y a le droit de vote et la liberté de parole et de presse. Il n'y a ni terreur, ni destruction, ni dictature. Quatre-vingts pour cent des votants ont donné aux dernières élections leurs voix aux candidats social-démocrates. Le gouvernement ne prétend pas accomplir des miracles, il est assez modeste et il comprend qu'un système politique ne suffit pas et que le travail, la science et l'organisation peuvent seuls produire de vrais progrès.

Pour donner à la Géorgie un sort fortuné, les Puissances devraient la reconnaître non seulement en fait, mais en droit. Il est important pour elle d'entrer dans la Société des Nations comme un membre ayant tous les droits, et je crois que le Labour Party devrait faire tout son possible pour arriver à ce but.

« *Clarion* »
22 octobre 1920.

MME Philippe Snowden.

EN GÉORGIE.

Quinze jours en Géorgie suffisaient pour observer ce qu'il y a à voir et pour apprendre ce qu'il y a à savoir dans ce charmant pays du Caucase. Mais ce délai était trop court pour visiter chaque partie du pays. Le temps, d'ailleurs, n'était pas bien choisi pour un voyage dans les régions montagneuses au Nord de Poti, inaccessibles passé le mois de Juin, dans les régions, où les habitants-conservateurs mènent la vraie vie géorgienne, ayant gardé le costume, les mœurs et les coutumes de la vie d'il y a mille ans.

Imaginez-vous un pays plus beau que la Suisse, avec un climat plus doux, pendant la plus grande partie de l'année, que celui de la Californie du Sud, pays incroyablement riche en fruits de toutes sortes ; pays où abondent les moutons et le gros bétail, pays somptueusement paré de fleurs les plus éclatantes. Telle est la Géorgie du Caucase.

Son peuple est brave et d'apparence superbe. Les hommes sont de haute taille, élancés et beaux, aux yeux rieurs, au sourire gai. Les paysannes sont belles aussi, mais leurs manières sont plus douces et plus réservées. La tendance d'abandonner le costume national pour le costume plus barbare de l'Europe Occidentale est très regrettable. Le long casaquin des hommes, large, froncé

à la taille, est orné de chaque côté de la poitrine d'une rangée de cartouches, vraies ou décoratives. Ce casaquin est porté par-dessus une blouse au col montant dont la couleur tranche sur celle du casaquin. Des bottes montantes en cuir souple, un poignard richement orné et un bonnet rond en astrakhan complètent ce costume.

Les femmes sont vêtues de longues robes en soie noire dont les amples plis touchent le sol. Elles portent une calotte en velours à laquelle est fixé un long voile blanc flottant sur le dos. De longues boucles noirs retombent de chaque côté de leur visage.

Il y a évidemment des variantes de ces costumes, mais ceux que nous venons de décrire sont les plus portés.

Les Géorgiens sont pour la plupart paysans industrieux dans la culture de leurs riches terres. Ils mènent dans certaines parties du pays une vie toute patriarcale : père, mère, filles avec leur mari, fils avec leur femme et enfants habitent ensemble de grandes maisons. Il y a des villages, où non seulement les pâturages, mais même le gros bétail sont une propriété commune.

Les Géorgiens appartiennent à une ancienne race qui, dit-on, descend des Babyloniens. Ils ne sont en tout cas certainement pas russes. On ne trouve dans leur langue aucune trace de russe, leur caractère diffère aussi de celui des Russes. Le charme particulier des Russes consiste en un mélange d'idéalisme et de pessimisme, de sens artistique et de fatalisme, donnant l'illusion qu'on peut jouir de la vie tout en étant malheureux. Le charme du Géorgien est dans son rire. C'est un optimiste par excellence. Pendant des siècles, il a été condamné à lutter pour sa liberté, contre les Russes, les Turcs et les Tartars. Il n'a conquis cette liberté que tout récemment. Aujourd'hui encore, il vit sous la menace constante d'une invasion turque ou bolcheviste. Malgré tout, il ne peut résister au rayonnement de son propre cœur. Il rit, danse, chante — de belles chansons et de gracieuses

danses — et conserve toujours pour chacun une bienveillance sans bornes.

Ce fut charmant de visiter un tel pays. Voici, par exemple, une des quinze journées, journée typique, pleine de poésie et de romantisme.

Par la grande route militaire, nous allions en automobile à Kasbeck, petite bourgade des confins du Caucase, située au pied de la montagne neigeuse du même nom. Nous étions à trente milles de Tiflis et nous approchions d'un petit village, quand une foule de paysans sortirent de leurs maisons et arrêtèrent nos voitures. Un vénérable prêtre prononça quelques paroles, les mains levées dans un geste de bénédiction. Deux vieux paysans, en blouse marron et en grandes bottes, l'œil perçant et les cheveux longs, nous offrirent le pain et le sel, que nous goutâmes, ainsi que du vin de leur préparation que nous dégustâmes. Notre départ fut salué des acclamations les plus chaleureuses ; nos genoux furent chargés de fleurs odoriférantes, présent d'adieu des femmes et des enfants. Ce fut ainsi tout le long de notre route.

Une fois, nous fîmes halte devant une très ancienne église, tandis qu'un vieux prêtre murmurait sa bénédiction. Une autre fois nous nous arrêtâmes pour regarder de gracieuses danses. Les assistants formaient le cercle et battaient des mains lentement et en cadence.

Un homme jeune et svelte commença à danser seul, le bras droit levé, la main gauche sur la hanche, le corps droit et rigide, les pieds seuls faisant des merveilles. Quelques minutes plus tard, il dansa devant une jeune fille qui lui témoigna sa faveur en acceptant de danser avec lui. Les autres se mêlèrent à eux. Pendant toute la danse se faisait entendre une mélodie étrange et troublante, et des battements de mains monotones et rythmiques continuaient.

Certaines chansons géorgiennes sont empreintes d'une tristesse analogue à celle qu'on trouve dans la musique

du Pays de Galles. Est-ce l'influence de la vie rude des montagnes avec ses multiples dangers? Est-ce un legs de l'histoire du pays?

La route militaire à Kasbeck est une véritable merveille. Elle se déroule à travers un pays d'un charme indescriptible. Le vert et le brun y sont d'une exquise délicatesse. On n'y trouve pas les lignes rigides et les couleurs éclatantes des montagnes suisses.

Nous avons voyagé ainsi pendant 12 heures et ne nous sommes arrêtés que pour déjeuner dans une splendide vallée. Il faisait sombre quand nous nous approchâmes de Kasbeck. Tout a coup, le bruit d'un galop de chevaux arriva à nos oreilles. Nous n'étions qu'à quelques milles de la Russie. Serait-ce une invasion bolcheviste ?

Des centaines de cavaliers, gaillards à l'aspect sauvage, étrangement vêtus, émergèrent tout à coup comme sortant d'un nuage. Un aimable brigand portant un drapeau rouge attaché à un long bâton les précédait. Ils galopaient comme des fous, conduisant leurs montures avec une merveilleuse adresse. C'étaient des paysans du district, en armes, venus pour nous escorter jusqu'à notre hôtel. Ce spectacle évoquait à l'esprit une scène de cinéma, un songe du Moyen-âge, la page d'un roman palpitant. Mais nous faisions partie de cette scène, dont nous étions les principaux personnages. Les cavaliers tiraient en l'air pour témoigner leur joie, ils poussaient des hurlements inhumains pour manifester leur contentement. Ils nous montraient leur adresse d'écuyers consommés et nous nous émerveillions en les voyant lancés au grand galop, ramasser de menus objets sur la route, au risque de leur vie, nous semblait-il.

Le lendemain, toujours en voiture, nous poussâmes jusqu'à la frontière russe. Nous fîmes visite aux sentinelles bolchevistes. Elles nous reçurent aimablement quoique sans enthousiasme.

« Pauvres diables », dit le chef de notre expédition, et de remplir leurs poches de cigarettes.

« Que vous ont-ils dit? » demandai-je à un français. « Je leur ai demandé s'ils étaient communistes, ils m'ont répondu : Non, nous ne sommes pas communistes, mais mobilisés. »

« *Common Sense* »
23 octobre 1920.

EMILE VANDERVELDE
CAMILLE HUYSMANS, DE BROUCKÈRE,
MME LALA VENDERVELDE

Emile Vandervelde.

LE PREMIER GOUVERNEMENT SOCIALISTE.

Si quelques années avant la guerre, des militants informés des choses internationales, pénétrés des idées fondamentales du marxisme, s'étaient posé la question de savoir quelle serait la première capitale où s'établirait un gouvernement démocrate socialiste, quelques-uns eussent songé à Paris, se souvenant de la Commune ; d'autres plus nombreux, eussent parlé de Berlin ou de Londres, de Stockholm ou de Bruxelles; mais je gage que pas un n'eût songé à Tiflis, capitale de la République Géorgienne.

Et cependant c'est à Tiflis que, pour la première fois, non par un coup de force insurrectionnel, mais par un acte de la souveraineté populaire, s'est constitué un gouvernement qui se réclame du manifeste de Marx et d'Enguels, du programme d'Erfurt ; des principes, en un mot, de l'Internationale socialiste.

Pour que pareil évènement se produise, il a fallu que le tsarisme s'effondre, que l'ancienne Sussie se morcelle, qu'une révolution agraire radicale se réalise suivant la formule fameuse : terre et liberté.

Mais cela même n'explique pas cet apparent paradoxe de voir le socialisme marxiste arriver au pouvoir dans

un pays où, précisément, les conditions auxquelles Marx subordonnait l'avènement du socialisme ne se trouvent réalisées à aucun degré.

Nous avons toujours admis, en effet, que c'était le développement même du capitalisme qui, par la formation d'un prolétariat toujours plus nombreux, engendrait le socialisme et préparait l'expropriation des expropriateurs par les expropriés.

Or, dans un pays comme la Géorgie, il n'y a que des rudiments, je ne dirai pas seulement de capitalisme, mais d'industrialisme. L'immense majorité, les quatre-vingt-dix pour cent de la population se compose d'agriculteurs. Les ouvriers industriels — au nombre de quelques milliers seulement — travaillent presque tous dans des entreprises d'Etat : mines ou chemins de fer.

Et, cependant à la Constituante de Tiflis, sur 130 députés, il y a 123 social-démocrates.

Aussi, n'est-il guère étonnant que l'autre jour à Gori, lorsque tout un village venait à notre rencontre, portant des bannières rouges de l'Internationale, l'un de nous se soit écrié : « Marx all wrong ! » (Marx s'est complètement trompé !)

Non, Marx ne s'est pas trompé, mais d'aucuns interprètent Marx sans avoir saisi sa pensée véritable.

Marx n'a jamais dit qu'un peuple libéré par des socialistes d'une servitude quasi féodale, ne pourrait pas se dire, se déclarer socialiste.

Il a dit et il avait cent fois raison de dire que l'avènement du régime socialiste présupposait des conditions qui ne peuvent se trouver réaliser dans un pays où le prolétariat n'existe guère, où l'immense majorité de la population se compose d'artisans et de paysans.

Or, cette thèse, l'exemple de la République Géorgienne la confirme, bien loin de l'infirmer.

Nos amis de Géorgie, social-démocrates convaincus, et même orthodoxes, ont pu, dans l'ordre politique, fon-

der une démocratie, passionnément attachée à son indépendance nationale ; dans l'ordre économique, faire une révolution agraire du plus extrême radicalisme, puisqu'ils ont exproprié sans indemnité les terres de la Couronne, les propriétés des grands ducs et, d'une manière générale, tous les domaines dépassant 7 déciatines.

Mais, avec une sagesse que les bolchevistes ne leur reprocheront pas — car ils font la même chose — ils se sont bien gardés de toucher à la propriété des paysans, de tenter la séparation de la propriété et du travail.

Ils ont nationalisé les forêts (2/5 du territoire) ; nationalisé ou communalisé les pâturages à moutons et les terres vagues (deux autres cinquièmes), organisé l'exploitation en régie des plantations de thé, des vignobles, que les seigneurs exploitaient eux-mêmes avec des méthodes perfectionnées, mais ils ont pleinement respecté la propriété mariée au travail ; bien plus, ils ont assuré aux paysans la propriété individuelle des terres seigneuriales ou impériales qu'ils cultivaient comme locataires ou métayers.

Qu'ils aient bien fait, qu'ils aient, dans les circonstances où ils se trouvaient, adopté la seule attitude possible c'est ce que Lénine ne contesterait point, car, après avoir soutenu jadis l'opinion contraire, il pratique aujourd'hui les mêmes méthodes.

Mais il n'en reste pas moins vrai que la révolution qui en 1918, s'est accomplie en Géorgie, est une révolution démocratique, une révolution agraire : une révolution faite par des socialistes, ce n'est pas une révolvtion socialiste.

Ce qu'il est permis d'espérer, c'est que, grâce aux sympathies que le Parti socialiste géorgien a su conquérir parmi les populations paysannes, grâce à l'influence plus que proportionnée à sa force numérique dont dispose le prolétariat industriel, il sera possible de faire l'économie de bien des souffrances et des misères qui ont marqué

ailleurs le passage du régime féodal au régime capitaliste.

Mais pour que cette expérience — dont il est inutile de souligner le puissant intérêt — puisse se faire dans les mêmes conditions favorables, il faut que la Géorgie ait un statut international; il faut que le gouvernement géorgien, reconnu en fait, soit bientôt reconnu en droit.

S'il est une nation qui a justifié cette reconnaissance, par l'héroïsme de son effort libérateur et par la pleine conscience de son unité, c'est bien la République Géorgienne.

Nous avons le ferme espoir qu'avant peu justice lui sera rendue.

« *Le Peuple* », Bruxelles
20 octobre 1920.

Louis de Brouckère.

LA GÉORGIE.

Le Point de vue international.

La Géorgie traverse en ce moment les plus terribles épreuves. A peine les gouvernements alliés s'étaient-ils décidés à reconnaître *de jure* son existence et à lui donner ainsi le moyen de se développer normalement, en communion étroite avec la civilisation occidentale, qu'elle s'est trouvée victime de la plus brutale des agressions. Les forces bolchevistes l'envahissent au sud, à l'est, au nord, sans même la formalité d'une déclaration de guerre, des révoltes savamment préparées par les agents de Moscou éclatent parmi les éléments musulmans de sa population et les Turcs, invoquant le traité de Brest-Litovsk marchent sur Batoum sans que la conférence de Londres ait trouvé jusqu'ici un mot de protestation. A l'heure où j'écris ces lignes, sa situation paraît désespérée, le territoire national presque entier est occupé par l'ennemi, l'armée, après une résistance héroïque, est réduite à l'impuissance par le manque de munitions. Pourtant ceux qui connaissent la jeune république ne doutent pas de son avenir. Elle survivra à cette crise comme à tant d'autres dont son histoire est toute pleine. L'expérience de ces dernières années suffirait à elle seule à justifier cette confiance.

L'Orient donne en ce moment l'impression d'un formidable écroulement, sans que l'on sache encore si quelque chose surgira d'au milieu de ces ruines. La Russie

en est arrivée à un état inouï de décomposition sociale. La Turquie presque entière est en proie aux plus graves convulsions. La malheureuse Arménie voit redoubler l'horreur tragique de son sort. La Perse tombe dans le chaos. Et si nous portons plus loin encore le regard, le Turkestan, l'Inde, la Chine, nous offrent des spectacles non moins affligeants, ou nous montrent des peuples déjà sur le bord du gouffre. Les tableaux sont divers: ici c'est la guerre civile, ailleurs la famine, ailleurs encore le choc affreux de nationalités rivales ou de fanatismes opposés. Sous tant de symptômes différents on devine l'action d'une grande cause commune, dont la recherche mérite d'occuper la méditation des politiques. Mais je n'ai garde d'aborder ce vaste sujet. Je veux remarquer seulement qu'au milieu du désastre général, la Géorgie seule nous a présenté jusqu'à une date toute récente le spectacle d'une immunité relative.

Maintes fois elle a été exposée au commun péril, elle y a toujours échappé. Elle était dans l'Etat russe quand le bolchevisme s'est abattu sur lui: elle a su se préserver de cette calamité. Elle a connu la grande retraite, un million de soldats débandés, ne formant plus qu'une horde immense de pillards, ont traversé son territoire: elle a miraculeusement gardé ses villes et promptement réparé la dévastation de ses campagnes. Elle s'est sauvée par deux fois de l'invasion turque. Elle a su organiser sa vie, tirer de son sol une subsistance suffisante, se donner une organisation politique solide, préparer son développement économique. Est-ce le hasard qui l'a préservée tant de fois? Le hasard n'a pas cette constance. Et si l'on appelle *nation* l'ensemble des hommes qui, voulant mener ensemble une existence sociale réglée et indépendante, sont capables d'y parvenir, les Géorgiens ont démontré au milieu des difficultés les plus extrêmes qu'ils constituent vraiment une nation.

Le public européen est généralement très mal informé

de ce qui se passe dans ces contrées lointaines et ne s'en souci pas. Indifférence fâcheuse, car les régions du Caucase sont de celles justement dont la nature et l'histoire ont fait, si je puis dire, des organes vitaux de la grande société des hommes. Et quelques-uns des plus graves questions de l'après-guerre s'y posent en ce moment. De la solution qui leur sera donnée dépendra pour une large part la solidité de la paix en Asie et dans le monde.

*
* *

La grande dépression maritime qui, des colonnes d'Hercule au Caucase, pénètre si profondément dans la masse de l'ancien continent fut toujours un prodigieux instrument des échanges et de la civilisation. Cette grande voie ne se termine pas brusquement en cul-de-sac. Les hautes montagnes qui semblent d'abord barrer irrévocablement tout le fond de la mer Noire, de Novorossisk au littoral turc, présentent cependant un passage, unique, mais commode: celui que ménagent les vallées conjuguées des deux fleuves géorgiens, du Rion et de la Koura. Là s'amorce l'un des chemins traditionnellement suivis par les marchands et souvent, hélas, par les hommes de guerre. De Tiflis, il gagne les hauts plateaux par Erivan et Tabriz. Il mène à toutes les richesses de l'Asie. On y passe pour se rendre vers les diverses parties de la Perse. Les caravanes de l'Inde ont le plus volontiers pris de ce côté chaque fois que l'état politique des régions iraniennes y garantissait quelque sécurité. De Tabriz on se rend aussi, plus au nord, vers le Turkestan et la Chine par un itinéraire qui déjà était traditionnel au temps de Marco Polo.

Ces routes ont vu passer les marchandises qui d'Extrême-Orient allaient satisfaire au luxe de la Rome antique, et les plus anciens Grecs doivent en avoir connu au moins les premières étapes puisque le fleuve Phasis

dont parle la légende des Argonautes n'est autre que le Rion. J'ai peine à croire que Jason et ses compagnons entreprirent leur aventureux voyage pour recueillir simplement les quelques paillettes d'or que charrient les rivières. La toison miraculeuse doit symboliser un trésor plus précieux, celui des produits merveilleux que le transit amenait déjà en Géorgie des contrées les plus lointaines.

Au Moyen-Age aussi, ces chemins furent parcourus par bien des marchands. Ils perdirent ensuite beaucoup de leur animation, quand Constantinople eut été prise par les Turcs et la voie bloquée vers l'aval. Les progrès de la navigation maritime permirent de rétablir plus tard les communications de l'Occident avec les régions voisines des côtes par les océans nouvellement découverts, mais tout l'intérieur, l'immense étendue de l'Asie centrale demeura longtemps isolée de l'Europe. Il fallait pour qu'elle y fût vraiment reliée de nouveau, après l'ouverture du Bosphore, que des conditions modernes de transport y fussent créés par l'avènement du rail.

Celui-ci progresse rapidement, suivant une variante de la route millénaire. A Tiflis, une ligne se détache de celle d'Erivan, et par la plaine où coule la Koura gagne le grand centre industriel de Bakou (d'où une *pipe-line* mène les naphtes à Batoum, leur port naturel d'embarquement vers l'Europe). De là, traversant la Caspienne en sa partie la plus étroite, on retrouve à Krasnovodsk un réseau dont les ramifications pénètrent déjà profondément dans le Turkestan. On sait à quel développement économique cette contrée et celles qui la joignent paraissent destinées. On peut donc se rendre compte des transports vraiment formidables qu'assurera un jour l'artère qui les dessert d'abord, trouve ensuite sur son passage tous les produits du commerce caspien, depuis ceux des ports persans jusqu'à ceux de la basse Volga, puis traverse l'un des plus riches bassins pétrolifères du

monde et enfin, après avoir reçu à Tiflis l'affluent important qui viendra tôt ou tard des Indes, se jette par Batoum et Poti dans l'immense courant qui entraîne les produits de l'Orient à travers les Détroits, vers la Méditerranée et l'Océan.

*
* *

C'est donc entre les deux Caucases que s'ouvre la porte principale de l'Asie, la seule qui en commande vraiment le centre, l'une des meilleures pour aller vers sud. La Géorgie doit à cette circonstance sa grande importance internationale.

L'un des hommes qui servent le plus activement en Orient la politique anglaise, me disait récemment : « Il y a deux points nodaux à considérer dans le monde pontique : Constantinople et Tiflis ». La maîtresse route des pays merveilleux vient d'être solidement garantie au premier. Les événements de Géorgie viennent de la barrer au second.

Depuis des siècles, la ville et le pays sont l'objet de bien des convoitises. Turcs et Persans se les ont âprement disputés. Si les Persans sont aujourd'hui hors cause, on n'en peut dire autant des Turcs. En Asie du moins ceux-ci ont conservé toutes leurs ambitions et ils caressent toujours l'espoir d'y placer sous leur suzeraineté efficace l'ensemble des populations musulmanes. Quel progrès vers ce but s'ils pouvaient fermer définitivement aux influences européennes un de leurs accès les plus importants !

Or, on ne peut oublier que le traité de Brest-Litovsk livre aux Ottomans toutes les forteresses qui couvrent la Transcaucasie de leur côté, et sans lesquelles cette province ne serait plus qu'une contrée ouverte, d'une défense hasardeuse. L'action avisée de la jeune République Géorgienne avait réussi à prévenir l'exécution de

ces clauses, mais Kemal Pacha a su profiter de l'attaque bolcheviste pour faire valoir ses « droits ». Et comme par une aberration qui ne s'explique pas — ou que l'on n'ose expliquer — les troupes anglaises qui occupaient Batoum y ont fait sauter tous les canons lourds avant de remettre la place à l'armée nationale, la Géorgie n'a plus eu aucun moyen militaire de résister à cette prétention.

D'autres que les Turcs songent aux profits que l'on pourrait tirer d'une influence prépondérante acquise au « second point nodal ». L'Allemagne n'était pas si bien absorbée par la pensée de Bagdad qu'elle ait perdu de vue la grande voie du Rion. Ses commerçants en occupent depuis longtemps tous les points importants, ses hommes d'affaires exploitent sur son trajet mines et concessions, et durant la courte occupation de la Géorgie par ses troupes, elle y a déployé une activité ordonnée et adroite décelant une longue préparation et de vastes desseins. L'Angleterre, d'autre part, a aux Indes, en Perse, dans toute l'Asie méridionale et moyenne de trop grands intérêts pour avoir pu jamais négliger les chemins qui y mènent. Il y aurait une étude bien intéressante à faire sur l'action qu'elle poursuit actuellement dans tout le bassin de la mer Noire et dont il faut quelque attention et quelque persévérance pour suivre le dessein compliqué — je songe malgré moi aux canons de Batoum. Mais le moment sans doute serait mal choisi pour entreprendre semblable travail ou même pour insister davantage sur des projets qui, en somme, seront peut-être abandonnés. Qu'il me suffise de rappeler l'intérêt majeur qu'ont toutes les nations — sans en excepter les petites — à ne pas permettre que l'une des plus importantes avenues du monde soit placée sous le contrôle d'une puissance particulière.

*
* *

On s'en convaincra mieux si l'on veut bien se rappeler

l'influence si néfaste qu'a exercée durant plus d'un siècle le contrôle moscovite.

La nation russe n'a jamais tendu fortement vers le Caucase ; à plus forte raison ne l'a-t-elle jamais dépassé. L'impérialisme de ses maîtres a seul franchi les crêtes, pour le malheur du monde. Leur prise de possession de la Transcaucasie fut d'ailleurs beaucoup moins une fin en soi, pour parler le langage des philosophes, qu'un moyen en vue d'une fin.

Les Tzars eussent fait une opération de rapport fort douteux en menant leurs armées à Tiflis ou à Kars, s'ils avaient entendu les arrêter là. Ils acquéraient une province riche, certes, mais très mal rattachée au reste de l'empire, dont la population indocile ne pouvait être maintenue dans l'obéissance qu'au prix d'un grand et continuel effort, difficile enfin à défendre contre des voisins puissants. Il y eût eu une sorte de folie à tenter cette sortie en avant du bastion formé par le Caucase et à échanger une frontière solide contre une autre qui ne se peut garder qu'à force de citadelles, si l'on n'avait eu le projet de pousser plus avant. Et, en fait, cette marche de l'empire fut toujours considérée par ses maîtres comme une place d'armes où l'on pourrait masser des troupes pour s'élancer vers de nouvelles conquêtes. Tiflis n'était qu'une étape sur la route de Constantinople et sur celle des Indes, une position d'où l'ont pouvait isoler l'Asie centrale avant de s'en emparer. Si l'autocratie s'était jetée sur la porte, c'était avec le ferme propos d'y passer !

Et ainsi, par les vastes ambitions dont elle était le signe, par les compétitions redoutables qui en étaient l'inévitable suite, la poussée tzariste en Transcaucasie a sans cesse ajouté une grande cause d'incertitude et de trouble à toutes celles qui ont ébranlé l'équilibre du monde, depuis la guerre de Crimée jusqu'à celle dont nous ne sommes pas encore définitivement sortis.

Puission-nous ne jamais l'oublier ! Pendant la guerre

de 1853 à 1856, la France, victorieuse pourtant en Crimée, comprit fort bien qu'il fallait libérer le Caucase pour atteindre un règlement solide de la question d'Orient. Ce ne fut pas sa faute si justice ne fut point faite alors. On ne peut pas imaginer qu'elle puisse être moins clairvoyante aujourd'hui, quand à Sébastopol les événements ont pris une tournure si différente.

*
* *

Mais voici que les bolchevistes reprennent à leur compte la politique d'Asie inaugurée par les Tzars. On les dirait hantés par les vieux songes qui flottent encore entre les murs du Kremlin ! C'est toujours vers l'Inde et vers Constantinople que leurs regards se tournent. C'est là qu'ils espèrent planter d'abord leur pavillon dont ils savent bien qu'il ne flottera pas de sitôt sur les capitales européennes. Et une fois encore c'est par la Transcaucasie qu'ils ont commencé leur action, où le prosélytisme se mêle si étrangement aux opérations militaires. Ils ont occupé l'Azerbeïdjan d'abord, puis l'Arménie, enfin la Géorgie, à la honte de l'Entente qui a vu, passive et résignée, étrangler ces trois républiques, et qui eût pu éviter pourtant cette catastrophe, en donnant simplement aux peuples menacés ce degré d'aide économique et d'aide morale que chaque nation civilisée paraît en droit d'attendre des autres.

L'impérialisme bolcheviste ne durera pas toujours ; à cette heure même la révolte générale le menace, la Transcaucasie à peine conquise cherche déjà à reprendre son indépendance. Une autre Russie viendra, qui aura plus que toute autre nation au monde un grand besoin de paix pour réparer ses ruines. Celle-là ne nourrira pas d'ambitions lointaines, elle ne prétendra d'autres droits sur les routes du commerce ou sur les Détroits que ceux dont la Société des Nations garantit la jouissance à tous les

peuples. Le signe le plus certain de son orientation nouvelle sera justement sa renonciation à la Transcaucasie. Que dis-je? Ce signe s'est manifesté déjà: les meilleurs représentants de la pensée russe reconnaissent hautement le droit de la Géorgie à disposer d'elle-même, l'autre jour encore Martoff le réaffirmait éloquemment au nom du parti Menchéviste. Tous les partis démocratiques admettent son indépendance, définitivement et sans retour.

Et ceci nous fait voir ce qu'il y a d'absurdement artificiel dans la politique qui a si longtemps refusé la reconnaissance à ce pays en vertu du principe de l'intégrité de l'Empire Russe. On s'étonne que cette doctrine puisse nous être présentée sous le patronage du président Wilson, dont elle contredit pourtant les idées les plus arrêtées en matière de droit national.

Certes, l'intégrité absolue de la nation russe doit être placée au-dessus de toute atteinte. Mais comment pourrait-on la confondre avec cet empire tzariste où elle s'est trouvée si longtemps prisonnière en compagnie des peuples les plus divers? Refuser de libérer la Géorgie comme on a libéré la Pologne, la Finlande, les populations du littoral baltique, comme on sera conduit demain par la force des choses à libérer d'autres régions encore, c'est bien pis que commettre un illogisme flagrant, c'est maintenir en Orient une des plus graves possibilités de guerre nouvelle.

Dans le monde nouveau où nous sommes, on ne saurait s'attarder sans péril aux vieilles conceptions des Romanoff.

*
* *

A la conception tzariste s'en oppose une autre: celle d'une Géorgie jouissant sous la garantie de la Société des Nations de la plénitude de son indépendance. Ceci sup-

pose évidemment que le peuple qui habite cette contrée, possède une individualité nationale assez sûre, et assez forte, pour qu'il puisse organiser lui-même sa vie au sein d'un Etat moderne établi grâce à ses efforts. Il importe donc de vérifier si ces conditions sont remplies.

Certains politiques s'obstinent à ne voir dans la nation géorgienne qu'un fragment temporairement détaché par les circonstances de la nation russe. C'est vraiment trop oublier qu'entre ces deux peuples s'élève la barrière du Caucase.

Nulle chaîne de montagnes n'oppose plus formidable obstacle à la continuité nationale. Dans son immense longueur, elle ne présente que de bien rares passages praticables. Elle sépare deux mondes dont les destinées sont demeurées distinctes à travers tous les temps, qui s'opposent par le climat, par le sol, par l'ethnographie autant que par l'histoire, dont les habitants, pour tout dire, n'ont d'autres intérêts en commun que ceux que les échanges et les relations internationales rendent identiques pour tous les groupements d'hommes. Les tzars ont pu faire de la Transcaucasie une possession de leur couronne, il n'a pas plus été en leur pouvoir de changer la nature des peuples qui l'habitent que toute la puissance du Saint-Empire n'a pu empêcher qu'il demeurât dans le monde une nation tchèque. Sous la russification à fleu de peau les hommes sont demeurés ce qu'ils étaient.

Peut-être ne sera-t-il pas inutile de noter en passant que la Géorgie n'a même jamais été rattachée à l'empire par un acte légal régulier (1).

De l'opinion concordante des principaux auteurs, le traité d'amitié, d'alliance et de protection conclu en 1783, entre Irakly II et la grande Catherine maintenait à la

1. Il existe sur cette question un mémoire remarquable adressé à la Conférence de La Haye en 1907, et auquel notre grand jurisconsulte Nys a collaboré.

Géorgie sa souveraineté. Si, en 1801, Paul 1er, puis Alexandre, proclamèrent l'annexion pure et simple du pays, ce fut par un acte unilatéral, contraire à la lettre même des engagements souscrits. Ils stipulaient, en effet, de la façon la plus formelle qu'il ne pourrait jamais être dérogé aux dispositions arrêtées que par l'accord des parties constaté dans la forme même de la convention primitive. Cette violation du contrat suffirait à le rendre caduc. On peut relever encore bien d'autres cas de nullité, notamment la négligence constante des souverains de Moscou à rendre à la Géorgie les devoirs prévus de protection contre les Persans et les Turcs. C'est ainsi que dès 1795, ils laissaient Irakly seul défendre contre l'armée persane sa capitale, qui fut brûlée. Le traité de Brest-Litovsk, livrant Batoum et Ardahan aux Turcs offre l'exemple le plus récent de cette désertion. Dans ces conditions la Géorgie n'est plus même légalement soumise aujourd'hui à la protection. A vrai dire, elle ne fonde pas un Etat souverain, elle reprend simplement l'exercice régulier de sa souveraineté traditionnelle, que la force brutale l'avait pendant plus d'un siècle empêchée de manifester.

⁂

Mais laissons ces considérations juridiques. La Géorgie a mieux à invoquer que des textes anciens et des controverses de doctrine. Sa prétention à la majorité nationale se base sur des réalités solides.

Elle se fonde d'abord sur la tradition historique, sur le souvenir des longs siècles durant lesquels les ancêtres ont uni leurs efforts pour défendre l'existence nationale ou ont lutté pour la rétablir.

Elle se fonde ensuite sur la possession d'une culture originale et développée, bien à elle, qui établit entre tous ses citoyens le lien solide du langage, des arts, d'une sensibilité particulière et de mœurs consacrées.

Elle se fonde encore sur la cohésion géographique qui réunit les hommes ainsi rapprochés par la culture et par l'histoire sur un territoire nettement défini et dont ils ont la possession immémoriale.

Elle se fonde enfin sur la continuité même des aspirations du peuple vers sa liberté, à travers toutes les servitudes, sur l'énergie que la nation a déployée en poursuivant son affranchissement, sur la capacité politique dont elle a donné des preuves anciennes et dont elle vient de fournir la confirmation la plus certaine au cours des dernières années.

Considérons dans cet ordre les titres que je viens d'énumérer.

*
* *

La Géorgie possède une tradition nationale fort longue. Peut-être cependant est-elle légendaire dans sa partie la plus ancienne. Je crains que nous ne possédions pas encore une véritable histoire critique du pays malgré cinq gros volumes de Brosset, car cet auteur s'est trop souvent contenté de traduire les vieilles chroniques sans s'attarder beaucoup à les discuter ou à les éclairer. Je ne sais si, comme on l'affirme, les Géorgiens ont vraiment occupé, il y a trois ou quatre mille ans, les montagnes où vivent aujourd'hui les Arméniens. Je ne sais ce qu'il faut penser de ce roi Thargamos qui aurait vécu au temps de Nemrod. Mais il est établi que le type ethnique des habitants n'a point changé depuis vingt siècles, que le pays avait ses souverains propres, peut-être nationaux vers l'époque d'Alexandre-le-Grand, qu'en 323, Sainte-Nine y prêchait le christianisme sous le règne du roi Mirian, et qu'au Ve siècle son église se déclarait autocéphale dans un Etat indépendant.

La Géorgie atteignit au XIIe siècle à l'apogée de sa prospérité sous la grande reine Thamar, et ce fut alors une nation vraiment forte, que sa culture, sa richesse,

et la valeur de ses sept millions d'habitants faisaient respecter par tous ses voisins. Mais ces temps heureux ne durèrent guère. L'époque des grandes invasions était proche. Les Turcs, après Tamerlan, ravagèrent le pays. Et puis, durant des siècles, les Persans, les Turcs, plus tard enfin les Russes se disputèrent les lambeaux de son territoire. Ses habitants connurent un malheur auquel nous autres Belges pouvons d'autant mieux compatir que nous l'avons nous-mêmes maintes fois éprouvé : le malheur d'être en trop bonne place, à celle où chacun vous bouscule pour la prendre.

Mais l'adversité trempe les peuples forts et ils sortent des plus longues épreuves avec le sentiment affermi de leur individualité. On a souvent remarqué que l'âme nationale ne se révèle complètement que par la lutte contre l'envahisseur, qu'il a fallu la guerre de Cent ans pour qu'elle se manifestât à la Erance et les campagnes napoléoniennes pour que l'Allemagne prît vivement conscience d'elle. Les Géorgiens aussi acquirent mieux la notion de leur commune patrie en la défendant si longtemps contre tant d'agresseurs. Leur histoire s'obscurcit par moment, leur pays est souvent déchiré, divisé et comme sur le point de disparaître, mais ceux qui lisent ses annales ne peuvent qu'être frappés de l'effort constant du peuple pour rejoindre les parties dispersées de son pays, *comme au temps de la reine Thamar*. Et par cet artifice inconscient auquel presque tous les peuples se sont abandonnés, les légendes, les poèmes, les chansons placent dans ces temps de gloire toutes les perfections auxquelles on espère bien atteindre quand viendra enfin la libération.

***

Il y a donc une tradition géorgienne, longue et presque ininterrompue. Il y a aussi une culture nationale remarquable à plus d'un titre.

La langue ne s'apparente aux autres idiomes connus que de façon assez mal définie et doit s'en être détachée à une époque fort ancienne. Sa littérature est vraiment importante, mais bien peu de chose, malheureusement, en a été rendu accessible au public occidental. Il faut citer le grand poème épique de Rousthavéli, qui florissait sous le règne de la reine Thamar : *l'Homme à la peau de panthère*. Cette œuvre jouit d'une incroyable popularité; chaque fiancée autrefois en apportait un exemplaire dans la demeure de l'époux et les lettrés tenaient à honneur de pouvoir le réciter d'un bout à l'autre. La veine littéraire ne tarit pas d'ailleurs quand vint l'âge d'airain. Si beaucoup de productions d'alors, comme le Visramiani, sont des traductions et des adaptations du Persan, il y eut pourtant toujours des œuvres originales et les temps modernes ont connu une renaissance dont les poèmes de Tzérételli marquent les débuts. On y trouve maintes pages de l'inspiration la plus forte, si j'en dois juger par les extraits que l'on a bien voulu me traduire.

L'art géorgien s'est manifesté de tout temps par des créations vraiment intéressantes. Dès le cinquième siècle, peut-être même plus tôt, l'architecture sacrée a sû réaliser un type original d'église. Ces monuments impressionnent moins peut-être par la majesté des lignes que par la grâce et l'ingéniosité du détail ornemental. L'artiste trouve dans une imagination étonnamment féconde le moyen de ne se répéter jamais exactement et de produire avec des éléments tous différents cette impression d'harmonie que l'on obtient plus communément chez nous par le groupement d'unités identiques. On trouve moins de constructions civiles anciennes dans un état de conservation suffisant pour qu'il soit possible d'en apprécier la beauté. Mais le gracieux type traditionnel des maisons à balcons nombreux et à escaliers extérieurs que l'on rencontre partout dans les campagnes et qui donnent un si pittoresque aspect à quelques quartiers de

Tiflis, montre qu'il y a dans les masses un instinct profond de grâce simple et sans ostentation.

Les icones, les fresques des églises nous révèlent une école de peinture qui mériterait d'être mieux étudiée par nos historiens de l'art. Les brodeurs, les ciseleurs, les orfèvres et les émailleurs ont laissé des chefs-d'œuvre sans nombre dans les trésors ecclésiastiques et dans ceux de la plupart des vieilles familles, qui s'enorgueillissent des bijoux, des sabres aux fourreaux d'argent, des riches costumes nationaux légués par les aïeux.

Mais c'est surtout par le chant et la danse que le peuple manifeste l'art nationale. Il n'est point de fête où l'on n'entende les merveilleux chœurs à trois ou quatre voix, d'une technique que les spécialistes nous affirment être entièrement originale et qui produisent sur le visiteur une inoubliable impression de grâce et de force. Après les chants viennent les danses d'une incomparable perfection.

« Longtemps, écrit M. Iann Karmor, avant l'initiative de Jacques Dalcroze, avant même les éducateurs athéniens, les Géorgiens ont cultivé l'Eurythmie de génération en génération et c'est, peut-être, à cette longue discipline qu'ils doivent leur admirable structure corporelle.

« Même au travail, en sarclant leurs champs de maïs, en faisant leur récolte d'orge, de millet ou de froment, les Géorgiens accompagnent la besogne d'un rythme approprié. Disposés en groupes réguliers, ils attaquent leur tâche avec bonne humeur. Plusieurs des moissonneurs chantent des paroles ayant rapport avec leur genre d'activité. A mesure qu'ils avancent, ils précipitent le rythme, s'arrêtent brusquement au bout de l'emblavure pour reprendre, en revenant sur leurs pas, par un nouvel andain. »

*
* *

Culture développée donc et originale, signe le plus visible de l'individualité territoriale non moins certaine : je veux dire que le peuple géorgien occupe un territoire nettement délimité et y est établi depuis une époque qui se perd dans la nuit des temps.

Certes, tous ceux qui vivent dans les limites de la ré-

publique ne sont pas de la nationalité dominante. Cette homogénéité parfaite ne se rencontre jamais en Orient et moins que partout ailleurs au Caucase, dont les hautes vallées ont été successivement occupées par tant de peuples chassés des plaines, que l'on y trouve des représentants de presque toutes les races, et que par un renversement singulier des réalités, la tradition veuille que tous les peuples en soient descendus.

On trouve donc en Géorgie des Arméniens dont beaucoup sont des réfugiés et qui rentreront sans doute en grand nombre dans leur pays quand il se sera relevé de sa ruine présente. De même on y rencontre des Russes, pour la plupart anciens fonctionnaires, sans attache bien profonde avec la région où la volonté de l'administration les avait exilés. On y compte encore environ cent cinquante mille Turco-Tartares, cent mille Ossètes, cinquante mille Grecs, vingt mille Israélites et quelques colonies moins nombreuses, la population totale étant d'environ deux millions cinq cent mille habitants.

C'est assez pour que la question des minorités nationale se pose — et le gouvernement a largement reconnu leurs droits dans la constitution et dans la loi organisant l'enseignement primaire — cela suffit encore pour créer une situation compliquée à Tiflis, cette capitale d'un développement un peu artificiel et largement peuplée d'étrangers, mais cela n'enlève aucunement son caractère national au territoire dont les autres villes et surtout les campagnes sont habitées par une immense majorité d'hommes de même race, de même tradition, de même culture et parlant les dialectes divers d'une langue littéraire commune.

*
* *

Une nation ne vit pas uniquement de souvenirs historiques, fussent-ils glorieux, et la plus brillante culture n'assurerait pas sa situation dans le monde à un peuple,

s'il n'avait une base matérielle solide où asseoir sa vie politique.

Il n'est donc pas inutile de rappeler ici que le sol géorgien nourrit aisément la population qu'il porte et que l'activité économique du pays est susceptible d'un grand développement.

Les terres basses du littoral pontique ont un climat subtropical et reçoivent des pluies abondantes. Celles que l'on trouve en amont sont plus froides et généralement plus sèches. Leur irrigation pourtant ne présenterait pas de grandes difficultés. Elle a d'ailleurs été pratiquée autrefois sur une grande échelle comme l'attestent maints vestiges.

Le malheur des temps a provoqué la ruine de presque tous ces ouvrages et l'étendue des terres cultivées s'en est trouvée réduite comme la fertilité de celles que l'on continue d'emblaver. Telle quelle la culture fournit encore une quantité de céréales approximativement égale à celle que nécessite la consommation du pays, et cela malgré le rendement fort médiocre qu'explique assez le caractère plus que rudimentaire des méthodes en usage.

Point d'engrais d'aucune sorte, presque pas d'outillage, une petite charrue primitive qui à peine égratigne la glèbe malgré les efforts des cinq au six paires de bœufs qui la tirent pesamment. Pas de rotations, pas même de jachères. On confie chaque année à la terre les mêmes semences qui y ont germé au printemps précédent.

Pouvait-on attendre un effort plus ingénieux de populations misérables opprimées sous le double fardeau de l'impôt tzariste et du fermage seigneurial? Les causes qui ont entravé ici les progrès de la culture sont celles qui ont agi dans l'étendue entière de l'empire. Mais dans sa république nationale, le paysan possède maintenant en vertu d'un titre régulier le champ qu'il cultive. La réforme agraire lui a permis de libérer définitivement ses terres de la lourde redevance qui les grevait et qui remontait

aux temps du servage. Il a pu du même coup racheter à l'Etat les champs qu'il prenait autrefois à bail du seigneur. Il y est son propre maître. Il sait qu'il retiendra le plein fruit de son effort accru ou des améliorations dont il s'imposera la dépense. Ce sont là des incitants puissants et déjà ils portaient leurs fruits quand une agression brutale est venue tout compromettre. On remarquait déjà en diverses parties du pays un développement important de la bâtisse rurale. Les cultivateurs formaient partout des coopératives qui s'efforçaient à pourvoir leurs membres d'engrais et de machines, et les aidaient à écouler les produits de leur exploitation. Ces organisations et les Eroba, ou Zemstvos que l'on venait d'établir, formaient quantité d'instructeurs qui montraient dans les villages les procédés modernes. Tout ce mouvement, j'en suis sûr, n'est que momentanément arrêté. Il reprendra et s'accroîtra sans cesse quand l'indépendance du pays aura été restaurée.

*
* *

Mais ce n'est pas de la seule culture des céréales que le pays semble devoir tirer à l'avenir sa richesse.

Le sol se prête admirablement à l'établissement des vignobles et l'on dit que c'est ici que Noé planta le premier, quand il fut descendu du mont Ararat. Ils couvrent aujourd'hui quarante-deux mille desiatines, soit un peu plus de quarante-cinq mille hectares. On pourrait les étendre presque indéfiniment, mais il faudrait perfectionner les procédés de fabrication du vin de façon à améliorer sa qualité et à assurer sa conservation. Sans doute pourrait-on alors en obtenir le placement avantageux sur les marchés occidentaux. Des esprits progressifs se sont appliqués récemment, avec l'aide des coopératives, à introduire les méthodes françaises.

On produit aussi d'admirables raisins de table qui

commencent à trouver à Constantinople les acheteurs qu'ils ont momentanément perdus en Russie. L'établissement de quelques sécheries modernes permettrait aussi d'en vendre une quantité considérable en Europe sous une forme facilement transportable.

La culture des pommes donne de très beaux résultats aux environs de Gori. Plus bas les figues (que l'on apprenait à sécher industriellement), les oranges s'obtiennent en abondance. Soukoum produit l'un des meilleurs tabacs de l'Orient, qui rivalise avec ceux de Samsoun. Il reste à mettre au point les procédés commerciaux de vente. Il semble qu'ici encore la collaboration du gouvernement et des coopératives de cultivateurs pourrait conduire à une heureuse solution.

Le mûrier est répandu dans toute la partie basse du pays et les femmes y élèvent le ver à soie. Une importante firme française avait contracté pour l'exportation de la soie, l'organisation d'ateliers et l'entretien sur place d'un personnel de spécialistes pour faire l'éducation technique de la population.

Les pâturages naturels sur le flanc des montagnes nourrissent d'immenses troupeaux de moutons, et leur laine, qui fournit déjà dans une forte proportion aux besoins du pays, donnera encore un précieux article d'exportation dès que les efforts des coopératives de bergers pour assurer une meilleure sélection des reproducteurs auront porté leurs fruits.

J'ajoute enfin que quelques portions du territoire paraissent se prêter à la culture du coton dont on obtient déjà des quantités appréciables, qu'on a fait des essais encourageants de plantation de thé, et qu'on récolte quantité de plantes médicinales d'un rapport avantageux.

On voit donc que le pays pourra dans un avenir prochain, si son évolution économique n'est point troublée par la conquête, assurer une exportation sérieuse de produits agricoles, et ce sera là sans doute sa participa-

tion la plus féconde au commerce international. Mais ce ne sera assurément pas la seule. La république est dès à présent la principale exportatrice de manganèse dans le monde. Elle possède à Tchiatouri le plus riche gisement connu de ce métal. Les forêts domaniales qui couvrent plus de deux millions et demi d'hectares abondent en essences qui trouveraient chez nous un bon placement, et se prêtent presque partout à la fabrication de la pâte à papier. L'Etat possède à Tkvibouli des mines de houille et vient de concéder un nouveau bassin à une société qui s'engage à y pousser l'exploitation jusqu'à trois millions de tonnes dans un délai fort court. Il existe aussi d'importantes usines pour le traitement du cuivre, du plomb et des métaux précieux. Les richesses minérales déjà reconnues sont considérables et la houille blanche qui se trouve partout en abondance facilitera de nombreuses industries.

La Géorgie est donc un pays potentiellement riche, et le monde occidental y trouvera, s'il est assez avisé pour le vouloir, l'occasion d'échanges fructueux, sans même compter tous ceux dont un immense transit doit fournir l'occasion. Si son essor économique a été retardé jusqu'ici, c'est par des causes extérieures au milieu même et dont la domination étrangère est la plus importante. Nous voyons ici un remarquable exemple de l'influence stérilisante de la tyrannie.

Dans le plan tout artificiel que le gouvernement russe avait élaboré pour la mise en valeur de l'empire, la marche militaire de Transcaucasie avait été cyniquement sacrifiée. On ne voulait pas qu'elle se distinguât par un essor industriel trop vif et qui eût encouragé son esprit d'indépendance. Aussi l'établissement de nouvelles usines était-il soumis à mille entraves. On se contentait de l'exploitation rudimentaire des gisements les plus riches. L'administration ne se souciait pas davantage de développer l'agriculture : des paysans aisés eussent été trop

portés à la révolte, et les tzars ont toujours compté sur la misère pour débiliter les volontés.

La conquête de la liberté est encore bien récente, et depuis, le pays a dû sans cesse se défendre sur tous les fronts. Il subit en ce moment une crise dont les conséquences seront longues. Son armée n'a presque jamais cessé d'être engagée ou de monter la garde aux frontières. Il a fallu faire face à tous les périls, tandis que l'Europe ne cessait de témoigner une mauvaise humeur singulièrement inopportune. Le gouvernement est parvenu, dans des circonstances aussi défavorables, à satisfaire aux besoins les plus urgents du pays et à préparer largement la voie à un meilleur avenir. Quel gage plus sûr pouvait-il donner de ce qu'il saura faire quand des conditions normales auront été rétablies?

* * *

Un sol riche, des possibilités matérielles brillantes se rencontrent sur bien des points de l'Asie. La volonté et la capacité politique y sont malheureusement plus rares. Voyons donc si la nation géorgienne a su fournir la preuve et de sa détermination de conquérir sa liberté et de son aptitude à l'administrer.

Elle n'a jamais admis le fait accompli de 1801. Sa lutte pour l'indépendance a pris toutes les formes possibles, depuis celle de l'action diplomatique, comme en 1907, à la conférence de La Haye, jusqu'à celle de l'insurrection armée. Elle a très souvent recouru à cette dernière. Voici comment M. Nippold résume ses révoltes ouvertes contre la domination russe, dans son livre: *La Géorgie du point de vue international* (pages 52 et suivantes):

« En 1802, éclate une première insurrection dans les provinces montagneuses. Elle fut étouffée par la troupe. En 1804, elle se rallume en Kartlie. Six ans plus tard, en 1810, nouveau mouvement dans les montagnes. Il est conduit par le prince Levan de la maison royale. En 1812, l'insurrection prend des proportions plus grandes ; elle s'étend à plusieurs pro-

vinces et le sang coule abondamment ; elle est considérée comme une guerre d'indépendance contre la Russie et doit aboutir à la libération du pays. Le prince royal Grégor Bagration est proclamé roi de Géorgie. Il lance de Kakhétie un appel aux autres provinces de Géorgie, à la Kartlie, à l'Iméritie. Plus de 400 soldats russes, de nombreux officiers, parmi lesquels le commandant Ossipoff et le lieutenant Wronsky, mordent la poussière. Le nombre des blessés dépasse 2.000. Le prince royal Alexandre, fils du roi Irakly, organise une armée en Perse, qui doit venir au secours des insurgés. Mais déjà la répression a mis fin à la lutte. Le roi Grégor est fait prisonnier et transporté en Russie. Les proviuces qui ont participé à la révolte sont ravagées, les maisons incendiées, les rebelles mis impitoyablement à mort. Malgré cela le prince Alexandre réussit, en 1813, à se procurer des munitions en Perse et à armer les habitants des montagnes de la province de Kakhétie, enfin à engager la lutte avec l'armée russe en Géorgie, lutte qui fut marquée par des combats sanglants. En 1819, éclata en Gourie et en Iméritie, un soulèvement au cours duquel eurent lieu de nombreuses rencontres, où les uns et les autres subirent des pertes sensibles. Parmi les morts se trouvait le commandant de l'armée russe, Pousirewsky. Les insurgés remportèrent des succès, mais ils durent céder en fin de compte devant la supériorité des forces ennemies. Cet échec fut payé de la déportation de milliers de Géorgiens. D'autres furent pendus ou fusillés. Nombre de villages furent détruits. En 1820, de nouveaux combats eurent lieu entre les troupes russes et les insurgés. La résistance dura plusieurs mois. Le prince royal qui était à la tête du mouvement fut tué et son armée anéantie En 1830, c'est une conjuration organisée par les princes géorgiens contre le représentant de la Russie en Géorgie, conjuration qui avaît été préparée pendant plusieurs années. Le but était le même que celui des autres soulèvements : suppression de la puissance russe dans le Caucase et proclamation de l'indépendance de la Géorgie. La conjuration fut découverte, tous les conjurés furent arrêtés et déportés en Sibérie. Enfin en 1878, une province géorgienne se souleva contre la puissance russe, celle d'Abkhasie. Le mouvement dura presque une année. En 1905, à l'époque de la révolution russe, le peuple géorgien se leva comme un seul homme contre le régime tzariste. »

*
* *

En effet, cette activité révolutionnaire fut poursuivie avec la plus grande énergie. Elle marque l'évolution considérable qu'a subie aux cours des dernières décades la lutte pour la liberté. Liés à tant de peuples dans une

commune sujétion, les Géorgiens se sont progressivement élevés à la notion d'un affranchissement général. Et sans perdre ses traits nationaux essentiels, leur mouvement prit un caractère spécial très accentué. Le socialisme apparut comme seul capable d'assurer la libération totale des individus et des nations. On adopta en lui l'idéal le plus haut de l'Europe démocratique. Il a conquis d'abord les classes intellectuelles, en rapports étroits avec notre culture, et tout particulièrement les jeunes gens poursuivant leurs études dans nos universités. C'est l' « intelliguenzia » dont l'inlassable propagande assura ensuite la diffusion de la doctrine nouvelle dans les masses de la population urbaine et campagnarde. L'idéologie socialiste n'a pas rencontré ici les résistances tenaces que lui oppose chez nous une organisation capitaliste forte et déjà ancienne, imprégnant toute notre texture sociale et solidement établie dans notre tradition. Elle a pu, dans ce pays d'économie neuve, devancer en quelque sorte son heure historique par un phénomène assez analogue à celui qu'on observe dans l'Amérique du Sud où les réformes les plus avancées du radicalisme politique sont demandées par l'opinion générale, alors qu'on n'ose encore en tenter l'application dans les pays où elles ont été conçues, mais où prévalent des habitudes d'esprit contractées depuis longtemps.

Cette grande diffusion de l'idéal prolétarien n'est assurément pas particulière à la Géorgie. On la retrouve au contraire dans toutes les parties de l'ancien empire d'une conscience politique déjà développée. La doctrine fut partout, au début, d'inspiration occidentale. Mais, hélas, elle ne l'est point toujours demeurée. Quelqu'un a baptisé le Bolchevisme : « Socialismus asiaticus » ; il est difficile de le mieux caractériser d'un mot. C'est en effet la déformation asiatique et barbare d'une conception européenne et civilisée. Un peuple se préserve de ces vues coufuses et presque caricaturales dans la mesure où

il est occidental, au sens qu'Auguste Comte attribuait à cette expression. C'est ce qui donne toute sa portée à l'immunité complète dont la Géorgie n'a cessé de jouir à cet égard, toute voisine qu'elle soit des plus ardents foyers de propagande.

Le Bolchevisme n'est connu du grand public que par ses manifestations récentes, mais il n'est pas né brusquement en octobre 1917. C'est de très longue date qu'il s'oppose au « Menchévisme », et ceux qui ont suivi de près les vicissitudes de la lutte politique sous le régime tzariste savent à quels conflits toujours âpres, et souvent violents, cette opposition a sans cesse donné lieu. Or, les groupements géorgiens ont été de tout temps les plus fermes soutiens du parti menchéviste. Il a trouvé chez eux son inspiration la plus claire, il leur doit quelques-uns de ses meilleurs théoriciens, comme Jordania, le chef actuel du gouvernement. Il a recruté dans leurs rangs une forte proportion de ses principaux leaders. Lors des élections à la Douma, alors que les partis avancés s'abstenaient trop souvent pour protester contre la mutilation du droit de suffrage, l'esprit pratique des Géorgiens avait saisi de prime-sauf l'avantage que l'on peut tirer d'une représentation même inadéquate au sein du parlement le plus imparfait. Ils eurent donc leurs députés socialistes dont les discours produisirent une impression immense dans tout l'empire et accrurent encore considérablement l'influence de la province lointaine sur l'ensemble du mouvement.

Ces hommes pondérés n'étaient certes pas des hommes pusillanimes. Ils surent toujours prendre leur large part du risque révolutionnaire, et je n'en connais guère, parmi les militants, qui n'aient payé de longues années de bagne leur dévouement à la cause. La révolution de mars 1917 les rappela de Sibérie, et leur action fut alors aussi marquante à Pétrograde qu'à Tiflis. Le Soviet de la capitale russe, qui inspirait toute l'action politique du pays

fut présidé par Tcheidzé, et Tzérételli fut son leader incontesté. L'auteur de ces lignes a pu être témoin de l'effort surhumain tenté par ces hommes, avec un courage admirable et une lucidité qu'on ne saurait assez admirer, pour maintenir la révolution dans ses voies démocratiques. Mais les circonstances étaient trop fortes. On sait la suite des événements. Ce fut Tzérételli qui offrit la dernière résistance quand les Bolchevistes dispersèrent la Constituante par la force. Devant la foule hurlante des marins furieux, tandis que les baïonnettes de toutes parts s'abaissaient vers sa poitrine, il parla, quand même, formulant pour l'histoire la plus éloquente des protestations.

*
* *

Le désastre était accompli. Le socialisme géorgien dut se replier sur lui-même. Tcheidzé, Tzérételli et leurs compagnons rejoignirent à Tiflis le gros du parti. Bientôt le traité de Brest-Litovsk qui, livrant la révolution, livrait aussi aux Turcs une partie importante du territoire national, fit mieux voir encore que l'on n'aurait pas trop de toutes ses forces pour se sauver soi-même. Les événements avaient une fois de plus, et définitivement, démontré l'irrémédiable incompatibilité d'humeur politique entre des peuples que la force seule avait réunis. Dès lors, on s'appliqua résolument à constituer l'Etat indépendant.

L'action persévérante des militants socialistes avait créé depuis longtemps les conditions qui devaient permettre de mener cette grande œuvre à bien. Ils avaient établi, même dans les campagnes, des organisations solides, groupant les paysans dans leurs villages pour l'action quotidienne. Ce peuple prompt d'esprit avait acquis ainsi, jusque dans sa masse, une éducation politique réelle et s'était donné des cadres solides. C'st ce qui le sauva de l'anarchie.

Il faudrait pouvoir suivre les événements par le détail depuis le jour de mars 1917 où l'administration d'ancien régime s'écroula tout à coup en Transcaucasie, jusqu'à l'heure actuelle, où la république s'est dotée de tous ses organes essentiels. Cette histoire de trois ans mériterait de trouver un historien digne d'elle. On y verrait l'effort avisé et constant d'une pensée politique vraiment créatrice. Et peut-être aussi aidera-t-elle à mieux comprendre l'influence bienfaisante qu'exercent dans un pays ces organisations politiques volontaires des citoyens, les partis, qui donnent seuls à la volonté générale une expression articulée.

C'est sous l'inspiration du parti socialiste qu'un pouvoir révolutionnaire, soviétique, s'est rapidement constitué dès les débuts de la crise et a empêché la Transcaucasie entière de tomber dans le chaos. C'est son action qui a protégé ces conseils provisoires contre une forte tentation, à laquelle ils ont succombé ailleurs, celle de proclamer leurs pouvoirs permanents et d'usurper ainsi la souveraineté nationale. C'est lui encore qui a poussé à la prompte constitution d'assemblées, représentatives d'abord, électives ensuite et c'est sa propagande organisée qui a fait des élections autre chose qu'une forme vaine. C'est grâce enfin a son expérience et à sa discipline qu'un résultat autrement remarquable encore a pu être obtenu, que l'Assemblée Constituante est devenue un parlement véritable, et qu'un gouvernement vraiment responsable devant elle a pu fonctionner. La chose paraît simple en Europe, mais rappelons-nous que ni la Turquie, ni la Perse, ni la grande Russie elle-même n'ont jamais pu obtenir à pareil résultat malgré leurs efforts répétés.

Et quelle besogne de réorganisation politique et sociale accomplie en un laps de temps relativement court, quel spectacle réconfortant la république nous offre au moment où l'invasion turco-bolcheviste vient brusquement trou-

bler sa vie ! Le suffrage égal, direct et secret de tous les citoyens fonctionne. Des pouvoirs locaux, établis sur la même base ont été créés de toutes pièces dans les villes, les Eroba (Zemstvos) s'organisent dans les villages. Des tribunaux conçus d'après des principes originaux commandent la confiance de toutes les classes de la population. On a jeté les bases d'un système d'instruction publique reposant sur l'obligation de l'enseignement primaire et aboutissant à une université nationale dont trois facultés groupent déjà, durant la session actuelle, 2,848 étudiants. On a fait des progrès importants dans la voie de la reconstruction administrative et financière. On a jeté les bases d'une législation ouvrière étendue et hardie. On a constitué une force militaire qui, par une heureuse balance de ses éléments constituants, est en mesure de défendre vigoureusement le pays sans pouvoir jamais inquiéter son indépendance. Je n'ai garde d'oublier l'effort diplomatique considérable et adroit qui aboutit récemment à la reconnaissance formelle du pays.

Ne sont-ce point là des preuves assez certaines de cette capacité politique qu'il s'agissait d'établir ? Les Géorgiens ont prouvé le mouvement en marchant. On ne saurait imaginer meilleure démonstration.

*
* *

Si la Géorgie doit les résultats obtenus à sa capacité politique, le parti socialiste en a été l'expression ou si l'on préfère l'instrument. On ne s'étonnera donc point de la situation qu'il a su conquérir. Ses quatre-vingt mille membres comprennent presque toute l'élite de la nation. Aux élections dernières il a recueilli 475,000 voix sur 604,000 suffrages exprimés. A l'Assemblée Nationale il détient 102 mandats sur 130. Il possède la majorité dans l'administration de toutes les villes importantes et de toutes les Eroba. Tous les ministres y sont inscrits. Il ne trouve en face de lui que quelques fractions socialistes

dissidentes, un parti nationaliste démocrate dont la représentation parlementaire comporte huit députés et un parti nationaliste conservateur quatre fois plus faible. Quant à la minuscule fraction communiste, elle a été impuissante à conquérir un seul siège. Elle est sans influence d'aucune sorte malgré l'appui vigoureux que n'ont cessé de lui donner les missions diplomatiques de Moscou et de Bakou.

Le mot « socialisme » peut désigner ou bien un système déterminé d'organisation économique et politique dont la réalisation implique de toute nécessité un degré suffisant de développement technique, ou bien la doctrine de ceux qui considèrent l'établissement de ce système comme nécessaire et cherchent à en hâter l'avènement.

C'est dans le second sens évidemment que la République Géorgienne est socialiste. Son gouvernement est infiniment trop réaliste pour tomber jamais dans l'erreur de Lénine et vouloir créer de toutes pièces une organisation sociale qui ne tirerait sa force ni de l'histoire ni du milieu. Mais il s'efforce de tout son pouvoir à préparer les voies au régime socialiste en développant et la démocratie politique, et la démocratie économique.

Quand il a accompli la réforme agraire, il n'a nullement songé à établir dans les campagnes un communisme artificiel et vain. Il a développé cette tenure paysanne que l'immense majorité des habitants souhaitaient ardemment. Les paysans lotis, il a gardé à la disposition de la communauté une réserve de terres arables, les immenses surfaces qui ne peuvent être fertilisées que par des travaux d'ensemble et le riche domaine forestier qu'il est si désirable de placer sous le contrôle de l'Etat comme le démontre mieux chaque jour l'expérience de tous les pays.

De même, s'il a gardé dans le domaine public et s'efforce de transformer en régie autonome le réseau de chemins de fer, exploité autrefois par l'administration

impériale, et s'il a placé certaines mines sous le même régime, il ne songe pas à imposer ensemble à toute l'industrie une nationalisation hâtive. Mais il encourage les efforts tentés par les coopératives pour organiser les industries rurales par l'effort des cultivateurs associés. Il aide aussi les villes et les Eroba à étendre leurs régies. Il s'applique à prendre toutes les mesures conservatoires des droits de la collectivité et assez analogues d'ailleurs à celles dont l'usage se répand de plus en plus en Occident.

De même, il n'entreprend pas la tâche impossible de supprimer le salariat comme par un coup de baguette magique, mais prépare sa transformation en un statut économique nouveau par le développement des garanties ouvrières et du contrôle ouvrier.

Toute son activité tend en sommes à établir et à consolider une démocratie paysanne essentiellement pacifique et à faciliter ses progrès vers une justice économique plus parfaite. Il est difficile de prévoir dans quelle mesure une volonté socialiste consciente pourra faciliter et hâter dans ce coin du monde l'évolution qui se produit si laborieusement en Occident, au milieu de tant de trouble et de souffrance. Les tentatives, que la jeune république entend poursuivre dans l'ordre et la paix, valent d'être suivies avec attention.

*
* *

Cette digression ne m'a pas écarté autant qu'on pourrait croire du sujet que j'avais entrepris de traiter, car on a très souvent invoqué le « péril socialiste » pour chercher à justifier soit le refus de reconnaissance, soit la façon de boycotage dont la jeune république fut si longtemps victime. Parmi les hommes d'affaires étrangers qui dirigent là-bas toutes sortes d'entreprises, certains songent qu'ils auraient plus d'occasions de larges profits et échapperaient mieux à des réglementations qui les irritent, si un gouvernement « bourgeois » pouvait succéder

à celui qui se trouve aux affaires. Ils se sont souvent dit que ce changement politique s'accomplirait peut-être si l'état économique s'aggravait et créait dans la masse un mécontentement suffisant. Sous l'influence de cette pensée, ils restreignaient parfois leur effort de production ou de vente, ils « sabotaient » si je puis me permettre cette expression familière. Et comme ils étaient d'habitude fort écoutés dans les missions, il en résultait que les puissances se sont en certaines circonstances laissées entraîner à seconder leurs plans plus ou moins consciemment. Je pourrais citer plus d'un exemple de cet état d'esprit que certains poussaient fort loin. Aux jours d'octobre où le danger bolcheviste se précisait déjà à la frontière, l'un des plus considérables parmi ces trafiquants n'était pas loin de s'en réjouir : « La crise sera plus rude, disait-il, mais elle sera plus courte ».

L'action de cette détestable « politique du pire » a contribué plus qu'on ne pourrait le croire à retarder le progrès économique du pays, à l'empêcher d'acquérir à temps la force qui lui aurait permis, peut-être, de résister à l'invasion récente. Puisse du moins l'épreuve, à laquelle ces industriels eux-mêmes vont maintenant se trouver soumis, leur ouvrir les yeux.

Qu'ils n'aiment point le gouvernement socialiste, c'est assurément leur droit. Mais qu'ils comprennent donc que ce pouvoir-là est le seul possible, et qu'il faut bien l'accepter comme un fait, qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en lamente, qu'on en pleure ou qu'on en rie ! Il est voulu d'un vouloir intense par l'immense majorité de la population. Toute la classe paysanne voit dans son maintien la seule garantie sûre de sa propriété. Tous les travailleurs des villes comptent sur son aide efficace pour s'élever à une vie supérieure. Presque toute la classe intellectuelle le salue comme le porteur de la plus haute espérance humaine. Comment un autre régime se maintiendrait-il dans ces conditions, à moins d'être imposé

soit par la force ouverte, soit par la force sournoise ? Et croit-on qu'un peuple qui vient de conquérir sa liberté nationale et politique au prix des plus durs sacrifices se résignerait à la perdre ainsi ? Est-ce sur la guerre civile qu'on pourrait fonder la prospérité ?

*
* *

On a souvent observé dans les milieux ou s'élabore la politique orientale de l'Entente des préventions d'un autre genre contre le gouvernement socialiste de Tiflis. A ceux qui soutenaient l'entreprise de Wrangel, le voisinage d'un pouvoir dont on ne pouvait espérer la complaisance devait paraître gênant. Et est-il besoin de dire que la Géorgie démocratique n'a jamais ni entretenu l'illusion que la folle aventure pouvait réussir, ni participé au crime de ceux qui, sortant à peine d'une guerre soutenue au nom de la liberté et du droit, voulaient baser le système politique de l'Europe sur le triomphe de la réaction en Russie.

Il est trop clair maintenant que la Géorgie avait raison en adoptant dès le principe l'attitude que tous les partis avancés du monde n'ont cessé d'ailleurs de recommander : pas d'intervention, reprise des relations économiques, reconnaissance du gouvernement de fait. On peut juger à leurs résultats la conception des démocraties et celle d'une vieille diplomatie bien mal à l'aise décidément dans le monde d'aujourd'hui.

L'alliance avec Wrangel a conduit au désastre, comme avait fait l'alliance avec Koltchak, avec Denikine, avec Youdénitch. L'expérience quatre fois répétée a été singulièrement concluante. Toutes les classes saines de la population russe se sont unies devant la menace étrangère, le nationalisme s'est exalté, le pouvoir bolcheviste est devenu plus fort. Et l'immense masse paysanne, en dépit de son aversion pour les maîtres du jour, s'est soulevée tout entière contre les généraux d'ancien régi-

me ramenant dans leurs bagages la bureaucratie d'autrefois et les anciens propriétaires fonciers. Il a été démontré une fois de plus que la Russie ne sera libérée du bolchevisme que par l'effort autonome, spontané de sa démocratie.

Après que la révolte générale eut en quelque sorte dérobé à l'armée blanche le terrain sous les pieds, après sa débâcle totale, il fallait s'attendre à voir les troupes rouges, libérées sur ce front, tourner leurs efforts vers la Transcaucasie où elles avaient laissé inachevée leur campagne amorcée naguère par la conquête de l'Azerbeïdjan. Elles ont en effet envahi l'Arménie d'abord, fort affaiblie par tant de massacres, privée de moyens de communication, et obligée de faire face à la fois aux bolchevistes et aux Turcs. Mais les forces moscovites se sont arrêtées longtemps aux frontières de la Géorgie et le gouvernement de Lénine a dû s'y reprendre à deux fois avant de pouvoir les franchir. Pourquoi?

Que les « menchéviques » convaincus de ce pays souhaitent ardemment pour eux-mêmes et pour le monde la fin du bolchevisme en Russie, la chose est par trop évidente. Mais ils ont su ne pas confondre l'opposition politique avec la lutte armée. Et tout en organisant contre une attaque éventuelle la plus énergique résistance, ils ont toujours soigneusement évité jusqu'à l'apparence d'une agression. Ils ne comptaient pour vaincre leurs adversaires que sur la force de l'idée et sur celle de l'exemple. Ils voulaient que leur petite république manifeste une telle supériorité sur la grande tyrannie que chacun en ait sa conviction faite et sa résolution arrêtée.

Et qu'advint-il en effet? La nation entière s'unit à la première nouvelle du danger dans une commune volonté de défense. Ce fut la Garde Populaire, formée de volontaires, recrutés surtout dans les milieux ouvriers qui manifesta le plus vigoureusement sa volonté de combattre pour la patrie et pour le régime. Et la Garde Rouge de

Moscou ne voulut plus marcher contre un peuple libre. Il fallut que les bolcheviques retirassent leurs troupes qui se débandaient! Depuis, ils en ont ramené d'autres, usant de l'attrait presque irrésistible que présente pour une armée affamée un pays où l'on mange encore. Mais l'action morale sur laquelle les Géorgiens comptaient ne cessera pas d'agir, et l'impérialisme moscovite ne pourra pas toujours compter sur l'obéissance aveugle des paysans russes qu'il maintient sous les armes!

*
* *

Même envahie par les bolchevistes et par les Turcs, la Géorgie continue d'exister. La reconnaissance que lui a accordée la conférence de Paris lui donne une vie légale que les attentats de Moscou ne saurait détruire. Mais cette reconnaissance, il reste à la traduire en quelque sorte dans les faits, à transformer une résolution abstraite en une réalité politique.

On a repris à Londres toute l'étude du problème turc, on la poursuit en ce moment. Pourquoi la Géorgie ne serait-elle pas invitée à se faire représenter aux délibérations? C'est l'Europe qui par sa politique d'Asie Mineure, en leur faisant la guerre à l'Ouest, a chassé en quelque sorte les Turcs vers les républiques transcaucasiennes et dans les bras des bolcheviks. L'Arménie et la Géorgie paient durement cet erreur d'autrui, et l'Europe, peut-être, se rendra compte plus tard de ce que lui coûtera cette politique imprévoyante! Avant d'engager de nouvelles entreprises, n'est-il pas juste que l'on consulte ceux dont tout l'avenir peut être mis en cause?

L'assujettissement des républiques transcaucasienes est un malheur pour le monde; il ferme les voies du commerce, trouble tout l'équilibre politique de l'Orient. Ce serait être bien mal avisé que de vouloir remédier au mal accompli par n'importe quelle forme d'intervention

armée. C'est avant qu'il fallait par une politique prévoyante mettre les jeunes Etats en mesure de se défendre. Mais la liberté perdue peut se retrouver, se retrouvera sans doute au cours des mois prochains qui s'annoncent pleins d'événements soudains. Il faut que l'Entente ait pour ce moment sa politique toute prête, et qu'elle sache surtout aider de tout son pouvoir à cette grande réalisation dont je ne me dissimule pas les difficultés, qui ne pourra s'accomplir que moyennant un grand, un patient effort : la fondation d'une solide fédération transcaucasienne.

Elle est dans les vœux de tous les esprits éclairés. Je n'en étudierai pas ici les avantages ; je me bornerai à noter, fidèle à mon sujet, qu'elle garantirait mieux la Géorgie et les Etats voisins contre un autre genre de danger : contre les tentatives de protectorat insidieux de quelque puissance. C'est à la Société des Nations tout entière à l'en préserver, son intérêt ici est aussi pressant que son devoir. Qu'elle répare donc au plus tôt son erreur de Genève, et qu'elle admette la nation maintenant reconnue comme un membre de plein exercice.

Bien plus encore que son accession au sociétariat, c'est la prospérité matérielle et morale de la Géorgie qui la mettra à l'abri de toute tutelle. Sachons donc l'aider à développer son jeune organisme dès que les circonstances militaires le permettront à nouveau. Mettons à sa disposition nos connaissances techniques, notre expérience des affaires, nos capitaux, pour une collaboration qui sera fructueuse pour les deux parties.

Et la Belgique ici, peut accomplir une tâche importante. Le Gouvernement de Tiflis a depuis longtemps compris, avec un sens très avisé des choses, qu'il avait le plus grand avantage à demander d'abord la coopération des puissances dont les « intérêts limités », pour employer le savoureux néologisme des conférences, étaient moins inquiétants. Elle fait appel à nos spécia-

listes, à nos marchands, à nos industriels. Ne dédaignons point son invitation. Il est de la plus sage politique que les petits peuples se prêtent une mutuelle assistanée dans un monde où les gros n'ont que trop tendance à... se conduire en gros.

« *Le Flambeau* »,
Juillet 1921.

Camille Huysmans.

LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE GÉORGIE.

Conférences faites à Gand dans la «Maison du Peuple.»

PREMIÈRE CONFÉRENCE

Citoyens,

C'est avec plaisir que j'ai accepté l'invitation de venir vous parler ici de notre voyage en Orient, dans le pays appelé la Géorgie.

Mais avant de vous exposer quels furent les résultats de ce voyage, il est nécessaire que je vous dise en résumé ce qu'est la Géorgie, et quel était le but de notre expédition.

Il y a quelques semaines, je rencontrai à Paris mon ami Tzérételli, qui y représente la Géorgie. Après avoir parlé de la situation de son pays, nous tombâmes d'accord qu'il serait utile que des socialistes occidentaux fissent un voyage en Géorgie.

La Géorgie est le seul Etat socialiste du monde entier. C'est un Etat socialiste qui n'a pas été fondé sur la terreur, la contrainte ou le meurtre, mais sur la démocratie. C'est un Etat que nous ne pourrions nous-mêmes édifier que si nous étions les maîtres dans notre propre pays. Pour acquérir cette puissance, il nous faudrait un dégré parfait de conscience et d'organisation.

Il était donc intéressant de rechercher comment cet Etat s'était fait, et comment nos camarades, qui se disent nos élèves, ont réussi à accomplir leur œuvre.

De tous côtés la Géorgie est entourée d'ennemis: au nord les Bolcheviks, qui ne cherchent qu'une occasion

d'envahir la Géorgie, comme ils le firent à Bakou, où ils assassinèrent les femmes et les enfants ; d'un autre côté, les Kémalistes, qui ne sont pas d'accord avec les Pays de l'Entente.

L'Etat géorgien occupe donc une situation tout à fait exceptionnelle au point de vue international. Et c'est, de plus, un Etat socialiste, c'est-à-dire un danger pour la réaction.

C'est un pays trois fois grand comme la Belgique ou la Hollande, mais avec une population moitié moindre. Mais les résulats atteints par ce peuple inspirent le respect.

C'est un pays de civilisation bien plus ancienne que la nôtre. Chez nous les édifices du IXe siècle sont très rares ; là-bas, il y en a de nombreux du IVe, du Ve et du VIe.

Partout, il y a de l'art.

J'ai toujours aimé la musique. Si j'avais à recommencer ma vie, je me ferai musicien. Je suis devenu homme politique. Et pourtant je ne comprends pas grand'chose à la politique (*Rires*). En Belgique, nous avons beaucoup de musiciens. Mais qui donc sait y chanter ?

En Géorgie, au contraire, il n'y a pas un homme qui ne sache chanter. Et toujours à la perfection. Le premier venu y chante avec un talent indéniable. Et, tous s'émerveillaient de notre étonnement.

L'art y est le bien de tout le monde. Pour qu'un peuple et un pays en arrivent là, il leur faut une longue tradition.

Tous les Géorgiens savent danser. La danse n'est pas pour eux une chose ridicule. Elle est toujours individuelle. Le costume national est splendide. Ce peuple a de la grâce. Nous avons perdu la nôtre à cause de la division du travail, alors que les Géorgiens n'ont pas encore été asservis par la vie en fabrique.

Le symbole du pays est leur Georges Blanc (d'où pro-

bablement le nom du pays en Occident). La Géorgie est le pont de l'Europe vers l'Asie, tout comme la Belgique est le pont qui relie l'Europe occidentale à l'Europe centrale.

La Géorgie est située au sud du Caucase; à droite se trouve Bakou, où les bolcheviks ont fait une incursion et règnent encore par la terreur. Au sud, l'Arménie et la Turquie.

La langue géorgienne n'appartient à aucun autre groupe de langue, pas plus au groupe germanique, qu'au groupe slave. Il semble que ce soit une langue comme celle des Basques, les plus anciens habitants de l'Europe. L'alphabet géorgien comprend 38 lettres.

Ce qui nous a frappés aussitôt, c'est l'existence de certaines consones que notre langue a perdues.

La légende de la Toison d'Or vient de Géorgie, probablement parce qu'on y trouvait de l'or.

Le christianisme y fut introduit au Ve siècle; et au VIe se constitua l'Eglise géorgienne indépendante.

La plus florissante période du royaume géorgien et de sa civilisation, ce fut le XIIe siècle, sous la reine Thamar. C'est alors que fut écrit, par Roustavéli, un grand poème épique. Ce poème a été traduit en anglais. C'est la meilleure traduction qui existe.

Après que Constantinople eût été prise par les Turcs en 1453, la Géorgie fut séparée de l'Europe et livrée à elle-même.

Ce pays avait été pendant des siècles un Etat indépendant; mais en 1783, menacé par les Turcs, il se trouva obligé de faire un traité d'alliance avec la Russie, le seul Etat qui pût la protéger.

Quand un petit pays s'allie avec un grand, il est mangé. Tel fut aussi le sort de la Géorgie. En 1801, elle devint une province de la Russie.

Il n'est pas besoin d'insister sur cet exemple dans le pays de Gand; mais on peut attirer sur ce point l'atten-

tion de la Belgique wallonne. La Belgique ne doit pas lier sa politique à celle d'un grand pays (*Acclamations*).

Les Géorgiens restèrent toujours attachés à leur liberté. Rien d'étonnant, par suite, qu'ils se soient placés à l'avant-garde lors de la révolution de 1905.

Je passe à notre voyage.

Nous devions examiner quel était le meilleur système : celui de Moscou ou celui de Tiflis.

Nous passâmes par Paris, Rome, Tarente. Pour éviter la peste on nous embarqua en cet endroit sur un bateau qui avait été... désinfecté (*Rires*).

Nous côtoyâmes la Grèce et parvînmes à Constantinople. Nous y restâmes plusieurs jours, dans le port. Nous n'avons jamais rien vu de plus beau.

Puis nous allâmes à Trébizonde, le long du Bosphore et de la mer Noire, et nous nous dirigeâmes vers le port de Batoum.

C'est maintenant que commence notre vrai voyage. Il dura du 21 août au 15 septembre. Notre impression générale fut celle d'une féerie.

Nous fûmes reçus à Batoum par le gouvernement, le conseil municipal, les zemstvos et des travailleurs avec leurs drapeaux rouges. Il y en avait des centaines, que dis-je, des milliers, qui nous attendaient. Des hommes, des femmes, des enfants, des soldats avec leurs généraux.

Nous fûmes conduits en triomphe jusqu'à la maison de ville, où furent prononcés des discours au nom du gouvernement, du conseil municipal, etc.

Puis on nous fit visiter la ville et le port. Il y eut ensuite un banquet avec des toasts.

Le jardin botanique que nous visitâmes nous montra toutes les richesses imaginables. Nous vîmes aussi une plantation de thé, et des fabriques de meubles en bambou.

Dans nos pauvres Flandres, on n'a aucune idée d'une telle richesse.

Le soir nous partîmes par train spécial.

Pendant les 16 à 17 jours que dura le voyage, j'ai dormi à peine deux heures dans mon lit. Les discours commençaient à 7 heures du matin et se terminaient à 2 heures de la nuit. Partout nous dûmes parler.

Il faut que vous sachiez que le peuple a bien entendu parler de nous ; mais c'est la première fois qu'ils voyaient ses camarades de l'Occident qu'ils ne connaissaient que de nom.

Le peuple tout entier s'était levé ; des centaines de personnes étaient descendues des montagnes, à cheval ou en voiture, pour nous saluer. Dans certaines gares on menaça de briser le train si nous ne consentions pas à faire halte...

Nous arrivâmes à Tiflis, capitale de la Géorgie. Les tramways et les funiculaires de cette ville appartenaient autrefois à des compagnies belges, aujourd'hui dépossédées.

Nous assistâmes à une séance de la Constituante. Nous y fûmes salués au nom de tous les partis.

A la fin de la séance, nous dûmes faire des discours sur les places publiques. Notre domicile était situé juste en face de l'ambassade des bolcheviks. Ils avaient arboré le drapeau rouge. L'avaient-ils exhibé à l'occasion de notre visite, c'est ce que j'ignore (*Rires*).

Le lendemain, notre travail débuta par un entretien avec le comité central du Parti, auquel nous posâmes différentes questions. Des rapports furent lus par plusieurs ministres. Ceux-ci expliquèrent pourquoi ils avaient agi de telle ou telle manière. Le ministre de l'agriculture, par exemple, vint nous dire comment les terres avaient été réparties ; mais j'entrerai dans ces détails au cours de ma deuxième conférence.

Le ministre du Travail a institué une « Chambre des

Tarifs » qui détermine les salaires selon le coût de la vie. Il n'est plus besoin de grèves, ni d'action directe.

Les syndicats sont magnifiquement logés. Pour rappeler la mémoire de membres décédés du Parti, on n'élève pas de statues, mais on fonde des bibliothèques.

C'est Jordania qui est le Président de la République.

Je n'ai jamais rencontré d'hommes qui aient mieux représenté leur peuple que Jaurès et Bebel ; sauf Jordania. Il a été élu à l'unanimité. On peut critiquer les ministres, et nul ne s'en fait faute. Mais personne n'attaque Jordania.

Il représentait la Géorgie dans la première Douma.

Le deuxième jour de notre arrivée à Tifis fut consacré à une visite à l'autre fraction socialiste, celle des fédéralistes, qui est en opposition avec le gouvernement social-démocrate.

Les Arméniens et les socialistes-révolutionnaires russes se plaignirent à nous. Nous avons fait de notre mieux pour rétablir l'unité et nous ne nous en sommes pas tenus à une seule démarche.

Je donnai comme exemple la Belgique : « Nous voici devant vous, ai-je dit : Vandervelde, de Brouckère et moi. Nous jugeons tous trois autrement sur les questions de guerre et de paix. De plus, je suis flamingant. J'ai combattu toute ma vie pour la cause flamande et je ne l'abandonnerai jamais. Mais il ne nous vient pas à l'idée de quitter le combat que nous livrons en commun. Il doit en être de même en Géorgie, où 90 °/₀ des habitants sont socialistes. »

Un autre jour nous allâmes au sommet du Caucase, haut de 5.000 mètres. L'excursion avait été organisée par la Garde Populaire.

Il y a deux organisations militaires en Géorgie. La première est l'armée régulière de l'Etat où le service est obligatoire. La deuxième est la Garde Populaire, com-

posée de volontaires, surtout des membres des Syndicats et des partis socialistes.

Nous montâmes la route en auto. Au premier village que nous rencontrâmes, tous les habitants nous attendaient. Un vieillard avec une barbe grise s'avança. Il nous offrit du sel et du pain. Et, conformément à la tradition, nous dûmes chacun, en signe d'amitié, prendre un morceau de pain, le tremper dans le sel et manger. C'est ainsi que nous fûmes salués dans chaque village.

Dans une bourgade, nous vîmes un hôtel qui avait pour enseigne « Aux femmes marxistes ». J'allai parler à ces femmes. Elles connaissaient très bien notre théorie et nous eûmes l'impression que la propagande socialiste était fort bien organisée.

Des musiciens nous jouèrent la *Marseillaise* et des musiques préhistoriques.

Tout à coup nous vîmes arriver de loin toute une troupe de cavaliers. Ils se joignirent à nous. Et à mesure que nous avancions, le nombre des cavaliers augmenta sans cesse. Ils chevauchaient à côté, devant et derrière l'auto, en exécutant toutes sortes d'acrobaties dangereuses.

Ces habitants des montagnes n'ont jamais été soumis. Aucune domination étrangère n'a réussi à les faire plier. Maintenant, ils se sont mis librement au service de la République socialiste.

Quand nous arrivâmes au Kasbeck, accompagnés de centaines de cavaliers, le soir tombait. Nous rencontrâmes là, devant l'église, un prêtre qui nous salua au nom de la population qui l'entourait. Ramsay Mac Donald lui répondit. Le prêtre était sur une éminence; derrière lui l'église, devant lui la foule et les chevaux harnachés. Et, dans le fond, la chaîne du Caucase. Vous pouvez imaginer ce spectacle; c'était grandiose!

Le lendemain nous allâmes à cheval jusqu'au sommet.

La population nous offrit toutes sortes de présents. C'est ainsi, qu'entre autres, on me donna un cerf vivant. Que fallait-il en faire? (*Rires*)

Le 21 août nous nous dirigeâmes vers la région des vignes. Nous visitâmes une exploitation qui appartenait, avant la Révolution, à la famille impériale. Il nous fallut deux heures pour la traverser. Le soir, dans le magnifique château du domaine, les paysans chantèrent pour nous. Ce qu'ils chantèrent compte parmi les plus belles choses que j'ai entendues de ma vie.

Ce fut ensuite le tour d'une autre région du pays: Tchiatouri où on exploite des mines de manganèse. Ce minerai est précieux, mais son obtention est pénible et coûteuse. En 1909 on produisit 900.000 tonnes dont 6 °/o furent exportés en Belgique.

Nous fîmes aussi une visite aux mines de charbon de Tkvibouli. Les filons ne s'y dirigent pas en profondeur comme chez nous, mais droit à travers les montagnes.

J'ai porté la question, comment pouvons-nous aider nos camarades géorgiens, devant le comité central de nos mineurs. Il faudrait envoyer en Géorgie plusieurs centaines de nos ouvriers spécialistes et de nos ingénieurs, afin d'apprendre à nos frères comment travailler.

C'est ainsi qu'on pourrait aider le peuple géorgien à utiliser ses richesses non pas au profit du capitalisme, mais au profit de l'Etat socialiste.

Koutaïs, qui est en grandeur la deuxième ville de la Géorgie, est construite à la moderne. C'est là qu'a commencé le mouvement socialiste.

On nous avisa de rejoindre notre bateau un jour plus tôt qu'il n'avait été convenu. Notre groupe dut prendre congé. Toute la population se réunit et je lui ai parlé avec un véritable plaisir.

Enfin nous retournâmes à Tiflis. Nous y eûmes un entretien avec le gouvernement au complet.

La question était: quelle est la conclusion que nous

tirons de notre voyage? Qu'est-ce qu'elle nous suggère?

Nous dîmes que la Géorgie devait être reconnue comme Etat indépendant aussi vite que possible par les autres Puissances, et qu'il fallait organiser une ligne de navigation entre la Géorgie et la Belgique.

Que les Géorgiens devaient faire alliance avec d'autres petits pays afin d'empêcher les grands de les engloutir.

Que notre gouvernement pourrait aider en ce qui concerne les mines de manganèse et de charbon. Que pour les autres produits, notre Fédération des coopératives leur viendrait aussi en aide. Qu'il leur fallait avoir des chemins de fer perfectionnés, un bon enseignement technique et une bonne administration financière. Que leur monnaie devait augmenter de valeur.

Notre devoir est de contribuer au développement de la Géorgie.

Pour exécuter une œuvre pratique, il faut éveiller en tous la conscience altruiste. Il est là une question d'éducation. Dans un pays où la nature est extraordinairement douce, les habitants n'éprouvent pas autant, que nous, le besoin de travailler.

Au cours d'un banquet, nous eûmes pour voisin une princesse. Sous l'ancien régime, elle possédait une province entière. Maintenant elle n'a plus, comme chacun, que 7 hectares; elle nous déclara ouvertement: « Rien n'est plus juste; autrefois je jouissais seule de mon bien, maintenant il profite au peuple tout entier. »

Mais ce sont là d'autres gens que nos capitalistes (*Rires*).

Je passe à la question scolaire. En Géorgie aussi on éprouva des difficultés avec la question des langues. J'ai toujours soutenu que la langue scolaire devait être celle de l'enfant, et non pas celle que préfère le papa. En Géorgie on discuta pendant des mois à ce sujet. Enfin on se résolut à admettre mon point de vue, et quand le Ministre de l'Intérieur nous annonça cette dé-

cision, je dis à mon ami de Brouckère : « Inscris celà ». (*Rires*)..

De Bakou des gens vinrent nous trouver pour nous raconter comment ils avaient été traités par les bolcheviks.

A Bakou vivent des Musulmans. Ils avaient créé un Etat démocratique indépendant qui fut détruit par les bolcheviks.

Que des bourgeois égorgent des socialistes ou que des socialistes égorgent des bourgeois, le crime est le même. Mais quand des socialistes égorgent des socialistes, le crime est double (*Vive émotion*).

Nous accueillîmes aussi des délégations de gens qui avaient vécu sous les gouvernements de Denikine et de Wrangel et qui avaient aussi à se plaindre de violences.

Les camarades géorgiens me demandèrent, vers la fin de mon séjour, de prononcer un discours critique. Il eut lieu dans une « maison de thé » qui avait été construite par les ouvriers eux-mêmes en mémoire de Plékhanoff.

Je leur dis :

« Vous avez accompli des choses admirables, mais vous devez encore apprendre à travailler. Vous avez la journée de huit heures. Ceci est évidemment très bien. Mais il vous faut travailler réellement huit heures et non pas soviétiser là-dessus pendant quatre.

« Il faut produire encore et toujours. Puis, quand vous aurez beaucoup produit, quand la technique sera améliorée, vous pourrez penser à ne plus travailler que sept heures, et même moins. Dans le régime socialiste, la production doit être plus forte que dans le régime capitaliste ; sinon nous serons plus pauvres sous le socialisme que sous le capitalisme. »

Pour faire honneur aux socialistes que nous sommes, nous fûmes nommés citoyens d'honneur de Batoum et élus membres de la Garde Populaire.

Nous rentrâmes en Belgique par la Bulgarie, la Yougo-Slavie, l'Italie et la France.

Ce fut un voyage très fatigant. Mais il aura de bons résultats.

Je n'ai pu vous esquisser à peine que le côté pittoresque de notre voyage ; il me faut réserver pour une autre conférence des renseignements précis sur les bases de l'Etat, l'organisation du mouvement socialiste, les mesures économiques, etc.

Les Géorgiens sont sous l'impression du mouvement ouvrier belge et profitent de notre expérience. Mais ils ont dix fois plus de difficultés que nous. Ils ont beaucoup d'ennemis et doivent être prêts sans cesse à défendre leur pays les armes à la main.

Ils ne peuvent pas compter sur les Puissances de l'Europe pour la raison qu'ils sont socialistes.

C'est une contradiction apparente que le premier pays qui se soit organisé sur la base socialiste dans le monde entier soit un pays où l'activité industrielle n'est pas encore très développée. Toutefois, il faut voir là un résultat de la propagande méthodique qui a réussi à convaincre les paysans.

L'expérience de la Géorgie peut nous être d'une grande utilité.

La Géorgie est un Etat agricole. C'est le pouvoir politique qui y a été conquis le premier, et c'est d'en haut qu'il a fallu, par suite, conquérir le pouvoir économique.

En Belgique, au contraire, nous avons d'abord conquis la puissance économique grâce à notre mouvement syndicaliste. Il nous faut donc aller à la conquête du pouvoir politique de bas en haut. Nous eûmes d'abord 28 sièges au Parlement, puis 45, et enfin nous avons sauté à 70. Quand nous serons à 94, nous aurons la majorité ; mais, auparavant, nous étranglerons le Sénat (*Rires*).

Nous devons apprendre à connaître la puissance po-

litique des Géorgiens, afin qu'ils apprennent à connaître notre puissance économique.

L'Occident doit aider l'Orient, et l'Orient doit aider l'Occident. C'est ainsi qu'on obtiendra la vraie union des forces.

C'est avec l'espoir qu'il en sera ainsi que je suis allé en Géorgie, et c'est avec ce même espoir que je parle ici aujourd'hui devant vous.

L'aide réelle désirée ne deviendra une réalité que quand nos marchandises iront là-bas, et que leurs marchandises viendront ici.

C'est ainsi que nous devons construire une véritable Internationale, non pas en paroles seulement, mais par les faits (*Ovation*).

« *Vooruit.* »
25 et 29 octobre 1921.

DEUXIÈME CONFÉRENCE

Les Géorgiens ont convoqué une Constituante. Ils viennent de rédiger une constitution. Je vous en citerai quelques articles.

Les enfants naturels sont considérés comme des enfants légitimes.

Un autre article interdit les décorations. Ceci rendrait malheureux beaucoup de Belges (*Rires*).

Il a été en outre décidé, que toutes les personnes arrêtées devraient être interrogées par le juge dans les 24 heures, et ne pourraient être retenues en prison qu'autant que les faits seraient prouvés.

Un article assure le droit de réunion, même en plein air, sans autorisation préalable.

Le droit de grève est reconnu, à moins qu'il ne soit contraire aux intérêts de la communauté.

Il n'y a qu'une Chambre.

C'est le Parlement qui déclare la guerre.

Cinq mille électeurs ont le droit d'initiative législative.

Il y a séparation entre l'Eglise et l'Etat.

Pour les élections, il n'y a qu'une seule circonscription et une seule liste pour tout le pays.

On compte au Parlement : 102 social-démocrates, 3 socialistes-fédéralistes, 6 révolutionnaires-socialistes, 8 national-démocrates (libéraux), 2 nationalistes et 3 Arméniens. Nos camarades possèdent ainsi plus de 85 °/₀ de la puissance parlementaire.

La fraction parlementaire social-démocrate comprend plus d'intellectuels que la nôtre : 32 ouvriers, 14 journalistes, 20 instituteurs, 13 avocats, 13 employés municipaux, 7 médecins et 3 ingénieurs.

Aux élections, les femmes ont voté avec les hommes ; elles ont donné 95 °/₀ de leurs voix aux socialistes.

Il existe en Géorgie vingt zemstvos (unions des communes ou organismes intercommunaux). Ce système est bon. Une grande ville peut s'administrer elle-même ; mais les petites communes ne possèdent pas de capitaux suffisants.

L'Etat ne possède pas en Géorgie autant d'influence que chez nous. La commune possède une grande autonomie. Elle règle l'emploi de ses impôts, administre les télégraphes, les téléphones, etc.

Il existe, en outre, une union des zemstvos, afin de venir en aide aux communes pauvres.

Les zemstvos constituent en Géorgie un vrai système de socialisation.

Avant la révolution, la majeure partie des terres était entre les mains des grands latifundiaires.

Lors de la Révolution, les paysans exigèrent la terre. On n'aurait pas pu refuser la terre à ceux qui représentent la grande majorité de la population. Tout autre ligne politique eût été impossible.

Chaque cultivateur ne peut posséder que 7 hectares. Les bois et les forêts sont propriétés d'Etat. Des cultures

de vignes, de thé, de tabac, etc., soit 100.000 hectares, sont également propriété d'Etat.

L'Etat veut montrer aux paysans comment on peut développer l'agriculture extensive et intensive, il a établi des propriétés modèles. La propriété privée ne représente ainsi qu'un tiers du territoire.

Les forêts sont très riches : 5 millions de mètres cubes pour une valeur de 30 à 100 millions de francs.

Le grand nombre d'eaux minérales chaudes est remarquable. Ces eaux sont médicales et doivent rapporter annuellement des millions.

Les mines de charbon commencent à peine à être exploitées.

Les chutes d'eau peuvent donner 2 millions et demi de chevaux-vapeur.

Comment les Géorgiens ont-ils réglé la question des salaires ?

Le ministre du travail a organisé : 1° une Chambre des Tarifs ; 2° une Chambre d'Arbitrage ; 3° une Chambre d'Assurances ; 4° une Chambre d'Aide sociale ; 5° une Bourse du Travail.

La Chambre des Tarifs règle les salaires ; elle comprend 10 ouvriers délégués par les syndicats, 10 patrons, et un représentant du gouvernement. Sur les 10 patrons, il y en a 5 qui sont délégués par les entreprises de l'Etat et 5 qui représentent le capital privé.

Ceci n'empêche pas cependant les dissensions. Lorsqu'elles se produisent c'est la Chambre d'Arbitrage qui les aplanit. Celle-ci peut être comparée à notre système belge des commissions de salaires. Ses décisions sont définitives.

La Chambre d'Assurance réglemente certaines branches de la législation du travail. A ce moment-là, elle étudiait une loi sur les accidents du travail et une autre sur les pensions pour les vieillards.

La Chambre d'Aide sociale s'occupe des cas qui ne sont pas encore réglementés par une loi.

La Bourse du Travail est paritaire. Elle est seule autorisée à embaucher la main-d'œuvre ; les ouvriers ne peuvent pas être renvoyés sans compensation. Celle-ci est calculée ainsi : a) selon le nombre d'années que l'ouvrier a passées dans l'entreprise ; b) selon le nombre de jours nécessaires pour retrouver du travail.

La journée de 8 heures est imposée par une loi. Pour le travail supplémentaire, on paie un salaire supplémentaire de 1 à 2 et demi. Le travail du dimanche est payé double.

Les Géorgiens ont aussi étudié avec soin le problème de la vie chère.

L'Etat livre aux ouvriers à des prix très bas des vêtements et des vivres. La différence avec les prix du commerce privé va, par exemple pour le pain, de 5 à 30 roubles.

La situation des travailleurs se trouve ainsi considérablement améliorée.

En Géorgie, les syndicats ont remplacé les soviets. La cotisation est de 1 °/o du salaire.

C'est d'accord avec les syndicats que fut introduite la journée de huit heures. Après une année d'expérience, la production avait été augmentée dans les mines de charbon de 38 °/o

Des syndicats s'étaient organisés en Géorgie dès 1905 ; mais ils avaient été anéantis par le régime tsariste.

Les Géorgiens eurent toujours une place prépondérante dans le mouvement socialiste en Russie. Dans la Douma ils dirigeaient la fraction social-démocrate.

Le premier syndicat viable fut fondé en 1917. Ce furent les typographes qui commencèrent le mouvement ; ils furent suivis par les employés de commerce, les métallurgistes et les domestiques.

A la fin de 1917, il y avait 103,000 adhérents. Leur esprit est absolument socialiste.

Ils pensent, comme nous, que la grève ne peut être que le moyen de combat auquel on doit recourir en dernier lieu, quand tous les moyens d'arrangement ont été épuisés. Mais l'institution de la Chambre des Tarifs rend les grèves inutiles.

J'ai demandé aux patrons leur opinion sur cette Chambre. Leur réponse a été favorable. J'ai aussi interrogé de nombreux ouvriers. Même opinion.

Comme, sous le régime tsariste, les Géorgiens ne pouvaient s'occuper de politique, ils cherchèrent un moyen d'amélioration dans le mouvement coopératif. En Belgique aussi le mouvement socialiste a pris son origine et puisé ses forces dans la coopération. Elle fut fondée en Géorgie dès 1867, sous la forme de sociétés de crédit. Elle atteignit rapidement 345,000 membres.

A Batoum, fut organisée en 1907 une coopérative de consommation, et en 1909 fut fondée l'Union géorgienne des coopératives. Celle-ci comprenait, en 1916, 266.000 membres; en 1917, 1.042.000 et en 1918, 1.856,000.

Il y a actuellement 989 sociétés qui possèdent un capital de 38 millions de roubles et 3.152 millions de roubles en circulation. Leur gain est de 123 millions.

Elles s'occupent d'entreprises de toutes sortes. Ces coopératives font une véritable œuvre civilisatrice.

La Géorgie est un pays qui peut parer à ses dépenses. Elle possède une richesse naturelle considérable de manganèse, du cuivre, du charbon, etc.

L'agriculture réussit surtout dans la culture des céréales.

Un dixième à peine du pays est mis en valeur. Quand demain tout sera redevenu normal, on pourra mettre aussi en valeur les autres 9 dixièmes.

Actuellement la situation internationale de la Géorgie est trouble.

Les Kemalistes ont dressé leurs tentes en Asie Mi-

neure. Ils demandent des modifications au traité de paix.

Ce mécontentement a été utilisé par les bolcheviks; et les Kemalistes ont vu que, par une alliance avec eux, ils pourraient attaquer l'Angleterre. Mais les socialistes qui marchent avec Kemal sont de bas étage. Résultat: la République d'Arménie a été anéantie.

De sorte que la Géorgie est maintenant entourée d'ennemis et il n'est pas impossible que par la faute de Moscou, qui se prétend socialiste, cette république socialiste soit détruite. Mais les Géorgiens combattront à l'extrême.

Peu avant notre départ, un camarade géorgien me dit: « Va dans l'Europe Occidentale et dis-leur que nous ne jetterons pas nos armes devant le militarisme, mais que nous nous défendrons et que nous ne sommes pas des lâches. Que s'il faut combattre, nous saurons comment faire. »

Notre voyage a été une expédition de découvertes, mais qui parfois a attristé nos sentiments.

Je vous dis, travailleurs, ne vous laissez pas abattre par l'orage.

Nous sommes, avant tout, social-démocrates. Nous n'acceptons aucune dictature, nous ne voulons d'aucun tsarisme, pas plus de celui d'un Lénine que de celui d'un Nicolas.

Le visage du socialisme ne peut pas porter la marque de la barbarie.

Camarades, restez fidèles à vos principes.

Nous avons tous besoin de deux choses : de la clarté et de la patience. C'est avec de la patience qu'on atteint son but.

La clarté : nous devons savoir ce que nous voulons. C'est alors seulement que nous resterons nous-mêmes.

Et c'est alors seulement que le socialisme aura le visage qu'il doit avoir : celui de l'Humanité (*Ovation*).

« *Vooruit* »,
9 décembre 1920.

Mme Lalla Vandervelde

EN GÉORGIE.

La Géorgie est une sorte d'anachronisme: sa population se compose en majeure partie de paysans ; ceux-ci sont des disciples fervents de Karl Marx. Aussi fut-ce pour la délégation européenne un grand sujet d'étonnement que d'assister aux réceptions organisées pendant les arrêts du train où d'enthousiastes travailleurs de la terre, à la grande taille et aux yeux noirs, généralement habillés de défroques militaires et coiffés de bonnets fourrés de tous genres, venaient offrir le pain et le sel, ou bien d'énormes paniers de fruits, du lait et des rayons de miel, et même un chevreau vivant, tandis qu'au-dessus de cette foule flottaient des drapeaux et des bannières rouges portant l'image de Karl Marx. Une musique de qualité variée accompagnait cette foule. C'était parfois une harmonie complète, d'autres fois elle se composait de deux ou trois cornemuses, et les bergers qui en jouaient se plaisaient à exécuter l'Internationale avec ferveur.

Partout où la délégation, qui se composait de membres français, anglais et belges venait à passer, les habitants se pressaient en masse. Le gouvernement avait accordé un jour de congé officiel, les magasins étaient fermés, et c'est avec quelque peine que la « Garde Nationale » parvenait à contenir la foule, enchantée d'accueillir ses amis d'outre-mer. Cette « Gaıde Nationale » est un corps d'élite portant l'uniforme khaki et des bonnets de laine de mouton jaune.

Les Géorgiens ont toujours eu la réputation d'être fort hospitaliers et ils ne la démentirent pas à l'occasion de la visite de la délégation. Aux dîners, les toasts commencèrent dès les hors-d'œuvre, et ceux qui les prononçaient ne se contentaient pas, comme on le fait d'habitude en ces occasions, de quelques mots aimables. Le désir évident qu'avaient nos hôtes de nous convaincre de la force de leur idéal politique et social, était si grand, que les discours prirent souvent une ampleur considérable. Comme les délégués ignoraient la langue géorgienne, et que chaque discours devait être traduit en français et en anglais, il est facile d'imaginer que certains déjeuners furent d'une longueur qui étonna même les Belges.

En Géorgie les repas copieux et excellents par eux-mêmes, ne sont pas seulement coupés de discours. Les chants et la danse viennent aussi les agrémenter. Ainsi, lorsqu'à bout de la table un convive entonnait un de ces chants populaires dont la mélancolie est si prenante, toute l'assemblée les reprenait à quatre voix, spontanément et sans répétition préalable. Ce fait me frappa tout particulièrement une nuit à Cakhétie, lors d'un dîner donné au palais d'un des derniers grands-ducs, palais merveilleusement situé au milieu d'une sorte de paradis terrestre, où croîssent des magnolias et des oléa fragans, hauts comme des maisons et entourés de vignes : les grappes en étaient si belles qu'elles évoquaient le souvenir de ces images qui illustrent la Bible, représentant le retour de Josué de la terre promise. L'un de nous ayant émis un doute quant à la faculté que possèdent les Géorgiens de chanter naturellement et sans préparation à quatre voix, huit paysans furent invités à se joindre à nous; après s'être concertés pendant quelques instants, ils entonnèrent une mélodie des plus poignantes qu'ils chantèrent à quatre voix avec des harmonies étranges et complexes.

Ils n'avaient jamais chanté ensemble auparavant.

En ce qui concerne les arts plastiques, la Géorgie est une mine de richesses encore inexplorées. Malgré les destructions et les pillages auxquels se sont adonnés les Russes et les Turcs, les églises possèdent encore un nombre considérable d'objets d'une très grande valeur artistique, et il est à espérer que le gouvernement prendra des mesures efficaces pour leur conservation.

Tiflis présente le curieux mélange d'une ville moderne des plus banales avec des boulevards, des tramways, des magasins, où sont exposés les marchandises ordinaires d'Europe — même des gramophones — et d'une série de bazars formés de petites baraques où les Géorgiens, des Juifs, des Arméniens, des Persans et autres Asiatiques vendent de l'argenterie, de la fourrure, des poignards et de belles bottes de cuir faites à la main. J'ai passé des heures heureuses dans la boutique d'un vieux Persan, charmant homme, relativement honnête, qui possédait encore une collection passablement fournie d'objets curieux et intéressants. Mais, pour le collectionneur Tiflis n'est déjà plus un terrain favorable. Presque tous les objets de quelque valeur ont été vendus, il y a un an, lorsque le cours du rouble était au plus bas et que les membres de l'ancien régime, dépossédés de leur terre par le gouvernement étaient forcés de vendre leurs trésors, qui prirent généralement le chemin de l'Amérique.

Bien qu'on ait confisqué leur terre, à l'exception de 7 hectares par tête, les membres de la noblesse géorgienne, sauf quelques rares exceptions, sont devenus d'ardents partisans du gouvernement actuel. Patriotes avant tout, ils disent qu'un gouvernement qui a introduit dans le pays un régime acceptable pour l'immense majorité de la nation, a droit à l'appui loyal de toute la population. Beaucoup de membres de la vieille noblesse occupent des situations dans le gouvernement socialiste. Un ex-aide-de-camp de feu le Tzar est devenu vice-gouverneur de Batoum. Une princesse, bien connue dans la société

internationale, publie un hebdomadaire français pour le compte du gouvernement. Un prince, descendant direct d'un des rois de Géorgie, exerce l'honorable profession de chauffeur ; c'est un excellent conducteur, mais on éprouve, à lui donner un pourboire, une certaine gêne. Un autre prince est interprête attaché à une mission alliée...

Quant au paysage, la Géorgie est certainement un des plus beaux pays du monde. Ses montagnes et ses vallées ont des proportions immenses; le Caucase aux sommets couverts de neige ressemble, dit-on, à Himalaya ; les vallées y sont larges et fertiles comme en Italie, et il y flotte ce même voile bleu tendre que l'on remarque par exemple lorsque le regard plonge du parc public de Pérouse vers la vallée.

La fertilité du sol semble presque miraculeuse à un Européen venant du Nord. On y rencontre aussi des gisements de charbon et de manganèse, que l'on pourra développer dès que la situation financière du pays sera devenue normale.

Le peuple y est intelligent, accueillant et sympathique, aimant la paix et l'ordre, et détestant ses voisins, les Bolcheviks. Le gouvernement est composé d'hommes honnêtes, actifs et désinteressés dont le seul souci est d'augmenter la prospérité du pays et le bien-être de leurs concitoyens. Il est à espérer que les puissances alliées jugeront opportun de reconnaître bientôt la nouvelle République de Géorgie. Cette reconnaissance lui est nécessaire au point de vue financier, car elle a besoin de contracter des emprunts afin de développer ses industries, elle lui est aussi nécessaire au point de vue moral afin qu'elle puisse défendre sa cause contre les ennemis qui l'entourent.

« *Flambeau* »,
5 novembre 1920.

PIERRE RENAUDEL, A. INGHELS

Pierre Renaudel.

I. — UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE.

La guerre a obligé tout le monde à apprendre la géographie. C'est ce que je répondis à un camarade géorgien qui me posait cette question embarrassante au premier jet : « Est-ce que l'on nous prend pour des sauvages en Europe? » J'aurais dû lui dire que sans avoir une aussi triste opinion, beaucoup d'entre nous eussent été jadis bien incapables de dire ce qu'était la Géorgie. Peut-être, ne faudrait-il pas pousser beaucoup de gens bien loin pour constater sans pédantisme qu'ils ignorent qu'il est deux Etats de ce nom. L'un d'eux se trouve aux Etats-Unis d'Amérique. Ce n'est pas de lui qu'il s'agit ici. L'autre est un territoire situé au sud du Caucase, entre la mer Noire et la mer Caspienne, constituant, avec l'Azerbeïdjan, comme un pont jeté entre l'Asie et l'Europe. Ce territoire est habité par des populations qui ont une histoire lointaine et dont le souvenir se rattache à d'antiques légendes. C'est là que le génie humain Prométhée, exposé au bec de l'aigle qui lui dévorait le foie, fut cloué aux pics du Caucase pour avoir voulu escalader le ciel et se mêler aux dieux. C'est là que Jason explora la riche Colchide pour en ramener la Toison d'or, et là même que certains exégètes plaçaient le Paradis terrestre

au milieu des fruits superbes. C'est de là que la vigne se serait répandue en Europe.

Aujourd'hui la Géorgie est une des républiques appelées « transcaucasiennes ». Les deux autres sont l'Azerbeïdjan et l'Arménie. La première touche à la mer Caspienne qu'elle sépare de la Géorgie : la seconde est située au sud, vers la mer Noire, et sépare la Géorgie de la Turquie.

La haute chaîne du Caucase, avec ses pics audacieux, comme le Kazbek (5043 m.) et Elbrouz (5629) sépare la Géorgie des républiques de Ciscaucasie des territoires du Tereck, vers la Caspienne, et du Kouban, vers la mer Noire.

Toutes ces républiques sont, en totalité, ou, pour l'Arménie, partiellement des fractions de l'ancien Empire russe. Elles sont des créations de la guerre et de ses conséquences. Autour d'elles tournent les ambitions, les appétits, les impérialismes de l'Europe et de l'Asie, pendant qu'elles essayent de dégager ou d'affirmer leur indépendance.

A cause de cela, c'est tout un grand drame d'humanité qui se joue, dont, Européens occidentaux, nous ne connaissons que l'écho lointain, mais il serait puéril de nier que la répercussion puisse se faire sentir jusqu'à nous.

Il me suffira de citer deux noms, Batoum et Bakou, pour en montrer l'importance. Batoum, le port géorgien de la mer Noire que le traité de Brest-Litovsk abandonnait à la Turquie, port d'embarquement des pétroles amenés de l'autre extrémité du Caucase, de Bakou sur la Caspienne. Bakou, la cité aux sources de naphte dont les flots roulent par le pipe-line, et où les grands capitaux anglais, français, russes, allemands, américains, hongrois se disputent le pactole moiré, dont on voit les couleurs d'arc-en-ciel flotter légers sur les eaux de la mer quand on aborde à Batoum.

Politiquement, le fait d'avoir appartenu à la Russie

dit assez que toutes ces régions ont connu la vague de la révolution et de la liberté qu'elle apportait. Puis est venu le bolchevisme, avec les sursauts qu'il a suscités. Pendant que le bolchevisme s'emparait de la révolution faite par d'autres et fondait sa domination sur la terreur, les peuples du Caucase essaient d'échapper, d'abord à la domination turque, au sud du Caucase, puis aux entreprises de réaction de Koltchak, de Denikine, et, plus près encore, de Wrangel, et enfin au régime de terreur du bolchevisme lui-même. La Géorgie est celle de ces républiques qui semble avoir réussi le mieux à échapper — jusqu'à ce moment — à tous ces dangers.

Elle a conservé ce qu'on appelle là-bas les conquêtes de la révolution russe, elle a conservé son indépendance, qui cependant, reconnue de fait par quelques gouvernements alliés, n'est pas encore reconnue en droit. Avec son indépendance, elle a conservé et affermi le régime démocratique qui sortait de la révolution russe. C'est un gouvernement socialiste qui le dirige. Les ouvriers et les paysans, pour 85 pour cent au moins, ont donné leurs suffrages aux social-démocrates. Ceux-ci s'efforcent d'organiser leur pays. Ils se refusent à adopter les méthodes de leurs voisins bolchevistes. Là est l'intérêt de la comparaison sur l'expérience des uns et des autres.

A l'heure où le conflit des méthodes dresse, les uns contre les autres, partisans de la deuxième ou de la troisième Internationale, rien ne pouvait être plus passionnant que de voir sur place comment fonctionne l'une des seules républiques socialistes qui existent dans le monde.

C'est là ce qu'avait signalé Tséretelli à quelques socialistes amis. Tséretelli, l'un des hommes les plus fiers et les plus purs de la révolution russe de mars 1917, avait dit : « Venez dans notre pays. Vous verrez que nous avons le droit d'être fiers de notre effort. Vous verrez en même temps que la beauté de notre sol, l'enthousias-

me et la foi socialiste de la démocratie ouvrière et paysanne de notre peuple. »

Et c'est ainsi que trois socialistes belges, Vandervelde, de Brouckère et Huysmans, trois socialistes anglais, Thomas Shaw, Ramsay Mac Donald et Madame Snowden, trois socialistes français, Inghels, député du Nord, Marquet, socialiste de la Gironde, et moi-même, nous sommes allés en Géorgie, invités par nos amis. Je n'ai garde d'oublier Karl Kautsky. Mais, celui-ci, légèrement indisposé à Rome n'est arrivé en Géorgie qu'au moment où nous en repartions nous-mêmes, après deux semaines d'un séjour où nous avons constaté que les paroles de Tséretelli, pour si prometteuses qu'elles fussent n'avaient pas été déçues par la réalité.

Les réceptions qui furent faites à la délégation des socialistes d'Occident ont dépassé tout ce que notre imagination pouvait attendre. Pas une grande cité, pas un village, sur notre passage, où la population entière n'ait tenu à saluer ceux qu'elle appelait, en un langage touchant pour nous puisqu'il était français, « nos chers hôtes. » A Batoum, au sujet duquel un singulier correspondant du «Daily Herald» a prétendu, de Constantinople, qu'il y avait eu une manifestation hostile, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants, vinrent acclamer, sans un signe ou un geste contraire, la démocratie et le socialisme que nous représentions à leurs yeux. A Tiflis, la capitale, ce sont peut-être deux cent mille personnes qui, drapeaux claquant aux fenêtres, acclamèrent le cortège qui nous conduisait, sous les fleurs, au Palais du Parlement. A Koutaïs, même spectacle. Et dans les villages c'étaient les paysans, venus de leurs champs lointains, offrant, suivant l'antique coutume, le pain et le sel, la corne remplie de vin, le gâteau de miel, tous les fruits de leur travail; ou bien encore les rudes montagnards, montés sur leurs petits et vifs chevaux caucasiens, venus la nuit au-devant de la Délégation socia-

liste. Et tous, acclamant le socialisme, acclamant l'Internationale, mettant en eux leur foi, avec la fraîcheur et la jeunesse d'un peuple qui naît à la liberté, qui veut vivre, qui croit à la noblesse des idées comme à la vertu du courage et de la volonté.

Certes, nous avons éprouvé là des émotions que nous n'oublierons pas. Mais les socialistes ne doivent s'abandonner au sentiment. La raison doit être, avant tout, leur guide sûr. Les institutions de la Géorgie, les difficultés dans lesquelles elle se débat, les voies dans lesquelles le prolétariat des villes et les masses paysannes se sont engagées pour réaliser leur idéal et le nôtre, les dangers extérieurs, la conduite à leur égard de ceux qui, leurs voisins prétendent aussi avoir agi dans l'atmosphère socialiste, les perspectives qu'offre l'avenir, autant de choses qui veulent être vues d'un œil moins ému. Je vais m'efforcer de les définir pour les lecteurs du progrès.

« *Le Progrès* » Lyon,
18 novembre 1920.

II. — COMMENT EST NÉE LA GÉORGIE SOCIALISTE.

La Géorgie sur un territoire de 83.000 kilomètres carrés compte environ 3 millions d'habitants. Il y a deux millions quatre cent mille Géorgiens ; 600.000 habitants constituent ce que l'on appelle des minorités nationales. Il y a cent cinquante mille Russes, des Arméniens, des Tatars, des Grecs, des Ossètes, des Lesghiens, des Lages.

La religion des Géorgiens est d'origine chrétienne pour 85 à 90 °/₀. C'est le catholicisme orthodoxe, pendant que celui des Arméniens est grégorien. Les Tatars sont musulmans. Les populations qui entourent la Géorgie : Arménie, Azerbeïdjan, sont donc d'une autre religion.

Problèmes de religion, problèmes de races ont natu-

rellement une grande importance. et le chaos de ces religions recèle bien des haines séculaires dont les massacres d'Arménie ne sont que l'un des tristes épisodes.

Ces détails sont nécessaires dès l'abord pour comprendre les questions qui s'agitent dans le Caucase.

Il faut comprendre pourquoi la Fédération de la Transcaucasie, qui avait d'abord été constituée entre les trois républiques, lors de la proclamation de leur indépendance, Géorgie, Arménie, Azerbeïdjan, s'est écroulée et comment les impérialistes rivaux peuvent exploiter ces rivalités et jeter les uns contre les autres des peuples qui pourraient être heureux et qui sont malheureux.



Lorsqu'éclata la révolution russe en février-mars 1917, la Géorgie faisait partie de l'Empire ; ses militants socialistes Tcheïdzé, Tchenkéli, Jordania, étaient depuis longtemps au premier rang du combat contre l'oppression politique tsariste. Beaucoup d'entre eux avaient payé de leur liberté cette activité, et c'est la révolution même qui tira quelques-uns d'entre eux des bagnes de Sibérie pour en faire des ministres du gouvernement révolutionnaire de la Russie. C'est seulement en Octobre 1917, lorsque le bolchevisme s'empara de la révolution par son coup d'Etat, d'une part, et quand il sacrifia, d'autre part, la liberté d'une partie de la Géorgie, au début de 1918, par le traité de Brest-Litovsk, que la Géorgie songea à formuler les conditions d'une indépendance à laquelle son évolution historique lui donnait droit. C'est cette courte période que nous exposait en ces termes le socialiste géorgien Tchiabéroff, parlant au nom du Soviet de Tiflis qui nous recevait :

« Le Soviet de Tiflis se forma aux premiers jours de février 1917. C'était d'une importance exceptionnelle, non seulement pour Tiflis, mais pour la Transcaucasie entière.

« Nous avons marché en plein accord avec le prolétariat de Russie jusqu'en octobre 1917. Mais quand le bolchevisme a voulu nier les principes de la démocratie. alors il y eut une rupture de fait. Abandonnés par le traité de Brest-Litovsk à l'invasion turque, qui s'emparait de nos meilleures places fortes, nous avons dû nous former en nation indépendante pour vivre et assurer notre sécurité. »

De son côté, Jordania, le président du Conseil Géorgien, qui est en même temps le représentant suprême de la République (il n'y a pas de président), nous exposait ainsi tout le processus politique de ses débuts.

Dès le premier jour de la révolution, tout le pouvoir était passé aux mains des Soviets des ouvriers et paysans et aussi des soviets des soldats. Il faut noter que ceux-ci suivaient les indications des premiers. L'accord était complet entre les soviets paysans et les soviets ouvriers.

On forma à Tiflis une organisation centrale de tous les soviets de Transcaucasie.

A Tiflis les ouvriers procédèrent aux élections dans les meetings et nommèrent 1 délégué par 200 ouvriers. Les organisations paysannes nommèrent un délégué par commune. Mais à vrai dire. c'est seulement en Géorgie que le terrain était organiquement préparé pour cette élection. La propagande socialiste avait été beaucoup plus faible dans l'Azerbeïdjan et l'Arménie. On dut convoquer un congrès de paysans auquel vinrent les délégués de communes, même quand les soviets locaux n'étaient pas formés.

Dans les soviets ouvriers et paysans, les social-démocrates (les mencheviks) avaient la grande majorité. Dans les soviets des soldats, dont l'origine individuelle venait de toute la Russie, c'était l'esprit des socialistes révolutionnaires qui prédominait.

Il convient ici de faire une remarque : Les socialistes révolutionnaires avec leur programme agraire, étaient alors, en effet, le parti le plus puissant en Russie dont la

population est pour 80 °/₀ agricole. La même proportion paysanne existe en Géorgie. Mais les socialistes démocrates, c'est-à-dire ceux qui en Russie se rattachent plus particulièrement au marxisme, n'en avaient pas moins la plus grande influence en Géorgie.

Une délégation du gouvernement provisoire de la Russie vint à Tiflis pour administrer la Transcaucasie, mais elle se trouva placée en quelque sorte sous le contrôle de la classe ouvrière transcaucasienne.

Quand vint le coup d'État bolcheviste, le Soviet de Tiflis se prononça contre ; mais l'organisation des soldats était devenue probolcheviste. Ils avaient appris que les bolcheviks recommandaient de quitter le front. Du jour au lendemain, pour ainsi dire, ils abandonnèrent le parti socialiste révolutionnaire et devinrent bolcheviks dans l'idée de rentrer chez eux. La décomposition commença en décembre 1917 et dura jusqu'en février 1918. L'armée désorganisée, sans chefs, abandonna le front, rançonnant pour vivre et pillant sur son passage les populations. Heureusement, les socialistes géorgiens, sentant venir le danger, avaient déjà constitué une garde rouge formée des meilleurs ouvriers de Tiflis. Prévoyant la désorganisation du front, ils avaient résisté à la propagande et à l'agitation bolcheviste. Si bien que le front avait tenu tant bien que mal jusqu'en février 1918, date à laquelle eut lieu cet exode des soldats. Sous les ordres d'un chef énergique, Djougheli, un détachement de la garde rouge géorgienne s'empara des armes que détenaient les organisations de soldats dans l'arsenal lui-même. Les soldats bolcheviks n'osèrent pas résister au courant ouvrier géorgien. C'est alors qu'ils partirent, les uns vers Vladicaucase, les autres vers Bakou, saccageant et pillant tout sur leur passage.

Dès novembre 1917, un gouvernement provisoire pour la Transcaucasie avait été formé. Mais le traité de Brest-Litovsk livrait Batoum, le port sur la mer Noire, aux

Turcs. Les Turcs avaient suivi les armées russes et débordaient sur les pays. Là-bas, en Russie, la Constituante était dissoute. Les liens étaient ainsi rompus. La Transcaucasie essaya de s'organiser. Chacune des trois parties qui la composaient se constituait sur un terrain national, mais se réunissait avec les deux autres pour former une Assemblée nationale qui s'appela le « Sejm » et qui comprenait 108 députés.

Le Sejm nomma un gouvernement. Mais à côté de lui les organisations ouvrières et révolutionnaires exerçaient le contrôle politique.

Alors intervinrent les questions de race que j'ai signalées. Pendant que le Sejm était obligé de proclamer la défense du pays contre les Turcs envahisseurs, la population tartare de la Transcaucasie orientale les appelait à l'occupation. L'unité transcaucasienne était tuée dans l'œuf.

La Géorgie, l'Azerbeïdjan et l'Arménie, proclamant en fin mai leur pleine indépendance, se séparèrent.

De là date, par conséquent, la vie indépendante de la Géorgie. Il lui fallait immédiatement se donner des pouvoirs réguliers. Un gouvernement fut constitué. Bien que le parti socialiste-démocrate eût obtenu 90 °/₀ des voix lors des élections à la Constituante russe, il se contenta de cinq sur neuf des ministères dans le gouvernement.

Deux des sièges furent attribués aux socialistes fédéralistes, 1 aux socialistes révolutionnaires, 1 aux sans-parti. Un Parlement de 120 membres fut désigné par les diverses organisations ouvrières et politiques.

C'est alors que s'accomplit un grand acte de sagesse de la classe ouvrière. On pourrait, si on compare ce qui s'est passé en Russie, l'appeler la bifurcation démocratique. Le Soviet déclara qu'un gouvernement reconnu par le peuple s'étant formé, il abandonnait à son profit, lui, le soviet, le pouvoir qu'il avait assumé jusque-là. Il remettait

au gouvernement les destinées du peuple, se réservant seulement une fonction de contrôle extérieur.

Mais un autre acte marquait la force que le Soviet abandonnait ainsi volontairement. C'est son président Jordania qui était choisi comme le chef suprême de la République et du gouvernement.

Jordania est encore président, entouré d'une estime et d'une affection que justifient la noblesse de son caractère, la probité de sa vie et la sûreté de son jugement.

Le nouveau gouvernement prépara des élections pour une Assemblée nationale constituante. Celle-ci commença ses travaux le 12 mars 1919.

Elle comprenait 130 députés, dont 5 femmes, qui avaient été élus au suffrage universel des deux sexes, à un scrutin secret, égal et direct, comportant la représentation proportionnelle par le système d'Hondt.

Une seule liste pour toute la Géorgie était établie pour chaque parti. L'ordre d'élection était l'ordre de présentation par les partis.

La liste électorale comprenait 1 million 24.000 électeurs. Il y eût 616.000 votants. Toute la Géorgie participa à l'élection, sauf le district de Batoum, occupé par les Turcs. Le parti socialiste démocrate obtint 470.000 voix. Il dispose de 102 sièges. Les autres partis obtinrent respectivement : les socialistes fédéralistes, 9 sièges ; les socialistes révolutionnaires (russes et géorgiens), 6 ; les nationaux-démocrates, 6 ; les nationalistes, 2 ; les Dachnackzoutiun (minorité arménienne), 3.

La comparaison avec la Russie bolcheviste, où le suffrage universel est remplacé par l'élection par les seuls ouvriers dans les réunions publiques à mains levées, sous le contrôle des commissaires communistes le plus souvent, ne serait pas complète si je n'ajoutais quelques traits.

Les frais d'impression des bulletins ont été faits par le gouvernement. Une commission de surveillance de vingt

et un membre fut constitué pour assurer la régularité des opérations électorales. Cette commission fut élue par le Parlement. La majorité n'y était pas détenue par le parti qui avait la majorité dans le gouvernement. Celui-ci n'avait donc sur elle aucun moyen de pression.

Impossible, par conséquent, de nier les formes de liberté dans lesquelles s'est moulée la vie politique de la Géorgie socialiste dont on peut dire que 85 °/₀ des votants ont consacré le caractère définitif.

« *Le Progrès* » Lyon,
21 novembre 1920.

III. — LA RÉVOLUTION AGRAIRE.

Il y a en Géorgie 80 °/₀ de paysans environ, sur un sol fécond, jouissant d'un climat merveilleux, et d'ailleurs varié comme cela résulte d'une configuration terrestre qui va depuis les plus hautes montagnes — le Kasbek à 5.040 mètres — jusqu'à la basse altitude du niveau marin, en passant par les vallées étendues comme celles de la Koura (l'antique Cyrus) et de son affluent l'Alazan.

Le climat permet depuis la culture des céréales, blé, maïs, etc., jusqu'à celle de l'olive, du tabac et du thé, et de la forêt de bambous. La vigne, les arbres fruitiers donnent d'admirables produits. Les vastes pâturages montagneux rassemblent des troupeaux, surtout de moutons, qui constituent quelquefois une tentation pour les armées ou les bandes pillardes. Ne dit-on pas que plus de 500.000 moutons furent enlevés par les bolcheviks au cours d'opérations militaires qui ne sont pas encore lointaines?

Le territoire géorgien comprend en totalité 6 millions de déciatines environ. (La déciatine correspond à 1 h. 1).

Les terres labourables comptent pour 1 million 400.000 déciatines, les forêts pour 2 millions 500.000, les pâtu-

rages pour 1 million, les terres en friche pour 1 million.

C'est sur une telle matière que la révolution de 1917 avait à opérer.

Voici quelle était alors la situation paysanne, telle qu'elle résultait de la réforme agraire de 1864, époque à laquelle le servage avait été aboli en Russie.

Au moment de l'affranchissement, les grands propriétaires avaient dû donner aux paysans des terres en exploitation. Le régime le plus fréquent était le métayage, à moitié ou à quart des fruits, payables en argent ou en nature.

Mais d'une part les terres labourables en Géorgie étaient trop peu étendues pour permettre une distribution à toutes les familles paysannes, et, d'autre part, il subsistait de grandes propriétés seigneuriales, sauf dans les montagnes, où les rudes montagnards caucasiens se flattent de n'avoir jamais connu le régime féodal. Ces grandes propriétés représentaient encore en 1914 45 °/₀ du sol cultivable. On peut évaluer à 30.000 le nombre des familles paysannes qui étaient sans terre, bien que la propriété individuelle se fût développée presque partout.

Quand vint la révolution de 1917, (je parle de la révolution de mars, et non du coup d'Etat bolcheviste de novembre) on peut dire que le monde paysan géorgien, comme le paysan russe, attendait du régime qui venait de naître que les terres louées devinssent la propriété de ceux qui les occupaient.

La faute des révolutionnaires de mars en Russie fut de ne pas tenir compte suffisamment, dans le temps, de ce désir. Ils remirent la question du partage des terres à l'heure de la Constituante. Mais l'élection de la Constituante elle-même ne se préparait que lentement. Ce fut évidemment sur l'impatience des paysans que le bolchevisme, reprenant pour ainsi dire à son compte le programme des socialistes révolutionnaires, numériquement si puissante dans les campagnes, put appuyer sa propa-

gande et son développement. Il promettait la terre aux paysans et avec cet appât l'amenait à déserter le front. La Constituante vint trop tard.

En Géorgie, toutefois, la situation était assez favorable. Les paysans avaient été pénétrés profondément et depuis longtemps par la propagande socialiste. Une considération économique explique cela. Pendant qu'en Russie la moyenne de terres cultivées par tête était de 10 déciatines, elle n'était en Géorgie que de 2 déciatines ainsi que je l'ai dit. Cela était insuffisant pour nourrir son homme. Les paysans allaient travailler en hiver dans les villes où la propagande venait les trouver facilement.

Il y en eut beaucoup, par exemple, qui travaillaient à Bakou.

L'accord entre les ouvriers et paysans fut facile à l'heure des soviets, et les soviets des paysans suivirent volontiers ceux des ouvriers de Tiflis qui avaient pris la tête du mouvement.

Mais il fallait respecter le désir de la terre manifesté par les paysans.

Dans le cerveau du paysan, nous disait Homériki, le Ministre de l'agriculture, la partie labourable de la terre géorgienne était déjà devenue sa propriété, son droit. Il fallait bien prendre en considération cette circonstance, ou bien, par la reprise aux paysans des terres louées, les soulever contre la révolution elle-même.

A la dissolution de la Constituante, quand les social-démocrates de Géorgie estimèrent que l'anarchie grandissante en Russie les obligeait à se séparer, leur gouvernement provisoire décréta, le 16 décembre, la confiscation des terres. Le 7 mars 1918, le Sejm, le Parlement provisoire, fixait, par un décret, à 7 déciatines la quantité de terre qu'un paysan pourrait posséder. Il s'agit là des terres arables pour les *hautes cultures* (vignes, tabac, coton, thé). C'est la quantité qu'un paysan peut cultiver lui-même. Ces chiffres peuvent monter à 16 hec-

tares pour les terres à céréales. Aussitôt des commissions de métrage et de répartition entraient en fonction. Les paysans prenaient ainsi confiance et le pays se trouvait apaisé.

En principe, donc, on ne peut posséder plus de 7 déciatines pour les hautes cultures. Cela peut cependant aller jusqu'à dix. Si un paysan veut vendre sa terre, les communes ont droit de préemption. Et ici réaparaît la volonté de la propriété sociale.

Même, le gouvernement géorgien a tenu à sauvegarder quelques grands domaines de ce qu'il appelle la haute culture. C'est le cas pour le grand vignoble de Zinandali, en Kakhétie, où les grands-ducs avaient établi une espèce de vigne modèle d'où sont tirés les meilleurs vins du pays. Morceler cette propriété eût été détruire les conditions supérieures de culture réalisées là. On en a fait un domaine national. Une vingtaine de domaines de cette espèce, occupant 100.000 déciatines sont ainsi devenus propriété de l'Etat ou des cantons, et exploités en système de régie directe.

Quant aux forêts, qui occupent un tiers du territoire de la Géorgie, elles sont constituées, sauf une faible partie qui a servi à doter des paysans dans des campagnes aux terres maigres, en domaines nationaux en propriété collective. Il en est de même pour les grands pâturages.

Les expropriations ont lieu sans indemnité. On a laissé en général, à l'ancien propriétaire, une vingtaine de déciatines et le château qui constituait son habitation. Les paysans de Doucheti nous ont ainsi cité deux domaines de 800 et de 600 hectares qui ont été partagés. L'opération s'est faite sans violence, comme sans résistance des propriétaires. Ceux-ci sont restés dans le pays.

On trouve, d'ailleurs, en Géorgie nombre d'anciens seigneurs ou princes expropriés, qui travaillent aujourd'hui pour gagner leur vie, et qui n'ont pas cru devoir quitter leur pays. Ils ont accepté, sinon joyeusement, du

moins avec une certaine sérénité, le sacrifice accompli. Certains disent qu'ils ne le regrettent pas, si ce sacrifice a concouru, en maintenant la Géorgie en dehors du chaos, à donner à leur pays la possibilité de son indépendance.

On peut dire, par conséquent, que c'est sans grands à-coups, sans scènes douloureuses que la révolution agraire s'est accomplie en Géorgie. Il faut reconnaître toutefois qu'elle n'a pas absolument le même caractère qu'en Russie. En Russie, les bolcheviks, s'ils ont laissé en fait les paysans maîtres de leurs terres, ont pris des mesures qui ne font de ceux-ci, en quelque sorte, que des usufruitiers. Ils paraissent donc avoir réservé la propriété, bien que, sur ce dernier point, les thèses de Lenine paraissent fort conservatrices.

La question est de savoir s'ils pourront, à une heure donnée, obliger les paysans à accepter définitivement cette réserve, ou si, au contraire, ils ne seront pas amenés à adopter en fin de compte les solutions auxquelles s'est rangée, pour ainsi dire sans délai, la démocratie socialiste géorgienne.

Il y aurait dès maintenant, là-dessus, matière à beaucoup de réflexions.

« *Le Progrès* » Lyon,
24 novembre 1920.

IV. — INDUSTRIE SOCIALISTE. — CAPITALISME INTERNATIONAL.

La révolution a donné en Géorgie la terre au paysan comme elle la lui a donné en Russie. Le paysan lui est fidèle, et il a été reconnaissant au socialisme d'avoir accompli cet acte attendu depuis longtemps. C'est là ce qui explique cette extraordinaire ferveur que, presque dans les plus petites campagnes, on sent monter vers le socialisme. Et ce n'est certainement pas le moindre étonne-

ment que l'on puisse éprouver à voir ainsi une république sociale trouver sa voie, sans l'élément industriel développé dont le marxisme fait la base obligatoire de toute révolution moderne.

Ici il n'y a, en effet, que 20 °/₀ environ de population ouvrière. Ce n'est pas que la Géorgie ne puisse avoir devant elle un avenir industriel. Elle recèle dans son sol des richesses minérales encore inexploitées.

Elle dispose, par ses rivières, d'une force hydraulique qui n'est pas évaluée à moins de deux millions et demi de chevaux, c'est-à-dire plus du quart des forces d'un pays comme la France.

Mais le fait est que pour le moment l'industrie est pour ainsi dire limitée, en dehors de la petite industrie, aux chemins de fer qui sont nationalisés, à deux mines de charbon, à quelques mines de cuivres, et aux mines de manganèse — celles-ci fort importantes par rapport à la production mondiale.

Dans les chemins de fer sont utilisés 15.000 ouvriers et employés environ ; aux mines de charbon de Tkvibouli, Tkvartcheli 2.000 ouvriers pour chacune ; aux mines de manganèse de Tchiatouri, 2.000. Mais celles-ci ne sont pas en pleine exploitation. Elles pourront dans un avenir prochain occuper 8 à 10.000 travailleurs.

Qu'en est-il de cette industrie au point de vue social ?

L'un des traits de la Constitution politique que s'est préparée la Géorgie, est de donner à la République « le droit de socialiser par voie législative les entreprises industrielles et agricoles, de même que les entreprises privées qui s'y prêtent. » Il est aussi prévu, d'ailleurs, que « l'expropriation forcée ne peut se produire que pour les besoins de l'Etat, de la société ou de la culture générale, suivant les règles déterminées par la loi et contre indemnité. »

La Constitution ne fera, quand elle aura été votée en deuxième lecture, que légaliser ce qui a été accompli.

De même que les grands domaines agricoles ont été remis à des paysans, ou socialisés, de même les richesses du sous-sol ont été en principe nationalisées.

Il en est ainsi des mines de charbon qui sont exploitées par l'Etat Géorgien en un système de régie directe. Un conseil d'administration dirige l'entreprise au nom du gouvernement. Il convient d'indiquer que si la mine est ici propriété nationale, l'organisation syndicale n'a cependant pas ses représentants dans le conseil d'administration de la mine. Elle siège seulement avec l'administration pour les questions concernant le travail et la vie ouvrière.

Il paraîtra intéressant de savoir que le soviet primitif, formé aux premières heures de la révolution a peu à peu cédé la place à la direction du syndicat ouvrier.

L'organisation syndicale elle-même n'est née qu'en 1917. Le régime tzariste condamnait les ouvriers à l'organisation.

Le soviet, surgi à l'appel de la révolution, est né de cette situation. La révolution avait besoin de son appui. Mais il est arrivé que le soviet manquait parfois d'expérience et que l'extrémisme le menait. Il formulait des demandes irréalisables. A Tkvibouli, par exemple, avec la désorganisation du front et les vagues d'anarchie qui en étaient résultées d'autant plus facilement que des soldats étaient alors employés dans les mines, des grèves se produisirent. La mine fut fermée, les maximalistes ayant arrêté les ingénieurs. Le soviet disparut ensuite devant l'organisation syndicale qui groupe, aujourd'hui, tous les ouvriers et est devenue obligatoire pour qui travaille dans la mine.

Les mines de manganèse nous donneront l'exemple des difficultés qu'un régime socialiste peut rencontrer. En effet, l'Etat Géorgien a, comme je le montrais tout à l'heure, décrété en principe les socialisations et il a réussi en un grand nombre de points à les appliquer. On esti-

me que pour 50,8 % au moins, la production générale a été absorbé par l'Etat. — Il y faut ajouter 20.3 % qui sont aussi de la production sociale, absorbée par les organisations coopératives — dont le mouvement est très intense —, par les municipalités des villes — dont l'autonomie et la compétence administratives sont illimitées par les « erobas » (terme géorgien pour désigner les zemstvos, conseils de communes ou de districts). Il ne reste donc guère que 30 % environ de la production qui soient encore entre les mains de l'initiative privée. C'est d'ailleurs là, pour la plupart du temps, de la petite industrie.

Seules les mines de manganèse ressortissent à la grande industrie. Mais ici apparaît le facteur-capitalisme international. En effet, les mines étaient exploitées avant la révolution, par une vingtaine de firmes dont une seulement est géorgienne.

Les autres sont françaises, anglaises, allemandes, belges, grecques. Le gouvernement géorgien pouvait-il décréter l'expropriation de ces firmes étrangères et entrer par conséquent en conflit avec les gouvernements auxquels auraient sans doute fait appel les intérêts atteints ? Le gouvernement géorgien ne l'a pas cru. Il a seulement édicté deux mesures. Par la première, il a exigé qu'un versement de 35 % sur les bénéfices soit versé à l'Etat géorgien. Par la deuxième, il a organisé le contrôle de la production, en obligeant les industriels à former un cartel appelé « Tchemo », avec lequel il est en rapport. Notons, d'ailleurs, que la société française n'a pas voulu encore participer à ce cartel, et qu'il y a des résistances très fortes à l'organisation du nouveau régime et au paiement du pourcentage exigé.

Quoi qu'il en soit, c'est sans doute là ce qui fait le fond de certaines nouvelles parues ces derniers temps. On affirme que le gouvernement bolcheviste serait prêt à exiger de la Géorgie qu'elle abandonne ses relations po-

litiques, économiques et commerciales avec l'Angleterre et la France particulièrement.

On voit donc de quelle importance générale sont en ce moment les problèmes que soulève l'existence de la Géorgie, et l'intérêt qu'il y a à connaître ce pays dans son développement possible et dans sa vie.

S'il était besoin d'un exemple encore, j'ajouterais qu'une autre industrie peut relier notre pays à la Géorgie, et cela touchera particulièrement la cité ouvrière lyonnaise. Il s'agit de l'industrie de la soie. Le climat géorgien permet admirablement la culture de la soie. Une maison lyonnaise — d'accord avec l'Etat géorgien et sous son contrôle — est dès maintenant en relations avec la Géorgie pour la récolte de la soie. Le contrat vaut d'une année sur l'autre. D'autre part, correspondant à l'exportation de la soie, la graine de ver à soie doit être importée en Géorgie. Des ouvriers et des techniciens de France doivent apprendre aux géorgiens à perfectionner les méthodes d'élevage du ver à soie, les plantations de mûriers, etc. On pense que pourra être ainsi décuplée la production des cocons.

Même pour les socialistes, ces problèmes d'échanges de matières premières ne sauraient rester indifférents. Et si la pénétration par la force et par les évènements militaires sont un scandale de barbarie pour notre civilisation moderne — un scandale que les travailleurs ont l'impérieux devoir de faire cesser — il faut bien se rendre compte que l'Orient, dans le mouvement économique du monde, ne pourra prendre sa place que si l'Occident lui prête le concours de ses méthodes et de sa technique perfectionnée. Il y a là question de capitaux, question de main-d'œuvre. Le problème pour le socialisme sera de ne pas tolérer que l'exploitation des races puisse s'abriter derrière les entreprises, et que la fraternité humaine ne puisse pas faire les frais d'un profit poursuivi par tous les moyens.

L'intérêt d'une existence comme celle de la Géorgie

sera précisément de montrer que tout cela est possible, sous la condition que l'indépendance géorgienne soit loyalement reconnue, et qu'elle ne soit pas l'expression d'une sujétion déguisée à quelque impérialisme que ce soit, de l'Occident ou de l'Orient européen.

« *Le Progrès* » Lyon,
28 novembre 1920.

V. — LA SITUATION DES OUVRIERS.

De même que les hommes de la République géorgienne ont voulu que le droit aux socialisations fût inscrit dans leur Constitution, ils ont aussi voulu qu'y fussent affirmés les droits de la classe ouvrière.

Lorsqu'on les interroge, ils ne prétendent pas qu'ils ont tout réalisé du socialisme. Ils se flattent seulement d'en avoir établi ce qui était immédiatement possible, à travers des difficultés qui résultent de la guerre à peine terminée pour eux, et de la terrible situation économique qui en découle. Ils pensent en avoir facilité le développement et les possibilités. La classe ouvrière ayant conquis et établi son droit, veut maintenant que celui-ci soit stabilisé et elle ne veut pas le laisser s'effriter, s'effondrer sous les coups de l'impatience.

Cela est d'autant plus méritoire que la situation économique est en effet redoutable et rend précaire la vie des ouvriers. Qu'on songe que la Géorgie voit une dépréciation du change dont on ne peut guère chez nous avoir l'idée. La première origine s'en trouve, du reste, dans le fait que la Géorgie n'avait aucune réserve d'or, celle-ci étant la propriété de la Russie dont elle se séparait.

Une livre anglaise, qui valait cinquante francs quand nous étions au Caucase, valait trois mille six cents roubles au taux légal, limité par le gouvernement, mais en valait cinq à six mille au gré de certaines transactions et spéculations qu'il n'est pas facile de saisir ou de punir.

Cela veut dire que le prix des objets est formidablement élevé. Le pain noir, pain de sarrazin, vaut quarante à cinquante roubles la livre de 400 grammes. Le pain blanc, pain de froment, vaut de cent dix à cent vingt roubles. Un morceau de savon vaut cent vingt à cent cinquante roubles, si c'est un savon ordinaire, il en vaut six cents, si c'est le savon de toilette venu d'Occident. Et tout à l'avenant.

Quoi qu'il en soit, la Constitution dit:

« Les éléments du travail salarié sont protégés par la législation de la République. » Et elle fixe que les gouvernements locaux ont à fonder Bourses du Travail, bureaux de placement et de statistique pour combattre le chômage. que l'Etat doit assurer l'ouvrier contre l'invalidité, la vieillesse, la maladie, par un impôt spécial qui ne doit pas être inférieur à 5 % du revenu annuel de la République.

La journée de travail est fixée à huit heures pour les adultes, à six heures pour les adolescents *et cette prescription est observée*.

Comment, en dehors de ces résultats matériels, les ouvriers de Géorgie ont-ils compris leur prise de pouvoir? Quelle politique ont suivi les soviets et les syndicats? Quelles institutions règlent les rapports de l'ouvrier avec l'entreprise, qu'elle soit sociale, qu'elle soit privée?

Il n'est pas sans intérêt d'entendre les explications de Devdariani, président du comité central des organisations ouvrières de Géorgie.

« Vous ne nous connaissez pas, dit-il. Nous étions une petite fraction dans la Russie, et nous étions, comme tels, dans l'Internationale. Mais les ouvriers de Russie ont abandonné le chemin où marchait le mouvement ouvrier européen. Ils ont cherché à réaliser leur but dans la guerre civile, par le feu et la violence. Nous, peut-être parce que nous nous sommes séparés, nous avons pu rester fidèles aux principes démocratiques, et nous som-

mes peut-être le seul exemple où le prolétariat ait réalisé le programme minimum du socialisme sans guerre civile, sans le sang, par la pression et l'influence sur le gouvernement.

« Ici, la classe ouvrière représente les intérêts de toute la nation. Elle guide la nation. Elle a su subordonner ses intérêts particuliers à ceux de toute la nation, tandis que nous avons vu souvent en Russie les intérêts généraux de la nation sacrifiés à des intérêts particuliers immédiats, et c'est la classe ouvrière qui, en fin de compte, en a vu augmenter ses souffrances. »

Cette idée générale est féconde de l'identité des intérêts ouvriers et des intérêts de la nation, on la retrouve chez un autre des membres du comité central.

« Poser la question de la politique des syndicats, c'est poser la question de la classe ouvrière et de l'Etat, nous dit Khélatzé. Le pouvoir politique est ici entre les mains de la classe ouvrière. Les gouvernements sont élus par nous. L'Etat est nôtre. Nous devons donc chercher à sauvegarder à la fois les intérêts de l'Etat et ceux de la classe ouvrière. Si nous avions devant nous un gouvernement bourgeois, nous serions en opposition contre lui. Mais nous savons que notre opposition actuellement nuirait à l'Etat comme à nos propres intérêts. »

Et Khélatzé ajoutait :

« Nous n'avons pas encore voulu prendre en main la socialisation totale. Nous nous sommes dit que la Géorgie était faible économiquement, et qu'ainsi les conditions nécessaires à la pleine réalisation sociale ne se trouvaient pas elles-mêmes réalisées.

« Nous avons donc résolu d'aider les autres organisations qui cherchent à créer les entreprises d'Etat, de communes, de coopératives, et nous assurons le terrain pour la formation socialiste démocratique. Nous avons eu quelques tendances à faire comme en Russie. Mais depuis que près de nous, dans l'Azerbeïdjan, nous avons vu les

résultats, ces tendances ont disparu. Nous avons vu les conséquences destructives du régime russe. »

Notre interlocuteur insistait sur le fait que si les ouvriers avaient voulu faire du maximalisme (c'est le nom que les mencheviks donnaient jadis au bolchevisme), on aurait « empiré » la situation économique, désorganisé la production et les finances de l'Etat, et perdu le bénéfice de conquêtes déjà établies comme la journée de huit heures.

La première difficulté rencontrée par la classe ouvrière a été le problème des salaires. On eut d'abord une tendance à leur faire suivre les hauts prix. Mais les organisations les plus fortes arrivaient plus vite que les faibles à conquérir des salaires plus élevés. Quand ces derniers y aboutissaient, déjà une hausse des prix résultait de l'augmentation acquise, et les augmentations constantes rendaient plus instables la vie économique et la situation financière.

C'est alors que fut créée en 1919 une chambre des tarifs, près du Ministre du travail.

Le Ministre du travail (M. Eradzé) est *choisi par les syndicats ouvriers*. La chambre des tarifs comprend dix représentants des ouvriers et dix représentants des entreprises. Comme les entreprises sont pour la plupart sociales, il n'y a guère dans cette chambre de tarifs que cinq représentants de patrons proprement dits.

Quand surgissent des difficultés, la chambre des tarifs délègue des représentants sur place pour les résoudre.

Cette chambre des tarifs fixe les salaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous. Aucun refus d'acceptation ne s'est encore produit. Les grèves sont en fait disparues.

La chambre des tarifs suit les prix de la vie et prend elle-même l'initiative de la révision des salaires s'il y a lieu.

Les ouvriers ne demandent plus l'amélioration de leur sort sous la forme de l'augmentation de salaire, mais sous la forme d'une organisation de l'approvisionnement pour

les marchandises de première nécessité. Chaque ouvrier, par exemple, reçoit un found (400 grammes) de pain par personne dans la famille ouvrière, et il ne le paie que 5 roubles 50 kopecks au lieu de 40 à 50 roubles dont j'ai parlé tout à l'heure. Dans les mines, l'ouvrier travaillant reçoit pour lui 3 founds, plus 1 found par personne.

Des distributions de sucre, riz, et même de certains produits manufacturés ont lieu dans les mêmes conditions.

La différence de prix de ces denrées est couverte par l'avance des sommes faites soit par les patrons, soit par l'Etat. Les patrons versent ainsi 1.000 roubles par tête d'ouvrier. L'Etat prévoit environ 80 millions de roubles à son budget. Le salaire minimum est d'environ 5.000 roubles par mois.

Dans les mines, voici comment le mouvement des salaires s'est établi depuis mars 1918 pour l'ouvrier non qualifié: mars, 20 roubles par jour; avril, 30 roubles; novembre, 40 roubles; décembre, 60 roubles. En 1919 s'est produite l'intervention de la chambre des tarifs qui a porté le salaire à 77 roubles. Aujourd'hui, celui-ci est de 200 roubles.

S'il n'y avait pas les distributions de vivres, il est évident que la vie serait impossible pour la classe ouvrière, si on considère le rapport des salaires et du prix des denrées.

Les salaires ne sont pas toujours établis à la journée. Il y a quelquefois salaires aux pièces, la journée restant de huit heures.

Les représentants du ministère du travail affirment que la productivité s'est améliorée.

Il y aurait, cela va de soi, beaucoup d'observations à faire pour entrer dans le détail de la vie des organisations syndicales et coopératives. Les coopératives ne comprennent pas moins de 1 million de membres, ce qui représente environ un tiers de la population totale. On comprend

le rôle social important que de telles organisations peuvent jouer dans la vie des travailleurs.

Il suffisait ici de fixer les traits essentiels de la situation ouvrière.

« *Le Progrès* » Lyon,
5 décembre 1920.

VI. — ENTRE LA TURQUIE ET LA RUSSIE.

I

Les évènements du Caucase prennent le premier plan des affaires russes, maintenant que la paix avec la Pologne semble devoir suivre l'armistice, maintenant que Wrangel, protégé malheureux de M. Millerand, a dû quitté la Crimée. La morsure du singe qui, en tuant le roi de Grèce, a fait surgir de nouveau Constantin, bouleversa en même temps le traité avec la Turquie. Les troupes de Kémal-Pacha se sont répandues en Arménie, pendant que les troupes bolchevistes débordaient de l'Azerbeïdjan qu'elles occupaient déjà depuis plusieurs mois. Une république, dite soviétique, serait formée en Arménie, comme une république de même sorte est formée en Azerbeïdjan. Seule des trois républiques transcaucasiennes, la Géorgie n'est à l'heure actuelle ni envahie, ni troublée, ni bolchevisée, malgré ce qu'en disent de récentes dépêches.

Quelle est la portée exacte de ces évènements? On nous raconte tantôt que Trotsky passant en Crimée la revue des troupes rouges prépare une grande expédition vers le Caucase, tantôt que les liens d'amitié entre bolchevistes et kémalistes se détendent un peu, tantôt que la paix est faite. Bien fin est qui peut se débrouiller dans ce labyrinthe de nouvelles.

Mais il faut en tout cas se rendre compte de quelques points du passé, et on peut voir que je ne me trompais

point lorsque je signalais l'intérêt du problème géorgien, en commençant ici cette série d'études sur le voyage que quelques socialistes et moi-même avons accompli au Caucase.

On ne saurait nier que la Géorgie soit en ce moment inquiétante, entourée qu'elle est de tous côtés par des forces en mouvement. Elle dispose d'effectifs pouvant atteindre 150 à 200.000 hommes pour sa défense. Elle vient de faire sa mobilisation partielle pour parer aux menaces qu'appesantissent sur elle le destin de l'Arménie et l'approche des troupes kémalistes. Mais les munitions, les armes risqueraient, sans doute, de lui faire défaut assez rapidement si elle devait se défendre contre des attaques répétées et puissantes.

Par quoi la Géorgie se trouve-t-elle moralement protégée?

Pourquoi est-elle menacée? Un court historique est encore ici nécessaire.

Les lecteurs savent que la Géorgie a proclamé son indépendance le 26 mai 1918. Ils savent également qu'avant cette date, outre le coup d'Etat bolcheviste (Octobre 1917) et le traité de Brest-Litovsk (Mars 1918), un essai de fédération transcaucasienne — Arménie, Azerbeïdjan, Géorgie — avait été tenté. Cet essai prit fin en mai. Les Turcs exigeaient alors la livraison de Batoum qui leur était accordé par la paix de Brest-Litovsk. Les troupes géorgiennes ne purent résister aux forces supérieures en nombre de la Turquie. La Géorgie dut signer la paix qui abandonnait Batoum. Mais les Turcs voulurent pénétrer d'avantage en Géorgie. Ce furent les représentants diplomatiques et militaires de l'Allemagne qui, aidant la défense du peuple géorgien, obligèrent les troupes turques à reculer, et sauvegarder ainsi l'indépendance géorgienne.

Les représentants alliés n'étaient naturellement pas là, puisque la guerre des alliés avec l'Allemagne n'était point terminée et qu'ils n'avaient nulle force navale dans

la mer Noire. C'est seulement après les armistices de la fin de 1918 que les navires anglais s'installèrent dans la baie de Batoum, que les Turcs évacuèrent.

La Géorgie pouvait alors songer que son indépendance était définitivement assise et elle élisait son Assemblée Constituante en mars 1919.

La paix générale procura à la Géorgie une période de tranquillité relative. Toute relative, car bientôt il fallait que la Géorgie se défendît contre Denikine, l'attaquant dans l'espoir de se constituer un territoire d'action, puis, plus tard contre les troupes « volontaires » du même Denikine cherchant un réfuge et qu'il fallut désarmer. Plus de 10.000 « volontaires » furent ainsi amenés à Tiflis et désarmés.

Passé le danger Denikine, un autre surgit. Le gouvernement bolchevik ne rencontrait plus d'obstacles devant lui. Il fallait développer contre l'Angleterre et « l'impérialisme de l'Entente » son action dans les pays musulmans. Il se dirigeait vers Bakou, occupait l'Azerbeïdjan; il poussait sa pointe vers Erizeli et la Perse. Un gouvernement soviétique était constitué en Azerbeïdjan pour remplacer le gouvernement composé jusque-là de représentants du parti Moussavat (national-démocrate) et du parti du bloc socialiste. Les membres de ce dernier gouvernement furent tués ou jetés en prison par les bolcheviks.

Sous le couvert du nouveau gouvernement soviétique la guerre était déclarée à la Géorgie, ou plutôt celle-ci était attaquée.

Ces évènements se passaient en avril-mai 1919. La lutte de la Géorgie pour son indépendance dura près de trois mois. Les troupes bolchevistes reculèrent. Mais c'est seulement le 7 mai 1920 qu'un traité de paix était signé entre la Géorgie et la République socialiste fédérative des Soviets.

Ce traité disait:

Article premier. — Se basant sur le droit de tous les peuples à la libre disposition d'eux-mêmes, jusque et y compris la séparation de l'Etat dans la composition duquel ils entrent, droit proclamé par la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, la Russie reconnaît formellement l'indépendance de l'Etat géorgien et renonce volontairement à tous les droits souverains qui appartenaient à la Russie vis-à-vis du peuple et du territoire géorgiens.

Art. 2. — Se basant sur les principes proclamés dans l'article premier ci-dessus du présent traité, la Russie renonce à toute intervention dans les affaires de la Géorgie.

Tel est donc le premier bouclier protecteur de la Géorgie: le bolchevisme a conclu avec elle un traité en bonne et due forme et qui paraît sans réticences.

Comme il n'est ni dans les intérêts, ni dans les intentions de la Géorgie de se livrer à une agression, et qu'on ne saurait lui prêter le dessein de conquérir la Russie, les Géorgiens semblent à l'abri de ce côté. Comme dans l'état des choses, les bolchevistes et les nationalistes turcs sont en état d'alliance, la sécurité géorgienne devait être complète.

Elle ne l'est pas cependant. C'est pour la trouver qu'il y a quelques jours la Géorgie a demandé à la Société des Nations d'examiner son cas, non point pour obtenir des concours matériels que celle-ci, en tout état de cause, paraît bien incapable de donner, mais pour que sa situation morale et juridique dans le monde soit nettement établie. C'est qu'en effet si la Géorgie a proclamé son indépendance, si même elle a pu la faire reconnaître *de fait* par les gouvernements alliés eux-mêmes, elle n'a pu jusqu'ici obtenir la reconnaissance juridique, *de jure*. Or cette reconnaissance juridique seule lui donne tous les droits d'un Etat souverain, maître de ses destinées.

La Société des Nations répondra, sans doute pour la Géorgie comme pour les petits peuples de la Baltique

détachés de la Russie, qu'elle pourra procéder à leur reconnaissance, avec cette réserve que ces jeunes adhérents ne pourront pas se prévaloir des dispositions de l'article 10. Il y aurait beaucoup à dire sur cette façon de concevoir la protection que la Société des Nations donne à ses adhérents. Mais les Géorgiens sont prêts à se contenter de l'acte qui les place sur le même pied que les nations dont le droit à l'indépendance est formellement reconnu. Ils y trouvent la certitude morale que la violation de leur liberté apparaîtrait comme un crime plus odieux aux yeux du monde civilisé. Et c'est le deuxième bouclier de la Géorgie.

Mais la menace n'en persiste pas moins autour de la Géorgie. Ce qui s'est passé en Azerbeïdjan, en Arménie, n'est pas rassurant. Il y a de grands intérêts engagés dans ce Caucase où Batoum termine le pipe-line pétroléen de Bakou. Le nationalisme turc n'a pas désarmé. Quelques détails feront comprendre tout cela.

II

La Géorgie se sent à l'heure actuelle *moralement* protégée par le traité du 7 mai 1920 avec la Russie bolcheviste, par la reconnaissance de fait — de facto — des grandes nations de l'Entente, par la reconnaissance relative de la Société des Nations qui la place sur le chemin de la reconnaissance juridique — de jure — acte définitif qui, une fois accompli, affirmerait la petite Géorgie dans la volonté indomptable et le courage de conserver sa liberté, même si une tentative était faite pour la lui ravir.

Mais il suffit de réfléchir à sa position matérielle et aux évènements qui l'entourent pour se rendre compte du danger qu'elle court. A l'heure qu'il est, elle est entourée au nord et à l'orient, par le bolchevisme, maître des territoires des républiques du Kouban, du Térek, du Da-

ghestan et de l'Azerbeïdjan, et au sud par le nationalisme turc débordant sur l'Arménie et faisant sa jonction avec les troupes bolchevistes qui auraient établi une république dite soviétique en Arménie.

C'est un corset étouffant qui enserre le petit peuple social-démocrate de la Géorgie et celui-ci risque d'être pris entre tous les impérialismes se disputant *le pont* qui sépare l'Asie de l'Europe.

C'est ici un point central, enjeu des passages et des rivalités du monde.

C'est la route vers les richesses de l'Orient. C'est le confluent où vient aboutir le jeu compliqué des impérialistes asiatiques et européens.

Voyez, le bolchevisme, malgré ses apparences, n'échappe pas au rêve de reconstituer le panslavisme, la grande Russie; et sous couleur de lutter contre l'impérialisme anglais, il s'efforce d'étendre son influence vers les régions musulmanes de l'Asie, en consolidant sa force dans le Turkestan et poussant sa pointe vers la Perse. L'Angleterre a par lui-même intérêt à l'affaiblir et à chercher sur ce point à amener dans son propre orbite les régions du Caucase. L'Amérique peut au contraire désirer, en particulier contre le Japon, l'existence d'une grande Russie, comme la France peut la désirer contre une Allemagne dont le militarisme renaîtrait.

Quant aux nationalistes turcs, rejetés de l'Europe, ils doivent naturellement escompter que leur zone d'influence se trouvera étendue, et c'est là de quoi les mettre malgré tout en opposition avec la Russie qui occupe déjà Bakou et dont on supposera difficilement qu'elle puisse abandonner les pétroles. Peut-être faut-il chercher là la raison des dépêches qui ces jours-ci nous annonçaient l'antagonisme naissant entre les bolchevistes et les kémalistes. Peut-être même faut-il voir là la raison de la nomination d'Enver-pacha, comme chef des armées bolchevistes d'Orient.

C'est un peu habile d'opposer l'influence de celui-ci à l'influence de Kémal pacha. Jusqu'ici, le premier avait été utilisé surtout dans le Turkestan à l'Orient de la Caspienne, pendant que Kémal opérait en Anatolie, c'est-à-dire en Turquie d'Asie, au sud de la mer Noire. Au moment du congrès de Bakou — congrès dit des peuples de l'Orient, qui se tint en septembre et fut organisé par les bolchevistes — entre Enver pacha, ancien allié du Kaiser et massacreur d'Arméniens et Zinoviev et Radek, représentants du bolchevisme, on se contentait de se donner du « camarade » entre soi. Sans doute Enver pacha ne fut pas admis à parler au congrès, mais du moins y lut-on une adresse aux musulmans dans laquelle il affirmait son plein accord avec la Russie bolcheviste. Il ne fut pas non plus assez influent pour empêcher de se traduire les amertumes des délégués du Turkestan qui déclarèrent expressément ne pas pouvoir oublier les terribles évènements de 1918. Des écrivains musulmans affirment qu'à cette époque le Turkestan ayant voulu se doter d'une Constituante, tout en marquant sa volonté de rester en action commune avec la Russie, se vit appliquer un régime de terreur où se combinèrent les moyens habituels avec la famine systématisée dont périrent plusieurs centaines de mille de personnes.

Un semblable régime de terreur généralisée a été appliqué aussi à l'Azerbeïdjan. En fin avril, avec l'aide d'un soulèvement des masses travaillant à Bakou, les forces bolchevistes purent pénétrer dans ce pays, renverser le gouvernement établi. Les réquisitions entraînèrent des révoltes paysannes. Les révoltes entraînèrent de terribles châtiments. Dans la seule ville de Gandja (Elisabethpol) plusieurs milliers de personnes furent massacrées, des centaines de femmes furent déportées, au dire des paysans et ouvriers dont nous avons reçu les délégués quand nous étions à Tiflis. Evidemment ce sont les pétroles de Bakou qui ont servi d'appât. Bien que la production se

soit très affaiblie (plus de 50 °/₀) depuis la domination bolchevique, étant donné les stocks qui existaient, des quantités considérables ont été transportées qu'on évaluait en août à 103 millions de pouds (le poud vaut 16 kilos). Tous les wagons citernes de l'Azerbeïdjan et même de l'Arménie avaient été employés à ce transport vers la Russie. Le sens de l'opération n'est pas douteux. N'en pourrait-il pas être fait une autre, maintenant que le pipe-line, détruit avec le pont de Poïli, est rétabli de Bakou à Batoum, port sur la mer Noire. Cela ne présenterait-il pas plus d'intérêt que de laisser Batoum aux mains d'un peuple indépendant? Point noir que les Géorgiens ne doivent pas envisager sans inquiétude.

Maintenant, c'est l'Arménie que semblent vouloir se disputer Russes et Turcs. L'ancien gouvernement du parti Dachnackzutiun a été renversé. Ce serait d'ailleurs non pas un gouvernement soviétique, mais un gouvernement de coalition qui aurait été formé pour traiter avec les kémalistes. Ce gouvernement comprendrait des socialistes révolutionnaires, des social-démocrates et peut-être quelques bolchevistes. A la demande de ce gouvernement les troupes géorgiennes, partiellement mobilisées, auraient occupé la zone encore neutre de Bortchalo, menacée par les troupes kémalistes. Les bolchevistes auraient offert leur médiation pendant que d'autre part les kémalistes auraient envoyé un délégué pour établir des rapports amicaux entre Tiflis et Angora, siège du pouvoir kémaliste.

Les choses en sont là. Elles recèlent, je le répète, de multiples raisons d'inquiétudes pour la Géorgie.

J'ajoute que les gouvernements alliés feront bien d'agir vite en vue d'atténuer tout ce chaos dans la mesure où ils y peuvent intervenir. En ce moment on annonce que Tchitchérine proposa à l'Angleterre de revenir à l'idée d'une véritable conférence de paix où ne seraient pas seulement traitées les problèmes commerciaux, mais

ceux des relations générales de guerre et de paix avec les soviets. D'autre part, on annonce que des négociations s'amorcent pour modifier le traité avec la Turquie.

Il faut souhaiter que ces prodromes de tranquillité soient suivis d'effet, que cette occasion de pacifier le monde ne soit gâchée, ni perdue. A cette paix générale, le sort de la Géorgie pourrait bien être attaché. Mais il n'y a pas que le sien, et la destinée du monde pourrait bien en être plus solidaire qu'il ne le paraîtrait à première vue à ceux qui ne connaissent point l'importance qu'ont pour le monde les problèmes du Caucase.

« *Le Progrès* » Lyon,
17 et 20 décembre 1920.

A. Inghels, député du Nord.

I. — UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE.

Invités par le Gouvernement de la République socialiste de Géorgie à accompagner une mission d'études au Caucase, nous avons pu, Renaudel, Marquet et moi, voir l'autre pendant de la Révolution Russe, celui qu'on ne nous a pas montré jusqu'ici, l'effort socialiste pratique, qui apporte des résultats et qui, au lieu de laisser des ruines et de la misère, apporte des solutions et des réalisations. Nous avons pu faire une étude complète que j'exposerai dans le « Cri du Nord », laissant à nos camarades eux-mêmes le soin de juger des résultats acquis par nos camarades de la Géorgie.

La Révolution Russe, qui se développe dans le plus grand désordre, laisse derrière elle des souffrances et des misères qui ont bien souvent leur origine dans la mauvaise organisation d'après guerre. Mais c'est surtout la conséquence de l'état politique général, de la dictature imposée par le Gouvernement Lénine-Trotsky.

Les peuples de la Transcaucasie, après avoir échappé au bolchevisme, ont cherché à réformer l'unité Transcaucasienne. Mais la petite Géorgie, restée seule après de cruels déboires, a constitué un gouvernement socialiste qui est l'émancipation du peuple même. A la dictature elle a apporté la démocratie. Son gouvernement actuel se meut dans des difficultés nombreuses, car, sortant à peine de l'état de guerre et des troubles révolutionnaires, sa situation financière est celle de tous les Etats d'Europe, encore aggravée parce que, indépendante, la Géorgie n'est pas encore reconnue comme telle. Mais, pratique, elle procède par méthode et a déjà réalisé de

grandes réformes dans le domaine socialiste qui lui ouvrent des perspectives d'avenir.

Pendant des siècles, la Géorgie avait vécu indépendante avec sa propre culture nationale. Par sa situation géographique, elle forme un pont entre l'Orient et l'Occident. Notre camarade Tsérételli indiquait à grands traits au Congrès de Genève l'histoire de ce pays qui a joué un si grand rôle dans la Révolution Russe.

Son passage au capitalisme s'effectua sous la forme de la pénétration du capital étranger, russe et surtout européen. C'est ce capital étranger qui transforma les conditions de la vie et donna naissance à l'industrie et aux relations économiques modernes.

La Géorgie compte 80 °/₀ de travailleurs agricoles et 20 °/₀ d'autres catégories.

L'absence d'une bourgeoisie nationale pendant le développement capitaliste de la Géorgie a été la source de l'influence décisive de la classe ouvrière sur tout ce petit peuple.

Le prolétariat, dès le début, créa ses organisations de classe, la bourgeoisie n'exerçant sur lui aucune influence du fait qu'elle était d'origine étrangère. Il en fut de même pour les masses paysannes qui, ne subissant pas l'influence de cette bourgeoisie, se groupèrent autour du prolétariat issu de leurs rangs qui avait encore conservé ses liens avec le village et représentait leur unique guide dans le nouvel ordre de choses créé par le développement capitaliste.

Le parti socialiste de Géorgie n'est pas né de la dernière Révolution. Il est l'artisan le plus sérieux de cette révolution. Depuis plus de vingt ans, il s'est développé en Georgie de fortes organisations prolétariennes qui ont acquis une influence telle qu'à l'époque du tzarisme la Géorgie était la citadelle de la social-démocratie de tout l'ancien Empire Russe.

Pendant que partout ailleurs la violence tzariste avait

raison des mouvements ouvriers, en Géorgie, la réaction fut impuissante à supprimer les organisations ouvrières cependant illégales. C'est ce qui explique le rôle exclusif de la social-démocratie de Géorgie dans tout le mouvement ouvrier de Russie, son grand rôle pendant la Révolution de 1905, et le fait que dans les quatre Doumas d'Empire, la fraction social-démocrate pan-russe fut dirigée par les députés social-démocrates de Géorgie, ainsi que leur grande influence pendant la Révolution de 1917 en Russie.

Ce furent leurs représentants qui dans les quatre Doumas, dirigèrent la fraction social-démocrate: Jordania, l'actuel Président du Gouvernement, et Ramichvili, à la Première ; Tsérételli et A. Djaparidzé à la Seconde; Tchéïdzé et Guéguetchkori à la Troisième ; Tchéïdzé et Tchenkéli à la Quatrième.

Tous ces hommes qui ont survécu à la tourmente, après avoir passé, la plupart, de nombreuses années de prison en Sibérie, dirigent le mouvement socialiste en appliquant tous les principes démocratiques. C'est l'extension de l'organisation d'avant la Révolution, la politique des réalisations.

Le parti socialiste Géorgien compte plus de 75.000 membres sur moins de 3 millions d'habitants. Les syndicats sont très puissants. Les nombreuses et fortes coopératives sont fédérées en une vaste association, et chacune de ces organisations tient son rôle dans le cadre de la République Socialiste de Géorgie. Là, pas de dictature. C'est le principe de la démocratie qui domine, un suffrage universel large, avec le vote des femmes, toutes les libertés : presse, réunion, etc. Toutes les grandes entreprises sont nationalisées et placées sous le contrôle des Zemstvos. Aucune violence n'a été exercée contre les capitalistes. La nationalisation se fait sans heurt, sans à-coups. Seuls, les mercantis et les spéculateurs ont été engagés à aller se faire pendre ailleurs.

Nous avons pu consulter les organisations ouvrières, Comité central des social-démocrates, fédéralistes, Comité central Arménien, représentants des syndicats ouvriers, des coopératives. Nous avons pu nous renseigner aux sources les plus immédiates.

Nous avons visité une fabrique de thé, une fabrique de bambou, des forêts, des champs de vignes à perte de vue en Kakhétie, les mines de manganèse de Bellagory, Schoropany, Tchiatouri et Suiry, les mines de charbon de Tkvibouli, enfin le district de Koutaïs qui est un modèle d'organisation.

Partout des réceptions chaleureuses ont accueilli les socialistes de l'Occident, chez lesquels les travailleurs de la Géorgie ont laissé cette impression d'hommes organisés, sachant ce qu'ils veulent, ayant un programme et une méthode, se développant dans l'ordre, en liberté.

« *Le Cri du Nord* » Lille,
18 octobre 1920.

II. — LA GÉORGIE ROUGE.

Comme je l'ai indiqué, dans mon premier article, le parti socialiste compte 75.000 membres. Le Comité Central du Parti dirige la politique générale du pays, ses décisions sont transmises au Parlement qui les discute. Elles font autorité dans le pays.

Dès les premiers jours de la révolution russe le pouvoir passa aux mains des Soviets. Ce sont deux de ces organisations qui dirigeaient le mouvement. Ces Soviets étaient différents de ceux de la Russie, par ce fait qu'ils ne dirigeaient pas la politique, qui restait entre les mains du Comité Central. Les Soviets et les comités de soldats travaillaient sous la direction des organisations ouvrières.

Le Soviet principal était celui de la capitale, c'est-à-dire celui de Tiflis. Son autorité était si grande qu'elle s'étendait sur toute la Transcaucasie qui comprenait, outre la

Géorgie, l'Azerbeïdjan et l'Arménie. Sur l'initiative du Comité Central du parti socialiste, un Congrès de tous les Soviets de la Transcaucasie fut convoqué à Tiflis, où furent représentées toutes les fractions socialistes, révolutionnaires, bolchevistes, menchevistes, Arméniens, etc.

Ils constituèrent pour tous les territoires de la Transcaucasie un gouvernement et une diète fédératifs, présidés par des Géorgiens. Ce gouvernement prit le pouvoir dans des circonstances difficiles. Il avait tout à la fois à lutter contre les bolcheviks russes qui l'attaquèrent à plusieurs reprises et contre l'armée turque sur le front d'Arménie.

La propagande des Turcs parmi les Musulmans qui dominent dans tout l'Est de la Transcaucasie, chez les Tatars de l'Azerbeïdjan, aboutit et mina l'unité Transcaucasienne. Proclamée le 22 avril 1918, la République Transcaucasienne Fédérative ne dura en droit que cinq semaines.

L'invasion turque et la propagande chez les Tatars avaient rendu impossible toute collaboration entre les Etats Caucasiens. La Diète fut dissoute. Le Conseil National Géorgien proclama l'indépendance de la Géorgie en ces termes :

1° Dorénavant le peuple géorgien est souverain et la Géorgie est un Etat jouissant de tous les droits d'un Etat indépendant.

2° L'organisation de la Géorgie indépendante est la République Démocratique.

3° En cas de conflits internationaux, la Géorgie reste toujours neutre.

4° La République Démocratique Géorgienne désire établir des relations amicales avec toutes les autres nations et particulièrement avec les peuples des Etats avoisinants.

5° La République Démocratique Géorgienne garantit sur son territoire les droits civiles et politiques à tous les

citoyens, sans distinction de nationalité, de religion, d'état social ou de sexe.

6° La République Démocratique Géorgienne laisse à tous les peuples habitant son territoire le champ libre pour leur développement.

L'institution des Soviets qui avaient été nommés, comme en Russie, par liste d'ouvriers fut cependant maintenue. Les élections avaient été faites en meeting, dans les usines ou les ateliers. Mais les Soviets n'ayant plus de pouvoir restèrent là comme une survivance de cette institution.

Au début de la Révolution, le gouvernement provisoire avait délégué un comité constitué sur les principes de la Russie et soumis à la direction centrale de Petrograde. Mais le Comité Central de Tiflis tint toujours la haute main. C'était Jordania, l'actuel président du Gouvernement, qui présidait les Soviets.

En octobre 1917, les divergences avec les bolcheviks existaient déjà. La force était entre les mains des mencheviks, mais l'armée entre celles des bolcheviks. Les travailleurs géorgiens par leur influence empêchèrent la domination bolcheviste. Ayant prévu les dangers de la décomposition du front russe, ils empêchèrent la propagande bolcheviste et tinrent ferme devant les évènements.

Plus d'un million de soldats se trouvaient sur tout le front turc. La décomposition eut lieu de Décembre 1917 à Février 1918, et, pendant cette période, comme l'armée qui se démobilisait elle-même, n'existait pour ainsi dire plus, le Soviet de Tiflis se vit dans l'obligation, pour la défense de ses frontières, de constituer une Garde Rouge.

La Garde Rouge n'était tout au début qu'un tout petit groupe de volontaires, sans armes. Les soldats poussèrent les travailleurs à s'emparer du pouvoir. A Tiflis, le Comité ouvrier réclama des armes et s'empara de l'arsenal.

En possession de l'arsenal la formation se continue. Les adversaires s'aperçoivent que les ouvriers de Tiflis ne veulent pas du bolchevisme parce qu'il est contraire aux principes de la liberté et de la démocratie. Ils quittent la ville en prenant la direction de Bakou et de Vladicaucase, dans un désordre et une orgie qui a laissé une ineffaçable impression d'horreur. Une poignée de gardes rouges défendaient la ville.

C'est alors que le Comité révolutionnaire organise une diète avec forme légale issue d'un corps électif. La Géorgie avait 27 élus pour la Constituante de la Russie. L'on multiplie le nombre par quatre, gardant toutes les proportions, ce qui porte à 108 le nombre des députés. Les partis furent représentés proportionnellement à leur force numérique. A côté de la Diète se maintint le spectre des soviets. La situation chaotique et désordonnée rendait des élections impossibles.

La première besogne à accomplir, dès le début de l'indépendance de la Géorgie, fut de convoquer une représentation légale démocratique, c'est-à-dire faire des élections. Nos camarades diffèrent en cela du bolchevisme. C'est que ce dernier, sous prétexte de dictature du prolétariat, renonce à toutes consultations populaires et impose sa volonté par la violence, tandis qu'eux laissent au peuple le droit d'exprimer sa volonté pour régler les affaires publiques.

Les élections eurent lieu sur les bases électorales les plus larges. Droit de suffrage à 20 ans; droit de vote des femmes ; représentation proportionnelle ; secret du vote ; vote au scrutin de liste national; enveloppes uniformes.

Pour les disqualifications, les criminels condamnés par jugement, les aliénés.

Deux jours avant l'élection, les bulletins sont distribués aux électeurs. Une commission composée de représentants de tous les partis surveille les opérations électorales. Les partis fixent l'ordre de leurs candidats.

La liste des élections est composée par les Municipalités. Un délai existe pour l'inscription. La Commission électorale est nommée par le Parlement. Un budget est mis à sa disposition pour les frais de bulletins et enveloppes. La loi électorale stipule que la Commission comprendra tous les partis, sans qu'aucun d'eux ne puisse avoir la majorité.

Le principe de la loi électorale est applicable à toutes les élections qu'elles soient municipales, législatives ou autres.

Il y eut pour les élections 1,024.000 inscrits et 616,000 votants, soit à peu près 61 °/₀ des inscrits. Le nombre des abstentions s'explique par le grand nombre d'analphabètes, à certains endroits dans la proportion de 40 °/₀ et surtout à cause de la dissémination des paysans dans les montagnes, de l'insuffisance des moyens de communication et de l'impossibilité pour eux de se déplacer par les mauvais temps.

Députés à élire : 130. Réparation : 102 social-démocrates ; 9 socialistes-fédéralistes ; 6 socialistes-révolutionnaires ; 8 nationaux-démocrates ; 2 nationalistes ; 3 parti Dachnack.

Les élections désignent des suppléants. C'est le candidat qui suit l'élu qui le remplace en cas de vacance.

« *Le Cri du Nord* » Lille,
19 octobre 1920.

III. — UNE RÉPUBLIQUE SOCIALE A L'ŒUVRE.

La grosse majorité donnée au parti social-démocrate de Géorgie s'explique par l'esprit de suite de ce parti, par son opposition à la violence et par la popularité de son Président, le camarade Jordania.

Dans cette macédoine de populations, l'attribution des droits électoraux n'a pu être généralisée. Aussi il y a des restrictions. Seuls les citoyens Géorgiens ont le droit

d'être inscrits sur la liste électorale. Sont considérés comme tels tous ceux qui se trouvaient inscrits sur les listes communales en 1914. Toutefois toutes les personnes habitant une commune de Géorgie peuvent faire une demande de naturalisation. La naturalisation devient de droit au bout de deux ans. Les demandes sont faites aux juges de paix. Ce sont les Municipalités qui les accordent. Il n'y a pas de Président de la République, mais le Président du Gouvernement est le chef de l'Etat. Il est nommé pour un temps indéfini, mais, dans la nouvelle Constitution en projet, il sera élu pour un an et ne pourra être élu plus de deux fois. Le chef du Gouvernement présente au Parlement la liste des ministres qu'il ratifie.

A l'expiration de son mandat, le Président peut rester ministre. Un ministre peut être destitué en cas de faute grave.

L'organisation Judiciaire.

L'organisation judiciaire est à trois degrès : 1° les juges de paix élus par le Conseil de district et les municipalités — durée trois ans — 2° le tribunal d'arrondissement ; 3° le Sénat nommé par le parlement. Il sert de Cour de Cassation.

Le juge de paix instruit les affaires jusqu'à 20.000 roubles et trois mois de prison.

Le Tribunal d'arrondissement est constitué d'un jury élu par toute la population. Il faut savoir lire et écrire pour prendre part au vote.

Il y a en plus un jury militaire composé en nombre égal d'officiers et de soldats.

Le fonctionnement des institutions judiciaires reposait sur les principes du Code Civil et du Code Pénal Russe. Les principes fondamentaux de ces Codes sont conformes à la science et à la pratique juridique des Etats modernes. Néanmoins, la justice appliquait en Géorgie

ces principes de telle manière qu'elle ne possédait pas d'autorité et demeurait étrangère à la population.

Toutes les enquêtes et procédures étaient conduites dans la langue qu'elle ignorait. Tous les juges d'instruction et ceux en contact le plus immédiat avec le peuple, entre autre les juges de paix étaient des fonctionnaires nommés par le gouvernement et n'ayant rien de commun avec le peuple. La procédure de l'instruction et du jugement était si lente que les prévenus passaient parfois des années préventives ; sans compter que les représentants des partis n'étaient généralement pas admis à collaborer aux enquêtes de l'instruction judiciaire. En outre la Géorgie était privée de l'instruction du jury. Mais le mal principal dont elle souffrait, comme le reste de la Russie, consistait en ce que le mode de nomination aux postes judiciaires permettait au Ministre de la Justice d'exercer une pression sur ses fonctionnaires. On sait que cette politique était largement pratiquée en Russie, de telle sorte que les principes du Code, justes en soi, perdaient considérablement de leur signification.

Dès la proclamation de l'indépendance tout l'appareil judiciaire de la Géorgie fut réorganisé, conformément à la nouvelle situation du pays et aux intérêts de la population.

A l'heure actuelle, toute la procédure judiciaire — instruction et procès — est conduite en langue géorgienne. Les principes du Code Civil et du Code Pénal Russe restent en vigueur. Un grand nombre de leurs dispositions sont déjà complétées et ce travail se poursuit. Les juges d'instructions, ainsi que les autres juges, se trouvant en contact le plus immédiat avec la population, sont élus parmi les candidats locaux possédant l'instruction et la moralité requises. En ce qui concerne les affaires criminelles, l'institution du jury est introduite et ce dernier a le droit, non seulement de décider de la question de la culpabilité, mais aussi de celle de l'application de la

peine. Le Ministre assure, naturellement, la gestion immédiate et générale de son département; mais c'est le Sénat de la République, organe élu, qui représente l'instance suprême, veillant à ce que la conscience des juges à l'abri de toute atteinte et à ce que les principes du droit et de la justice s'épanouissent librement. Comme on le voit, nos camarades de Géorgie n'ont pas eu besoin de la dictature du prolétariat pour transformer le mécanisme judiciaire de leur pays. Des modifications journalières s'accomplissent au fur et à mesure des nécessités.

L'Administration.

La base de la République, c'est la Commune. Il y a ensuite les Conseils de districts, la réunion des villes et des Conseils Généraux.

La police est placée sous l'ordre des Municipalités, mais pour l'ensemble, sous l'autorité du Ministre de l'Intérieur. Toutes les affaires locales sont réglées par la police locale, les affaires nationales le sont par la police d'Etat.

Pendant tout le temps qu'elle a fait partie de l'Etat Russe, la Géorgie n'avait pas d'Assemblées administratives régionales. Si les villes possédaient quelques droits à cet égard, la vie extra-urbaine demeurait entièrement abandonnée au pouvoir absolu et personnel des fonctionnaires tzaristes. Tous les peuples de la Russie étaient, il est vrai, limités dans leurs droits civils et politiques; mais la Géorgie, l'une des régions les plus éloignées du Centre, était privée des bienfaits de la civilisation même dans les limites de ces droits restreints.

L'administration régionale du Caucase, notamment en Géorgie, était caractérisée par l'ignorance absolue des besoins de la population locale et par la subordination de cette administration aux instructions du pouvoir central. Dans ces conditions, rien d'étonnant qu'au lendemain de la Révolution, le peuple ait rejeté cet appareil administratif qui lui était étranger sous tous les rapports.

C'est ainsi qu'à la place de l'arbitraire bureaucratique et policier, on procéda à la constitution d'une administration régionale, basée sur les principes démocratiques les plus larges.

L'institution des Zemstvos — assemblées départementales — est la base sur laquelle est édifiée l'appareil gouvernemental du pays.

Les questions administratives et économiques d'ordre local sont du ressort des Zemstvos cantonales, de district et provinciales.

La plus petite expression du Zemstvo, le Zemstvo cantonal, se compose d'un certain nombre de sociétés villageoises dont les délégués, élus au nombre de 20 à 50, constituent l'assemblée cantonale.

Puis il vient l'assemblée de district, dont les membres élus par les assemblées cantonales et les agglomérations urbaines, sont au nombre de 25 à 45.

Enfin l'assemblée provinciale, représentée par 18 membres au maximum, élus par les assemblées de districts et les villes.

Chacune de ces assemblées est souveraine pour la solution de toutes les questions concernant son propre rayon ; mais elle est soumise à l'instance supérieure en ce qui concerne les questions intéressantes également d'autres rayons.

La compétence de ces institutions comprend :

1° La gestion et la répartition des terres entre la population, conformément à la loi agraire ;

2° La perception des contributions locales, en espèces et en nature, l'affectation du produit de ces contributions, de même que la création de nouvelles taxes locales ;

3° La prise de toutes mesures propres à améliorer la situation économique de la population ;

4° Le développement de l'instruction publique, la protection de la santé publique, l'organisation des secours médicaux, de l'assistance judiciaire, etc.

5° La protection du travail et de la sécurité individuelle et publique (police locale), l'organisation de la poste, du télégraphe local, etc...

6° La création d'institutions de crédit de toute nature, de sociétés mutuelles d'assurances, de coopératives, etc.

Une série de Congrès tenus par les Zemstvos a déjà permis de réunir une quantité de données statistiques et d'élaborer un programme d'action relatif à l'organisation du travail et de la vie économique du peuple.

Avant la Révolution, les villes jouissaient en Géorgie de certains droits d'administration autonome, mais étaient entièrement soumises au contrôle des agents locaux du gouvernement. Ce contrôle allait si loin que toute initiative était destinée à périr dans cette atmosphère étouffante avant même d'avoir vu le jour. Mais la Révolution, puis la séparation de la Géorgie et de la Russie, ne tardèrent pas à démontrer que les forces et l'autorité des anciens organes de l'administration municipale ne correspondaient plus aux conditions nouvelles et les droits des municipalités leur furent intégralement reconnus.

Les Municipalités prennent part à tous les travaux et à tous les Congrès des Zemstvos. Dans toutes les villes, les Municipalités ont organisé la police qui leur est subordonnée.

« *Le Cri du Nord* » Lille,
29 octobre 1920.

IV. — LA RÉFORME AGRAIRE.

Cette question est à la base du problème russe. Cependant, le partage de la terre n'a rien de socialiste, c'est une réforme opportuniste créée pour les besoins du moment parce que les procédés de culture sont encore primitifs et vu l'état d'esprit du paysan. Tandis que, dans les nations agricoles occidentales, les formes de la propriété ont suivi une évolution parallèle à celle de la

culture, ici, sans avoir passé par les étapes successives du progrès agricole, les pays en révolution ont transformé d'un seul coup l'assiette de leur propriété. C'est certes une transformation, mais elle se trouve paralysée à cause de son retard au point de vue de l'évolution.

La réforme a son importance. Elle permet l'organisation de l'agriculture en protégeant les intérêts individuels des paysans. Elle semble toutefois donner raison à ceux qui prétendent que le mobile de l'activité humaine est l'intérêt particulier. J.J. Rousseau disait : « Gardez-vous d'oublier que les fruits sont à tous et que la terre n'est à personne. » Bolchevistes et Menchevistes sont obligés d'enfreindre les règles du communisme en attribuant la terre en propriété aux paysans.

La réforme agraire a été résolue en Géorgie sans aucune secousse et d'accord avec les grands propriétaires, malgré le caractère révolutionnaire du procédé.

La Géorgie a une superficie totale de plus de 80.000 kilomètres carrés, dont 82 °/₀ conviennent à la culture et se répartissent à leur tour comme suit : terres labourées, vergers et jardins 22 °/₀ ; forêts 48 °/₀ ; prairies 2 °/₀. Le reste est représenté par des pâturages et des buissons. La population rurale entre pour 80 °/₀.

Au début de la Révolution, il existait encore un certain nombre de féodaux princes, grands ducs et autres pour qui les terres étaient travaillées par les paysans. 45 °/₀ de la propriété labourable étaient possédées par les seigneurs. D'autres survivances de la féodalité, comme le paiement de la dîme en nature et l'obligation pour le paysan de travailler pour le seigneur selon le droit coutumier existaient également.

En supprimant la grosse propriété, la réforme agraire en Géorgie a eu pour objet d'augmenter le fonds agraire. En vertu de cette réforme, 600.000 hectares environ de grosses propriétés, qui jusque-là étaient plus ou moins mal cultivées par leurs propriétaires ont été transférées

aux paysans. Il leur a été remis en outre quelques centaines de milliers d'hectares de steppes et de marais ou de terres en friches exigeant une irrigation ou un drainage préalable.

Par décret, toutes les terres appartenant aux particuliers, à l'Etat, aux monastères, etc., ont été aliénées sans indemnité au profit de l'Etat Géorgien. Une réserve exclue de l'aliénation est prévue ; elle varie suivant la nature des cultures: 7 hectares 65 pour les hautes cultures (vignes, tabac, coton); 16 hectares 35 pour les céréales; 43 hectares 60 pour les pâturages. Tels sont les maxima prévus à la propriété individuelle.

L'Etat s'est trouvé ainsi à la tête d'un domaine énorme d'abord, les terres ayant appartenu aux membres de l'ancienne dynastie, 269.230 hectares ; ensuite 824.000 hectares de pâturages qui lui appartenaient déjà ou qui étaient propriétés particulières; 1.988.350 hectares de forêts dominiales et privées, enfin 599.500 hectares de terres arables. Cela fait un total de 36.810 kilomètres carrés qui ont constitué le domaine du nouvel Etat.

Les 599.500 hectares de terres arables ont été réparties entre les paysans dépourvus de terres ou qui n'en n'avaient pas assez. Elles leur ont été cédées en propriété personnelle à un prix modéré ou bien sur leur demande, en propriété collective ou communale. Ce dernier mode de répartition est exclusivement prévu pour les terres à pâturages.

Les forêts sont devenues propriétés de l'Etat. Leur superficie totale représente plus de 2.800.000 hectares, en moyenne 39 °/₀ de tout le territoire de ce pays. Ce pourcentage le place sous le rapport du boisement, au quatrième rang avec les puissances européennes, après Norvège, la Suède et la Russie. Pour faire face aux besoins de la population locale en produits de l'industrie forestière, 150.000 hectares de forêts environ suffisent. Il reste 2,650.000 hectares environ pour l'exploitation.

Actuellement, toutes les forêts de la Géorgie sont nationalisées et le gouvernement d'accord avec les organes de l'administration locale, a pris toutes les mesures nécessaires en vue de l'exploitation nationale de l'industrie forestière. Nous avons visité à Tiflis un musée d'arboriculture contenant plus de 300 espèces diverses de bois, dont plus de 100 sont propres à la Géorgie.

Les forêts se distinguent tant par la nature de leur boisement que par la nature et la valeur de leurs essences.

Les forêts peuvent être divisées en trois régions :

1° *La Géorgie Occidentale.* — Extrême diversité des essences. Dans les régions élevées, prédominance du bouleau, de l'épicéa, du sapin et du pin ; dans la partie moyenne, du hêtre, dans les parties basses, du hêtre et du charme. On y rencontre des essences précieuses, telles que le samshit, le laurier, le châtaignier, le rhododeudron rouge, le laurier-cerise etc.

2° *Vallée du Kour.* — Dans le pays d'amont, les plus belles forêts de conifères avec prédominance du pin et du sapin.

3° *Kakhétie.* — Dans les forêts des montagnes, dominent le hêtre et le chêne. Dans les régions basses, des essences précieuses telles que l'érable, le tilleul, le châtaignier et le noyer. Des expériences en vue d'extraire du sucre de la sève d'érable ayant réussi, le gouvernement a fait procéder à des essais en grand. Chaque arbre durant la saison qui, suivant l'arbre, varie entre huit et 42 jours, donne jusqu'à 7 livres de sucre.

Le bois de construction et celui susceptible d'être employé dans l'industrie représentent en moyenne 50 °/° du cubage total des forêts de Géorgie ; 1/4 de la superficie de ces forêts est boisé en conifère ; 3/4 en espèces feuillées.

L'une des essences les plus précieuses est le samshit ou palmier caucasien, dont le bois dur comme l'os est employé dans les travaux de tournage, notamment dans

la gravure sur bois. Les déchets de son bois sont utilisés dans la discillation du vinaigre, de l'esprit de bois et de la créosote.

Puis viennent le sumac, le chêne et le châtaignier qui contiennent une grande quantité de matières techniques employées dans l'industrie du tannage, l'aune, le sorbier, le sumac, etc. Ils fournissent des couleurs organiques pour la teinture des étoffes et du cuir. Le nerprun, le laurier, le tilleul, le génevrier sont des plantes médicales. L'abondance dans le pays de la houille blanche pourra donner une rapide impulsion à l'industrie du papier. Des dispositions sont déjà prises en vue de leur exploitation.

Le grand centre producteur de tabac est Soukhoum; les plantations y couvrent une superficie de plus de 8.000 arpents. Cette culture est répandue dans de nombreuses autres régions de la Géorgie. Ce tabac est de qualité supérieure, à une production totale de près de 10.000 tonnes.

La viticulture occupe une place importante en Géorgie. On y compte 111.000 vignobles, couvrant une superficie totale de 65.000 hectares environ. La production annuelle du vin atteint près de 1 million et demi d'hectolitres et 8 millions de degrès d'alcool.

La culture du thé a été introduite en Géorgie depuis peu de temps. Elle s'est rapidement développée sur le bord de la mer Noire où il existe de nombreuses plantations et sept fabriques. Le thé géorgien est employé en Géorgie et exporté en Russie. Dans la même zone on cultive avec succès les mandariniers, les orangers et les plantes tropicales décoratives.

La culture du mûrier tient aussi sa place en Géorgie. L'élevage du ver à soie est pratiqué dans tous les villages des plaines du Rion et de l'Alazan. La soie de Géorgie est de qualité supérieure et recherchée en France, ou est importée presque toute la production qui s'élève à près de 500.000 kilogs de cocons.

De vastes pâturages aux flancs des montagnes nourrissent d'énormes troupeaux. Des centaines de milliers de moutons et des milliers de bêtes à cornes font la richesse de ce pays.

Comme on le voit, la petite Géorgie possède de grosses richesses au point de vue agricole. Les forêts et les grandes cultures sont nationalisées. Un vaste programme tendant à son développement nous a été exposé. Il consiste à transformer l'outillage agricole pour activer la production.

« *Le Cri du Nord* » Lille,
24 octobre 1920.

V. — CE QUE NOUS DIT LE LEADER DES SYNDICATS DE TIFLIS.

Les syndicats s'organisent en Géorgie par voie de simples déclarations. Ils sont tenus de se faire enregistrer dans les organes de l'administration locale élue, s'ils désirent acquérir la personnalité juridique. Dans ce cas les syndicats sont soumis à certaines formalités. L'enregistrement ne peut leur être refusé que s'ils n'ont pas satisfait à ces formalités. Le Tribunal d'Arrondissement fonctionne comme organe d'appel, en cas de refus d'enregistrement.

L'inventaire et les capitaux des syndicats dont il n'est pas tiré bénéfice, sont exonérés de tout impôt.

Les patrons, les administrations, de même que toutes personnes empêchant un membre de syndicat ou un syndicat d'exercer ses droits, sont passibles de prison.

Le 18 septembre nous avons été reçu à la Maison des Syndicats de Tiflis, où le Comité Central des Syndicats se trouvait réuni. C'est le Président de cette organisation qui répondit à nos questions.

« Pendant la guerre, disait-il, les liens qui nous liaient étaient rompus. Nous fûmes isolés de vous au point de

vue de l'organisation, mais nous avons conservé la parenté d'idées. Nous appuyant sur vos idées, nous continuerons et tâcherons de réaliser l'exemple moral des socialistes de l'Occident.

« Vous avez vu notre Assemblée Constituante, le corps législatif suprême de notre pays, nos organisations de Soviets. Vous avez vu le Comité Central. Maintenant vous venez voir nos institutions économiques.

« Nos organisations s'inspirent des mêmes idées et ont les mêmes directives. Tout au début, nous n'étions qu'une fraction russe. Ceux-ci ont pris une fausse direction, en cherchant un refuge dans le sang et la violation des droits. Nous nous sommes séparés d'eux pour rester fidèles aux principes socialistes. Nous sommes le seul pays qui ait pu jusqu'ici prendre la directive des affaires sans guerre civile, sans effusion de sang. Nous cherchons à réunir, sous le même trophée tous les travailleurs en général. Vous voyez ici les hommes qui n'ont pas tous les mêmes idées et qui sont unifiés dans l'action syndicale et politique. En Géorgie, dans notre république, la classe ouvrière représente tous les intérêts de la nation.

« Nous ne sommes encore que dans une situation transitoire. Il faut nécessairement avoir des rapports avec le Capital. Le prolétariat, même en détenant le pouvoir politique, ne peut, d'un seul coup, aboutir à la réalisation du régime socialiste, alors que des pays beaucoup plus développés sont encore au pouvoir du capitalisme et que le marché mondial se trouve entre les mains du Capital.

« Le rôle du syndicat est un rôle d'instruction socialiste. Défenseur de leur intérêt matériel, il discipline les ouvriers, élève leur éducation. Le syndicat apporte son concours à la Révolution politique.

« La question de la politique des syndicats ouvriers en Géorgie se règle d'elle même. Nous avons une situation exceptionnelle et nos amis sont au gouvernement. Notre institution est une république créée par nos efforts. Nous

avons à sauvegarder les doubles intérêts de l'Etat et de la classe ouvrière, voilà ce qui nous guide. Si c'était un gouvernement bourgeois, nous serions contre lui, mais, dans le gouvernement socialiste, comme notre opposition serait préjudiciable aux travailleurs, nous le défendons.

« Le gouvernement russe a créé une dictature qui s'impose partout, même dans les syndicats. C'est pourquoi nous n'avions pas suivi.

« Nous avons réalisé les 8 heures de travail, créé des caisses d'assurances, de maladies, d'invalidité, de chomage, établi des lois socialistes qui garantissent l'existence, organisé le ravitaillement des ouvriers en le faisant cadrer avec un minimum de salaire etc.

« La classe ouvrière n'a pas voulu aller plus loin, c'est à dire jusqu'à l'expropriation de toutes les usines, car l'état actuel de la production, le développement insuffisant de notre industrie nationale ne le permet pas. Notre pays a tout intérêt au développement de l'industrie privée, il a besoin de capitaux étrangers pour son extension économique. La politique de l'isolement serait un leurre.

« Il y avait aussi chez nous quelques hommes à tendances bolchevistes dans nos syndicats. Mais, depuis qu'ils ont vu l'œuvre du bolchevisme et ses résultats destructifs, on peut dire que ces tendances ont disparu.

« L'institution la plus intéressante pour nos organisations est la « Chambre des tarifs. ».

« La situation de la classe ouvrière en Géorgie était très pénible. La baisse du rouble a fortement déprécié les salaires, et les difficultés produites par les troubles économiques et la vie chère se faisaient ressentir plus fortement. Que fallait-il faire pour sortir de la crise? suivre le bolchevisme ! Nous aimons trop notre liberté. La liberté conduit les peuples à la prospérité, et le despotisme à la décadence. Les suivre, c'eût été pousser à la désorganisation. Nous avons fait des propositions au gouvernement.

« Tout au début de la révolution, nos salaires suivaient

la courbe des prix. Mais, à cette époque, les salaires n'étaient pas réglés. Les syndicats forts, devant l'instabilité, bénéficiaient des augmentations ; les autres restaient les enfants pauvres avec de bas salaires. La hausse des salaires jetait la perturbation et par cette situation irrégulière les demandes d'augmentation de salaires quoique justifiées mais trop fréquentes, rendaient la vie économique impossible. Un congrès syndical décida la création d'un organe de régularisation des salaires.

« Il fut créé auprès du bureau du Ministre du travail une Chambre de tarifs basée sur le principe de la parité, composée d'ouvriers et de patrons, choisis dans les organisations. Cette Chambre, non seulement statue sur les litiges en cours, mais elle les prévoit. En régularisant les salaires au fur et à mesure des variations du coût de la vie, elle règle les questions pour toutes les branches industrielles. Pour les branches spéciales elle désigne des experts qui produisent des rapports, sans toutefois faire partie de la Commission.

« Jusqu'ici, ouvriers et patrons se sont adaptés à cette institution et aucune grève n'a eu lieu. Il n'y a aucune prime de vie chère : ce sont les salaires qui suivent la courbe.

« Toutes les demandes privées ont cessé, la régularisation générale se fait et les conflits disparaissent. Les ouvriers se sont adaptés à ce système qu'ils ont trouvé bon. Le gonflement des salaires n'était qu'une illusion. La vie ouvrière était impossible. Pour compléter cette institution et mettre fin à cette situation anormale, il fut fondé au ministère un service de ravitaillement ouvrier.

« Chaque ouvrier a droit à 400 grammes de pain par personne au prix de 5 roubles au lieu de 50. Les ouvriers mineurs et les cheminots ont droit à 3 livres. Le même service des denrées, telles que sucre, riz, ainsi que des produits manufacturés.

« Avec l'augmentation des salaires, l'ouvrier végétait

et tournait dans un cercle vicieux. C'est dans le domaine de l'organisation que les ouvriers ont momentanément cherché le moyen dé mettre un terme à leurs conflits. »

« *Le Cri du Nord* » Lille,
27 octobre 1920.

VI. — OU L'ON ABORDE LES RÉALISATIONS.

Le premier geste du gouvernement socialiste de Géorgie, après avoir assuré les droits et la liberté du peuple, a été de nationaliser tous les grands services publics. Son but était d'atteindre à la nation la propriété des fonds productifs et des instruments de travail, c'est-à-dire de la terre, des chemins de fer, des usines, et exploitations de toute espèce, des grandes cultures, centres d'élevages, forêts, etc. Il ne s'est pas borné à prendre le communisme comme le « Cri de guerre des opprimés », il est rentré dans le domaine des réalisations pratiques par le retour à la nation des grands moyens de production et d'échange.

« Avez-vous supprimé les capitalistes? demandai-je au Ministre du travail.

« Nous n'avons rien supprimé du tout, répondit-il. Nous avons pris des mesures sérieuses contre les spéculateurs. Ceux qui, parmi eux, se livraient à la spéculation, ne trouvant plus matière à exploiter, sont partis. Les autres, les capitalistes producteurs, ceux qui travaillent à la production avec le gouvernement pour l'exportation sont restés. Lors des nationalisations, en ce qui concerne les petits industriels aux petites entreprises privées, nous avons fait des exceptions, à part celles dans un état critique, dont le rendement était insuffisant, celles abandonnées ou en cas de sabotage ».

L'outillage du pays est considérable. Sur la mer Noire, la Géorgie possède les ports de Batoum et de Poti, capables d'abriter les plus grands cargos modernes. Un chemin de fer à longue voie relie les deux grands ports à la mer

Caspienne. Un « pipe-line », posé tout le long de la voie ferrée, permet de pomper directement le pétrole de Bakou à Batoum.

En territoire Géorgien, ce chemin de fer à plusieurs embranchements, desservant notamment les houillères de Tkvibouli, le port de Poti, les gisements de manganèse de Tchiatouri, les eaux minérales de Borjom et la station climatérique de Bakouriani, les villes de Signakh et de Télav en Kakhétie. Un autre embranchement, traversant la région minière d'Allaverdi, mène à la frontière de l'Arménie, puis bifurque, d'un côté vers Tauris en Perse et de l'autre vers Erzeroum en Anatolie. Toutes les voies ferrées, établies sur le territoire, appartiennent à l'Etat.

Sur la côte opposée de la mer Caspienne juste en face de Bakou, un chemin de fer, également à voie large, celui de l'Asie Centrale traverse tout le Turkestan de Krasnovodsk à Audijan, sur la frontière occidentale de la Chine. Plusieurs voies ferrées se dirigent de ce chemin de fer, vers le Nord de l'Oural et la Sibérie et au Sud vers l'Afganistan.

La Géorgie forme ainsi la tête du pont d'une voie ferrée, la plus courte menant de l'Europe à la Perse, à l'Asie Centrale et à la Chine. Cette situation géographique promet au commerce de la Géorgie — lorsqu'elle sera débarrassée des entraves que lui imposait le protectionisme excessif russe — une activité extraordinaire.

L'industrie géorgienne est encore bien loin de se trouver à la hauteur qu'elle pourrait atteindre, étant donné ses richesses minières, agricoles, forestières et hydro-électriques. Elle était parvenue avant la guerre à raffiner par l'électrolyse 6.000 tonnes de minerai de manganèse.

Les chances d'un grand développement de l'industrie géorgienne, sous un régime intelligent et autonome, sont basées surtout sur la quantité considérable de houille blanche dont dispose le pays. Située dans une région extrêmement montagneuse, dont les sommets sont cou-

verts de neige et de glaciers, la Géorgie possède des torrents et des chutes d'eau pouvant produire à l'étiage, pendant les trois mois de l'hiver, près de 2.500.000 chevaux-vapeurs, et, pendant l'été, tant que dure la fonte des neiges, plus de 4.000.000 de chevaux-vapeur. A la crue, ces mêmes torrents possèdent une puissance dépassant plus de 6.000.000 de chevaux-vapeurs. Le Parlement Géorgien a déclaré propriété de l'Etat la force hydraulique, ainsi que les eaux curatives du pays. Le gouvernement a déjà concédé à une Compagnie anonyme l'exploitation du courant du Rion, près de la ville de Koutaïs. La puissance de ce courant est de 50.000.000 HP.

Grâce à cette abondance de houille blanche, les mines et les chemins de fer de la Géorgie, ainsi que les industries chimiques, forestières, mécaniques et métallurgiques sont appelées à un développement exceptionnel.

La nécessité constante de défendre le pays contre les invasions bolchevistes et turques, n'a pas encore permis au Gouvernement Géorgien de soutenir, comme il convient, le commerce et l'industrie du pays, surtout au point de vue financier. Le système monétaire russe, toujours en vigueur en Géorgie, comme dans tout le Caucase, transforme en jeu de hasard toute opération commerciale, par suite des fluctuations subies par le change russe, du fait de l'effondrement de la vie économique en Russie et de la guerre civile permanente. La création d'un nouveau système monétaire réclame un accord préalable avec les Républiques voisines.

Etant donné la cherté des marchandises arrivant de l'étranger, cherté due à l'absence d'échange systématique de marchandises avec l'Occident, le Gouvernement Géorgien s'est vu dans l'obligation de monopoliser les marchandises exportées du pays afin d'éviter la hausse des prix. Il a créé le monopole de l'exportation du manganèse.

Les maisons de commerce doivent, sous certaines

conditions, jouir du droit d'exporter les marchandises à l'étranger. Quant au gouvernement, après avoir reçu pour les marchandises exportées des espèces étrangères, il s'en sert pour l'importation des marchandises nécessaires au pays.

L'exportation du manganèse se trouvait jusque-là centralisée entre les mainsdes exportateurs étrangers, n'ayant aucun rapport ni avec l'extraction ni avec l'exploitation. Une société anonyme des industriels a été créée en vue de l'exportation de ce produit.

Le gouvernement de Géorgie se propose d'organiser, de la même manière, l'exportation de la laine, du bois, du tabac, des cocons et autres marchandises négociables en espèces étrangères. La principale tendance du gouvernement consiste, en autorisant l'exportation, à concentrer entre ses mains, en vue de l'organisation de l'échange des marchandises et de la lutte contre la spéculation, les espèces étrangères.

Au point de vue industriel, le Gouvernement Géorgien est décidé à accorder au capital collectif et à l'initiative privée toutes les facilités et coopérations possibles pour doter le pays d'un outillage moderne. Il donne aux sociétés anonymes des concessions suffisamment larges et libérales. Ces concessions de droits et apanages sont basés sur le principe de la participation de l'Etat aux bénéfices de l'entreprise.

L'exploitation des mines, forêts, eaux et chemins de fer en Géorgie, ainsi que les travaux d'irrigation et d'assèchement de terrains proverbialement fertiles et le percement en plusieurs endroits des montagnes du grand et du petit Caucase ouvrent au développement économique de ce pays un vaste champ d'action et constituent un programme de réalisations pour lequel nos camarades de Géorgie sont pleins de confiance.

« *Le Cri du Nord* » Lille,
29 octobre 1920.

LOUISE KAUTSKY

UN VOYAGE EN GÉORGIE.

(SOUVENIRS PERSONNELS)

I. — En cours de route et premières impressions.

Au cours d'août 1920, des circonstances favorables nous ont enfin permis, à mon mari et à moi, d'accomplir le vœu, depuis longtemps exprimé par le parti ouvrier social-démocrate de Géorgie d'entreprendre un voyage d'études dans ce pays. Nous traversâmes le Tyrol, toute l'Italie et nous arrivâmes au port de Tarente, d'où par la Méditerranée, après avoir touché les îles Grecques et Gallipoli, et avoir passé par les Dardanelles, nous atteignîmes Constantinople.

Quelque plaisir qu'il y ait à narrer toutes les impressions que nous avons reçues pendant ce charmant voyage, le manque de place m'oblige à renoncer à cette tentation et de mener au but le lecteur le plus rapidement possible. Ce but portait pour nous, tout d'abord, le nom de *Batoum* où, de Constantinople, nous arrivâmes après un voyage de trois jours à travers la mer Noire.

Le plus grand des ports géorgiens offre un tableau imposant. La large baie aux puissants contours est encerclée de collines qui grimpent doucement et qui présentent une végétation tropicale des plus luxuriantes. Un contraste frappant avec riche verdure, ce sont les sommets du Caucase couverts de neige d'une blancheur éclatante et qui nous saluent à une distance modérée. On ne nous laissa pas le temps d'admirer à loisir ce paysage

d'une beauté unique, car, par la large rue qui réunit la ville au port s'approchaient déjà de nous deux autos, amenant à notre rencontre les membres du parti social-démocrate géorgien qui, tous, à l'époque de notre arrivée, occupaient des postes gouvernementaux.

Dès que nous eûmes mis le pied sur le sol géorgien, le camarade Charachidzé, membre de l'Assemblée Nationale et rédacteur en chef de l'organe du parti géorgien « *Borba* » (« La Lutte»), nous adressa une allocution en français exprimant au nom du parti ouvrier de Géorgie sa joie de saluer l'arrivée dans le pays de Kautsky, dont les écrits étaient três connus de tous les camarades géorgiens. La chaleur et la cordialité de ces simples paroles trouvèrent un écho joyeux dans nos cœurs et, pleins d'enthousiasme, nous montons en voiture pour nous diriger vers la ville, où en qualité d'hotes du maire de Batoum nous serons logés dans une fort belle maison. Cette promenade le long de la mer, par les établissements du port et, ensuite, dans les rues larges et propres plantées de palmiers, nous enchante.

Depuis l'instant où nous avons touché le sol de la Géorgie et jusqu'au moment où nous l'avons quittée juste trois mois plus tard, nous avons toujours été l'objet de soins les plus affectueux, les plus touchants de tous nos innombrables camarades. Ils s'étaient imposé comme but de rendre notre séjour beau et agréable au possible, pour, disaient-ils, s'acquitter d'une petite partie de leur dette de reconnaissance envers le maître de la social-démocratie géorgienne. Cet amour et cette vénération, que chaque mot, chaque regard traduisaient de la manière la plus touchante, créèrent autour de nous une atmosphère bienfaisante de confiance et d'intimité. Nous croyions revivre la belle époque de la première décade de l'Internationale qui, hélas, appartient aujourd'hui au passé, époque où l'on se sentait comme chez soi quand on venait chez des membres du parti et où l'on saluait, même en

pays étranger, dans chaque camarade un frère. A peine installés, nous reçûmes les délégations des ouvriers des organisations locales qui venaient nous inviter pour le soir même à une grande réunion de bienvenue. Ensuite, les camarades nous conduisirent en auto aux plantations de thé et de bambous qui appartiennent présentement à l'Etat; excursion pendant laquelle nous avons eu l'occasion de voir les environs magnifiques de Batoum. Comme la nouvelle de notre arrivée s'était répandue avec la rapidité d'un éclair, de toutes les rues voisines et des maisons devant lesquelles nous passions, des ouvriers accouraient en foule pour saluer joyeusement « leur » Kautsky, de toutes les bouches résonnait la formule de bienvenue géorgienne : « Gaumartchoba » (« Que la victoire soit avec vous ») qui correspond si bien au passé guerrier du peuple. Des visages inconnus, mais amis, aux yeux brillants de plaisir, se pressaient autour de notre voiture, des mains se tendaient pour serrer celle du « cher maître ». Et quand nous repartîmes, des bonnets de fourrure sautèrent en l'air et longtemps après nous entendions encore des vivats géorgiens : « Vacha ! Vacha ! »

La réunion du soir, présidée par le Russe Aïollo qui s'exprimait bien en allemand, nous permit de constater le niveau intellectuel extraordinairement élevé des ouvriers de ce pays. Les discours de bienvenue contenaient non seulement l'expression de la reconnaissance des camarades pour les enseignements puisés dans les écrits de Kautsky, mais aussi l'ardent désir de s'instruire davantage, ainsi que la connaissance intime du mouvement ouvrier dans les pays d'Occident vers lequel chaque Géorgien dirige avidement ses regards. La déclaration de mon mari de vouloir examiner et étudier les conditions de la Géorgie fut accueillie avec un grand enthousiasme, et les acclamations ne prirent fin qu'à notre rentrée à la maison où nous nous rendîmes, accompagnés de tous ceux qui avaient assisté à la réunion. Et longtemps

après devant notre demeure, on entendait les ouvriers, qui poussaient des vivats et chantaient, sans se lasser, des hymnes géorgiens et l'Internationale.

Le voyage de Batoum à Tiflis ressemblait à une marche triomphale. Toutes les stations étaient ornées comme pour une fête, à côté du drapeau géorgien flottaient des drapeaux rouges aux effigies de Marx et d'Enguels. Avec étonnement et émotion je vis également, partout de grands portraits de mon mari, de l'époque de sa jeunesse, encadrés et couronnés! Cela me prouva que les Géorgiens qui vivaient à l'étranger avaient raison quand ils nous racontaient que Kautsky était aussi populaire dans leur patrie que Marx, Enguels et Plekhanof. A chaque station des foules d'hommes animés et joyeux se pressaient autour de notre voiture, partout on nous adressait des allocutions ; ovations et enthousiasme semblaient ne pas prendre fin. Nous nous sentions quelque peu gênés et par ces ovations et par le train de luxe auquel nous n'étions pas accoutumés. Mais comme à chaque occasion semblable, plus tard, nos inquiétudes étaient vite calmées par les camarades géorgiens ; les ouvriers, nous disaient-ils, regardent d'un tout autre œil aujourd'hui ces splendides voitures et expriment souvent leur joie de savoir que maintenant, au lieu de leurs anciens oppresseurs et exploiteurs, ces wagons abritent leurs chefs, leurs maîtres et camarades.

A Tiflis nous attendait le camarade Noé Jordania, président de la République, une des figures les plus charmantes de la vie politique géorgienne. Il est la plus pure et la plus noble incarnation du pays, et jouit à cause de cela de la confiance non seulement des camarades du parti, mais de tous les cercles bourgeois.

Les premiers jours à Tiflis, ce fut un flot de visiteurs, tant de personnes privées que de membres des délégations de toutes sortes. Malheureusement, l'ignorance des deux langues du pays, la géorgienne et la russe, de-

vint, dès le début, un obstacle sérieux à nos rapports directs avec les ouvriers et avec beaucoup d'autres personnalités à qui nous demandions des renseignements ou leur opinion sur telle ou telle question. Presque toujours nous étions obligés de recourir aux interprètes. Toutefois, il y avait beaucoup de camarades avec lesquels nous pouvions converser en allemand et en français.

Aux visiteurs amis se joignaient une foule de colons allemands qui avaient habité à Tiflis tout un quartier, et encore aujourd'hui, y sont fort nombreux, bien que la plupart d'entre eux exercent l'agriculture dans les villages voisins de la capitale. Ainsi à Alexanderdorf, vivent ceux qui alimentent Tiflis de lait; à Caterinenfeld et Mariendorf ceux qui approvisionnent Tiflis de viande et de fruits de luxe. Et tous ces endroits, ainsi que nombre d'autres localités fondées par les Allemands, jouissent de la réputation la plus flatteuse dans tous les cercles géorgiens à cause de leur activité et des qualités solides de leurs habitants.

Nous ressentions une impression étrange en entendant de la bouche de tous ces colons le plus pur dialecte souabe. Leurs ancêtres étaient venus, quelque cent ans auparavant, du Wurtemberg, pour la plupart, dans les régions du Caucase; et, quoique fortement mélangés à d'autres éléments de la population locale, ils ont conservé intacte la langue de leur ancienne patrie, bien que parmi eux le nombre soit minime de ceux qui foulèrent le sol souabe. Ils sont représentés à l'Assemblée Nationale par un instituteur qui appartient à la fraction social-démocrate. Ces colons envoient leurs enfants dans les écoles allemandes de Tiflis. Là, se trouvent une école primaire et une école secondaire allemandes. En outre, depuis trois ans l'étude de l'allemand est obligatoire dans toutes les écoles moyennes de la Géorgie. Nous avons visité ces écoles allemandes et nous en avons reçu une très bonne impression, surtout de l'école primaire. La

jeune République porte à juste titre le plus grand intérêt à l'instruction publique. Autant que le permettent leurs faibles ressources, les professeurs s'efforcent d'introduire dans les écoles les réformes les plus modernes. Nous nous sommes rendu compte que les cantines scolaires fonctionnent partout, et nous avons pu nous convaincre de la bonne qualité des aliments qu'on y donne aux élèves. Nous avons visité des cours professionnels. Nous avons vu aussi quelque chose qui assume un caractère tout à fait géorgien, notamment l'enseignement des danses qui ne manque dans aucune école, pas même dans les jardins d'enfants. C'est un grand charme de voir les tout petits exécuter les danses nationales, surtout la *lezghinka*, danse très gracieuse que maints Géorgiens dansent à la perfection, — elle est enseignée aux enfants dès l'âge le plus tendre. Ils forment alors un grand rond autour d'un garçon et d'une fillette qui dessinent diverses figures de danse empruntant tantôt une grâce calme, tantôt des mouvements agiles. Un chant assez monotone, mais fort entraînant sert d'accompagnement, ainsi qu'un claquement rythmique de mains exécuté par tous les enfants placés en rond. Les yeux de ces jeunes êtres brillent de joie et de plaisir, quand vient l'heure de la danse, et le visiteur éprouve une impression joyeuse en voyant avec quelle gaieté et quelle belle humeur les enfants reprennent leurs forces engourdies par la monotonie des heures scolaires.

Cette habitude de danser se transforme, avec le temps, chez beaucoup de grandes personnes en une véritable passion. Aucune réunion de société, aucune fête de famille n'a lieu sans la danse. Pendant notre séjour dans la maison si hospitalière du maire de Batoum, c'est le fils du propriétaire, un petit garçon de six ans, qui nous fit assister pour la première fois à une des danses nationales appelée : « Prière de Chamil ». Toutes les fois que nous nous trouvions dans un cercle d'amis, à la fin du repas

figuraient le chant et la danse. Si restreint que fut l'espace, n'ayant souvent pas plus d'un mètre carré, cela suffisait aux danseurs pour exécuter les mouvements les plus gracieux, les tournoiements et les balancements les plus savants et les plus pittoresques. Quand nous venions chez les camarades et que la visite prenait un caractère tant soit peu intime, un enfant de la maison commençait à tirer quelques notes timides à l'excès d'un instrument primitif, et à peine s'était-il aperçu qu'il avait attiré notre attention, qu'apparaissait soudain un danseur ou un couple de danseurs qui, par le spectacle d'une exécution artistique, nous rendait le plus grand hommage que peut rendre à son hôte le géorgien toujours si hospitalier.

II. — La femme géorgienne.

Nous avons tous appris à l'école — dans ma jeunesse du moins cela figurait dans tous les livres de classe — que les Géorgiens sont les plus beaux représentants de la race Caucasienne. Cela se dit tout particulièrement des femmes, quoique, en réalité, cela ne puisse être appliqué sans réserve qu'aux hommes, autant que mes propres observations me permettent d'en juger. Ici, on voit, en effet, de superbes types de beautés masculines, des visages nobles et hardis ; les Géorgiens sont, pour la plupart, élancés, musclés et fortement bâtis, ils ont une démarche cadencée et sont presque tous de bons cavaliers, ce qui s'explique par l'état des rues, des routes, des montagnes et par la force du courant des fleuves et des torrents que l'on est souvent obligé de traverser. Le teint des Géorgiens est clair, mais leurs yeux ont un éclat sombre et une très douce expression. Chez la plupart d'entre eux, la beauté est soulignée par un vêtement très seyant, la *tcherkeska*, manteau a longs pans, marquant bien la taille ; à la ceinture, garnie d'ornements d'argent, pend un sabre, ou un long couteau, ou encore un petit poignard. Un grand nombre de citadins porte

encore ce costume. A la campagne, nous avons vu aussi une sorte d'énorme et très large cape faite de peau de mouton noire qu'une baguette en bois écarte fortement des épaules en donnant au propriétaire l'aspect d'une grande cloche ambulante. Les coiffures sont très variées ; pour la plupart ce sont des chapeaux faits de peau de mouton à long poil qui, placés sur la tête sans façon, donnent aux gens un aspect extraordinairement sauvage. On les porte de toutes couleurs, et, souvent, on a peine à distinguer si un homme a sa propre chevelure ébouriffée ou s'il est affubié d'un chapeau — tellement le propriétaire et son couvre-chef ne font qu'un. Quand il fait mauvais temps, les hommes passant leurs journées en plein air portent le *bachlik*, sorte de capuchon qui enveloppe la tête et protège efficacement son propriétaire contre le vent et la pluie.

Les femmes produisent une toute autre impression. Bien que l'on trouve parfois, parmi elles, de vraies beautés, on ne pourrait pas dire cependant, sans donner une entorse à la vérité, qu'elles sont parmi les plus belles du monde. Mais on peut affirmer que toutes les femmes ayant un type purement géorgien sont agréables et très gracieuses. Elles ont des traits fins, un joli ovale, la peau d'une blancheur d'ivoire, une très petite bouche, et surtout d'admirables yeux bruns et très doux. Elles ont l'air un peu mélancolique et paresseux, et elles sont, en faisant abstraction de celles qui sont « modernes » et dont je parlerai plus loin, assez apathiques et nonchalantes. J'ai entendu souvent des Géorgiens qui ont eu l'occasion de voir les femmes de l'Europe Occidentale en pleine activité et dont le regard est devenu assez aigu pour distinguer les défauts et les faiblesses des femmes de leur propre pays ; je les ai entendus se plaindre que les Géorgiennes ne se départent que difficilement de leur indolence et de leur apathie tout orientales. C'est l'homme, le plus souvent, qui fait achats et qui vaque volontiers à toutes les occupations domestiques. Nous avions pour

femme de ménage une camarade qui descendait par sa mère des colons allemands, mais qui avait déjà une bonne dose de sang géorgien dans les veines. Elle avait épousé un Géorgien. Or, quand il s'agissait d'acheter un poulet ou de la viande, elle était toujours très embarrassée et disait le plus souvent sur un ton de prière : « nous ne pourrons l'avoir que demain, demain c'est mon mari qui va s'occuper de cela. » Notez bien qu'il s'agissait de la femme d'un ouvrier, qu'elle était âgée de quarante ans et mère de cinq enfants, dont quelques-uns déjà grands. Au marché, on ne voit à côté de beaucoup d'hommes que des femmes russes qui sont plus aptes au service domestique que les vraies Géorgiennes. Le costume national de ces dernières consistent en robes traînantes avec des manches dépassant les mains, elles portent un long voile qui rend le travail assez difficile.

Les cuisiniers géorgiens sont célèbres dans tout l'Orient et, en Russie, ils jouissent depuis longtemps de la réputation d'être les meilleurs dans ce genre. A Tiflis, toutes les familles, dès qu'elles le peuvent, tant bien que mal, et même en renonçant à toute autre domesticité, se procurent un cuisinier, quoique cela soit vraiment onéreux ; car ces messieurs de la cuisine qui ne travaillent presque jamais seuls, mais qui sont assistés d'un marmiton, sont aussi mal réputés à cause de leur penchant à faire danser l'anse du panier, qu'ils sont célèbres pour leur habileté professionnelle. Ce côté désagréable de la vie domestique est supporté par les Géorgiens avec la même belle indifférence dont ils font preuve dans toutes les contrariétés de l'existence. C'est dans la nature même du cuisinier que de tromper et de voler et il n'y a rien à y faire. Le mot magique « nitchevo » qui correspond à notre « macht nichts » (ça ne fait rien !) les aide admirablement à supporter les ennuis de ce genre et même d'autres plus graves et leur rend la vie extraordinairement facile et agréable. Toutes les fois que, au com-

mencement de notre séjour dans le pays, nous étions sur le point d'être fâchés et quelque peu irrités, on nous opposait des regards étonnés qui paraissaient nous demander : « Mais pourquoi êtes-vous si mécontents ? *Nitchévo* ! Tout cela n'est pas déjà si mal ». Et, en effet, cette disposition d'esprit produit chez les Géorgiens une certaine douceur dans leurs rapports avec les gens, on n'entend jamais en Géorgie de gros mots, toutes les relations sont empreintes de courtoisie. Nous n'avons pas entendu une seule fois des querelles dans la rue, les cochers et les chauffeurs même sont aimables. Du reste, l'amabilité, l'esprit chevaleresque, la patience et la bonté appartiennent aux qualités les plus marquantes des Géorgiens, sans distinction de sexe ; aussi après un court délai où l'on s'est habitué aux mœurs du pays, est-il difficile à un Européen occidental, de ne pas aimer les Géorgiens.

En outre, ils font preuve d'une grande modestie et ils ne se lassent jamais de répéter qu'ils ont encore bien des choses à apprendre, surtout de la part des Allemands, dont ils ne savent jamais assez admirer l'assiduité, l'habileté, le talent d'organisation. Et comme les Géorgiens ont un don de compréhension facile, et beaucoup de bonne volonté, ils ont pu et ils peuvent s'instruire très vite et atteindre une civilisation supérieure. Allemands, Belges, Italiens, Français, avec qui nous avons eu l'occasion de causer et qui résident depuis des années dans le pays, soit comme marchands indépendants, ou bien comme directeurs des grandes entreprises, — tous ils donnent aux Géorgiens le meilleur témoignage sous ce rapport. Je ne veux plus m'étendre là-dessus, car ces questions économiques sont traitées par mon mari dans une brochure qui a récemment parue sur l'économie et la politique de la Géorgie.

Toutefois, j'ai pu aussi, en ma qualité de femme, me livrer dans ce domaine à quelques observations. J'ai été puissamment secondée dans ce travail par nombre de

camarades femmes du parti, auxquelles j'exprime ici ma reconnaissance et mon admiration. Le mouvement féministe en Géorgie est très jeune: il n'existe librement et ouvertement que depuis la déclaration de l'indépendance en 1918; sous le tsarisme il a mené une existence illégale et clandestine. Néanmoins, il a pris déjà racine dans le pays, et les femmes qui le représentent à Tiflis, produisent une excellente impression. Au fond, ce n'est pas le cas de parler ici d'un mouvement féministe spécial, les camarades femmes m'ayant assuré de la manière la plus catégorique que depuis l'instant, où libérées de l'oppression tsariste, elles ont pu entamer ouvertement leur lutte de classe, elles l'ont fait toujours côte à côte avec les hommes. Certaines manifestations de l'émancipation des femmes dont on a tant parlé dans l'Europe Occidentale, telle l'action des suffragettes, luttant pour le droit de vote des « dames », sont inconnues en Géorgie. Les femmes géorgiennes qui, animées du désir d'étudier et aspirant fortement à la liberté, ont pu séjourner à l'étranger ou en Russie pour y faire des études et, une fois rentrées à leur foyer, ont pu instruire leurs sœurs du prolétariat dans des cercles clandestins, devaient pour réaliser leurs rêves accomplir les mêmes sacrifices que les hommes. Beaucoup d'entre elles, étaient envoyées en prison, exilées pour toute la vie en Sibérie, d'où elles ne purent revenir que parce que le tsarisme s'est écroulé, ce qui leur a donné la possibilité de travailler dans leur chère patrie.

J'ai assisté à plusieurs séances du comité des femmes du parti social-démocrate, et j'ai appris avec joie après ces discours, que me traduisait en français la présidente camarade Torochélidzé, que l'esprit de rivalité avec les hommes, qui fait souvent tant de ravages au milieu des partis de l'Europe occidentale, ne trouve chez les femmes géorgiennes aucun terrain. Sous ce rapport, l'exemple de l'étudiante russe, qui se trouve sur le pied d'égalité

absolue avec son collègue d'un autre sexe, a été une excellente leçon pour les camarades militantes de la Géorgie, quoique très peu, parmi elles, appartiennent à la classe intellectuelle. Il est intéressant d'observer combien avantageusement la plupart des femmes organisées diffèrent de leurs sœurs non encore initiées, et cela non seulement extérieurement mais intérieurement, par toute leur manière d'être. Au point de vue extérieure, en renonçant au costume national, si peu pratique, que nous avons décrit plus haut et qui rend si difficile, sinon impossible, tout exercice du corps; au point de vue mental, en sortant, tout comme leurs sœurs européennes, du cercle étroit du ménage pour entrer dans la vaste sphère de l'action publique. A l'Assemblée Constituante, ainsi que dans toutes les institutions municipales, syndicales, corporatives, l'élément féminin, bien qu'il soit encore partout numériquement faible, est représenté par des forces sérieuses.

Il m'a été malheureusement impossible d'entrer autrement que par des interprètes, en relation avec les femmes qui nous ont toujours manifesté une touchante affection, car très peu d'entre elles comprennent l'allemand ou le français, et la présidente du parti, une femme-médecin qui était aussi le leader des membres féminines de la fraction social-démocrate, était tellement accaparée qu'elle n'avait jamais le temps de me donner en détail les renseignements dont j'avais besoin. Mais on m'a promis de m'envoyer des statistiques sur le mouvement féministe et j'espère pouvoir plus tard communiquer des détails plus amples et plus précis à ce sujet. A l'époque où nous avons quitté Tiflis une grande activité règnait parmi les femmes du pays dans le but de fournir aux soldats postés aux frontières, et qui, presque tous, étaient des camarades du parti, toutes les choses indispensables pour les protéger contre le froid, ce qui présentait d'énormes difficultés dans le pays, entièrement dépourvu de produits tex-

tiles. La laine de mouton ne manque certes pas, mais les fabriques pour le travailler font complètement défaut. Beaucoup de femmes, pour parer à cette difficulté, sont revenues au fuseau et au métier de tissage primitifs. Dans quelqes asiles d'enfants que j'ai visités, dirigés par leur créatrice, la camarade Jordania, femme du président, j'ai trouvé des femmes qui enseignent aux petites filles l'art de filer et de tisser. Selon toute probabilité, ce n'est qu'une mesure de transition, car toutes les associations des Géorgiens tendent vers l'exploitation, d'après la méthode européenne, des richesses naturelles dont le pays possède une quantité extraordinaire. C'est dans ce but qu'ils venaient des jeunes gens doués, en Allemagne et en Suisse, et non seulement dans les universités, mais encore dans les hautes écoles d'agriculture, de viticulture, des mines, dans les institutions polytechniques, professionnelles, et autres, afin que, de retour chez eux, ils puissent utiliser leurs connaissances pour le plus grand bien de leur patrie. Etant donné que les Géorgiens sont très capables, habiles et pleins de zèle et qu'ils possèdent une compréhension facile, ces élèves ayant reçu une instruction occidentale forment un élément extrêmement important pour la reconstruction de leur pays.

Le Géorgien, qui a appris à travailler et qui s'est émancipé de la nonchalance orientale, devient ainsi une personnalité ayant beaucoup d'avantages sur nous autres Européens. A ces aimables qualités qui caractérisent ses nationaux, tels l'esprit chevaleresque, une extrême bonhomie, l'hospitalité, l'égalité de tempérament et la bonne humeur, il ajoutera alors celles qu'on n'acquiert que péniblement, à savoir : assiduité, endurance, prévoyance et largeur de vues.

III. — Joies et douleurs de la Géorgie.

Les Géorgiens sont insouciants, ne pensant pas beaucoup au lendemain ; ils n'ont pas non plus de grands

besoins. Un verre de bon vin, une bonne compagnie à table, de joyeux hôtes, le chant et la danse leur suffisent pour chasser tous les soucis. L'hospitalité la plus large est pour eux un vrai besoin de nature. L'homme le plus pauvre sacrifie le reste de ce qu'il a pour faire honneur à son hôte, et l'on nous a cité maintes familles qui ont dû payer leur hospitalité exagérée de la perte de toute leur fortune. En Géorgie l'on chante à chaque occasion. Il n'y a pas de bons repas sans chansons qu'on entonne en chœur. Dès qu'on se trouve en société, il ne manque jamais de chanteur qui préside et qui, souvent, porte à sa plus haute perfection l'art de glorifier poétiquement tous les assistants. Il ne doit pas, en portant ses toasts, oublier un seul de ces compagnons de table ; autrement, celui-ci en serait profondément offusqué. Mais il ne se borne pas à porter la santé de tous les convives ; il célèbre aussi leurs enfants, les enfants de leurs enfants et leurs parents absents. On finit par un vivat en l'honneur de la Sainte Vierge. Et comme la coutume du pays exige qu'à chaque toast les verres soient vidés jusqu'à la dernière goutte, il faut faire preuve d'une belle force pour affronter ce concours jusqu'à la fin du festival. Un vrai Géorgien peut accomplir des prouesses même dans la beuverie, ce qui n'est pas très étonnant, vu la richesse du pays en vin et la douceur de ces produits. Là, on boit du vin comme on boirait de l'eau, d'autant plus que la Géorgie non seulement est parcimonieuse d'eau, mais que celle qu'on y trouve est souvent de mauvaise qualité et nuisible à la santé.

Parmi les présidents du banquet il y a des célébrités locales qu'on se dispute, car le Géorgien apprécie fort la poésie. Mirza-Chaffy, dont les chansons furent jadis traduites en allemand par Friedich Bodenstedt lequel vécut des années à Tiflis, était Géorgien. L'ignorance de la langue nous a empêchés malheureusement d'en connaître toutes les beautés dont elle paraît abonder. Un seul

petit exemple suffira : si pendant le repas, il arrive à un homme barbu de garder par inadvertance des reliefs d'aliments dans sa barbe, on ne l'en prévient pas directement, mais le poéte-président dit : « voilà le rossignol qui est descendu sur le rosier ». Alors chaque convive essuie sa barbe, et on épargne au délinquant un sentiment de gêne. On nous a souvent traduit des allocutions des toasts, des chansons de route de la Garde Populaire, des chansons d'enfants dansant en rond et nous avons pu nous convaincre de la richesse de la langue géorgienne. Cette langue, cependant, ne nous paraît pas sonore, car elle comporte trop de sons guttureux et de consonnes. Ainsi, l'ancienne capitale du pays s'appelle Mskheti, l'endroit où se trouvent les houillères les plus abondantes du pays, Tkvibouli, le nom d'un poète célèbre est Tchavtchavadzé, etc.

La Géorgie est riche en folklore et en trésors littéraires. Nous avons vu à la bibliothèque de l'Université des manuscrits vénérables reliés en peau de porc, écrits artistiquement par des moines du Moyen-Age en lettres que seuls les érudits de nos jours peuvent déchiffrer. Les Géorgiens sont très fiers de leur langue. Un des moments les plus douloureux pour eux c'est quand la Russie des tsars s'emparant de la Géorgie, au commencement du XIXe siècle, introduisit dans les écoles et dans les établissements publics, la langue russe. La langue géorgienne en fut expulsée, de telle sorte que les intellectuels géorgiens de nos jours parlent et écrivent souvent mieux le russe que leur propre idiome. Les Russes qualifièrent la langue géorgienne « langue de chien » et s'efforcèrent de la combattre par les mêmes moyens avec lesquels les Hohenzollern et les Habsbourg, dans le Tyrol au Sud, l'italien. Mais les Géorgiens tenaient aussi opiniâtrement à leur langue que les Polonais, les Schleswigois et les Italiens à la leur.

Depuis ces trois dernières années que la Géorgie a

proclamé son indépendance on a fait beaucoup pour y rétablir la langue du pays. Et quoique le russe y ait reçu droit de cité, depuis plus de cent ans, et qu'il prédomine encore dans les rues de Tiflis, bien que le personnel enseignant dans les écoles primaires ou secondaires emploie en partie le russe, les journaux géorgiens sont aussi nombreux que les journaux russes. Dans les théâtres, on joue, on chante à tour de rôle en russe et en géorgien, et, ce qui importe davantage, le géorgien est devenu la langue officielle des institutions et des relations avec les autorités du pays.

Par là, la difficulté de se faire comprendre croît énormément pour l'étranger. Car, si la connaissance approfondie de la langue russe présente déjà pour un Européen de grandes difficultés, celle de la langue géorgienne en présente d'incomparablement plus grandes, le géorgien comme le russe ayant ses caractères écrits et imprimés tout à fait différents.

L'hiver exceptionnellement précoce et rigoureux nous a empêchés de voyager plus amplement dans le pays. Nous séjournions tout le temps à Tiflis et nous n'avons fait qu'une seule excursion de quelques jours en Kakhétie, la principale région vinicole de la Géorgie. Nous y avons visité un vignoble de l'Etat. Mais pour notre malheur, ce petit voyage a été tellement troublé par le mauvais temps que nous n'avons guère pu quitter la maison si hospitalière de l'inspecteur du domaine. Et quand, malgré tout, nous avons voulu profiter de quelques heures de beau temps pour pousser une pointe dans la campagne environnante, nous avons pu constater les difficultés que l'état des routes crée pour les communications régulières si tant soit peu le mauvais temps persiste. J'étais excessivement contente de sentir de nouveau un terrain solide sous mes pieds, car pendant l'excursion de deux heures à travers le lit d'un torrent de montagne impétueux et ensuite à travers une couche

de vase épaisse de cinquante centimètres, je me suis rendu parfaitement compte, combien nous, Européens, sommes gâtés au point de vue des routes. Tandis que les Géorgiens qui nous accompagnaient trouvaient cet état de choses tout à fait naturel, j'en devenais très nerveuse.

A chaque instant, j'avais peur de prendre, contre mon désir, un bain de fleuve ou de boue. Mais nous apprîmes à notre grande joie qu'on travaillait partout pour améliorer les routes. C'est sur les chemins de fer que se porte surtout l'attention du Gouvernement Géorgien, et les ateliers de réparations à Tiflis, que nous avons visités aux heures de travail ont produit sur nous une excellente impression.

Les cheminots sont le noyau du mouvement social-démocrate géorgien. Leur plus grand titre à la gloire est que pendant l'automne et l'hiver de 1917, quand le front russe s'effondra, et que les armées démoralisées envahirent la Géorgie en se dirigeant vers la Russie, ils protégèrent le matériel très précieux des lignes ferrées contre le pillage et la dévastation, ce dont toute la population leur sait encore gré.

En outre, à cette époque de chaos général, ils organisèrent des transports avec une telle célérité que les soldats qui revenaient du front purent être expédiés au loin le plus rapidement possible, et, par là, ils épargnèrent à la Géorgie beaucoup de maux et de dangers, inséparables avec l'envahissement du pays par une armée en déroute.

Nous avons vu également les établissements des grandes sociétés de consommation dont la parfaite organisation embrasse tout le pays et qui devient de plus en plus importante pour la Géorgie.

Partout où nous allions nous constations une vie intellectuelle intense, une activité énergique et dans tous

les domaines, le désir de se perfectionner et d'arriver aux meilleurs résultats.

C'est sous cette impression que nous avons laissé la Géorgie, et la pensée de quitter ce beau pays et ses chers habitants nous fut très pénible. Il n'y avait qu'une chose qui nous consolait de cette séparation : c'était l'espérance de revoir bientôt ce pays, qui nous est devenu si cher, dans un état encore plus florissant et de trouver en pleine force les beaux germes de son développement futur, de façon à pouvoir montrer alors avec un orgueil encore plus grand qu'aujourd'hui, l'action créatrice du socialisme en Géorgie.

Ces espérances ont été terriblement anéanties par les nouveaux évènements. Avec une profonde douleur nous avons appris la nouvelle de l'envahissement de la paisible Géorgie par les armées bolchevistes. Et notre cœur se serre à la pensée que là, où, tout récemment encore, nous avons vu nos camarades et amis travailler de toute leur force à rendre accessibles les bienfaits de la paix et de la civilisation à un peuple bienveillant et joyeux, que là sont déchaînées les furies de la guerre qui détruisent tout ce qui était en construction, qui marchent au milieu du pillage et des massacres, de ville en ville, de village en village, et qui s'apprêtent à faire de cette jolie Géorgie, pareille, en février, à une immense nappe de fleurs, un désert et une solitude semblables à ces malheureux Etats voisins de l'Arménie et de l'Azerbeïdjan auxquels l'évangile de la Russie des Soviets fut apporté dans le sang et dans le feu.

Aussi dois-je terminer cette description non pas par un acte d'espérance en un avenir heureux pour la Géorgie, mais plutôt par l'expression de la plus grande douleur en pensant que les braves Géorgiens n'ont pas réussi à se défendre contre les forces supérieures des ennemis non plus qu'à conserver leur indépendance quelle qu'en soit la forme. Tels que nous les avons connus, nous

savons qu'ils ont combattu jusqu'au dernier homme pour le droit à disposer d'eux-mêmes, droit qui leur est enlevé par ceux dont le faux drapeau « pour la paix et la liberté » ne couvre aujourd'hui que le désir de conquête le plus brutal, cette sorte d'impérialisme le plus moderne : la violence exercée sur le frère socialiste plus petit et plus faible par le frère socialiste plus grand et plus fort.

Au moment où j'envoie ces lignes à l'imprimerie, je reçois la lettre d'un jeune ami géorgien à laquelle j'emprunte ce qui suit :

« Nos hommes ont défendu chaque morceau du territoire avec une énergie et un acharnement indescriptibles. Tous ceux qui étaient capables de se battre se sont levés. Les femmes mêmes ont pris une part directe à la lutte. Mlle Makaeff est tombée. Le frère de Djouguéli (officier de la Garde Populaire, frère du chef d'Etat-Major de cette Garde, âgé de 21 ans. L.K.) s'est brûlé la cervelle pour ne pas tomber dans les mains des bolchevistes. Ce cas de suicide n'est pas isolé. A Tiflis, on se battait dans les rues après que l'armée eût abandonné la ville. Une grande pénurie d'armes, une énorme supériorité numérique des troupes russes, et aucune aide de l'Entente, tout cela aboutit à une défaite formidable. Tiflis est complètement pillée, et la population est menacée de la mort par la famine. On ne peut pas exprimer, même approximativement, en paroles ce que notre population a souffert et ce qu'elle aura à éprouver encore. La haine et la colère contre les bolchevistes sont universelles... Et la « *Rote Fahne* » (« Le Drapeau Rouge ») annonce à Berlin, comment le peuple Géorgien s'est libéré du joug du gouvernement social-démocrate. » Il est pénible au suprême degré que tout cela se fasse au nom du socialisme. Non, non! Cela ne peut pas être !... On a vu chez nous que le vrai socialisme peut seul nous donner la joie et la consolation, et encore aujourd'hui, nous ne perdons pas espoir, car nous croyons fermement en la juste cause du socialisme...

Les amis de l'Europe occidentale ne refuseront pas leur aide à notre peuple qui saigne... »

C'est sur ce cri de douleur proféré par un homme souffrant de la violence exercée dans son pays, que je clos ces lignes, espérant qu'elles atteindront leur but, celui de mieux faire connaître aux camarades les joies et les douleurs de leurs frères géorgiens et, ainsi, de les rapprocher de leur cœur.

« *Viener Arbeiter Zeitung* »
6, 7 et 9 avril 1921.

DEUXIÈME PARTIE

L'invasion de la Géorgie par les armées bolchevistes et l'Internationale Socialiste.

A. — LES RÉSOLUTIONS

La Deuxième Internationale.

I. — Résolution votée par le Comité Exécutif le 19 mars 1921, à Londres.

« Le Comité exécutif de la IIe Internationale déplore profondément l'invasion de la Géorgie par les armées bolchevistes venant de l'Azerbeïdjan, de l'Arménie et de la Russie, qui a renversé un gouvernement socialiste, créé sur la base du suffrage universel et soutenu par plus de 80 % des électeurs, et l'a remplacé par une dictature militaire.

« Le Comité Exécutif exprime sa confiance en le gouvernement socialiste de Géorgie, et il adresse l'expression de sa sympathie fraternelle aux camarades qui constituaient et soutenaient ce gouvernement dont les sacrifices au mouvement socialiste illustrent l'histoire de la classe ouvrière.

« Il exprime encore l'espoir que la démocratie sera bientôt rétablie en Géorgie et que le gouvernement socialiste reprendra le pouvoir. »

II. — Résolution votée par le Comité Exécutif le 23 juin 1921, à Londres.

« Le Comité Exécutif de la deuxième Internationale a

étudié la proposition faite par le parti social-démocrate de Tiflis et soutenue par le Labour Party de la Grande-Bretagne, le Parti Socialiste de France, le Parti Ouvrier Belge, etc. Selon cette proposition, une « Commission mixte représentant les partis socialistes et communistes du reste du monde » devrait être autorisée de surveiller la libre consultation du peuple géorgien sur la forme du gouvernement souhaitée par la majorité de la population.

« Le Comité Exécutif soutient cette proposition et prend la décision d'entrer en communication avec le gouvernement des Soviets afin d'appuyer la suggestion de cette résolution. »

L'Internationale des « Reconstructeurs ».

I. — Résolution votée par la Conférence Internationale Socialiste de Vienne, le 27 février 1921.

« Le Parti socialiste, la Commission des syndicats et le Parti socialiste-fédératif de la Géorgie ont fait savoir à la conférence internationale que des troupes russes ont passé la frontière géorgienne et sont en marche vers Tiflis, sans une déclaration de guerre préalable.

« Par contre, des télégrammes de Moscou et le représentant des Soviets à Vienne affirment que, en Géorgie, il ne s'agit que d'insurrections locales de la population géorgienne elle-même et que le gouvernement des Soviets aurait offert sa médiation aux rebelles et au gouvernement Géorgien.

« La Conférence est incapable de constater par une enquête l'état véritable des choses ; cependant, il résulte de la déclaration même du gouvernement de Moscou qu'il

s'agit dans ces rencontres en Géorgie de forces qui dépendent du pouvoir du gouvernement des Soviets, respectivement du parti communiste russe.

« S'il est vrai que la grande Russie, gouvernée par le parti communiste, fait la guerre — soit directement, soit indirectement — à la petite République Géorgienne, cela devrait provoquer la protestation énergique du prolétariat entier de l'Europe, incapable de concevoir que le conflit entre deux Etats gouvernés par des socialistes soit décidé par les méthodes propres aux Etats impérialistes.

« La Conférence déclare que la défense de la Révolution Russe contre tous les coups de la réaction russe ou internationale est le devoir et l'intérêt vital du prolétariat mondial. Mais la lutte contre l'intervention de la contre-révolution en Russie deviendrait beaucoup plus difficile si le gouvernement des Soviets, quoique pour d'autres raisons, faisait lui-même une politique interventionniste à l'égard de la Géorgie.

« C'est pourquoi la conférence compte fermement que le conflit entre la Géorgie et la Russie soviétique sera terminé par un accord pacifique, et que la Russie soviétique dans le propre intérêt du prolétariat russe ne violera pas l'autonomie et l'indépendance de la République Géorgienne. »

II. — Résolution votée par le Bureau de l'Union des Partis socialistes pour l'action internationale à Francfort, le 9 juillet 1921.

« Lors de la Conférence de « l'Union des Partis Socialistes » à Vienne (fin février 1921) furent reçues les premières informations de l'invasion de la République Géorgienne par les armées bolchevistes. La Conférence chargea le comité exécutif d'étudier la situation et de préciser ensuite son attitude envers ces évènements.

« Le Bureau de « l'Union des Partis Socialistes » réuni à Francfort, le 9 juillet 1921, se basant sur les informations présentées depuis par les Géorgiens, aussi bien que sur les matériaux publiés par les bolcheviks et sur le rapport fait verbalement par les délégués géorgiens (Tcheïdzé et Ramichvili) constate qu'aucun doute n'est plus possible qu'il s'agit ici *d'une agression des troupes bolchevistes dictée par des considérations militaires et stratégiques.*

« Donc toutes les conditions existent qui, selon la résolution de la Conférence de Vienne, impliqueraient au prolétariat mondial la protestation la plus énergique contre cette invasion.

« L'évacuation immédiate des armées bolchevistes de la Géorgie et un vote, libre de toute pression, du peuple géorgien sur son sort sont incontestablement exigés par la justice socialiste. »

Grande-Bretagne.

I. — Télégramme d'Arthur Henderson à I. Tsérételli.

Le Comité réuni du Congrès britannique des trade-unions et du parti travailliste a appris avec un profond regret la nouvelle de l'invasion de la Géorgie, Etat socialiste indépendant, par les troupes bolchevistes de l'Arménie, de l'Azerbeïdjan et de la Russie, soutenues par le gouvernement de Moscou. Dans ces circonstances pénibles, le comité envoie à la République Socialiste Géorgienne l'expression de son plus sincère désir qu'elle soit à même de conserver son indépendance et ses institutions démocratiques.

Arthur Henderson.

3 mars 1821.

II. — Résolution adoptée à l'unanimité par le Congrès du Labour Party à Brighton, le 22 juin 1921.

« Vu que l'ancien gouvernement de la République Géorgienne fut renversé par la force des armes, et qu'une proposition a été faite de la part du peuple géorgien qu'une commission mixte, représentant les partis socialistes et communistes du reste du monde soit autorisée d'organiser la libre consultation du peuple géorgien sur la forme du gouvernement que la majotité du peuple veut avoir, .

« Le congrès exprime sa sympathie pour le peuple géorgien et sa conviction que les élections libres de toute pression militaire seront permises au peuple géorgien afin qu'il puisse déterminer la forme du gouvernement à venir.

« Le Congrès appuie donc la proposition que cette consultation du peuple soit exécutée par la commission mixte suggérée, ou d'une autre manière qui sera praticable. »

Belgique.

I. — Protestation du parti ouvrier belge.

Le Conseil général du parti ouvrier belge et le Comité national de la Commission syndicale ont adopté à leur réunion de 23 février 1921, à l'unanimité moins une voix, la protestation suivante contre le coup de force bolcheviste :

« Le Conseil général du Parti ouvrier belge et le Co-

mité national de la Commission syndicale, réunis à la Maison du Peuple de Bruxelles, le 23 février,

« Ayant pris connaissance de l'agression injustifiable de la République socialiste de Géorgie par les troupes bolchevistes ;

« Constatant que le gouvernement des Soviets de Moscou, en violant le traité de paix signé avec le gouvernement géorgien, le 7 mai 1920, et en envahissant le territoire de cet Etat, sans même lui avoir déclaré la guerre, agit au mépris de tout droit ;

« Considérant, d'autre part, que cette violation flagrante du droit des gens, faite sous le masque du communisme, n'est que la manifestation d'une politique de conquête et d'asservissement des petites nations, identique à celle qui fut pratiquée autrefois par les gouvernements impérialistes des tzars ;

« Considérant aussi que l'attitude du gouvernement soviétique est d'autant plus odieuse qu'il s'attaque à un Etat socialiste qui avait mérité l'estime de tous les peuples ;

« Elèvent une protestation indignée contre l'attitude du gouvernement de Moscou ;

« Assurent au courageux peuple géorgien, dans la lutte qu'il mène pour la sauvegarde de son indépendance, la sympathie entière et l'appui moral sans réserve de la classe ouvrière belge. »

II. — Extrait du Bulletin Mensuel du Parti Ouvrier Belge.

« Le 22 juin 1921, le Conseil général s'est occupé du problème géorgien et de l'attitude que la délégation belge pren drait lorsque le Bureau de l'Internationale ouvrière et socialiste en aborderait l'examen. Il a décidé de soutenir vigoureusement la proposition géorgienne ainsi conçue :

« Nous voudrions que les deux courants du mouvement ouvrier de l'Europe — socialistes et communistes — forment une commission mixte, sous le contrôle de laquelle aurait lieu, en Géorgie, un vote libre qui ferait ressortir la volonté des travailleurs du pays. La question de la composition de la dite commission serait réglée d'accord entre le Comité central du parti social-démocrate de Géorgie et le parti communiste. »

10 juillet 1921.

France.

I. — Manifeste de la C. A.P. du Parti socialiste de France (« S.F.I.O. »).

« La Commission Administrative Permanente du Parti socialiste (S. F. I. O.) demande aux travailleurs de France de protester avec elle contre l'assassinat de la République démocratique socialiste de Géorgie, perpétré par le gouvernement bolcheviste de la Russie.

« La C.A.P. met hors de cause les prolétaires russes, mais elle accuse son gouvernement qui agit à l'heure actuelle en leur nom,

« Le gouvernement russe a trompé les prolétaires de l'Europe lorsqu'il a prétendu n'être intervenu que pour soutenir l'Arménie soviétisée dans une contestation de frontière avec la Géorgie.

« La vérité est que le gouvernement russe a lancé sur la Géorgie une première armée russe juste avant la conférence qui allait régler le différend de frontières. Les Géorgiens résistèrent héroïquement. Ils allèrent repousser l'invasion quand surgirent, l'un après l'autre, sur quatre autres points de la frontière géorgienne, quatre autres

armées russes, qui se trouvaient à pied d'œuvre, et bientôt après une cinquième armée, turque celle-ci, qui, comme les quatre précédentes, n'avait attendu qu'un signal pour se précipiter sur la Géorgie.

« La République Démocratique Socialiste de Géorgie était en paix signé avec la Russie. Elle avait fait son devoir vis-à-vis de la République Russe, en refusant de prêter son appui à ses ennemis ; en particulier, loin de se laisser embaucher par Denikine, elle s'était battue contre lui et avait désarmé ses troupes. Mais les socialistes géorgiens avaient créé un Etat démocratique où était respectée, affirment-ils, la liberté des citoyens ; ils avaient réellement socialisé tout ce qui pouvait l'être dans un pays économiquement moins développé que l'Europe; ils avaient fondé la force politique de leur jeune République sur le suffrage universel et sur le contrôle de l'Etat par des conseils ouvriers et paysans librement élus, sa force économique — sur la collaboration de libres syndicats. Ainsi constituée, ainsi vivante, la République de Géorgie était comme un reproche permanent insupportable aux bolcheviks.

« Aujourd'hui, les libertés données au peuple géorgien sont supprimées; les principales institutions démocratiques crées par lui sont détruites. La Géorgie est occupée par une armée immense et submergée par un flot de bureaucrates bolcheviks; ses richesses sont jour à jour dévorées. Protestons pour la sauver.

« Le prolétariat socialiste de l'Europe, déjà, n'a pas laissé sans protestation cette confiscation criminelle d'une république ouvrière et paysanne. Déjà nos camarades du Parti Indépendant d'Allemagne, les représentants d'autres fractions du socialisme mondial ont élevé leur protestation. Celle du Parti Socialiste de France ne sera pas moins nette.

« Confirmée dans le droit du peuple géorgien par les déclarations que lui ont faites les camarades Jordania,

qui est Président du Conseil de Géorgie, et Tséretelli, qui est l'homme qui joua un rôle éminent dans la Révolution Russe de mars 1917, la C.A.P. demande, avec eux, — et tout le Parti demandera, avec eux, — l'évacuation de la Géorgie par les soldats et les fonctionnaires du Gouvernement Russe.

« En outre, la C.A.P. accueille favorablement la proposition votée récemment à Tiflis par 3.000 représentants du Parti social-démocrate formulée en ces termes:

« Nous voudrions que les deux courants du mouvement ouvrier de l'Europe — socialistes et communistes — forment une commission mixte sous le contrôle de laquelle aurait lieu, en Géorgie, un vote libre qui ferait ressortir la volonté des travailleurs du pays. La question de la composition de la dite commission serait réglée d'accord entre le Comité Central du Parti social-démocrate de Géorgie et le Parti communiste. »

1er juin 1921

II. — Protestation du Comité Centrale du Parti Socialiste Français (P.S.F.)

« Au moment où la Géorgie succombe sous les attaques combinées des bolchevistes et des Turcs, le Comité Central du Parti Socialiste Français tient à élever sa protestation contre l'acte criminel qui vient d'être pérpétré au milieu de l'indifférence générale des peuples, laissant sans intervention, même morale, égorger une nation au profit de l'impérialisme russe et des nationalistes turcs.

« Le Comité Central tient à rappeler que la Géorgie était un Etat dont les institutions à tendances nettement socialistes constituaient une expérience des plus intéressantes au point de vue de l'organisation économique de la nation. En outre, cet Etat, admis dans la Soctété des

Nations, pouvait espérer que les formules insérées dans le traité de paix, qui devait être la charte des peuples, auraient été respectées.

« Le crime qui vient d'être commis contre la Géorgie au milieu de l'indifférence générale n'est pas sans danger pour l'avenir. Le mensonge au milieu duquel se débattent les nations, l'insécurité pour les petits peuples à conserver leur indépendance, constituent les principales causes de guerre, et le Parti Socialiste Français tient à rappeler aux travailleurs de tous les pays qu'il ne peut y avoir de paix durable tant que, sur un point quelconque du globe, les droits de l'homme et les droits de l'humanité pourront être foulés aux pieds, soit pour satisfaire à des intérêts capitalistes, à des aspirations impérialistes des peuples, ou même lorsqu'une nation, se prétendant plus évoluée que les autres, tentera d'imposer par la force ses institutions.

« Une fois de plus, le Parti Socialiste Français dit aux travailleurs de tous les pays qu'il n'est pas de sauveur suprême, mais que c'est en eux-mêmes qu'ils doivent trouver, par la pratique de la justice envers tous, les moyens d'assurer leur affranchissement.

« Quand sur un point quelconque du monde le crime peut triompher contre la justice, tous les peuples sont menacés dans leurs intérêts immédiats. »

Le Comité Central du Parti Socialiste Français :

Andler, Paul Aubriot, député, Jean Bon, Bourdet, Dejeante, Dr. Desormaux, Th. Lauche, Ducos de la Haille, Paul Fleurot, R. Fleurier, Eug. Grenier, Herbaudière, O. Hervé, Marcel Huart, André Lebey, A. Levasseur, Jérôme Lévy, Jobert, Georges Renard, Rieu, Rosenthal, A. Rosier, Maria Vérone, Chauvain, Duperier, Thomas, Pradeau, Grouchy, Lamarre, Vaillant.

30 mars 1921

Russie.

Déclaration de la représentation à l'étranger du Parti Social-Démocrate ouvrier russe (mencheviks).

« La représentation à l'étranger du parti social-démocrate de Russie adresse aux organisations prolétariennes du monde entier un appel contre l'invasion de la Géorgie par la Russie soviétique et déclare ce qui suit :

« 1° La Russie des Soviets avait reconnu l'INDÉPENDANCE de la République Géorgienne.

« 2° La Géorgie gouvernée par les social-démocrates ne nourrissait et ne pouvait nourrir aucun plan d'agression contre la Russie des Soviets, et ce petit pays ne peut jamais être un danger pour l'immense Russie.

« 3° La Russie des Soviets, après avoir à l'aide ses troupes accompli le coup d'Etat dans l'Azerbeïdjan et l'Arménie, et s'être, en fait, emparé de tout le pouvoir dans ces deux pays, a, en dépit des clauses du traité de paix conclu avec la Géorgie, fomenté des complots qui tendaient à préparer à la Géorgie le même sort qu'aux deux pays susnommés.

« 4° La Russie des Soviets, en poursuivant cette politique, travaille d'accord avec les NATIONALISTES musulmans et arméniens lesquels, dans les régions en question, à population mixte, suscitent et aggravent la haine nationale entre diverses nations du Caucase.

« 5° Les conflits armés, provoqués par cette politique ont été utilisés par la Russie des Soviets pour attaquer la Géorgie *sans déclaration de guerre.*

« 6° Cette menace à l'indépendance de la Géorgie sera reçue avec joie par tous les réactionnaires de Russie d'une part parce que, malgré la pression énergique de l'Entente, les social-démocrates géorgiens se sont toujours refusés à prendre part aux campagnes militaires contre-révolutionnaires contre la Russie des Soviets; d'autre part, parce que cette menace à l'indépendance de la Géorgie venant de la Russie soviétique, poussera tous les états limitrophes qui se sont séparés de la Russie, entre les bras de la contre-révolution russe et mondiale.

« 7° La solution des questions litigieuses entre deux états gouvernés par des socialistes au moyen de la violence des armes est *un outrage sans exemple au socialisme*, une rupture avec les principes les plus élémentaires de la solidarité internationale de la classe ouvrière. puisque les ouvriers socialistes russes sont contraints de tirer sur les ouvriers géorgiens ; c'est un préjudice irréparable à la cause de la révolution russe et internationale.

« C'est pourquoi la social-démocratie de Russie flétrit avec indignation l'attaque de la Russie soviétique contre la Géorgie et appelle toutes les organisations prolétariennes du monde entier à exercer une pression énergique sur le gouvernement soviétiste de Russie, afin de contraindre les dirigeants bolchevistes à respecter les droits des peuples à disposer librement de leur sort ainsi que les traités de paix qu'ils ont eux-mêmes signés; les contraindre aussi à laisser tranquille la république pacifique des ouvriers et des paysans géorgiens. »

La représentation à l'étranger du P.S.C.O. de Russie:

L. Abramovitch, *L. Martov.*

Berlin, le 3 mars 1921.

Suède.

Motion adoptée par le Comité exécutif du Porti ouvrier de Suède.

« La République bolcheviste Russe entreprend contre la Géorgie, son voisin paisible, une agression qui est un brigandage scandaleux. Il n'existe aucun prétexte pour cette agression qui dévoile l'esprit impérialiste des héritiers de l'ancien tzarisme qui règnent actuellement dans la Russie et qui prétendent au rôle de précurseurs du socialisme. Le caractère détestable de cette invasion est encore plus accentué par le fait que la Géorgie est gouvernée par les socialistes dont plusieurs sont universellement connus comme pionniers dans la lutte du peuple russe pour la liberté. Restés fidèles aux principes démocratiques de la classe ouvrière ils sont portés au pouvoir par la confiance de l'immense majorité du peuple géorgien. Le parti ouvrier de Suède, en constatant que le gouvernement bolcheviste, au mépris de tous les principes socialistes, a, de nouveau, brutalement violé le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, lance sa protestation émue contre l'agression entreprise par le gouvernement des Soviets qui fait évidemment de son mieux pour écraser l'indépendance de la Géorgie paisible et laborieuse. »

3 mars 1921.

Danemark.

Télégramme de Stauning à I. Tsérételli.

Le parti socialiste danois se joint aux protestations contre l'invasion de la République Socialiste Géorgienne

par les troupes du Gouvernement des Soviets. Nous maintenons que le libre arbitre des peuples doit être reconnu et que la démocratie socialiste internationale doit soutenir ce principe.

Stauning.

4 mars 1921.

Espagne.

Réponse du Comité Exécutif du Parti Socialiste espagnol au Secrétariat de la Deuxième Internationale. (1)

Madrid, le 7 mars 1921

« Nous répondons par la présente à votre lettre du 24 février dernier confirmant le télégramme que vous nous avez adressé en nous demandant de protester contre l'invasion bolcheviste en Géorgie.

« Le Comité Exécutif s'est occupé de votre demande et a décidé de vous répondre disant que nous ne pouvons pas protester au nom de notre parti contre une invasion réalisée par des forces appartenant à un pouvoir ouvrier et socialiste et qui a toute notre sympathie et notre approbation.

« Le Comité Exécutif considère que la République des Soviets s'acquitte de tous les devoirs qui lui imposent les principes socialistes internationaux, en considérant par sa force à aider les travailleurs des autres pays dans leur œuvre d'émancipation de la bourgeoisie; et réciproque-

(1) Cette réponse a été rédigée par le Comité Exécutif du parti dans une séance à laquelle ont pris part 5 membres du Comité seulement. Plus tard, quand le Congrès du Parti a repoussé l'adhésion à la IIIe Internationale, les auteurs de cette réponse ont quitté les rangs du parti.

ment que les prolétaires des pays auxquels elle prête son aide, contribuent par leur attitude et leur force au succès de la soi disante invasion bolcheviste, parce qu'elle se fait contre la bourgeoisie de la nation envahie et pour la conquête de l'émancipation prolétarienne.

« Avec toutes nos considérations socialistes. »

Pour le Comité Exécutif :

D. Anguiano, secrétaire.

Tchéco-Slovaquie.

Protestation du Comité Exécutif du Parti Social-Démocrate ouvrier de Tchéco-Slovaquie.

« Le Comité Exécutif du Parti Social-Démocrate ouvrier de Tchéco-Slovaquie, après avoir examiné la question de l'attaque de l'armée bolcheviste contre la République de Géorgie, a décidé de publier la protestation suivante :

« En 1914, la conscience de l'humanité civilisée a été indignée du crime commis par la diplomatie impérialiste et l'armée de l'Allemagne contre la Belgique. Un puissant Etat militaire a, sans hésiter, écrasé un petit peuple, enfreint les traités internationaux. L'histoire a justement châtié les vils instigateurs de ce crime.

« Après sept années de souffrance, à l'autre bout de l'Europe, une infamie analogue et perpétrée, encore plus atroce et cynique, dans son essence.

« La Russie soviétique a envahi le territoire de la République démocratique de Géorgie, avec laquelle tout récemment, elle avait conclu un traité de paix, d'une république qui, sous un gouvernement social-démocrate,

a si vaillamment et fructueusement organisé son Etat, et a non seulement héroïquement défendu sa liberté, mais poursuivi une politique de paix.

« Sans aucune raison, le gouvernement d'usurpateurs de Moscou a porté dans cette république la torche de la guerre.

« Aux yeux du prolétariat international, ce crime du tsarisme communiste de Moscou, est encore plus abominable que l'atrocité commise par le kaiser allemand en 1914.

« La guerre de l'Allemagne impérialiste contre la Belgique avait été provoquée par de basses convoitises de domination mondiale et ne pouvait compromettre que le régime capitaliste. Or, Moscou en commençant une guerre contre la Géorgie, sans même l'en avoir prévenue, compromet l'idée de la révolution et du socialisme international.

« Par cet exemple honteux, nous, prolétaires et membres d'un petit peuple slave, nous voyons dans quelles mains abjectes se sont trouvées les masses travailleuses du grand peuple fraternel de la Russie. Par cet exemple, nous voyons de nouveau que pour les dictateurs bolchevistes de Moscou il n'y a rien de sacré : ni principes humanitaires et sociaux, ni idéals révolutionnaires.

« Nous avons compris, une fois de plus, que Moscou est un ennemi du socialisme bien plus dangereux que la réaction monarchiste qui peut pour un temps entraver le socialisme, mais ne peut nullement le vicier ni le corrompre moralement.

« Le cœur battant, nous suivons la lutte de nos camarades, les ouvriers et paysans de Géorgie. Leur défense nous est d'autant plus sympathique qu'elle est conduite par un petit peuple. La guerre mondiale nous a montré que les forts n'osent pas impunément faire violence aux faibles. Nous souhaitons ardemment que l'attaque des bolcheviks contre la République démocratique de Géorgie, aboutisse

de même. En régime socialiste, le faible ne doit pas être esclave du puissant.

« A cette heure grave nous envoyons à nos camarades géorgiens l'assurance de notre sympathie fraternelle et nos vœux de victoire pour leur juste cause. »

25 février 1921.

Croatie et Slavonie.

Protestation du Parti Social-Démocrate et des Syndicats de Croatie et de Slavonie.

« La réunion du Comité central du Parti social-démocrate et des syndicats de Croatie et de Slavonie élève la protestation la plus énergique et la plus indignée contre l'invasion inattendue, perfide et féroce de la Républiquc social-démocratique des ouvriers et des paysans de Géorgie par les troupes de la Russie soviétique bien que la Géorgie ait été reconnue par le gouvernement Soviétique et qu'elle ait refusé toute alliance défensive contre la Russie, ayant confiance en la loyauté de ceux qui exercent le pouvoir en Russie, au nom du prolétariat.

« C'est pour la troisième fois que le gouvernement des Soviets envahit, avec des forces armées, les nouvelles républiques indépendantes, et foule ainsi aux pieds le droit des peuples à disposer d'eux mêmes, ce droit proclamé par la Révolution Russe. Cela est arrivé a l'Azerbeïdjan, à l'Arménie, et, finalement, à la Géorgie.

« Ce dernier cas est d'autant plus indigne que l'invasion a eu lieu en collaboration avec les troupes nationalistes turques de Kémal pacha. Les envahissements auxquels se livre le gouvernement soviétique, dans des buts de conquête, ont le même caractère que la politique impérialiste de la Russie tsariste ; ils compromettent le socialisme au

ricanement du monde entier, car les litiges éventuels entre les Etats socialistes devraient être réglés à l'amiable entre les parties et non par la force armée. »

16 mars 1921.

Latvie.

Résolution du Conseil général du Parti Social-Démocrate de Latvie.

« Ayant pris connaissance des évènements de Géorgie le Conseil du Parti exprime son indignation la plus profonde contre l'invasion de la Géorgie ordonnée par des gens agissant au nom du communisme. Cette invasion violant le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, porte préjudice à la lutte des ouvriers contre la réaction montante et contre la désorganisation générale créée par la guerre.

« Le Conseil du Parti est persuadé que c'est la réaction internationale qui profitera seule de cette invasion. »

6 mars 1921.

Suisse.

Résolution adoptée par le Congrès du Parti Socialiste Suisse à Lucerne, le 4 septembre 1921.

Le Congrès du Parti Socialiste Suisse réuni à Lucerne, le 4 septembre 1921, a déclaré sienne la résolution votée par le Bureau de l'« Union des Partis socialistes pour l'action internationale » à Francfort, le 9 juillet 1921 (1).

1. Voir page 131 de ce livre.

B. -- LES VOIX DE LA PRESSE

Allemagne et Autriche.

OFFENSIVE BOLCHEVISTE CONTRE LA GÉORGIE (1).

Par Karl Kautsky.

Le bruit qui nous parvenait de Constantinople hier, est confirmé aujourd'hui par un télégramme de nos camarades de Tiflis : les armées bolchevistes, sans déclaration de guerre, ont envahi la Géorgie et la menacent dès maintenant d'une ruine complète. Ainsi une terrible situation est créée non seulement pour ce malheureux pays, mais aussi pour le socialisme international tout entier. Nous avons devant nous un cas monstrueux : une république socialiste est en lutte avec une autre république socialiste.

En Géorgie, de même qu'en Russie, prédomine le prolétariat. Mais ici, il exerce sa domination au moyen d'autres méthodes, s'étant mis à la tête des paysans révolutionnaires.

Ces méthodes sont celles de la démocratie et non de la

1. Cet article de Karl Kautsky, ainsi que les deux articles suivants, du même auteur, ont été reproduits par tous les journaux d'importance d'Allemagne et d'Autriche. fin février et commencement mars 1921.

terreur. Aussi le prolétariat arrive-t-il à un excellent résultat. Cela pourrait être désavantageux aux terroristes du bolchevisme russe. Mais est-ce une raison suffisante pour les socialistes à la conquête sanglante de leurs paisibles voisins ?

Et paisibles, ils l'étaient à l'extrême.

La République Géorgienne est un Etat tout jeune qui compte à peine trois années d'existence. Jadis, royaume indépendant, il fut annexé par la Russie en 1801, et il formait une partie de l'Empire Russe jusqu'en 1918. Quand la révolution d'octobre 1917 à Pétersbourg a établi le régime bolcheviste, les troupes russes du front turc s'empressèrent de rentrer chez elles. Le nouveau gouvernement russe laissa aux Géorgiens le soin de se débarrasser avec leurs propres moyens des Turcs qui s'avançaient. La Géorgie eut à traiter avec ces derniers en puissance indépendante : c'est de là qu'est sortie la République Géorgienne qui, le 26 mai 1918, a proclamé son indépendance.

Le gouvernement social-démocrate, que le pays s'est donné à l'époque de la révolution est encore au pouvoir, possédant la plus complète confiance des prolétaires et des paysans qui se trouvent encore sous l'impression de la période révolutionnaire.

A son avènement, le gouvernement géorgien proclama comme principe de sa politique étrangère le maintien le plus absolu de la paix et la neutralité. Et à cette politique la Géorgie est restée fidèle jusqu'à la fin.

Il était du reste très naturel que le petit pays renonçât à toute politique de conquête et lui préférât, à chaque conflit extérieur, la méthode de l'entente. Mais ce qui n'était pas une chose ordinaire c'était sa neutralité la plus rigoureuse, son refus de s'allier avec une des grandes puissances qui eût pu faire de la Géorgie un simple instrument de la politique violente de sa puissante alliée.

Maintenir cette politique de neutralité n'était pas chose

facile, vu l'état de guerre perpétuelle aux frontières de la Géorgie.

Immédiatement après la déclaration de son indépendance, elle fut occupée par les troupes allemandes dont les commandants s'efforçaient de pousser la Géorgie à la lutte contre la Russie des Soviets. Poliment, mais avec énergie elle déclina cette proposition, ce qui n'était pas sans danger à cette époque.

Mais avant qu'un conflit pût sortir de cet état de choses, la force militaire de l'Allemagne s'effondra, l'Entente lui succéda et elle soutint toute une série de soulèvements contre-révolutionnaires combattant le régime des soviets.

Ce à quoi s'efforçaient vainement les généraux de Guillaume, ceux du tsar tâchaient d'y réussir, en incitant la Géorgie à la lutte contre la Russie bolcheviste. Mais ils n'eurent pas de meilleurs résultats, et, en réponse à la tactique de la Géorgie, les troupes de Denikiné firent irruption dans le pays. Les Géorgiens leur firent essuyer une défaite.

Peu de temps après, les bolchevistes purent s'avancer victorieusement vers le Sud, le long de la Caspienne, jusqu'à Bakou et de là, en Perse.

Dès lors, au Nord et à l'Est la république social-démocrate eut pour voisins non pas les contre-révolutionnaires tsaristes et les capitalistes de l'Entente, mais les républiques communistes : la Russie des Soviets et sa créature, l'Etat vassal de l'Azerbeïdjan.

Malheureusement, cela n'améliorait pas la situation de la Géorgie, car la Russie désirait faire d'elle, comme de l'Azerbeïdjan, son alliée, c'est-à-dire sa vassale. La Géorgie l'a refusé, voulant garder son indépendance vis-à-vis de la dictature communiste et éviter le danger d'être impliquée dans les aventures de la politique guerrière des bolcheviks. Elle n'aurait pas pu apporter une aide militaire efficace à la Russie, mais elle se serait trouvée

elle-même dans une position intenable en face de l'Entente, politiquement et économiquement victorieuse.

La persévérance de la Géorgie à être neutre à l'égard de la Russie soviétique a rendu cette dernière aussi hostile à la République Géorgienne que Denikine l'était auparavant.

La Géorgie a fait tout son possible pour entrer en bonnes relations avec la Russie. L'échec de quelques tentatives russes de provoquer des insurrections communistes en Géorgie aboutit à des pourparlers et, finalement, en mai 1920, à la conclusion d'un traité de paix avec la Russie.

Par ce traité, la Géorgie a rendu à la Russie soviétique un service plus grand que par n'importe quel traité militaire. Car il a donné à la Russie la possibilité d'avoir des rapports commerciaux tout à fait libres avec la Géorgie et, par l'intermédiaire de cette dernière, avec l'Occident industriel. Lénine lui-même aurait reconnu cette utilité de la Géorgie pour la Russie, en qualifiant la Géorgie de fenêtre sur l'Europe qui devrait rester ouverte.

Cependant, comme chez bon nombre d'impérialistes d'Occident, chez la plupart des bolcheviks l'idée politique l'emporte sur l'idée économique.

Et c'est ainsi que le traité de paix a été honnêtement exécuté seulement du côté de la Géorgie.

A peine quelques semaines après la signature du traité, les troupes soviétiques firent irruption en Géorgie par l'Azerbeïdjan, mais cette fois encore elles furent repoussées.

C'est alors que la Russie recourut de nouveau aux conspirations communistes. Cependant, malgré les riches subventions de Moscou, le communisme ne trouva aucun terrain au sein du prolétariat et auprès des paysans de Géorgie.

Celle-ci a été surtout lésée par la suspension des livrai-

sons de pétrole de Bakou, lesquelles étaient dues par le traité. Les chemins de fer et l'industrie de la Géorgie en ont beaucoup souffert.

Un nouveau danger surgit pour la petite republique caucasienne quand les Turcs sous le commandement de Kémal-pacha envahirent l'Arménie, et les troupes soviétiques de l'Azerbeïdjan leur tendirent la main. Alors la Géorgie se trouva encerclée de toutes parts. Les forces ennemies pouvaient y pénétrer du Nord, de l'Est, du Sud. Et le nombre de ces forces hostiles sur les frontières augmentait de jour en jour.

La situation devenait très sérieuse. Cependant les Géorgiens ne perdaient pas encore espoir. En effet, même si les bolchevistes étaient aveugles au point de ne pas reconnaître les avantages économiques que leur apportait le commerce par l'intermédiaire de la Géorgie indépendante, et même s'ils étaient assez malhonnêtes pour fouler aux pieds les résolutions de Zimmerwald sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, on pouvait toutefois espérer qu'ils n'allaient pas déchirer à la légère le traité qu'ils avaient conclu eux-mêmes, et celà au moment où ils cherchaient à faire la paix avec les grandes puissances de l'Occident et à leur inspirer confiance en leur fidélité aux traités déjà si fortement ébranlée.

Et à quoi bon? Les richesses naturelles de la Géorgie ne sont qu'une goutte d'eau jetée dans le foyer ardent de la misère russe. D'autre part, l'on eût besoin d'une armée considérable pour vaincre la Géorgie qui va se défendre désespérément, on aurait besoin d'une armée encore plus considérable pour soumettre le pays vaincu. La situation de la Russie serait-elle déjà si sûre qu'elle puisse immobiliser sur point, pour rien et pendant longtemps, une partie considérable de ses forces militaires?

Beaucoup le pensaient et toujours espéraient que la paix pourrait encore être maintenue. On a commencé à respirer de nouveau quand la Russie soviétique se mon-

tra soudain pacifique en déclarant qu'elle consentait à exécuter le traité de paix. On devrait seulement lui envoyer à Bakou des wagons, et alors elle expédierait du pétrole. La convention fut conclue au moment où je quittai Tiflis. Elle me remplit de joyeuses espérances qui, malheureusement, allaient être trompées.

J'étais déjà parti quand les journaux annoncèrent que la convention était tout simplement un piège tendu par les bolchevistes pour s'emparer des wagons.

La Géorgie avait envoyé deux cents wagons-citernes avec un nombre suffisant de locomotives. A Bakou on les saisit et, en outre, on arrêta les cheminots géorgiens venus avec le matériel, et on les soumit à des traitements barbares.

Comment s'étonner après cela en apprenant qu'en ce moment même les armées rouges ont passé la frontière géorgienne sans aucune déclaration de guerre, en menaçant le pays de pillages, de massacres et d'asservissement! Certes, elle n'est pas surprenante, mais elle produit tout de même une terrible impression, cette lutte fratricide que les hommes de la Troisième Internationale attisent partout en Europe dans les rangs des prolétaires, par tous les moyens de la corruption et du terrorisme. Elle prend les formes les plus affreuses aux confins de l'Asie, en même temps que les mêmes communistes cherchent à vendre les concessions les plus avantageuses aux capitalistes de l'Amérique, de l'Angleterre, des Pays-Bas. Un plus profond mépris ne peut-être manifesté à l'égard des idées élevées du socialisme et de la révolution qui constituent le but de toute notre vie, idées pour lesquelles nous luttons et avons lutté de toutes nos forces, il y a encore quelques années, côte à côte avec les communistes actuels, tant qu'ils ne sont pas des novices sanguinaires.

Cette humiliation de nos idéals est la chose la plus horrible dans l'horrible drame qui se joue au pied du Caucase. Une dissonance plus grande pendant les débats

de la Conférence Internationale est tout simplement inadmissible (1).

Nos frères géorgiens attendent une aide morale du prolétariat mondial. Ils se sentiront plus forts et plus enthousiastes dans leur lutte pénible, s'ils savent que les sympathies des vrais socialistes de tous les pays leur sont acquises, de ces socialistes pour lesquels le socialisme et l'émancipation de l'humanité travailleuse sont encore l'idéal vivant et non pas un prétexte pour assouvir la passion du pouvoir et de la conquête. Si les socialistes géorgiens étaient trompés dans ces espérances, ce serait la défaite la plus terrible que l'Internationale ait jamais subie.

L'INVASION BOLCHEVISTE.

Par Karl Kautsky.

Pendant la courte période où la Géorgie jouit de son indépendance, ses forces de défense eurent à subir de bien rudes épreuves. Mais elle devait affronter la plus rude et la plus difficile, au moment même où paraissent ces lignes, par suite d'une invasion inattendue des troupes bolchevistes considérables venant simultanément du Sud de l'Est et du Nord.

C'est sans aucune déclaration de guerre, dans la première moitié du mois de février, que cette attaque eût lieu traîtreusement. Elle fut annoncé tout d'abord au monde par les Géorgiens. Le parti social-démocrate et les syndicats de Géorgie, de même que le parti des socialistes fédéralistes et le gouvernement Géorgien lui-même communiquèrent d'une façon très précise que la Géorgie

1. Allusion à la Conférence Internationale socialiste qui siégeait, à Vienne, fin de février 1821.

avait été attaquée par des troupes russes et qu'elle courait un grand danger. Ils s'attendaient à une véhémente et immédiate protestation contre les agissements de Moscou, notamment de la Conférence Internationale de Vienne. Malheureusement, les dépêches arrivèrent trop tard ; en outre, la Conférence se trouvait sous l'impression de la terrible crise dans laquelle les exigences insensées de l'Entente à l'égard de l'Allemagne entraînaient l'Europe continentale, ce qui détournait de plus en plus l'attention générale de l'Est à l'Ouest. Mais le jugement des socialistes était surtout troublé par les communications qui venaient de Moscou et qui niaient péremptoirement toute intervention de l'armée russe en Géorgie.

Il n'est plus nécessaire de soumettre ces communications à une critique détaillée. Elles se critiquaient mutuellement par leurs contradictions et leurs variations.

Aussi, afin de pouvoir nier l'invasion des troupes russes, on a raconté tout d'abord qu'aux frontières de la Géorgie se seraient soulevés plusieurs villages, exaspérés par la tyrannie des Géorgiens. Les Arméniens auraient commencé l'insurrection à la frontière méridionale, ensuite la révolte se serait étendue sur Signakh, situé en Géorgie orientale, vers l'Azerbeïdjan, et en même temps se serait soulevée l'Abkhasie, dans l'extrême Nord-Ouest du pays, tout près de la frontière russe.

Chose remarquable, tous ces soulèvements éclataient en Arménie de même qu'en Azerbeïdjan et en Abkhasie où stationnaient déjà, depuis le mois de novembre, des troupes russes considérables dont le nombre augmentait toujours.

Les habitants de quelques villages arméniens limitrophes, auraient poussé d'une manière irrésistible vers Tiflis. Le gouvernement russe avait déclaré alors que, désireux de la paix et animé de bienveillance, il avait essayé d'aider le gouvernement géorgien dans sa situation si critique, en offrant sa médiation entre les Géorgiens et

les Arméniens. Mais il n'aurait rien pu faire de plus, la Géorgie ayant refusé dédaigneusement cette proposition.

Mais à peine Tiflis fut-il occupé, que le tableau changea subitement. Les Arméniens ont fait leur devoir, eh bien les Arméniens peuvent s'en aller. *Il n'y a plus de question d'insurgés arméniens dans les télégrammes russes*, mais on y lit que les *communistes* auraient pris Tiflis et en auraient chassé les *mencheviks*.

Et le télégraphe russe rapporte :

« *Pravda* » (à Moscou) félicite les camarades géorgiens et dit que la Géorgie *mencheviste* était le dernier repaire de la contre-révolution.

Plus un mot des insurgés arméniens ni de l'offre de la médiation ! Se pourrait-il qu'un homme sensé pût croire que cette offre aurait été sérieuse, que Moscou aurai jamais proposé son intervention amicale à un gouvernement menchéviste serré de près par les communistes ?

Les télégrammes russes postérieurs donnent aiusi un démenti formel à ceux qui furent envoyés antérieurement. Ceux-là se rapprochent beaucoup plus de la vérité. Pas tout à fait cependant. Ils reconnaissent que Tiflis a été pris par les communistes et non pas par des Arméniens révoltés. Mais ils voudraient nous faire croire que ce sont les ouvriers et paysans géorgiens qui se seraient insurgés contre leur propre gouvernement et qui auraient conquis Tiflis.

Dans un télégramme de Moscou, on lit :

« Le comité révolutionnaire géorgien annonce officiellement l'occupation de Tiflis par les ouvriers et paysans révolutionnaires de la Géorgie. »

Ainsi, les mêmes communistes géorgiens qui, jusqu'au mois de janvier, ne pouvaient réunir un nombre quelconque de voix dans aucune organisation ouvrière ou paysanne de la Géorgie, et cela avec la liberté complète de l'action légale, ont, du coup, acquis en février, une

force suffisante pour renverser le gouvernement géorgien !

Cela ne laisse pas déjà d'être étrange. Mais ce qui suit l'est encore davantage : en général, un soulèvement d'ouvriers révolutionnaires éclate tout d'abord dans un centre industriel et de là s'étend sur tout le pays. L'insurrection communiste des ouvriers révolutionnaires géorgiens éclata, non pas à Tiflis, qui comprend la moitié des ouvriers industriels du pays, mais, comme le constate le rapport russe lui-même, dans des villages éloignés et habités par une population paysanne inculte ! Là se trouvaient, en effet, de très nombreux communistes, bien armés et commandés par des hommes qu'animait la haine la plus féroce contre toute organisation mencheviste. C'étaient des *armées russes*. Elles seules ont pu fournir au « comité révolutionnaire géorgien » la force de pousser victorieusement vers Tiflis et de l'occuper, et c'est seulement avec leur aide qu'il peut s'y maintenir.

Si, malgré cela, le gouvernement russe essaie toujours de faire croire que ces trois fortes armées qui stationnaient sur les frontières Sud, Est et Nord-Ouest de la Géorgie n'auraient pris aucune part à la lutte des communistes contre la Géorgie mencheviste, cela vient probablement de ce que l'invasion de ces armées présente la violation la plus insolente et la plus infâme des principes sacrés pour chaque socialiste, et que, même les bolchevistes les plus extrêmes, hésitent encore à les nier.

Mais, plus forte encore que toutes ces considérations est la haine dont les potentats de Moscou sont animés à l'égard de tout ce qui porte le nom de social-démocrate et de menchevik. Ils placent ces derniers au même niveau que les contre-révolutionnaires, mais en réalité ils les détestent beaucoup plus que les représentants de la vraie contre-révolution.

Ils peuvent bien entrer en pourparlers avec des capitalistes anglais ou américains, par contre ils ont voué une haine mortelle à toutes les organisations ouvrières pro-

fessant l'opinion que l'émancipation de la classe prolétaire ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et qu'elle ne pourra jamais être accomplie par la soumission absolue des ouvriers aux ordres de Moscou.

Les hommes de l'Internationale moscovite cherchent à détruire chaque organisation social-démocrate et mencheviste avec les armes du mensonge et de la corruption. Et devaient-ils tolérer la République social-démocrate de Géorgie à proximité de leurs frontières, ce « dernier repaire du menchevisme sur le territoire russe », au dire de la *« Pravda »*?

La Géorgie était mencheviste. Cela a suffi pour que Moscou prononçât son arrêt de mort.

BONAPARTISME MOSCOVITE.

Par Karl Kautsky.

Le menchevisme de la Géorgie est la cause principale, mais non l'unique, de l'invasion bolcheviste. La politique mondiale de Moscou en est une autre. Comme le tsarisme, le bolchevisme voit dans l'Angleterre, quoique pour des raisons tout à fait différentes, le plus grand et le plus dangereux ennemi de la Russie. Ce grand empire, étant donnée sa situation géographique, paraît être le seul, entre tous les Etats, à pouvoir commander la route qui permet, sans dominer les mers, de serrer de près l'Angleterre et de la mettre à genoux : *La route vers les Indes.*

La Russie soviétique joue actuellement avec le plan grandiose de Napoléon, lequel consiste à attaquer l'Angleterre aux Indes. Napoléon échoua déjà à sa première tentative parce qu'il lui fut impossible de tenir tête aux Anglais sur mer. Mais, même sans la victoire maritime des Anglais, il aurait échoué d'une manière beaucoup

plus piteuse à son second essai, par suite de l'insuffisance des voies de communication dans l'intérieur de l'Asie, ce qui lui aurait déjà préparé Moscou au commencement de sa carrière militaire.

La Russie soviétique n'a pas besoin d'imiter la première action de Napoléon. Elle peut débuter immédiatement par la deuxième. Celle-ci n'est pas moins difficile, car, aujourd'hui, pour conquérir les Indes, on a besoin d'une armée beaucoup plus considérable qu'il n'était nécessaire à la fin du XVIIIe siècle. Sans l'existence de grandes lignes ferrées, les Russes n'iront pas loin. Mais de telles constructions sont tout à fait impossibles, vu l'état actuel de l'industrie russe.

Toutefois, le plan est audacieux, et pour ce qui est de l'audace, les bolchevistes peuvent se mesurer avec Danton et Napoléon Ier. C'est dans leur audace et non pas dans leur travail créateur que consiste la grande force d'attraction qu'ils exercent sur tant d'esprits qui vivent loin du régime soviétique.

Une des étapes de la route aux Indes est la Perse où les bolchevistes ont pénétré déjà l'année dernière ; sans résultat, il est vrai. Leur terrain d'action était alors trop infime. Elle pourrait devenir beaucoup plus importante par l'occupation de la Géorgie. Ainsi la politique mondiale de Moscou a besoin de ce pays pour ses succès militaires ultérieures.

La coïncidence a voulu que la « Rosta » immédiatement après son « histoire préliminaire » du conflit géorgien, mandât de Moscou :

« Le 28 février une convention a été signée à Moscou entre la *Russie* et l'*Afghanistan.* »

La conquête de la Géorgie forme ainsi un des éléments de la politique orientale de la Russie dirigée contre l'Angleterre.

La comparaison avec la politique de Napoléon s'impose tout naturellement et on l'a déjà faite plusieurs fois. La

concordance est cependant plus qu'accidentelle. On reste toujours frappé de voir jusqu'à quel point la marche de la grande Révolution française se répète dans le cas de la Révolution russe, quoique la situation internationale et l'idéologie soient aujourd'hui tout autres qu'à la fin du XVIII[e] siècle. Montesquieu, Voltaire, Jean-Jacques Rousseau sont à peine lus de nos jours. Marx domine à l'heure présente, et la Russie actuelle n'est pas un pays des plus développé, comme l'était la France il y a cent ans, mais le plus arriéré du continent européen. Cependant, les problèmes principaux, notamment la réforme agraire et l'abolition de l'absolutisme dans la Russie de 1917 s'assimilaient tellement aux problèmes de la France de 1789 que la révolution a parcouru depuis les mêmes phases ici comme là, avec cette différence qu'en Russie elle prend des formes plus grossières, par suite de la structure sociale rudimentaire et plus jeune du pays.

Ici comme là, nous avons une révolution bourgeoise. Elle monte en France toujours plus haut jusqu'au régime de la Terreur avec les Jacobins qui s'appuient surtout sur les classes inférieures de la capitale. En Russie, nous nous trouvons en face du régime de terreur des bolchevistes qui proclament la dictature du prolétariat.

Pour se maintenir au pouvoir les Jacobins ont été obligés de substituer à la bureaucratie, à la police, à l'armée de l'ancien régime abolies par la Révolution, une nouvelle bureaucratie, une nouvelle police et une nouvelle armée beaucoup plus fortes et plus centralisées que les anciennes et de créer ainsi une organisation du pouvoir qui devait aboutir à l'empire de Napoléon.

Les bolchevistes ont été obligés de suivre la même route: graduellement, ils ont amoindri l'indépendance de l'administration des ouvriers dans l'économie et la politique; ils ont créé un appareil de police tout puissant, proclamé la dictature des directeurs des fabriques,

abaissé les Soviets à l'état d'ombres et, en revanche, ils ont organisé une grande armée sévèrement disciplinée et pour laquelle travaille tout ce qui reste de l'ancienne grande industrie.

Ainsi la Russie soviétique est entrée dans une phase correspondant à la troisième phase de la Révolution française : l'absolutisme des maîtres de la police et de l'armée. Nous pouvons l'appeler la phase du *bonapartisme*. Evidemment, il manque le général victorieux. En attendant, on trouve en Russie la période du Consulat avec les deux consuls, Lénine et Trostky.

Le bonapartisme moscovite, de même que le bonapartisme français, est issu de la révolution dont il garde les allures qui accusent beaucoup d'enthousiastes. Ainsi l'ardent républicain Beethoven était encore en 1804 un admirateur passionné de Napoléon, immédiatement avant que le Consul se fît nommer empereur. Napoléon était considéré comme l'incarnation de la révolution parce que les puissances réactionnaires le haïssaient comme la révolution elle-même. Et pourtant, l'Empire de Napoléon était quelque chose d'essentiellement différent. Le régime moscovite actuel n'a pas davantage de points d'affinité avec l'hégémonie du prolétariat dans l'Etat que l'Empire français n'en avait, au commencement du siècle dernier, avec la République.

Ce n'est pas sur la *force du prolétariat* que repose le soi-disant régime des Soviets, mais sur la force de son *armée* et sur *l'impuissance* du prolétariat vis-à-vis de cette armée. Tel fut jadis le pouvoir de Napoléon. Avec la force de l'armée croît également la puissance des maîtres de l'Etat, mais en même temps s'accroît leur dépendance du seul facteur sur lequel ils pourraient encore s'appuyer, l'élément militaire. Ainsi se forme en Russie un nouveau militarisme, mais aussi un nouvel impérialisme. Car celui-ci, qui a une tendance à augmenter continuellement le domaine du pouvoir et de l'exploita

tion, est propre non seulement au capitalisme, mais aussi au militarisme. Le besoin d'occuper son armée et de lui donner toujours un nouveau butin et de nouveaux avantages poussait Napoléon vers cette politique de conquêtes sans fin ni répit qui, finalement, s'effondra à Moscou. Les mêmes conditions engendrent en Russie les mêmes aspirations : *l'impérialisme moscovite.*

La Géorgie est tombée victime de cet impérialisme.

Il est important de le constater. Cela pourrait produire sur nous une impression terriblement déprimante si une république vraiment prolétarienne avait attaqué soudainement une autre république prolétarienne, une petite population paisible et inoffensive, et cette attaque sans déclaration de guerre en pleine paix. C'est un crime encore plus horrible que l'invasion de la Belgique par les Allemands en 1914. Car l'Allemagne luttait alors pour son existence et l'invasion était un des épisodes de la guerre mondiale. L'invasion bolcheviste menace, en effet, de paralyser toute propagande socialiste contre la guerre et de la faire considérer comme une vétille.

Les guerres n'ont jamais eu une action aussi dévastatrice que de nos jours, avec tous ces moyens techniques actuels, et les nécessités de la production et du transport. Jamais, non plus, la paix n'a été aussi indispensable pour la prospérité des peuples. Quand nous autres, socialistes, démontrions que le capitalisme seul engendre nécessairement la guerre, mais que le prolétariat présente la force qui apporterait et assurerait la paix, cela exerçait une action rédemptrice, encourageante sur les vastes cercles de la Société.

L'hégémonie du prolétariat dans le monde équivaudrait à la paix universelle et perpétuelle. Et aujourd'hui, nous avons deux républiques voisines gouvernées par le prolétariat et l'une d'elles est conquise par l'autre, avec une perfidie qui est assez rare même parmi les gouvernements capitalistes !

Si la Russie était encore une république prolétarienne, les évènements géorgiens devraient alors porter un coup terrible à toute notre propagande qui représente le prolétariat comme le plus sûr soutien de la paix.

Or, en réalité, le prolétariat russe n'a pris politiquement part à l'invasion de la Géorgie, étant donné qu'il a cessé d'exercer un pouvoir politique en Russie. Aujourd'hui, comme jadis, nous pouvons dire avec beaucoup de raison que l'hégémonie universelle du prolétariat apportera une paix mondiale durable, qu'il n'y aura aucun motif de guerre entre deux Etats gouvernés par le prolétariat et que la solidarité internationale des prolétaires sera assez forte pour résoudre pacifiquement tout conflit qui pourrait surgir entre deux Etats prolétariens. Car la Russie qui vient d'attaquer la Géorgie d'une manière si abominable n'est plus un Etat prolétarien, mais un Etat bonapartiste.

Le prolétariat russe, loin de s'enorgueillir de la conquête de la Géorgie, la flétrit avec la plus grande énergie, comme le démontre la protestation lancée le 3 mars à Berlin par la représentation à l'étranger du parti social-démocrate de Russie (signée par Abramovitch et Martoff). En Russie, le prolétariat est bâillonné, il ne peut pas s'exprimer librement, mais le parti social-démocrate, celui des « mencheviks », est bien qualifié pour parler en son nom.

Les temps ne sont plus où le bolchevisme fit reculer le menchevisme au second plan et gagna la masse des ouvriers citadins. Ce fut pendant l'automne de 1917 que le besoin de la paix l'emporta dans les masses sur toutes les autres considérations et les bolcheviks en fournirent la plus forte et la plus hardie expression.

Depuis, la domination des bolcheviks est devenue synonyme de guerre perpétuelle, avec la faim et la misère, et aussi avec la suppression complète de toute liberté pour le prolétariat. La paix et la liberté sont représentées

de la manière la plus énergique par les mencheviks, c'est vers eux que se tourne maintenant, de plus en plus, le prolétariat russe, et c'est en vain que les bolcheviks cherchent, par tous les moyens à leur disposition, la falsification des élections, la corruption, l'intimidation, la terreur la plus sanglante, à endiguer le flot de l'opposition qui monte toujours.

L'invasion de la Géorgie a été accomplie non avec l'assentiment, mais contre la volonté du prolétariat russe. Celui-ci doit être mis hors de cause dans ce nouveau crime moscovite.

Nous devons espérer que le prolétariat international tout entier, tant qu'il n'obéit pas aux ordres de Moscou, se joindra unanimement à la protestation de nos camarades russes.

Et il ne faut pas craindre de fortifier par cette protestation l'impérialisme français et l'impérialisme anglais qui se montrent ennemis de la Russie des Soviets. Au contraire : nous émoussons nos armes dans cette lutte contre l'impérialisme des puissances capitalistes en n'osant pas nous opposer à l'impérialisme là où il est sorti de la révolution prolétarienne et la déshonore. Notre devoir est d'arracher le prolétariat à l'influence des idées impérialistes. Et comment pourrions-nous remplir ce devoir si nous tolérions un impérialisme qui agit au nom du prolétariat?

Mais il y a encore une autre circonstance qui oblige nécessairement les partis social-démocrates du monde à s'opposer résolument au bonapartisme moscovite.

La grande concordance que montre jusqu'à présent la marche de la révolution russe avec la marche de la grande révolution française ne doit pas nous empêcher de distinguer les différences de ces deux mouvements. La France était, au XVIIIe siècle, le pays le plus avancé du continent européen. La Russie est le plus arriéré parmi les grands Etats de l'Europe. Le bonapartisme français, tout

en montrant un fort recul en comparaison avec la République, apporta cependant par sa politique d'expansion quelques progrès au reste de l'Europe. Le bonapartisme moscovite, de nos jours, est réactionnaire non seulement à l'égard de la révolution prolétarienne de Russie d'où il est sorti, mais davantage encore à l'égard des mouvements prolétariens du reste de l'Europe à laquelle il voudrait imposer des fers qu'aucun prolétariat avancé ne pourrait supporter.

Il existe encore une autre différence entre le vieux bonapartisme de Paris et le nouveau bonapartisme de Moscou.

A l'époque de la Grande Révolution Française, un prolétariat conscient de ses intérêts de classe n'existait pas. Les prolétaires se trouvaient sous l'influence de la petite bourgeoisie, classe très divisée par elle-même et très incertaine, hésitant sans cesse entre des velléités de révolte et une soumission pusillanime ainsi qu'entre le mécontentement et la convoitise capitaliste. A l'époque de la révolution française, cette classe n'avait encore aucune expérience politique. Si sauvage qu'eût été sa conduite pendant la terreur, elle se laissa très facilement dompter par l'Empire. Celui-ci ne trouva devant lui aucun autre adversaire sérieux que l'étranger, c'est-à-dire les anciennes dynasties légitimes qui ne pouvaient pas pardonner au nouvel Empereur ses origines révolutionnaires. Pour l'Europe continentale (l'Angleterre toujours mise à part) il n'existait alors que deux perspectives possibles: le bonapartisme ou la Sainte-Alliance.

Aujourd'hui, nous sommes tout de même plus avancés. Ce n'est pas la petite bourgeoisie qui mène la lutte révolutionnaire, c'est le prolétariat, c'est-à-dire une classe qui, à l'encontre des petits bourgeois, a dans son ensemble un caractère tout à part bien dessiné et des buts bien précis. Elle ne pourrait pas s'arranger à l'amiable avec le capitalisme et encore moins supporter la moindre res-

triction de sa liberté d'agir. Les prolétaires n'ont pas toujours la conscience du but final socialiste de leur lutte de classe, cemme les ouvriers anglais l'ont démontré pendant plus d'nne génération après la disparition du chartisme, mais ils tenaient toujours et de la manière la plus ferme à leur liberté d'action. Momentanément, ils peuvent être vaincus et soumis par la force, mais cela même devient d'autant plus difficile que leur nombre est plus grand, leur expérience politique et organisatrice plus ancienne, et qu'ils sont de plus en plus indispensables au point de vue économique. Partout le prolétariat a déjà dans son passé des années d'une lutte de classe ouverte et bien organisée.

Dans ces conditions, la situation du nouveau bonapartisme russe est tout à fait autre que celle du vieux bonapartisme français. Le monde n'a déjà plus que le choix entre deux possibilités : la soumission aux ordres du nouvel absolutisme issu de la révolution et la réaction, c'est-à-dire, actuellement entre Moscou et l'Entente. Il existe une troisième possibilité : la victoire intérieure sur le bolchevisme, grâce à l'affermissement de la liberté du prolétariat, représenté à un très haut degré par le menchévisme en progrès.

La victoire de la Sainte-Alliance sur Napoléon signifiait la victoire de la réaction et l'asservissement le plus néfaste des peuples de l'Europe pour une génération. Mais cette victoire devint inévitable par suite de l'immensité des prétentions qui formait l'essence même du bonapartisme.

La victoire du capitalisme de l'Entente sur la Russie des Soviets signifierait également la victoire de la réaction et l'asservissement des prolétaires européens, quoique cependant dans une mesure beaucoup moins grande qu'à l'époque de la Sainte-Alliance. Quoi qu'il en soit, la lutte de classe prolétarienne serait par là, péniblement gênée. C'est pour celà que le prolétariat de tous les pays,

quelles que fussent ses opinions sur les méthodes bolchevistes, s'est opposé aux efforts de l'Entente de subjuguer par la force la Russie Soviétique.

Mais cela ne doit pas nous mener si loin que nous défendions le bonapartisme de Moscou contre toute critique, même contre celle dont use à son égard le menchévisme. On appelle cela défense de la Révolution russe, mais ce n'est que la défense des escamoteurs de la révolution.

Ce n'est pas le bolchevisme, mais c'est l'opposition qui est le vrai porte-parole de la Révolution russe. Le sort de celle-ci est subordonné à la victoire de cette opposition, cette dernière étant la plus capable de maintenir et de développer les conquêtes révolutionnaires, encore faut-il que cette victoire soit proche.

La Russie est un état de paysans et elle restera telle pendant longtemps encore. L'avenir politique de la Russie dépend du fait de savoir quelle sera la classe ou quel sera le parti qui réussira à guider les paysans incapables de posséder une politique indépendante de classe. Jusqu'à présent les paysans de Russie se laissaient conduire par les prolétaires. La pratique bolcheviste a déjà commencé à s'aliéner de plus en plus les paysans et à les pousser à se soumettre à la direction capitaliste ou à une autre direction contre-révolutionnaire.

Ce n'est pas par la victoire d'un général contre-révolutionnaire stylé par l'Entente, mais beaucoup plus par l'adhésion des paysans à la réaction que la Russie menace de devenir de nouveau la citadelle réactionnaire et de gêner sensiblement ainsi la lutte de classe prolétarienne, non seulement dans son propre pays, mais encore dans l'Europe entière.

La substitution des méthodes menchévistes aux méthodes bolchevistes, comme cela a été si heureusement accompli en Géorgie, pourrait seule empêcher la fuite des paysans, jusqu'ici révolutionnaires et guidés par les ouvriers, dans le camp des ennemis du prolétariat. La

victoire du menchévisme sur le bolchevisme en Russie devient le besoin le plus urgent de l'heure présente, le meilleur moyen de sauver la révolution en danger.

C'est le devoir des social-démocrates de tous les pays d'aider autant que possible le menchévisme. Ce qui veut dire: travailler pour la victoire des méthodes employées dans la petite Géorgie. Elle est jetée par terre, elle est foulée aux pieds et maltraitée par un adversaire puissant, mais l'esprit qui l'animait et la rendait capable des grandes actions plane au-dessus du royaume gigantesque de ses oppresseurs: cet esprit les menace de la défaite et promet au prolétariat russe le bien-être et la prospérité et au prolétariat du monde entier l'accélération de sa marche victorieuse en avant. Quelque grandes que soient les tortures et les souffrances de la malheureuse population géorgienne, que les potentats sanguinaires de Moscou pourraient encore lui infliger, la Géorgie doit renaître et elle renaîtra, comme un Phénix de ses cendres. La victoire du menchévisme sera sa victoire. Et la Russie ne pourra prospérer que si elle est conquise par l'esprit qui anime la Géorgie. Ce sera la revanche de la république social-démocrate du Caucase.

France.

ALLONS-NOUS LAISSER ASSASSINER LA LIBRE NATION GÉORGIENNE.

Par A. Merrheim.

« *J'ai fierté de la France, de toute la France: la dechéance d'esprit et de conscience d'une de ses classes, m'affige et me blesse.* »

C'est Jaurès qui écrivait cela en 1905 en parlant de la

bourgeoisie. S'il existait encore, c'est contre les « Communistes » et les scribes au service des dictateurs impérialistes de Moscou qu'il clamerait sa douleur d'assister à leur « déchéance d'esprit et de conscience ».

C'est que les scribes à tout faire du Communisme n'ont plus ni esprit ni conscience socialiste. Ils viennent de le prouver à propos des évènements d'Ukraine et de Géorgie sans parler des révoltes de Moscou et Petrograd qu'on a le cynisme, dans l'*Humanité*, de prétendre avoir été provoquées par l'Entente.

Avec le même cynisme l'*Humanité* a présenté d'ailleurs la même thèse pour la Géorgie. Le 1er mars, elle a publié sous le titre « Les origines de la crise », le télégramme suivant de la mensongère agence bolchevique « Rosta »:

« *Astrakhan*, 22 février — Les nouvelles annonçant que les Russes attaquaient la Géorgie et marchaient sur Tiflis sont dénuées de tout fondement.

« L'insurrection des populations arménienne et musulmane a été provoquée par les persécutions gouvernementales exercées contre les personnes suspectes de bolchevisme.

« Des comités révolutionnaires se sont formés dans toutes les villes d'Abkasie.

« Le Gouvernement Géorgien qui veut avec l'appui de l'Entente étouffer le mouvement révolutionnaire au Caucase, a soutenu le parti dachnak en Arménie et lui a permis de s'emparer d'Erivan en lui fournissant des armes et des munitions.

« Les forces navales françaises ont participé aux combats livrés sur les bords de la mer Noire en tirant sur les troupes révolutionnaires. » (*Rosta*)

Autant d'affirmations qui sont autant de mensonges cyniques comme je vais le prouver par des documents et des faits. Déjà, la semaine dernière, j'ai montré que l'Arménie a été victime d'un véritable coup de force de la

part du gouvernement soviétique. La Géorgie est la troisième victime.

Au début de janvier dernier, quand l'Arménie fut envahie par les troupes des Soviets de Moscou, l'organe des socialistes géorgiens, la *Borba*, montra que les évènements d'Arménie s'étaient déroulés de la même façon que ceux de l'Azerbeïdjan l'été précédent.

« Dans les deux pays — écrivait la *Borba* — les troupes bolchevistes sont entrés sans combat et se sont installées sans rencontrer de résistance. Dans les deux pays, les partis dirigeants nationaux avaient espéré que le pouvoir communiste les laisserait sinon diriger le pays, du moins collaborer au gouvernement.

« Ces illusions des moussavatistes dans l'Azerbeïdjan et des dachnaks en Arménie ont été déçues.

« Une autre analogie est plus frappante encore. Dans l'Azerbeïdjan comme en Arménie, les bolcheviks avaient commencé par remettre le pouvoir entre les mains des communistes locaux. Mais, au fur et à mesure que le nombre des troupes russes augmentait à Bakou, le rôle des bolcheviks musulmans devenait de plus en plus effacé, de sorte que bientôt ils ne furent que des accessoires auprès des commissaires envoyés de Moscou.

« Le président de la Commission extraordinaire, Pankratov, est devenu, en fait, le chef du gouvernement de Bakou, tandis que le Conseil des commissaires de l'Azerbeïdjan était réduit à l'impuissance:

« La même chose se passe à présent en Arménie.

« Le comité révolutionnaire composé des communistes arméniens, n'a aucun pouvoir dans le pays. L'anarchie sévit partout. Chaque village vit de son existence propre ; la campagne arménienne est au pouvoir de bandes de brigands.

« Les bolcheviks ne font rien pour relever l'autorité du gouvernement communiste et l'investir du pouvoir réel. Cependant, le pays s'emplit peu à peu de troupes russes

qui, dès maintenant, agissent en maîtres dans les régions occupées, sans tenir compte du comité révolutionnaire d'Erivan. »

« Le coup d'Etat » arménien, c'est la conquête de l'Arménie, concluait l'organe de la sociale-démocratie géorgienne.

Et les conquérants restent fidèles à eux-mêmes dans le pays conquis.

Mais voici un autre fait bien plus caractéristique pour la duplicité bolcheviste :

Le 7 février dernier, on fêtait à Tiflis, au ministère des Affaires étrangères, la reconnaissance de l'indépendance politique de la Géorgie. Parmi les assistants, se trouvait le représentant de la Russie soviétique, Kavtaradzé. Quand son tour vint de prendre la parole, Kavtaradzé, s'adressant au citoyen Jordania, président de la Républipue Géorgienne, déclara :

« Je m'adresse à vous parce que vous et moi avons pris nos idées à la même source. Je m'adresse à vous, parce que vous avez été mon maître. Et permettez-moi de lever mon verre, avec la plus grande sincérité, à la prospérité du laborieux peuple géorgien et à votre prospérité à vous, son chef actuel. »

Celà se passait le 7 février 1921 !

Et quatre jours après, dans la nuit du 11 au 12, les troupes soviétiques franchissaient la frontière géorgienne et marchaient sur Tiflis.

C'est la preuve que la Géorgie, comme l'Arménie et l'Azerbeïdjan, a été traiteusement trompée, dupée, par le gouvernement des Soviets.

Comme l'Arménie et l'Azerbeïdjan, la Géorgie est menacée d'être conquise et placée sous la tutelle des hommes de Moscou. C'est pourquoi, jésuitiquement, l'agence bolchevique *Rosta* s'efforce de faire croire que le gouvernement socialiste géorgien a dû se retirer en

raison d'un mouvement révolutionnaire qui aurait éclaté à Tiflis. C'est ainsi que l'*Humanité* a aussi complaisamment reproduit une autre dépêche de cette même agence *Rosta*, disant :

« *Moscou*, 28 février. — Le mouvement insurrectionel en Géorgie s'étend avec une grande rapidité. Les ouvriers et paysans géorgiens se sont emparés de Tiflis, capitale de la Géorgie. Un Comité révolutionnaire a été constitué, qui envoya une dépêche de salutations au gouvernement soviétique. »

Quelques jours après, le 7 mars, elle revenait à la charge en annonçant avec joie que « Tiflis fêtait la révolution » et voici le radio qu'elle publiait :

« *Moscou*, 5 mars. — On mande par radio de Tiflis : Les troupes révolutionnaires ont été passées en revue par le comité révolutionnaire, Karaev et Eliava, membres du Conseil militaire, prononcèrent des discours célébrant la libre Géorgie soviétiste.

« Après la revue, il y eut de grands meetings d'ouvriers et de soldats et dans la soirée, au grand théâtre, une séance solennelle des Soviets.

« Des cortèges de manifestants parcourent les rues. Les maisons sont décorées de drapeaux rouges. »

Et dans le même numéro, en première page, on pouvait lire cette ignominie :

« La défaite de la Géorgie, une des bases de la contre-révolution internationale en vue des futures opérations contre la Russie, apporte au pouvoir des Soviets non seulement un affermissement politique certain, mais aussi de nouvelles chances de pouvoir enfin se livrer à un travail pacifique de reconstruction économique. »

Cette ignominieuse affirmation contient en même temps l'aveu que la Géorgie a été attaquée sur l'ordre et par les troupes du gouvernement de Moscou. Cette certitude apparaît nettement encore quand on lit dans le radio du 28 février, que Karaev, membre du Comité

révolutionnaire de Tiflis, a passé les troupes en revue à Tiflis. Ce Karaev est un musulman de l'Azerbeïdjan et un aventurier. Ancien secrétaire de la fraction des nationalistes tartares ct conservateurs dite « Musavatt », il n'a jamais appartenu au Soviet de Tiflis. Il y avait, en effet, un Soviet à Tiflis sous le gouvernement de la République socialiste Géorgienne. Cinq fois il fut réélu, mais les cinq fois les communistes y furent battus à une forte majorité et n'eurent pas un seul élu.

D'autre part, voici une lettre d'un des principaux militants socialistes, et membre de la C. G. T. géorgienne qui montre quelle a été la situation en janvier dernier et les manœuvres odieuses des dictateurs de Moscou. Comme on pourra s'en rendre compte en la lisant, elle n'a pas été écrite pour la circonstance et a d'autant plus d'autorité.

« Après avoir conquis l'Arménie — précise cette lettre — le pouvoir soviétique s'est trouvé, de ce fait, rapproché des frontières sud de la Géorgie. Dans tout le sud de l'ancien Empire russe, la Géorgie est actuellement le seul pays qui n'admet et ne reconnaît pas les formes bolchevistes de la « dictature prolétarienne. »

« La Géorgie demeure et marche fermement sur la voie du démocratisme et aucun danger ne pourra la faire dévier de ce chemin. Ce danger existait déjà lors de l'occupation de l'Azerbeïdjan ; il reparaît maintenant après la chute de l'Arménie. La Géorgie envisage ce danger prête à lutter jusqu'au bout avec une énergie indomptable et une volonté de se défendre que rien ne saura vaincre.

« Ceci, malgré la grave crise économique que traversent actuellement les masses travailleuses de notre république. Les bolcheviks russes et géorgiens ont tablé là-dessus. Ils ont cherché à convaincre les ouvriers que le mal vient du pouvoir « social-coalitionniste ». Ils l'ont affirmé dans leur presse légale quotidienne en langue russe et géorgienne.

« Cependant la propagande bolcheviste n'obtient aucun succès parmi les masses travailleuses de Géorgie. Les exemples de la main-mise soviétique dans l'Azerbeïdjan et en Arménie ont été pour elles probants. Elles n'attendent du bolchevisme rien qui puisse les séduire. Dans toutes leurs réunions, à Tiflis et en province, les ouvriers sont unanimes à déclarer que les plus terribles privations économiques ne les feront pas aller au Canossa bolcheviste. »

« Ayant perdu confiance en l'action miraculeuse de leur propagande publique, les bolcheviks ont commencé, sous des dehors pacifiques et légaux, un autre travail illicite. Le ministère de l'Intérieur, a publié des documents qui ne laissent subsister aucun doute à ce sujet. Il apparaît que, n'ayant aucun point d'appui dans les masses, les bolcheviks préparent un coup d'Etat à l'aide des forces extérieures. Il apparaît aussi qu'une grande majorité des membres du Parti Communiste de Géorgie sont citoyens d'autres Etats. Ainsi, dans une réunion clandestine sur 37 assistants on n'a trouvé que 4 citoyens de la République Géorgienne. La même « correlation des forces » a pu être constaté, d'après les cartes d'adhésion, dans tous les quartiers de Tiflis.

« Ceci a obligé le gouvernement à recourir à des mesures sévères. Il y a eu des perquisitions et des arrestations, toutes les organisations clandestines bolchevistes ont été liquidées. « Le Commnuiste de Géorgie » (en langue russe) et « Akhali Commounisti » (en langue géorgienne) ont été provisoirement suspendus par décision du Tribunal régional.

« Les ouvriers et les paysans demandent que le gouvernement redouble de sévérité à l'égard de ce parti. Et celui-ci n'a aucune raison d'espérer que la démocratie travailleuse de Géorgie l'appelle jamais à son secours contre le pouvoir socialiste. Cependant les bolcheviks comptaient qu'il en serait en Géorgie comme il en a été à

l'Ukraine, dans le Kouban, sur le Don, dans l'Azerbeïdjan et en Arménie. Les masses travaillistes s'y sont montrées soit passives dans la lutte contre l'armée rouge, soit impatientes de la recevoir comme libératrice. La démocratie géorgienne a, dès le début, rendu impossible une victoire aussi facile des bolcheviks. La mobilisation a donné des résultats brillants, aussi bien il y a six mois, lorsque nous avons été attaqués par l'Azerbeïdjan subitement « rougi », qu'à présent en face du danger turco-bolcheviste. La discipline intérieure du peuple géorgien condamne à l'échec toutes les visées conquérantes d'où qu'elles viennent. Devant la petite Géorgie disciplinée s'arrêtent les impérialistes rouges de Moscou et leurs alliés douteux de la Turquie « révolutionnaire », qui, tout en nous attaquant, veulent nous faire accroire qu'ils ne nourrissent à notre égard aucune attention agressive. »

Cette lettre, dont je garantis l'authenticité, retrace exactement la situation et montre la vérité en opposition aux mensonges intéressés des agences bolcheviques.

D'ailleurs les faits sont aussi probants. Le 25 février un télégramme du gouvernement géorgien annonçait :

« Nous sommes attaqués par toutes les forces soviétiques du Caucase : russes, azerbeïdjanes et arméniennes. Nos troupes combattent bravement, mais ont été forcées de se retirer. »

Et, en effet, la Géorgie fut assaillie de trois côtés à la fois.

Au Nord, par une armée Russe ayant longé le territoire de la Mer Noire et forcé les défenses édifiées entre Gagri et Soukhoum ; à l'Est, par une armée russo-azerbeïdjane et au Sud par les Arméniens. S'il faut en croire une information du correspondant du *Temps* à Constantinople, les Turcs eux-mêmes se seraient avancés du sud-ouest vers Batoum.

Ces faits sont encore confirmés par la *Freihett*, organe des indépendants d'Allemagne.

Commentant les évènements de Géorgie la *Freihett* écrit :

« Le communiqué du gouvernement soviétique de Moscou d'après lequel il s'agirait non d'une attaque de l'armée russe, mais seulement d'une rencontre entre Arméniens et Géorgiens et d'un mouvement révolutionnaire en Géorgie, répond entièrement à la véracité habituelle de Zinoview. *Les affirmations de Moscou sont mensongères d'un bout à l'autre.*

« L'Arménie et l'Azerbeïdjan étaient dans l'impossibilité d'attaquer la Géorgie quand même ils l'auraient voulu.

« *L'ordre d'attaquer est venu de Moscou : pour assassiner le paisible petit peuple de Géorgie on a utilisé les troupes soviétiques occupant l'Arménie et l'Azerbeïdjan.*

« Car la Géorgie a actuellement un gouvernement socialiste qui s'appuie entièrement sur les ouvriers et les paysans de Géorgie (lesquels forment de 90 à 95 °/₀ de la population), sur des personnalités que tout ouvrier lettré russe connait comme des militants socialistes honnêtes. »

Nombreux sont ceux qui, après nos camarades belges, ont protesté. C'est ainsi que nos camarades socialistes tchéco-slovaques ont voté une véhémente protestation dans laquelle ils comparent l'attaque contre la Géorgie à l'invasion de la Belgique par l'Allemagne en 1914.

De leur côté le Labour-Party britannique, le parti socialiste danois, le parti ouvrier social démocrate suédois ont protesté contre l'invasion de la République Géorgienne par les troupes bolcheviques, répondant ainsi à l'appel des comités centraux de la social-démocratie et des unions professionnelles de la Géorgie demandant le secours des partis socialistes et des syndicats professionnels de l'Europe.

Il faut que cet appel soit entendu des organisations. Nous n'avons pas le droit de laisser égorger par les dic-

tateurs terroristes de Moscou la République socialiste de Géorgie.

Comme je l'ai fait pendant toute la guerre contre la plupart des « communistes éprouvés » d'aujourd'hui — trop lâches alors pour parler — je continuerai de toutes mes forces à dénoncer de pareils crimes contre le socialisme et rien ni personne ne me fera taire.

« *L'Atelier.* »

30 avril 1920, n° 60.

AU SECOURS DE LA GÉORGIE.

Par A. Merrheim.

A la veille du 1er mai, où le prolétariat est invité à protester contre la guerre, peut-il être admissible que l'attentat commis contre le peuple géorgien soit oublié dans notre protestation.

Le penser serait faire injure aux travailleurs qui, à l'appel de la C.G.T. manifestèrent, en son temps, contre le blocus de la Russie.

La classe ouvrière française s'honorera en se joignant aux travailleurs des autres pays pour faire solennellement entendre aux gouvernants de Moscou qu'elle leur demandera des comptes sur les violences commises contre seul Etat socialiste qui fût au monde.

Car elle est toujours valable la devise ouvrière qui enjoint aux travailleurs de tous les pays de s'unir.

Partout où des peuples sont opprimés, partout où le travail est brimé par la soldatesque, partout où les richesses dont le monde a tant besoin, sont une nouvelle fois confisquées ou détruites par les hordes militaires, le

devoir des travailleurs est d'être avec les peuples contre leurs oppresseurs, pour la paix contre la guerre, avec la civilisation contre la barbarie.

Dans des articles précédents, j'ai montré comment les dictateurs de Moscou avaient assassiné la République socialiste de Géorgie. Mais pour les gens de Moscou, l'assassinat n'était pas suffisant : ils y ont ajouté la calomnie, que l'*Humanité* s'est empressé d'insérer :

« *Moscou*, 11 avril. — (*Par dépêche spéciale*) — L'ancienne province géorgienne d'Abkhasie s'est constituée en République soviétiste. Le 4 avril, s'est tenu le premier Congrès des Soviets des ouvriers et des paysans abkasiens.

« *Moscou*, 11 avril. — Un radio-télégramme annonce que le conseil des commissaires du peuple de Géorgie est définitivement constitué. Maharadzé est Président du Conseil, Urakhechvili, commissaire du peuple aux affaires étrangères.

« La langue géorgienne est déclarée langue officielle de la Géorgie soviétique. »

On voit avec quel cynisme l'*Humanité* enregistre de pareils faits qui sont une approbation des méthodes de militarisme et d'assassinat des peuples, que poursuivent les armées bolcheviques. Mais le surlendemain — 15 avril — les « communistes éprouvés » accentuèrent leur complicité dans cet assassinat du peuple géorgien en publiant un autre télégramme, soi-disant extrait d'un rapport du consul italien à Tiflis. Comme titre à cette nouvelle infamie, ils eurent le cynisme d'écrire : « *Le Consul d'Italie rétablit la vérité sur les évènements de Géorgie.* »

Voici ce télégramme :

« *Moscou*, 12 avril. — Un radio de Tiflis a reproduit

le passage suivant du rapport du consul d'Italie à son gouvernement :

« Le pouvoir des Soviets, contrairement aux nouvelles publiées par la presse, a été établi en Géorgie par les insurgés victorieux sans aucun désordre.

« Le gouvernement soviétiste géorgien veille sur l'ordre et se met à la réorganisation de la vie économique. Les étrangers, protégés par le nouveau gouvernement, jouissent d'une sécurité absolue. »

C'est dans le journal de Jaurès, qui sacrifia tout à la Vérité, qu'on peut lire aujourd'hui de pareils mensonges ! C'est dans l'organe dans lequel de Pressensé publia tant d'articles de politique étrangère pour la défense des peuples et contre l'hypocrisie des gouvernements qu'on enregistre à présent de pareils infamies !

La vérité, Noé Jordania, président du gouvernement de Géorgie, Nicolas Tchéidzé, président de la Constituante de Géorgie et ancien président du Soviet de Petrograd, à qui Cachin serra la main à son premier voyage (1917) en Russie, l'ont criée aux travailleurs de tous les pays dans une protestation lancée de Constantinople, le 27 mars 1921, et qu'ils m'ont demandé de faire connaître en France :

« Depuis longtemps, dit cette protestation, le gouvernement de Moscou cherchait à étendre son pouvoir sur la Géorgie, dont la « Soviétisation » constituait un point important de la politique bolchevique en Orient. Dans les cercles bolchevistes, il existait deux courants d'idées au sujet de la voie à suivre pour arriver à ce but : les uns — particulièrement les bolcheviks de la Russie centrale, comptaient sur un coup d'état en Géorgie ; les autres, surtout les bolcheviks du Caucase, connaissant les idées de notre peuple, déclaraient que les bolcheviks n'avaient rien à attendre d'un mouvement intérieur en Géorgie et que ce pays devait être soviétisé par les baïonnettes russes.

« Ce fut le premier point de vue qui d'abord prévalut. Le gouvernement de Moscou tenta de soviétiser la Géorgie au moyen d'insurrections organisées par ses agents et soudoyées par son or. Mais les émeutes de ce genre, provoquées, en 1919, dans quelques villages de la Géorgie Occidentale furent immédiatement réprimées par la population locale elle-même. La tentative d'une poignée de bolcheviks de pousser à la rébellion l'Ecole militaire de Tiflis, le 1er mai 1920, échoua également.

« *Tous les efforts des bolcheviks restèrent vains. Ni la propagande, ni les millions dont disposaient les agents de Moscou, ne purent ébranler la fidélité du peuple géorgien envers le parti social-démocrate menchéviste auquel il avait confié le pouvoir.* D'ailleurs, ce parti avait toujours été à la tête du peuple : c'est lui qui dirigea jadis sa lutte contre le tsarisme, c'est lui qui représenta le peuple géorgien dans les quatre Doumas d'Empire. Lors de la Révolution de 1917, le peuple géorgien confia à ce même parti le soin de le mener vers la consolidation de sa liberté. Notre parti eut, dès le commencement de la Révolution, jusqu'à ces derniers jours, 90 à 95 °/o des voix.

Les bolcheviks s'apercevant que leur propagande n'aurait aucun succès dans notre pays renoncèrent alors aux insurrections et aux complots et résolurent de conquérir la Géorgie par la force des armes.

« Le 28 novembre 1920, *Trotsky, dans un grand discours devant les secrétaires du Parti Communiste, rassemblés à Moscou, prononça l'arrêt de mort de la République Géorgienne* : « *L'Arménie soviétisée, c'est le tour de la Géorgie, dit-il : Il suffit de serrer pour relier Bakou à Batoum.* »

« En décembre 1920, le commandant de la onzième armée russe, Hecker, fut chargé de présenter un rapport sur les forces militaires nécessaires pour la conquête de la Géorgie. Dans ce rapport, très détaillé, il démontra que

son armée ne parviendrait à effectuer cette conquête qu'à condition que le gouvernement d'Angora se montrât favorable à cette entreprise. Les bolcheviks durent donc ajourner l'envahissement de notre pays. Toutefois, à partir de ce moment, leurs troupes commencèrent à se masser à nos frontières. Toutes les protestations du ministère des Affaires Étrangères de Géorgie restent vaines.

« Le temps est venu d'en finir avec la Géorgie », ne cessait de répéter la presse bolcheviste. Les feuilles de Bakou et du Caucase du Nord sont celles qui mènent cette campagne avec le plus d'acharnement.

« Tandis que l'état-major de Moscou prépare un coup mortel à la liberté du peuple géorgien, la Mission diplomatique des Soviets à Tiflis se livre à l'espionnage et cherche à créer des malentendus entre la Russie et la Géorgie afin de fournir à l'impérialisme bolcheviste un prétexte pour commencer les hostilités. *En même temps le gouvernement de Moscou ne cesse d'assurer le peuple géorgiens de ses intentions amicales et pacifiques*. Le 11 février 1921, *les troupes russes faisant partie de la onzième armée envahissent la Géorgie du côté de l'Arménie. M. Scheinman, représentant du gouvernement des Soviets, nous déclare alors que la Russie ne savait rien de cette attaque et qu'elle était entreprise par le gouvernement arménien. Il fait cette déclaration juste au moment où le représentant de l'Arménie soviétique, M. Chaverdoff, nous explique, de son côté, que l'Arménie n'est pour rien dans cette offensive, et qu'elle est prête à régler à l'amiable toutes les questions litigieuses avec la Géorgie.*

« Le 15 février, M. Scheinman reçoit de Bakou une dépêche chiffrée du commandant de la onzième armée : « Il est décidé à franchir le Rubicon. Agissez en conséquence. »

« En même temps, de nouveaux détachements de la onzième armée, renforcés par des unités de cavalerie,

franchissent la frontière de la Géorgie du côte de l'Azerbeïdjan.

« Le 16 février, le président du gouvernement géorgien tenta d'entrer en pourparlers avec Moscou par fil télégraphique direct, mais M. Carakhan, suppléant du commissaire des Affaires Etrangères, bien que se trouvant à l'appareil à Moscou, refuse de s'entretenir avec le président. Le président tenta alors de communiquer avec le représentant de la Géorgie à Moscou, mais sans plus de succès, les bolcheviks lui refusant la communication demandée, sous prétexte que l'appareil ne fonctionnait pas. Le lendemain, la station radiotélégraqhique de Tiflis reçoit un message par lequel Tchitchérine, feignant d'ignorer que la Géorgie a été attaquée par l'armée russe, propose au gouvernement géorgien la médiation russe entre la Géorgie et l'Arménie. Bien que ne se faisant aucune illusion sur la sincérité de ce message, le gouvernement géorgien répond qu'il accepte la proposition de Tchitchérine, à condition que le gouvernement russe retire *ses armées* du territoire géorgien.

« Cette réponse parvint bien à la station radiotélégraphique de Moscou, mais le gouvernement soviétique russe prétendit plus tard, dans ses communiqués à l'Europe, ne l'avoir pas reçue.

« Le 21 février, le président du gouvernement géorgien envoie à Tchitchérine un radio, en lui demandant quelles sont les raisons de la guerre entreprise par la Russie contre la petite République Géorgienne. « Qu'exigez-vous de nous ? demande-t-il dans ce radio : Formulez les buts de la guerre que vous nous faites. Peut-être, pourrons-nous nous entendre sans effusion de sang ». Sans réponse à ce télégramme, le 22 février, le président s'adresse à Lénine et Trotsky en leur demandant de terminer la guerre dont le caractère impérialiste et offensif est hors de doute.

« Ce télégramme demeure sans réponse.

« A nos propositions de finir la guerre, le gouvernement de Moscou répond en déclanchant l'offensive contre la Géorgie dans trois nouvelles directions : par la route militaire du côté de Vladikaukaz, par le col de Mamisson vers Koutaïs, et par le littoral de la mer Noire, du côté de Sotchi.

« La Géorgie se voit cernée de tous côtés par la onzième armée russe et par des unités de trois autres armées : VIIIe, IXe et XIIIe, sans compter des détachements de la cavalerie de Boudenny et de Jloba.

« A ce moment, les bolcheviks reçoivent un nouveau renfort pour écraser la Géorgie. Le 23 février, le gouvernement d'Angora nous remet un ultimatum exigeant l'évacuation par nos troupes des villes d'Ardahan et d'Artvin. Etant dans l'impossibilité d'opposer des forces suffisantes à l'offensive turques sur ce nouveau front, nous nous voyons contraints de retirer nos troupes de ces villes, non sans protester énergiquement contre cette action des Turcs.

« Le 25 février, Tiflis est évacué par nos troupes, et la retraite dans la direction désignée par le commandement commence. La lutte continue trois semaines encore sur les nouvelles lignes de défense. Les volontaires accourent de tous côtés pour combler les vides.

« Mais la perfidie du gouvernement d'Angora met fin à notre résistance et livre aux bolcheviks le territoire de la Géorgie qu'ils n'avaient pu arracher à son armée.

« Après s'être emparé d'Ardahan et d'Artvin, le gouverment khémaliste nous déclare qu'il n'avait plus de questions litigieuses avec la Géorgie et nous propose son aide pour empêcher les troupes bolchevistes de pénétrer dans la province de Batoum. Il nous prie de ne pas nous opposer à l'entrée dans la province des troupes turques qui devaient, disait-il, prendre part à la défense de la région contre l'armée bolcheviste.

« Cependant, le 16 mars, une fois entrés à Batoum, les

Turcs déclarent que la Grande Assemblée Nationale d'Angora a décidé l'annexion de la ville de Batoum et de sa province à la Turquie. En conformité de cette décision de l'assemblée, les Turcs tentent d'occuper de vive force les institutions publiques de Batoum et les forts protégeant la ville. En même temps, ils nous adressent un ultimatum exigeant le désarmement de nos troupes.

« Une lutte sanglante s'engage dans les rues de Batoum entre les Géorgiens et les Turcs. Les Turcs sont chassés de la ville. Mais, dès lors, nous avons un nouveau front — et c'est de ce côté précisément où nous comptions que notre base militaire était assurée.

« Cette perfidie du gouvernement d'Angora nous prive de la dernière possibilité de continuer la lutte sur la ligne du Rion. Nos troupes, serrées de deux côtés par les armées de deux grandes puissances militaires, la Russie des Soviets et la Turquie, sont condamnées à périr sans le moindre espoir de succès.

« Le 17 mars, le gouvernement géorgien décide de cesser la lutte sur la rive du Rion et de dissoudre l'armée. Cette opération ouvre aux bolchevistes la route de Batoum. Le 18 mars, le gouvernement quitte Batoum et, quelques heures plus tard, les troupes bolchevistes occupent la ville.

« Il va sans dire que les Turcs qui prétendaient vouloir opposer une résistance à l'occupation de la ville et de sa province par les bolcheviks les accueillent comme leurs alliés.

« D'ailleurs, depuis quelques jours, les Khémalistes et le gouvernement des Soviets avaient signé à Moscou un traité, en vertu duquel les Turcs reconnaissaient les bolcheviks comme maîtres de la Géorgie et renonçaient, en leur faveur, à leurs aspirations sur Batoum, recevant d'eux, à titre de compensation, deux districts de la Géorgie méridionale, ceux d'Artvin et d'Ardahan, et une partie de la province de Batoum.

« Telle fut la suite des évènements qui amenèrent la ruine de l'Etat créé par les ouvriers et les paysans géorgiens, et substituèrent à la République Démocratique la dictature militaire des envahisseurs, l'arbitraire des baïonnettes de Moscou. »

Tels sont les faits dans lesquels on retrouve toute l'hypocrisie, les moyens jésuitiques employés par les pires gouvernements bourgeois et dont les bolcheviks se sont servis pour assassiner la République de Géorgie.

Mais tout cela n'était pas suffisant encore. Pour atténuer leur crime, les bolcheviks firent lancer, par leurs agences, un radio dans lequel ils prétendaient qu'un « accord était intervenu entre l'ancien gouvernement » et le « Comité Révolutionnaire » en vertu duquel « l'ancien gouvernement géorgien se considérait dissous par le peuple a dater du 25 mars, l'armée était licenciée et toutes les armes remises au Comité Révolutionnaire. »

C'était la suprême calomnie, à laquelle le gouvernement géorgien répondit qu'il avait dissous l'armée et que le 12 mars, les troupes bolcheviques avaient fait leur entrée à Batoum.

Un communiqué ultérieur établit encore que les bolcheviks, après avoir menti, calomnié les représentants du pays qu'ils avaient envahi et pillé, ont échoué dans leurs tentatives de faire accepter par le peuple géorgien les commissaires du peuple qu'ils leur avaient envoyés de Moscou.

Voici, en effet, les ordres et instructions que Lénine avait donnés à la XIe armée rouge et qui furent reproduits par les journaux bolchevistes de Transcaucasie :

« L'armée rouge de la République des Soviets se trouve provisoirement en Géorgie », déclare Lénine dans ce document. Il recommande à cette armée ce qui suit :

« Au moyen d'une propagande énergique, extirper l'influence mencheviste parmi la population et y implanter l'influence bolcheviste. »

Il est contraint de reconnaître que le peuple géorgien est nettement hostile aux idées bolchevistes et il indique l'issue de la situation :

« Il est d'une extrême importance de chercher une entente acceptable pour la formation d'un bloc avec Jordania ou autres mencheviks géorgiens tels que lui. »

L'appel de nos camarades géorgiens se termine par cette conclusion :

« Ces instructions ne vous rappellent-elles rien ? Elles ne sont autres que celles données par l'état-major de Guillaume II aux armées désignées pour occuper la Belgique ! C'est ainsi qu'on leur recommandait de chercher une entente acceptable avec la population qu'elles venaient d'asservir.

« Le peuple géorgien a le droit de compter dans sa lutte sur l'appui fraternel du prolétariat international. Et c'est en sollicitant cet appui que nous nous adressons à vous, camarades ! Vous avez toujours condamné les guerres de conquête. Les auteurs de la guerre contre la Géorgie sont-ils moins coupables parce qu'ils cachent leurs traits impérialistes sous le drapeau du communisme ?

« Nous en appelons à vous pour stigmatiser le crime des envahisseurs de notre pays et l'hypocrisie de ceux qui se servent des baïonnettes pour « extirper » l'influence des idées socialistes et pour « implanter » leurs propres idées.

« Elevez votre voix, camarades, et exigez du gouvernement de Moscou :

« Qu'il retire de Géorgie ses armées :

« Qu'il laisse au peuple géorgien le droit de disposer de lui-même et d'organiser sa vie et son Etat selon sa propre volonté. »

A la veille du 1er mai, où l'on va protester contre la guerre et les menaces de nos gouvernants au peuple allemand, j'ai tenu à exposer ces faits. S'élèvera-t-il une voix parmi les communistes éprouvés, pour protester aussi en

faveur de la Géorgie socialiste, assassinée par les armées rouges sur l'ordre des dictateurs communistes de Moscou?

Je n'ai pas cet espoir, mais j'ai considéré comme un devoir qu'il y ait au moins une voix, la mienne, qui leur rappelle ce crime de l'assassinat d'une république socialiste par des gens qui ont renié leur passé socialiste et sombré dans la dictature personnelle en s'appuyant (comme l'a écrit M. Bertrand Russel dans son livre: « La pratique et la théorie du bolchevisme ») *sur une bureaucratie qui a concentré l'autorité dans ces propres mains et créé un régime aussi oppressif et aussi cruel que le Capitalisme.*

« *L'Atelier.* »

23 avril 1921, n° 59.

L'APPEL DE LA GÉORGIE.

Par Pierre Renaudel.

La Commission administrative permanente de notre Parti a reçu, il y a quelques jours déjà, les représentants de l'ancien gouvernement de Géorgie, les citoyens Jordania, Ramichvili, Tseretelli et Woitinsky.

Ils ont précisé devant nous les conditions dans lesquelles s'était faite l'invasion de leur pays.

C'est une douloureuse histoire. Douloureuse, parce que l'invasion comporte avec elle un cortège de misères, une aggravation de situation économique dont la classe ouvrière est, comme toujours, la plus atteinte. Douloureuse, parce qu'ici une République d'ouvriers et de paysans, — une République qui se dit socialiste — est l'agresseur contre une autre République d'ouvriers et de

paysans, socialiste elle aussi, quoique d'une autre conception du développement politique.

C'est une tâche dont les bolcheviks ne se laveront pas facilement, malgré l'indifférence de l'opinion publique — même socialiste — à des événements qui se passent si loin et malgré la saturation des événements de guerre dont cette opinion est comme blasée.

Les bolcheviks ont essayé, au début, de masquer leur attentat contre un petit peuple libre; ils l'avaient combiné avec une étrange duplicité. Leur invasion se produisit le 12 février. Le 7, le représentant des Soviets russes à Tiflis assurait encore le gouvernement social-démocrate Géorgien de l'amitié russe, et le félicitait d'avoir, enfin, vu reconnaitre l'indépendance de la Géorgie par les nations de l'Europe occidentale.

La Géorgie était en paix signée avec la Russie depuis mai 1920.

Pour masquer et endormir la vigilance des Géorgiens, c'est par l'Arménie, dont ils se sont rendus maîtres par de semblables méthodes — se prétendant appelés par un gouvernement révolutionnaire — que les bolcheviks ont pénétré dans la petite République Caucasienne.

Il est inutile d'insister sur ces faits, qui sont connus et que rappelle l'ordre du jour pris par la C. A. P. (1)

Mais il convient de souligner les faits nouveaux qui se sont produits et qui marquent le caractère des opérations bolcheviks.

Au début, les armées bolcheviks et ceux qu'elles ont installés à la dictature sur le pays, ont feint de vouloir traiter avec aménité la population géorgienne. J'ai moi-même, dans la *Vie Socialiste*, rectifié des informations inexactes, qui tendaient à faire croire que des fusillades, et des assassinats avaient été commis alors, à Tiflis.

En se retirant de Géorgie et sentant leur impuissance,

1. Voir p.p. 185-187 de ce livre.

les pouvoirs publics de la Géorgie avaient recommandé au peuple sinon de se soumettre, du moins d'éviter des maux plus grands et plus douloureux, de ne pas continuer la défense à main armée. C'était un acte de sagesse politique qui facilita l'attitude première des bolcheviks.

Mais les bolcheviks avaient espéré désarmer ainsi l'esprit d'indépendance du peuple géorgien. Ils avaient pris un certain nombre de mesures par lesquelles ils comptaient amadouer paysans et ouvriers social-démocrates : remboursement aux paysans des sommes payées à l'Etat géorgien pour acquérir la terre, distribution des stocks de pain en dépôt à Tiflis, mise à la disposition des ouvriers des immeubles des quartiers bourgeois, promesse de payer aux ouvriers 10.000 roubles de dommages de guerre.

Mais, en même temps, les bolcheviks prononçaient partout la dissolution des corps librement élus jusqu'ici par les ouvriers et paysans, conseils municipaux, conseils locaux, soviets, syndicats professionnels etc.

Les promesses démagogiques des comités révolutionnaires, installés à la place des organismes détruits, furent repoussées.

Alors le régime a changé. La terreur a fonctionné. Le 25 mars, les *Izvestia* de Batoum, publiaient un décret qui proclamait en ces termes, l'état de siège :

« 1° *L'état de siège est décrété* sur toutes les voies de communication de la Géorgie, sur les chaussées aussi bien que sur les chemins de fer ;

« 2° *Tous les employés et tous les ouvriers, hommes et femmes, sans distinction d'âge, sont mobilisés et sont considérés comme étant en service militaire actif* ;

« 3° Par conséquent, *tous les employés et tous les ouvriers des voies de communication, sans exception, sont obligés d'exécuter, sans aucune objection, tous les ordres de mutation et d'envoi en mission* ;

« 4° Pour toute infraction au service, *les employés et les ouvriers seront jugés selon les lois militaires ;*

« 5° Personne ne peut démissionner qu'en cas de grave maladie, confirmée par un certificat médical et dans des cas tout à fait exceptionnels ;

« 6° Les arrestations et les perquisitions parmi les employés et les ouvriers des voies de communication ne peuvent être exécutées qu'avec l'assentiment du commissaire des voies de communication ;

« 7° Le linge, les meubles et autres effets de ménage appartenant aux employés et aux ouvriers des voies de communication ne peuvent être confisqués, ni réquisitionnés. »

Devant ces mesures, le Parti social-démocrate de Tiflis, le Parti de l'ancien gouvernement, témoignant de sa vitalité, réunit ses adhérents. Plus de trois mille d'entre eux ont adopté, à l'unanimité, une résolution dont voici le passage essentiel :

« *La situation politique de la Géorgie s'est complètement changée ces deux derniers mois. La République démocratique Géorgienne fut envahie par les armées étrangères qui ont occupé de force tout son territoire, de Poili jusqu'à la Mer Noire, et y ont installé le pouvoir du « Comité révolutionnaire »*

« *Vu les conditions anormales et compliquées dans lesquelles se trouve la Géorgie, nous trouvons désirable que l'Internationale ouvrière intervienne amicalement dans les rapports intérieurs au sein de la classe ouvrière de Géorgie.*

« *Nous voudrions que les deux courants du mouvement ouvrier de l'Europe, — socialistes et communistes, — forment une commission mixte sous le contrôle de laquelle aurait lieu, en Géorgie, un vote libre qui ferait ressortir la volonté des travailleurs du pays. La question de la composition de ladite Commission serait réglée d'ac-*

cord entre le Comité central du Parti social-démocrate de Géorgie et le Parti communiste.

« *Cette résolution sera rendue publique et communiquée au « Comité révolutionnaire » de Géorgie, aux Partis communiste et socialiste géorgiens, ainsi qu'à la deuxième Internationale, à l'Internationale des reconstructeurs et à la troisième Internationale.* »

Je souhaite vivement que cet appel désespéré soit entendu. Je souhaite qu'il le soit de toutes les organisations socialistes et ouvrières, de celles qui sont adhérentes à l'Internationale syndicale d'Amsterdam, à l'Internationale de Bruxelles, comme à l'Union des Partis de Vienne, dont nous sommes et qui se montra un peu hésitante au début. Je souhaite qu'il soit entendu du Parti communiste français aussi.

Qu'on n'imagine pas en effet que des évènements, que des appels de cette espèce puissent rester sans réponse. Le socialisme s'abaisse et s'affaiblit, s'il laisse se perpétrer, en son nom, des attentats semblables à ceux qu'il reproche avec véhémence, mais avec raison, aux gouvernements de la bourgeoisie.

C'est laisser abattre la magnifique espérance du socialisme prêt à ouvrir et consolider une ère de paix durable, que de laisser dire qu'une grande et forte République ouvrière peut, sans que s'élève la protestation de la conscience socialiste, anéantir la liberté d'un petit peuple qui veut vivre.

Ce serait tuer l'avenir pacifique et la confiance des peuples que de laisser s'accomplir un tel acte, sans répondre à l'appel arbitral élevé vers les socialistes d'Occident, dont les responsabilités sont déjà si lourdes.

« *Le Populaire* » de Paris.

3 juin 1921.

LA GÉORGIE VOULAIT LA PAIX.

Par J.-B. Sévérac.

Jamais la Géorgie n'a accepté de participer aux entreprises des généraux réactionnaires contre la Russie des Soviets. Jamais elle n'a consenti à s'associer aux desseins russophobes de l'Entente. Jamais ses hommes d'Etat ne se sont permis le moindre geste qui pût ressembler à une immixtion dans les affaires de Moscou. Jamais les Géorgiens n'ont rien demandé de plus que le droit d'organiser librement leur pays. Jamais ils n'ont eu d'autre désir que celui de vivre en paix avec leurs voisins. Jamais ils n'ont accompli d'acte qui ne correspondît pas à ce désir.

Et voici que les troupes russes ont envahi la Géorgie, chassé le gouvernement géorgien et occupé Tiflis.

⁂

Le 7 février, on fêtait à Tiflis, au ministère des affaires étrangères, la reconnaissance de l'indépendance politique de la Géorgie. Parmi les assistants se trouvait le représentant de la Russie soviétique, Kavtaradzé. Quand son tour vint de prendre la parole, Kavtaradzé, s'adressant au citoyen Jordania, président de la République Géorgienne, déclara :

« Je m'adresse à vous, parce que vous et moi avons pris nos idées à la même source. Je m'adresse à vous parce que vous avez été mon maître. Et permettez-moi de lever mon verre, avec la plus grande sincérité, à la prospérité du laborieux peuple géorgien et à votre prospérité à vous son chef actuel. »

Cela se passait le 7 février.

Et quatre jours après, dans la nuit du 11 au 12, les

troupes soviétiques franchissaient la frontière géorgienne et marchaient sur Tiflis.

***

Tels sont les faits. Telle est la violence contre laquelle les socialistes de Géorgie protestent auprès des socialistes et du prolétariat du monde entier.

Kautsky a entendu leur appel.

« Nos frères de Géorgie, écrit-il, attendent l'aide du prolétariat de tous les pays. Ils ont droit de compter sur les sympathies de tous les socialistes pour qui le socialisme et l'affranchissement de l'humanité travailleuse sont un idéal vivant et non un prétexte à domination. Et si les socialistes de Géorgie sont trompés dans leur confiance, ce sera la plus lourde défaite qui ait jamais été infligée à l'idée de l'Internationale ». (*Volia Naroda*, du 20 février 1921).

Déjà plusieurs sections de l'Internationale ont marqué leur réprobation du coup de force perpétré contre la Géorgie. D'autres sections les suivront sans doute. La guerre injuste est toujours un crime, quels qu'en puissent tre les fauteurs.

Quant à ceux qui ont voulu voir dans le gouvernement de Moscou l'incarnation même du socialisme et qui ont cru que Moscou ouvrait l'ère de la paix et marquait fin du militarisme et des violences nationales, ils peuvent mesurer maintenant la grandeur de leurs illusions.

Que la Russie bolcheviste n'ait pas pu supporter le voisinage d'un petit peuple libre, quel témoignage et quel enseignement !

« *La Vie Socialiste* »

5 mars 1921

VIVE LA GÉORGIE LIBRE !

Par Eugène Grenier.

Aucune voix bolcheviste, aucun « communiste éprouvé » de France n'a protesté contre le crime commis par les dictateurs rouges à l'égard de la Géorgie pacifique.

Aucun de ceux qui font désormais profession de parler au nom du peuple français n'a daigné élever la protestation attendue par le peuple géorgien.

Et le crime se poursuit, implacable et cynique, organisé et perpétré par les hommes de Moscou, dont tous les gestes, tous les actes sont acceptés par les commuuistes d'ici dans un esprit de discipline odieux.

Vous rappelez-vous avec quelle fougue, avec quelle indignation, Cachin, le vertueux communiste, sommait le gouvernement français d'exposer sa pensée profonde à l'endroit de la Russie des Soviets ?

Il posait inlassablement ces questions :

1) La France est-elle ou non en guerre avec la Russie ?

2) Si elle est en guerre, dites-le, avouez-le.

Mais Cachin et ses pareils, mystiques et cruels à la fois, demeurent impassibles quand la Géorgie envahie et martyrisée appelle au secours le socialiste international.

Reprenant à peu près les formules citées plus haut, le manifeste envoyé par le Parti social-démocrate de Géorgie aux partis socialistes et aux syndicats ouvriers de l'Europe demande à son tour :

1° La Russie des soviets est-elle ou non en guerre avec la Géorgie ?

2° Si la Russie est en guerre avec la Géorgie, pourquoi cherche-t-elle à le dissimuler ?

Le monde socialiste doit être fixé sur ces points, dit encore le manifeste.

Mais en dehors de la IIe Internationale et des quelques fractions socialistes réunies lors de la Conférence de Vienne, le « monde socialiste » se dérobe au plus sacré des devoirs: secourir un petit peuple opprimé contre toute justice.

Que prétendent donc les « communistes éprouvés » domestiqués par la dictature de Moscou ? Que la Géorgie doit s'estimer heureuse de passer sous la domination des bolcheviks, tout simplement. Mais c'est aussi par la force et pour faire le bonheur des gens que les anciens princes envahissaient et s'annexaient les provinces.

Et qui peut oublier que la Géorgie s'était donné librement, après une consultation électorale régulière et large, le gouvernement socialiste de son choix ?

Vraiment, dans le silence gardé par les partis bolchevistes devant l'agression qui se poursuit là-bas, il y a comme une lâche et dégradante complicité.

Raison de plus pour que nous élevions encore notre protestation.

« France Libre.»
26 mars 1921

L'ASSASSINAT D'UN PEUPLE.

Par Georges Renard.

Sur le versant sud du Caucase, il s'était formée, dans le grand effondrement de l'Empire russe, une République Géorgienne, capitale Tiflis.

C'était un Etat indépendant, voulu comme tel par les habitants du pays, reconnu comme tel par les puissances, preuve en soit le traité du 7 mai 1920, en vertu duquel le gouvernement de Moscou s'engageait à

renoncer à toute iutervention dans les affaires intérieures de la jeune République.

C'était aussi un Etat démocratique : par 90 pour cent des citoyens, le pouvoir avait été confié aux socialistes et la présidence du gouvernement était échue à leur chef, le citoyen Jordania. Ils avaient, conformément à leur programme et avec l'assentiment de l'immense majorité, socialisé les mines, les forêts, les voies ferrées; ils avaient remis aux mains de l'Assemblée nationale et des autorités locales, élues au suffrage universel, la gestion des affaires publiques; ils avaient institué l'élection des juges, la liberté de la presse, développé l'instruction, donné la terre aux paysans (1).

Ils rêvaient de vivre en paix, en relations amicales avec les peuples limitrophes; ils n'avaient pris aucune part aux entreprises tentées contre leurs remuants voisins, les bolchevistes, quoique ceux-ci eussent essayé de fomenter chez eux des révoltes qui avaient piteusement échouées.

Mais il se trouva pour son malheur que la République Géorgienne était petite entre des Etats de grande étendue, riche et laborieuse entre des contrées affamées et déshabituées du travail, en possession de stocks de céréales qui excitaient bien des convoitises.

Fut-ce, chez les bolchevistes, un effet de leur mégalomanie qui les porte à croire qu'ils doivent conquérir le monde? Fut-ce un cas particulier de cet impérialisme unitaire qui les pousse à reconstituer l'Empire des tzars? Ou, tout simplement, l'envie de faire une de ces razzias fructueuses, comme les tribus à demi-sauvages en opèrent sur les territoires qui les avoisinent?

Toujours est-il qu'avec une duplicité très orientale,

(1) Voir pour le détail le volume très documenté de Wladimir Woytinsky : *La Démocratie géorgienne* (libraire Alcan). Voir aussi *La Réforme agraire*, par Khomeriki (Paris, A. Simon et Cie. 1921) G.R.

tout en protestant de leurs bonnes intentions, ils préparaient l'invasion de la Géorgie! Il n'y a pas moyen de nier la préméditation: un rapport du général Hecker, commandant la onzième armée russe, adressé au gouvernement de Moscou et daté du 13 décembre 1920, rapport qui a été surpris par le gouvernement de Tiflis, indique de façon précise les mesures à prendre pour « soviétiser la Géorgie », comme disait Trotzky dans un discours de novembre 1920. En février 1921, sans déclaration de guerre, l'attaque commence du côté du Sud.

— Nous n'y sommes pour rien, disent les bolchevistes. C'est l'Arménie qui ouvre les hostilités. — L'Arménie proteste. On télégraphie à Moscou pour tirer la chose au clair. Mais, comme par hasard, les télégrammes n'arrivent pas à destination.

Les Géorgiens cependant se défendent. Ils ont d'abord quelques succès contre leurs agresseurs. Mais voici que des troupes ennemies entrent par quatre trouées sur leur territoire. Les Turcs viennent y ajouter une cinquième irruption : ils veulent, disent-ils, empêcher les Russes de s'emparer du pays; mais, le jour où ils se rencontrent avec les envahisseurs, ils fraternisent avec eux et aident à asséner le coup suprême à la République Géorgienne.

Les deux larrons se partagent alors le pays conquis. Les Turcs s'en adjugent un bon morceau; les bolchevistes demeurent les maîtres du reste,et quels maîtres! Plus d'institutions libres! Comme ils sentent qu'ouvriers et paysans seraient contre eux, suppression des élections! Plus de réunions publiques! Qui parle contre les dictateurs est jeté en prison. Plus d'autre presse que celle qui chante les louanges du communisme triomphant! Un terrorisme militaire pèse sur la population asservie.

Cependant les usines se ferment, les dépôts de blé sont enlevés; les wagons des chemins de fer partent pour la Russie. C'est la misère, c'est la famine. La vie économiqne, comme la vie politique, est paralysée.

Aujourd'hui, les derniers défenseurs de la Géorgie, ceux qui furent ses ministres républicains et nationaux, s'en vont errant sur les routes de l'exil. Ils adressent un appel à tous les partis socialistes et à toutes les organisations ouvrières, pour dénoncer le guet-apens dont leur pays a été victime.

Mais ce n'est point seulement par les partis d'avant-garde que leur protestation doit être accueillie : elle doit aller au cœur de tous les républicains, de tous ceux qui aiment la justice, qui condamnent, et non des lèvres seulement, toute guerre de conquête, qui reconnaisent à tout peuple le droit de disposer librement de lui-même.

La France fut toujours l'amie des opprimés, le refuge des proscrits de la liberté. Que dans la presse et au Parlement se manifeste sa sympathie pour la nation géorgienne réduite en esclavage, mais énergiquement rèsolue à secouer un joug tyrannique !

« *Lyon rèpublicain* »

17 juin 1921.

UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE EN DANGER.

Par A. Marquet.

La Géorgie est menacée. Ce pays qui a son histoire, ses traditions, sa langue, fut annexé par les tsars que fascinaient leurs rêves d'expansion orientale. Libérée par la Révolution, en mai 1918, la Géorgie proclama son indépendance et se donna librement un gouvernement social-démocrate. Le président de la République

socialiste de Géorgie est Noé Jordania, un militant vénéré de la grande révolution.

Les rapports entre Moscou et Tiflis, capitale géorgienne, furent toujours incertains, Moscou ayant le culte de la force; Tiflis, celui de la paix. D'ailleurs, quel danger pouvait faire courir la « garde rouge » d'un pays de trois millions d'habitants aux forces militaires du bolchevisme russe?

Mais Moscou, pour des raisons d'ordre politique et économique, veut anéantir la Géorgie socialiste.

Moscou veut supprimer la Géorgie socialiste, car elle a démontré qu'une révolution plus profonde que celle qui a été accomplie en Russie peut être dirigée par un gouvernement issu du suffrage universel, sans dictature personnelle, sans terreur; mauvais exemple, n'est-ce-pas? Moscou veut s'emparer de la Géorgie parce qu'elle est traversée de l'Est à l'Ouest par le « pipe-line » qui conduit les pétroles de Bakou à Batoum, sur la mer Noire. C'est là le double objectif des troupes communistes qui opèrent à cette heure en territoire géorgien.

Cette action criminelle exigeait la complicité des travailleurs occidentaux; pour l'obtenir, Moscou a dénoncé les social-démocrates géorgiens comme des agents de l'Entente. Rien n'est plus faux, tous les faits prouvent le contraire, mais Moscou sait que la connaissance des faits et l'esprit critique ne sont pas le propre des néo-communistes occidentaux. Cette campagne n'était elle-même qu'une préparation; les détails de l'agression revêtent le machiavélisme de la politique orientale de Moscou ; ce machiavélisme donne la sensation de l'infini.

Au début de 1918, la Géorgie, l'Azerbeïdjan et l'Arménie constituaient la fédération transcaucasienne ; lorsque, en mai de la même année, ces pays proclamèrent l'indépendance, ils eurent à délimiter leurs frontières.

L'attribution de certains territoires réclamée par la Géorgie fut contestée par l'Azerbeïdjan et l'Arménie.

C'est vers la fin de 1919, que les bolcheviks tournèrent leurs regards vers l'Azerbeïdjan, sur les territoires de cette République se trouvaient les célèbres puits de pétrole de Bakou.

Quand un Etat capitaliste convoite les richesses naturelles d'un pays moins armé que lui, il invente un prétexte et s'empare du pays tout entier, c'est ce que fit le gouvernement de Lénine. Les armes à la main, l'Azerbeïdjan fut bolchevisé.

L'émancipation des peuples opprimés d'Orient servit de prétexte à cette œuvre de rapine que le Congrès de Bakou couronna de discours enflammés sur le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Quinze mille paysans d'Azerbeïdjan payèrent de leur vie la résistance à l'oppresseur; les armées rouges se comportèrent en ces régions comme les troupes de Gouraud en Syrie ou celles de Lyautey au Maroc.

Simultanément, d'ailleurs, Kémal pacha décidant d'occuper les territoires que le traité de Brest-Litovsk livrait à la Turquie, envahissait l'Arménie et la bolchevisait à son tour par les mêmes moyens. Cette tentative d'établissement du régime communiste par des troupes kémalistes en liaison avec Moscou, par l'intermédiaire d'Enver pacha, a été sanglante.

Dès ce moment, novembre 1920, limitée par la mer à l'Ouest, encerclée au Nord par la Russie, à l'Est par l'Azerbeïdjan soviétisé, et au Sud par l'Arménie devenue colonie turco-communiste, la Géorgie fut en danger.

Le scénario se déroula comme il était prévu. De Bakou et d'Erivan explications furent demandées au gouvernement géorgien à propos des zones territoriales dont l'attribution avait été réservée lorsque les trois pays avaient presque simultanément proclamé leur indépendance. Les réponses n'étaient pas jugées suffisantes, une armée bolcheviste opérant sous pavillon d'Azerbeïdjan et une autre armée arborant le drapeau arménien, entrèrent en

Géorgie. C'est alors que la troisième armée russe envahit par le Nord le territoire georgien et ce sans déclaration de guerre pour la raison que l'Azerbeïdjan et l'Arménie font partie de la République fédérative des Soviets!

La Géorgie socialiste avait depuis longtemps envisagé l'hypothèse de cette agression; mais la Géorgie socialiste a le droit de compter sur le concours des forces ouvrières et socialistes d'Occident. Elle a fait appel à Vienne aux représentants des partis socialistes réunis en conférence; ils ont entendu sa protestation et partout les socialistes commencèrent à s'élever contre la politique de brutalité par trop identique à celle des gouvernements bourgeois que pratiquent les dictateurs de Moscou dans le Caucase.

L'expansion du bolchevisme à coups de fusil, sous prétexte de libérer les peuples d'Orient, quand ils sont libres, comme la Géorgie, les massacres de paysans qui s'insurgent contre les réquisitions forcées, comme en Azerbeïdjan, la livraison aux nationalistes turcs des Arméniens, le tout se justifiant par la haine d'une politique révolutionnaire démocratique, la convoitise des pétroles de Bakou et du pipe-line Bakou-Batoum, méritent d'être condamnés.

Si la pression morale que le socialisme peut exercer ne se produit pas, si la Géorgie est vaincue, le seul foyer de civilisation occidentale en proche Orient sera détruit, le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sera foulé aux pieds, avec la complicité de ceux qui l'ont toujours défendu. Il est impossible que le socialisme occidental tolère ce forfait; il élèvera sa protestation solennelle.

« *Populaire* » de Bordeaux.

13 mars 1921.

Belgique.

UN GUET-APENS.

Par Louis De Brouckère.

Le coup de force du gouvernement de Moscou contre la République Géorgienne n'est pas un évènement fortuit, le résultat d'un caprice soudain des dictateurs. Il fait partie d'un plan mûrement médité, celui même qui dénonce la dépêche, si éloquente en sa simple précision des organisations socialistes et syndicales; les Bolchevistes reprennent au Caucase la politique des Tsars. Ils veulent faire de cette ancienne province la place d'armes d'où partiront leurs expéditions vers Constantinople ou vers l'Inde.

Ceux qui s'intéressent aux choses de la géographie économique savent que la Géorgie est la porte principale de l'Asie. Le néo-impérialisme russe veut tenir la porte pour occuper la maison.

Voici longtemps déjà qu'à travers toutes les vicissitudes ils poursuivent leur projet, patiemment. C'est pour le réaliser qu'ils ont assassiné d'abord la république de l'Azerbeïdjan, et maintenu leur autorité au prix des plus affreux massacres d'ouvriers et de paysans.

C'est pour le pousser qu'ils se sont faits complices d'abord de Kémal Pacha, envahissant une nouvelle fois l'Arménie. C'est toujours dans le même dessein qu'ils ont poussé à trois reprises contre la Géorgie. Une première fois, au printemps dernier quand la paix de mai vint mettre fin à leur expédition. Une seconde fois, tout récemment quand ils durent renoncer à violer la frontière parce que les troupes rouges refusaient de combattre un

peuple libre. Une troisième fois, enfin, en ce moment, où le peuple socialiste de Géorgie lutte avec tant de courage pour la défense de ses libres institutions.

Assurément, la position de nos amis est grave. Elle n'est toutefois point désespérée. Si souvent la République Géorgienne a fait face victorieusement à la mauvaise fortune, que nous pouvons espérer la voir parer encore le coup fourré que les communistes lui portent. Mais il importe que tous les socialistes dignes de ce nom lui apportent l'assistance morale, qui a bien sa valeur. La guerre ne se gagne pas exclusivement sur les champs de bataille; la victoire, toujours, dépend un peu de l'opinion.

Les bolcheviks le savent bien et, à l'exemple de ces militaristes allemands dont ils ont pris tant de leçons, ils font précéder leur offensive militaire d'une offensive morale. En d'autres termes, ils ont soin de calomnier leurs victimes avant de les assaillir,

Ai-je besoin de constater que les calomnies, lancées par Moscou, cette fois encore, trouvent grand accueil auprès de nombre de « révolutionnaires » de la nouvelle école, qui ont apporté dans le parti socialiste les habitudes de servilité contractées dans les groupements bourgeois dont ils viennent. Ceux-là se platventrent devant les dictateurs nouveaux comme ils se prosternaient hier devant le tsar et on est sûr de trouver leurs applaudissements tout prêts quand il s'agit d'étrangler une liberté ou d'assassiner un peuple!

Les calomnies se multipliaient depuis quelques jours. Elles laissaient déjà deviner l'attaque prochaine dont elles devaient fournir les prétextes. Nous ne voulons en retenir aujourd'hui qu'une seule qui, sur je ne sais quel mot d'ordre occulte, a fait le tour de la presse communiste: on accuse la Géorgie d'avoir, contre le droit des gens, fait emprisonner des « diplomates » du soviet de Bakou.

Or, sait-on qui étaient les diplomates prétendus? Voici

sur les plus importants de ces personnages quelques renseignements précis :

Les collaborateurs de la mission azerbeïdjanienne, MM. Metchitof, Mirotadzef et Tomaïef, s'adonnaient aux menées illégales contre la République en y employant des sommes considérables dont ils disposaient. Cette circonstance a obligé le gouvernement d'arrêter les dites personnes.

L'activité du quatrième diplomate bolcheviste, M. Mamédof, consistait à organiser, sans regarder à la dépense, une campagne contre la Géorgie dans la province de Batoum. Le gouvernement géorgien l'a expulsé du territoire de la République.

Enfin, le secrétaire général de la mission azerbeïdjanienne en Géorgie (son vrai nom est M. Sadjaïa) a été trouvé porteur d'un faux passeport. Le gouvernement de l'Azerbeïdjan lui avait délivré ce passeport et l'avait nommé premier secrétaire de la mission pour lui faciliter la besogne dont on le chargeait, notamment l'organisation de l'espionnage militaire et la fondation d'un groupe terroriste !

N'est-ce point caractéristique? Et que faut-il penser de révolutionnaires applaudissant à une guerre entreprise dans ces conditions?

« *Peuple.* »

24 février 1921.

Russie.

L'INVASION DE LA GÉORGIE.

Par L. Martoff.

Ainsi que le montrait notre parti à plusieurs reprises, la tendance principale de la politique extérieure du pouvoir soviétique, à savoir la défense et la préservation de la révolution russe contre l'impérialisme de l'Entente et contre les vélléités contre-révolutionnaires et annexionnistes de quelques pays voisins de la Russie, s'entre-croise avec des tendances d'un autre genre qui ont une signification tout à fait diflérente au point de vue des intérêts du prolétariat russe et mondial.

Il faut noter tout d'abord la tendance à importer artificiellement la révolution communiste en Europe au bout des baïonnettes des paysans russes anti-communistes et mobilisés par force. Nous avons averti le prolétariat russe des dangers possibles de cette politique d'aventure aux débuts mêmes de la guerre russo-polonaise, alors que le gouvernement bolcheviste, appuyé non seulement par le prolétariat et les paysans, mais aussi par une partie des intellectuels bourgeois, a mis en avant le programme d'une guerre purement défensive. Nous avons protesté avec la plus grande énergie contre le triomphe de cette tendance lorsque, entraîné par les succès militaires qui avaient amené les armées rouges à Varsovie, le gouvernement de Lénine tenta de « soviétiser » la Pologne et reçut par des défaites postérieures, tout à fait inévitables, une leçon bien méritée. Cela l'a contraint à conclure la

paix par laquelle il cède à l'impérialisme polonais beaucoup de territoires non-polonais, au préjudice des intérêts des travailleurs de la Russie.

Mais, déjà, durant la guerre polonaise, une autre dangereuse tendance de la politique extérieure et militaire de la Russie soviétique apparut. Par suite de l'échec des plans hasardeux de la 3e Internationale, cette Russie est obligée parfois de céder aux ennemis des territoires russes. D'un autre côté et sous le couvert de la même idée de porter dans l'Occident la révolution mondiale, elle réalise de temps en temps le problème de « ramasser la terre russe », l'ancien Empire des Romanoff, brisé par les efforts de l'impérialisme allemand et, ensuite, de l'impérialisme anglais. La réalisation de ce problème attire à la politique extérieure du pouvoir bolcheviste les sympathies des nationalistes russes bourgeois. Et comme la même action augmente moralement et politiquement l'importance du nouveau militarisme, créé par le bolchevisme, militarisme qui s'affermit toujours de plus en plus et qui se soucie fort peu du communisme, il se produit un amas de divers intérêts de groupes dont le désir est commun d'établir, sous n'importe quel couvert, la politique de l'expansion militaire de la nouvelle Russie révolutionnaire. Et plus le « pouvoir des Soviets », libéré de toute idée propre à la classe prolétarienne, s'affranchit du moindre contrôle efficace à ces classes, plus dans cette politique du gouvernement soviétique les intérêts de l'expansion de la « Grande Russie » l'emportent sur les principes élémentaires du socialisme et sur les intérêts réels de la révolution russe et internationale.

Dans l'Occident, la politique du gouvernement bolcheviste est rentrée, après la défaite en Pologne dans la voie uniquement raisonnable de la conclusion des traités de paix et des conventions commerciales avec les Etats capitalistes. Mais par suite de l'ambiguité inhérente à la politique de Lénine et de Trotsky à cause de

leur penchant à hésiter entre les éléments hétérogènes qui forment le parti communiste russe, les tendances expansionnistes et hasardeuses ont trouvé une issue dans la *politique orientale* du pouvoir soviétique. Le même but, celui de contribuer à la révolution mondiale au moyen de la destruction de la puissance britannique en Asie, a servi de prétexte à la politique qui, en réalité, tend à reconquérir pour la Russie le naphte caucasien, la domination sur les nations de la Transcaucasie et l'hégémonie dans la mer Caspienne. L'occupation de l'Azerbeïdjan, le congrès des peuples de l'Orient, à Bakou, la comédie assez mal jouée du coup d'Etat soviétique en Arménie, l'affermissement de l'alliance avec les kémalistes, l'intervention dans les affaires de Perse, de Boukhara et de l'Afghanistan, telles sont les étapes de cette politique. On pourrait la considérer comme tendant à importer la révolution sociale en Angleterre, si les pourparlers que les bolchevistes poursuivent opiniâtrement avec la même Anglcterre sur le traité de commerce et la « délimitation des sphères d'influence » ne réduisaient son importance à la récupération des anciennes positions stratégiques et économiques dans l'Orient. Et cela en dépit de la volonté « subjective » des bolchevistes eux-mêmes et au détriment de l'indépendance nationale et des intérêts nationaux des peuples orientaux.

Pourrait-il en être autrement dans l'état de choses actuel quand le commissaire du peuple aux affaires des nationalités, Staline en personne, est obligé, dans ses propositions sur la question nationale, approuvées par le comité central du parti, de caractériser l'action de son parti à l'égard des nationalités allogènes habitant la Russie, de la manière suivante :

« Les communistes Grands-Russiens travaillant dans les régions limitrophes, grandis dans les conditions de la nation dominante, n'ayant pas connu d'oppression national, font souvent trop peu de cas des particularités

nationales dans le travail du parti, ou n'en tiennent aucun compte, ignorant les traits distinctifs de la structure sociale, de la civilisation, des mœurs et coutumes, du passé historique de telle ou telle nation, et ainsi ils vulgarisent et défigurent la politique du parti dans la question des nationalités. Cette circonstance *fait dévier et pencher le communisme du côté de la politique de la nation dominante, de la colonisation, du chauvinisme grand-russien.* »

Ces fleurs du nationalisme bolcheviste s'épanouissent encore plus librement au-delà des frontières du territoire russe, là, où la force armée brutale dirige seule la politique.

L'invasion de l'armée rouge en Géorgie sans déclaration de guerre est une étape de cette politique orientale des bolchevistes.

Le pouvoir soviétique a mis à profit la conclusion du traité de paix avec la Géorgie, non pour organiser le commerce avec la Russie, ce qui était plus important pour le peuple russe, mais pour aider, sous le couvert de l'inviolabilité de la mission soviétique et sans aucune gêne, les communistes géorgiens, à *préparer un coup d'Etat.* Dans le pays où le gouvernement et le parti social-démocrate gouvernant ont derrière eux la majorité écrasante des ouvriers et des paysans, majorité qui a exprimé sa volonté simultanément dans l'Assemblée Constituante et dans les Soviets, élus librement, — et non pas à la moscovite, — dans un tel pays un coup d'Etat semblable, ne pouvait être conçu que comme l'aventure d'une infime minorité puisant toute sa force dans les millions de Moscou, et avec les baïonnettes moscovites, ainsi que dans l'excitation contre le peuple géorgien de diverses nationalités habitant les régions limitrophes de la République. Les mesures de défense policières auxquelles a recouru le gouvernement géorgien (représailles contre les communistes du pays) ont servi

de prétexte à la campagne acharnée d'excitations et de calomnies dans la presse soviétique officielle qui, pendant ces derniers mois, préparait de la manière la moins équivoque l'opinion publique au complot sanglant. Naturellement, les organes soviétiques présentaient la situation comme si la petite Géorgie, quoique faible et isolée du monde, provoquait insolemment le colosse bolcheviste qui a concentré au Caucase des forces considérables et qui, avec son allié Mustapha-Kémal, a entouré la Géorgie de tous côtés de son demi-cercle de fer. Tchitchérine et ses maîtres savent très bien que, quelque absurde que fût cette fable sur la République de trois millions d'âmes élaborant des plans agressifs contre la Russie et ses 120 millions d'habitants, il se trouverait toujours, parmi les communistes européens, des gens naïfs et, surtout ceux achetés par l'or moscovite, prêts à expliquer de cette manière les origines du conflit.

La conquête de l'Arménie sous les apparences de sa « soviétisation » a fourni aux commissaires bolchevistes un prétexte de plus pour exercer une pression sur la Géorgie : le manque absolue, dans l'Arménie, qui ne connaît pas d'industrie, de racines sociales pour le bolchevisme, ne permettait à ce dernier de s'introduire dans le pays que sous forme d'un « nationalisme bolcheviste », d'une variété nouvelle du nationalisme arménien. Il fallait exécuter la promesse et l'on a indiqué aux bolchevistes arméniens fraîchement équipés les districts géorgiens ayant une population mixte, comme il y a quelques mois l'on avait indiqué aux bolchevistes musulmans les districts arméniens habités par une population également mixte.

Alors, tout commençait à marcher comme sur des roulettes ; le conflit entre la Géorgie et l'Arménie soviétique « provoque » la révolte des paysans musulmans et arméniens sur les frontières. Les « insurgés » se dirigent, sans savoir pourquoi, sur Tiflis, pendant que le gouver-

nement soviétique russe s'efforce de convaincre le monde entier qu'il n'y est pour rien et qu'il ne veut jouer qu'un rôle de médiateur entre les peuples en discordes. Quand les « insurgés » sont défaits par les Géorgiens, une armée rouge pénètre ouvertement dans la Géorgie par le Nord, c'est-à-dire de la *frontière russe* sur Gagry, et établit son quartier général dans l'ancienne propriété du duc d'Oldenbourg. Tiflis est évacué par les Géorgiens et là, comme cela se pratique toujours chez les bolcheviks, aussitôt après l'entrée de l'armée rouge, un comité révolutionnaire se constitue, qui déclare la naissance de la Géorgie soviétique de par la volonté « des ouvriers et paysans géorgiens », ce qui n'empêche pas Tchitchérine de continuer d'annoncer dans ses radios l'insurrection des « Musulmans, Arméniens et molokans », opprimés par la Géorgie. La mention de « molokans », qui a provoqué chez la « *Rote Fhane* » de Berlin, reproduisant ce radio bolcheviste, le besoin de mettre un point d'interrogation, est très caractéristique : les colonies des molokans au Caucase formaient la *bourgeoisie paysanne* russe, à l'aide de laquelle le tsarisme exerçait habilement sa politique de colonisation russophile. Aujourd'hui, ces molokans jouent le rôle de soutiens du communisme en Géorgie.

Par la déclaration que Kirof, ancien ambassadeur soviétique à Tiflis, a faite à la réunion des membres du bureau caucasien du parti communiste russe (voyez le numéro du 8 février des « Izviestia de Petrograd »), on peut juger jusqu'à quel point les cercles bolchevistes qui dirigeaient la politique transcaucasienne avaient ces derniers temps une disposition d'esprit agressive :

« Si jusqu'à présent nous avons traité les injures et les calomnies des cercles dirigeants de la Géorgie mencheviste comme des aboiements de chien, il est temps de dire à ces dirigeants que dans leur acharnement ils ont poussé la situation politique jusqu'au point où, comme

on le dit, les nuages s'amoncèlent. Si, jusqu'à présent, nos représentants ont assuré à Noé Jordania que son petit pays, imprégné de vin de Kakhétie (!), ne nous intéresse aucunement, le temps est venu de lui déclarer que le Caucase sera le tombeau non pas de la Russie Soviétique, comme il l'en menace, mais celui des ces amis, les généraux et les gendarmes tsaristes... Si Noé Jordania, fou de rage impuissante, ose encore attaquer les communistes avec son unique jambe desséchée, il faut lui dire que nous n'avons qu'à faire un geste pour qu'il descende aussitôt dans le tombeau qu'il nous prophétise... Les nuages s'amoncèlent. Mais dès que l'orage aura éclaté sur la Géorgie, l'étoile rouge brillera au ciel ! »

C'est à peu près dans ce style que la racaille officieuse de l'Austro-Hongrie, écrivait, en préparant en juillet 1914, le peuple à l'envahissement de la Serbie.

Mais l'Autriche même avant d'attaquer sa petite voisine, lui signifia un ultimatum. Le gouvernement bolcheviste s'est passé de cette formalité qu'il a remplacé par la « révolte », organisée avec son aide et son concours.

Aujourd'hui, où les troupes rouges accomplissent leurs exploits ordinaires dans la région de Koutaïs, Lénine, dans son rapport au Soviet de Moscou, déclare que la politique russe au Caucase est la politique du rétablissement de l'ordre troublé par la lutte des nationalités, que les cliques bolchevistes, ajoutons-nous, excitent l'une contre l'autre. Tel était toujours le prétexte de la politique impérialiste de la même Autriche à l'égard des peuples balkaniques, la grande puissance se servant habilement d'une nationalité contre une autre, et créant précisément ce même « désordre » qui lui donnait une foule de prétextes pour intervenir dans le but d'assurer l'ordre ! Toute la politique transcaucasienne des bolchevistes est taillée sur le même patron. Mais alors, qu'y a-t-il de commun, demandons-nous, entre la mission impérialiste de la Russie, de rétablir « l'ordre » dans les pays qui ne

lui appartiennent pas et les principes du socialisme? La résolution de la délégation à l'étranger du parti social-démocrate ouvrier russe (1) donne l'appréciation de la nouvelle aventure du gouvernement bolcheviste et caractérise ses conséquences fatales à la cause de la révolution. En exprimant nos sympathies ardentes au prolétariat socialiste de la Géorgie qui subit une si terrible épreuve, nous exprimons en même temps notre ferme confiance que cette acte de la politique dénuée de tout principe, retombera sur la tête du parti qui en est responsable. Malheureusement, tout en se décréditant eux-mêmes, les bolchevistes menacent une fois de plus d'assombrir aux yeux du monde entier la face même de la révolution russe, et ils menacent de faire peser sur les épaules du prolétariat russe, le fardeau de la haine et de la méfiance qu'ils sèment sur la voie des aventures et du nationalisme.

« Le Courrier Socialiste »
(*« Socialistitchesky Viestnik.* »)
18 mars 1921

LA GÉORGIE ET L'ARMÉNIE.

Par Wl. Lébédeff.

Les nouvelles qui viennent du Caucase nous parlent de la réussite du plan conçu par les bolcheviks.

Ils ont mis le Caucase à feu et à sang.

Après le coup d'Etat de l'Azerbeïdjan, exécuté par les bolcheviks russes du pays et les nationalistes musulmans turcophiles qui voyaient dans les bolcheviks les alliés de la Turquie aucunement communiste, l'Arménie a été écrasée à son tour.

1. Voir p.p. 189-190 de ce livre.

En son temps, nous avons raconté en détails comment les bolcheviks, s'appuyant sur les nationalistes d'Azerbeïdjan qui ont une haine de race contre les Arméniens, et en collaboration avec les troupes de Mustapha-Kémal-Pacha avaient conquis le nouveau petit Etat.

Il restait aux bolcheviks à accomplir la partie la plus importante et la plus difficile de leur tâche : c'était la conquête de la Géorgie.

La Géorgie a eu le privilège de concentrer leur haine. Elle était gouvernée par des mencheviks géorgiens et elle présentait un contraste frappant avec la Russie soviétique.

Mais, à part cette haine de parti, un autre sentiment guidait les bolcheviks.

C'était le calcul politique. Toute la politique du Proche-Orient du Conseil des Commissaires du Peuple est fondée sur l'alliance militaire avec la Turquie.

Et les bolcheviks ne sont aucunement troublés par le fait que la Turquie est un pays qui n'a rien de commun avec un communisme quelconque et qu'en attendant elle reste même une *monarchie*.

Pour eux la Turquie, a une importance comme moyen de lutte avec l'Angleterre.

C'est pour cela que les bolcheviks, qui avaient livré aux Turcs, en vertu du traité, de paix de Brest-Litovsk, Batoum, Kars et Ardahan, continuaient, même après l'annulation du dit traité d e promettre à la Turquie ces régions qui, entre temps, passèrent aux jeunes républiques d'Arménie et de Géorgie.

Mais en échange des territoires « à céder » à la Turquie, les bolcheviks demandaient aux Turcs de coopérer avec eux sur les fronts caucasien et anti-ententiste.

Ces opérations communes sur le front caucasien étaient tout à fait dans les intérêts des Turcs, car elles présentaient, pour eux précisément, le moyen de s'emparer de Kars, d'Ardahan et de Batoum.

Ainsi, mettant à profit les sympathies des éléments

turcophiles de la Transcaucasie et les dissensions, entre les nationalités transcaucasiennes, les bolcheviks, conjointement avec les armées turques, ont battu à tour de rôle l'Arménie et la Géorgie.

Le pouvoir soviétique a pénétré au Caucase au moyen des baïonnettes turques, en payant ce concours de la Turquie de la citadelle la plus forte de la Transcaucasie, celle de Kars, y compris son territoire, et de l'Ardahan, y compris également le territoire de ce dernier. Quant à la Géorgie, elle a été écrasée par l'invasion simultanée des troupes soviétiques de l'Ouest et du Nord, pendant que les armées kémalistes l'attaquaient par derrière.

Les bolcheviks se hatèrent surtout dans la conquête de la Géorgie par ce qu'ils craignaient l'entente entre Kémal-Pacha et les Alliés.

La presse soviétique insistait alors sur l'occupation immédiate de la Géorgie afin d'avoir à chaque instant des avantages militaires, politiques et géographiques sur la Turquie.

Mais la « conquête » de la Géorgie se trouva achevée juste au moment où Krassine avait signé lui-même le traité avec Lloyd-George, et alors que l'Angleterre, dont la lutte avec les bolcheviks servaient de prétexte, à ceux-ci, pour déclencher la guerre contre la Géorgie, non-seulement ne montrait aucune hostilité vis-à-vis des troupes soviétiques apparues à Batoum, mais ne permit même pas, à son escadre, au dire des correspondants, de prendre à bord les fugitifs géorgiens...

Les partisans russes de la Russie grande, une et indivisible » sont prêts à voir dans ces œuvres des bolcheviks l'unification de la Russie !

Le si connu monarchiste et orgnisateur de pogroms, Choulguine, juge précisément ainsi les campagnes bolchevistes dans la revue réactionnaire " *Rousskaïa Mysl* " (« Pensée russe »).

« Admettons, écrit-il, que les rouges *imaginent* qu'ils

combattent pour la plus grande gloire de l'Internationale. En réalité, ils ne répandent leur sang, quoique inconsciemment, que pour restaurer « l'Empire Russe, protégé de Dieu ». Ils mettent en mouvement, de tous les côtés, leurs armées rouges organisées, jusqu'à ce que celles-ci, tout à fait comme les armées blanches, atteignent les limites où commence la solide résistance des autres Etats. Là, seront les frontières naturelles de la Russie de l'Avenir... Le côté « international » s'effacera, mais les frontières russes resteront »...

C'est de cette manière que le réactionnaire et l'organisrteur de pogroms russes apprécie les guerres offensives des bolcheviks.

Et il n'est pas le seul. Beaucoup de personnes imaginent que les succès militaires des bolcheviks présentent une sorte d'unification de la Russie, avec la *destruction préalable*, il est vrai, des régions « annexées ».

Ces partisans de « l'Unification » de la Russie au moyen de la IIIe Internationale oublient que toutes les guerres des bolcheviks finissent immanquablement par le passage des parties les plus importantes des territoires « conquis » aux puissances étrangères. Le fait s'est produit au Caucase, où Kars et Ardahan, arrachés aux Caucasiens ont été cédés à la Turquie, et tel a été aussi le cas à l'Ouest, où les bolcheviks et la Pologne se sont partagés la Blanche Russie et l'Ukraine.

Et c'est justement le traité de Brest-Litovsk, exécuté actuellement au Caucase, qui a marqué le commencement de la séparation du Caucase d'avec la Russie.

Toutefois, les réactionnaires ont raison de se réjouir. En distribuant les territoires des républiques limitrophes aux Etats voisins, les bolcheviks détruisent en même temps les remparts de la démocratie et du socialisme que haïssent si profondèment et à mesure égale les communistes et les réactionnaires russes.

Quelque difficile que soit, cependant, le sort de la

Géorgie et de l'Arménie, serrées entre le bolchevisme et le khémalisme, nous sommes fermement convaincus que ces pays sortiront victorieux de cette lutte inégale.

Les bolcheviks ne trouvent aucun appui parmi les populations de la Géorgie et de l'Arménie, à l'exception de leurs propres armées.

Mais la terrible leçon reçue par ces jeunes pays, doit les convaincre que ni la protection de l'Entente, ni un séparatisme irréconciliable, ni tout autre combinaison ne peuvent les protéger contre les attaques du bolchevisme de la réaction et du panislamisme.

Seul le renversement des bolcheviks en Russie, seule la régénération de la Russie démocratique et révolutionnaire et une union étroite avec elle peuvent leur garantir une existence indépendante.

« *Volia Rosïi* »
20 mars 1921.

LA TRAGÉDIE GÉORGIENNE.

Par Peskine.

« La révolution triomphe en Géorgie », affirme à ses lecteurs *l'Humanité* qui ment sciemment et hypocritement. La révolution « socialiste » oui, apportée sur les pointes des baïonnettes par des bandes envahissantes, et soutetenues efficacement par des nationalistes turcs de Kemal-pacha ! Combien doit être profonde la déchéance morale du socialisme, s'il est devenu possible, dans l'organe de Jaurès, de représenter l'assassinat d'un peuple libre comme un triomphe socialiste, sans provoquer l'indignation unanime de tous les socialistes, de tous les honnêtes gens sans exception ? Car peut-il exister le moindre doute,

que nous avons à faire ici à un acte de vengeance sanguinaire du bolchevisme despotique russe, qui ne pouvait pas supporter l'existence à côté de lui d'une république, qui, gouvernée par des socialistes, a conservé scrupuleusement toutes les conquêtes démocratiques, qui au milieu d'énormes difficultés rebâtissait patiemment l'édifice social d'un pays, ébranlé par la guerre, qui appelait à ce travail de reconstruction le concours de tout le peuple, en multipliant des institutions démocratiques de self gouvernement, dans les villes et à la campagne. Tandis que partout dans les plaines de l'immense Russie les ruines s'accumulaient, que la vie économique s'arrêtait, que toute expression de la pensée libre était enchaînée, la petite Géorgie donnait l'exemple d'un peuple qui, ayant conservé ses soviets ouvriers, avait élu librement sa Constituante, ses municipalités, ses zemstvos, reconstituait son agriculture, son industrie naissante, élargissait tous les jours son réseau d'écoles et d'institutions éducatrices et sans relâche faisait des efforts surhumains pour établir des relations pacifiques avec tous les peuples habitant ce coin où les haines nationales ont créé, pendant des siècles, un foyer de désordre et de déséquilibre.

L'exemple de la Géorgie était dangereux pour la Russie bolcheviste. La première invasion des bolcheviks n'a-t-elle pas échoué parce que le voisinage quelque peu prolongé des soldats géorgiens avait démoralisé profondément les troupes rouges qui de visu pouvaient se convaincre, qu'en face d'elles se trouvaient non pas les armées blanches, les armées contre révolutionnaires, mais une vraie nation armée de paysans et d'ouvriers, accourus pour défendre leur patrie menacée, leurs conquêtes révolutionnaires mises en péril? Le commandement russe a dû vite transporter en arrière les troupes démoralisées et envoyer des bandes fraîches, à qui on pouvait faire avaler tous les mensonges sur les « social-traîtres » impérialistes.

Les bolcheviks eux-mêmes sentaient l'horreur du crime prémédité contre un peuple libre et démocratique. Pour cacher ce crime, pour le faire accepter même par les groupes désorientés et égarés qui les suivent, ils ont recouru à leur moyen coutumier, à la lâche hypocrisie. Ce ne serait pas eux, les bolcheviks russes, qui ont apporté la guerre et la dévastation en Géorgie, ce seraient les voisins immédiats de ce pays, les Arméniens et le Nord caucasien qui lui ont déclaré la guerre. Ecoutons la protestation si probante et si émouvante des Géorgiens qui répondent à ces mensonges dans l'organe des indépendants allemands la *Freiheit :*

« L'exposé du gouvernement soviétique de Moscou affirmant qu'il ne s'agit nullement d'une agression de l'armée rouge russe, mais d'un conflit entre les Arméniens et les Géorgiens et d'un soulèvement révolutionnaire en Géorgie, cet exposé répond entièrement à la véracité bien connue de Zinowiew.

« *Chaque mot de cet exposé est un mensonge infâme*. L'Arménie et l'Azerbeïdjan ne seraient aucunement en état de faire la guerre à la Géorgie, même s'ils le voulaient, mais ils ne le veulent pas. *L'ordre d'invasion est arrivé de Moscou, les troupes soviétiques russes qui occupaient l'Arménie et l'Azerbeïdjan ont été utilisées pour l'assassinat de la petite nation pacifique.* Le gouvernement de Moscou a manifesté non seulement son sadisme pervers, mais aussi sa lâcheté. La Géorgie est gouvernée par un ministère socialiste, derrière lequel se tient unanime et décidée toute la classe ouvrière, toute la classe paysanne (90-95 °/° de la population), elle est gouvernée par des socialistes, qui sont connus de tous les ouvriers russes sachant lire comme des lutteurs socialistes dévoués et sans reproche.

« C'est pourquoi Moscou n'ose pas avouer que c'est sur *son* ordre que le sang des ouvriers géorgiens coule à flots. Vraiment si on se souvient de tout ce que la guerre

mondiale a apporté en trahison, mensonge, lâcheté et attentats contre le sentiment humain, on trouverait difficilement un crime plus monstrueux que cette guerre du gouvernement de Zinowiew contre la petite Géorgie. »

Et cette protestation de conclure : « Le prolétariat allemand élèvera-t-il sa voix contre ce crime abominable? Ou la guerre mondiale a-t-elle tellement avili le sentiment humain, que même le carnage le plus odieux et le plus honteux d'un peuple ne provoque aucune indignation? »

Hélas! Cet appel émouvant est resté presque sans écho, le socialisme et le prolétariat n'a réagi que faiblement au martyre du peuple géorgien. Le crime est presque consommé, les aspirations nobles de ce petit peuple sont tous les jours étouffées sous la botte de l'envahisseur sauvage, sans que la démocratie mondiale, le socialisme soit secoué par un cri de protestation, même de sympathie envers la nation agonisante. Cette indifférence sera une des pages noires de l'histoire du socialisme. Et cette indifférence est surtout douloureuse en France. Laissons *l'Humanité* mentir — c'est son métier d'exécuter les ordres de Moscou. Mais l'organe du parti socialiste, le *Populaire* qui tous les jours, sous la plume de Longuet étale doucereusement son innocence et sa noblesse d'âme offensée par les communistes, n'a même pas osé publier la protestation des socialistes et des syndicats géorgiens! N'avons-nous pas entendu un des camarades de Longuet, l'avocat socialiste Le Trocquer refuser sa sympathie à la Géorgie parce qu'il ne veut pas prendre parti dans les discussions entre les socialistes de la Russie! Les dissensions qui se manifestent dans des batailles entre des armées, dans l'invasion d'un petit pays par les armées de son grand voisin! Peut-on aller plus loin dans la confusion socialiste, dans l'abaissement moral et intellectuel?

Et le congrès international de Vienne? Ce congrès également s'est lavé tout simplement les mains : il a voté

une protestation qui ne deviendrait valable que si l'invasion bolcheviste a eu vraiment lieu. Non, l'internationale de Vienne n'existe pas encore, ce n'est pas elle qui apportera son concours aux socialistes de toutes les nationalités de l'ancienne Russie dans leur lutte contre le tsarisme bolcheviste. Le peuple russe, le prolétariat russe, sans attendre l'approbation et l'aide du dehors, a déjà signalé à Moscou, à Petrograd, dans le midi de la Russie, ces jours derniers, au despotisme bolcheviste que sa force combattive se réveille. C'est dans la démocratie russe que la démocratie géorgienne trouvera ses meilleurs amis, ses plus ardentes sympathies.

« *La République Russe.* »
mars 1921

LA GÉORGIE ASSASSINÉE.

Par E. Pierremont.

« Nos frères géorgiens attendent une aide morale du prolétariat mondial... Si cet espoir suprême des socialistes géorgiens est déçu, se sera la pire défaite que l'Internationale ait jamais essuyée... »

C'est par ces paroles que le vieux maître du socialisme, Karl Kautsky, terminait le vibrant appel qu'il adressait dernièrement à l'Internationale ouvrière et, en premier lieu, à la Conférence socialiste de Vienne appelée à poser les premiers fondements d'une nouvelle Internationale agissante.

Cet appel, hélas, est resté une voix clamant dans le désert...

Les atroces années de guerre, pendant lesquelles le meurtre et la violence sont devenus quotidiens, ordinaires et même méritoires, ont saturé l'atmosphère

d'émanations de tout le sang répandu, empoisonnant jusqu'aux plus belles consciences. La meute des instincts les plus vils est lâché à travers le monde et l'hallali de la force pour le moment triomphante couvre les cris de détresse de ceux qu'elle broie et les appels avertisseurs de ceux qui osent prendre la défense des victimes...

Dans un pays du Caucase, un petit peuple vaillant, avait, au cours de trois années de lutte incessante pour son existence, pieusement gardé le feu sacré allumé par la grande révolution russe. Sans phrases, sans gestes grandiloquents, par un labeur continu de tous les jours, les arrosant de la sueur de son front et du sang de sa poitrine, il posait pierre par pierre les fondements du socialisme appelé à émanciper et à régénérer le vieux monde...

Et voici que le poing monstrueux du néo-militarisme bolcheviste s'abat traîteusement sur la jeune République et en quelques jours détruit les efforts de nombreuses années...

Le peuple géorgien, son héroïque milice ouvrière ont beau opposer leurs poitrines à l'envahisseur beaucoup plus fort. En ce moment d'angoisse suprême, ils tournent leurs yeux vers leurs frères, les prolétaires du monde entier, ils demandent leur secours moral, leur encouragement, leur intervention socialiste au nom de l'idéal commun, foulé aux pieds par les hordes armées.

C'est au moment où se réunissait la conférence de Vienne que retentit le cri de détresse du peuple assassiné... Les fondateurs de la nouvelle Internationale se sont, dès leur premier pas, trouvés en présence d'une question qui devait être la pierre de touche de leur loyauté révolutionnaire et socialiste. Non seulement par sympathie pour la Géorgie attaquée, mais au nom même de l'Internationale socialiste, nous attendions avec angoisse la résolution de Vienne. Cette résolution nous l'avons maintenant... Votée malgré les protestations véhémentes

de Martov et d'autres délégués russes, ambiguë, pleine de réticences, écrite au mode conditionnel, c'est une véritable défection qui fait penser à celle de la II[e] Internationale, en 1914. C'est aussi une véritable trahison à l'égard des dizaines de milliers de prolétaires qui là-bas, dans la Géorgie lointaine, défendent jusqu'au dernier souffle leurs droits nationaux et leur idéal socialiste.

Sous l'œil vigilant de Moscou, les uns sonnent la curée, ne s'arrêtant devant aucune calomnie pour justifier le nouveau crime des dictateurs de Moscou, les autres se taisent ou cherchent à biaiser.

Nous ne nous étonnons pas : tant qu'il y aura des Golgotha et des martyrs crucifiés, il y aura toujours à côté des judas qui les auront livrés, des Ponce Pilate qui s'en laveront les mains...

Mais c'est pour nous autres, socialistes, une tristesse sans nom que ce manque de courage moral chez ceux qui prétendent parler au nom des masses ouvrières les mieux organisées, les plus conscientes de leur mission historique.

Ce serait à désespérer de tout ce au nom de quoi nous avons vécu et lutté... Mais voici qu'à côté des voix hésitantes des chefs, retentit une autre voix, pleine de promesses et d'espoir, celle des masses ouvrières de Petrograd, de Moscou et de Cronstadt qui clament aux maîtres cruels, prétendant agir en leur nom : en voilà assez !

Pendant trois ans ces masses ont supporté les pires misères, les luttes les plus dures. Ces ouvriers et ces paysans ont, au prix de leur sang, écarté de la Russie tout danger extérieur, toute menace de restauration réactionnaire. Exténués par la faim, le froid, les épidémies sans nombre et la guerre sans trêve, ils retrouvent, cependant, la force et le courage de proclamer à la face de leurs oppresseurs les idéals de liberté et de justice pour lesquels tant de leurs prédécesseurs ont lutté et péri.

Quelle que soit l'issue immédiate de cette tentative, elle vient, émanant des masses travailleuses de Russie, retremper notre foi socialiste que la veulerie de ces dernières années avait falli ébranler. Et le cri de ralliement des travailleurs russes, soulevés, une fois de plus, contre le droit du plus fort, vient donner la meilleure réponse à l'appel angoissé des travailleurs géorgiens. Car cette réponse, si elle ne comporte pas de protestation directe, implique — et c'est autrement important — l'espoir suprême et agissant en l'émancipation inéluctable de tous les opprimés et peut-être aussi, de bien des consciences fascinées.

Bulletin d'information « *Pour la Russie* »

9 mars 1921.

Suède.

LE MEURTRE D'UN PEUPLE.

Par Hjarmar Branting.

Ce qui se passe en Géorgie doit agiter profondément la classe ouvrière de tous pays.

Les premières nouvelles annonçant, entre autres, la prise de la ville de Tiflis par les bolcheviks russes n'étaient pas exactes. Si la fortune des armes a changé depuis lors et que la force défensive du peuple géorgien a vraiment été brisée, nous n'en avons pas encore reçu la nouvelle certaine. Mais il est certain que le petit pays paisible où depuis trois ans un gouvernement socialiste, appuyé par la grande majorité du peuple, maintient l'ordre et la liberté, a été l'objet d'une attaque brutale de la part des

gens de Moscou et de leurs complices. Un télégramme adressé par les organisations socialistes et syndicales de Géorgie au représentant de ce pays, à Berlin, dit :

« Le gouvernement de Moscou a violé le traité de paix avec la Géorgie. Sans la déclaration de guerre, les troupes russes des Soviets sont entrées dans notre pays. La vieille politique des tsars de Moscou continue, sous le drapeau communiste, et cherche à asservir les petites nations voisines. Les ouvriers et les paysans de la Géorgie protestent contre cette attaque et vont lutter à outrance pour leur liberté et leur idéal socialiste. Nous comptons sur l'appui moral du monde socialiste tout entier. »

Dans une note de source géorgienne, publiée comme la précédente, entre autres, dans la « *Freiheit* », à Berlin, on critique vivement la version du gouvernement de Moscou d'après laquelle il ne s'agirait que d'un conflit arméno-géorgien et d'un mouvement révolutionnaire en Géorgie même :

« Chaque mot constitue un mensonge infâme digne des égards qu'on connaît à Sinoviev pour la vérité. L'Arménie et l'Azerbeïdjan ne sont aucunement à même d'attaquer la Géorgie, si même ils le voulaient, mais tel n'est pas non plus leur dessein. C'est de Moscou que l'ordre d'attaquer est venu ; ce sont des troupes russes des soviets qui occupent l'Arménie et l'Azerbeïdjan, qui sont employées pour cette tentative d'assassiner le paisible petit peuple géorgien. Mais le gouvernement de Moscou n'ose pas reconnaître sa responsabilité car la Géorgie est dirigée par des socialistes dont les noms sont depuis longtemps connus et très estimés par tout ouvrier russe qui sait lire. »

Karl Kautsky, qui vient de rentrer de la Géorgie, publie dans l' « *Arbeiterzeitung* » de Vienne, un appel aux ouvriers de tous les pays en faveur de la Géorgie. Le bureau de l'Internationale a invité, par l'intermédiaire de Cam. Huysmans, tous ses adhérents à prêter à nos con-

frères géorgiens l'appui de leur protestation énergique et immédiate contre cette attaque criminelle de la part de la puissance russe des Soviets. « D'après ce que nous savons de la situation en Géorgie, écrit-il, nous n'hésitons pas à qualifier cette attaque d'infâme attentat contre la bonne foi dans les relations internationales et de violation de la paix. Toute l'Internationale a le devoir de prêter à nos braves camarades géorgiens son appui moral en ce moment pénible. »

Dans l'état dangereux de dissolution dans lequel le monde se trouve encore, par suite de la mise de côté — lors des négociations de paix — des exigences internationales de la classe ouvrière en vue d'une paix juste et durable, la demande de la Géorgie d'être admise dans la Société des Nations n'a pu être accordée à Genève, mais a été ajournée. Cependant, les plus vives expressions de sympathie y ont été données de tous côtés pour l'avenir de ce brave petit peuple. Le moment est venu de montrer si cet appui moral n'était que vains mots ou si les efforts unis de la classe ouvrière et de toutes les autres forces progressistes peuvent réussir à empêcher l'accomplissement du crime envers l'humanité que constituerait la nouvelle subjugation de la Géorgie au régime de violence russe.

« *Social-Democraten* » de Stockholm.

3 avril 1921

Pays-Bas.

L'INVASION DES BOLCHEVIKS EN GÉORGIE.

I. — L'agression du 21 Février. Les mensonges de la diplomatie Communiste.

L'anéantissement de la république indépendante socialiste de Géorgie est maintenant un fait accompli. Pour la troisième fois, le « grand gouvernement voisin » a commis le même crime à l'égard de cette petite nation ayant des siècles d'indépendance antérieure. La première fois ce crime eut lieu en 1783; il fut définitivement accompli en 1801.

Déjà, lors des attentats précédents contre la liberté de la Géorgie, on a pu constater que non seulement la violence fut employée: la ruse a ouvert la route à la violence, et le mensonge a cherché à déguiser ses méfaits. Cette dernière fois, l'on faisait courir le bruit que les bolcheviks n'avaient aucune part dans la lutte; celle-ci provenait d'un désaccord avec l'Arménie voisine, et le commissaire du peuple Tchitchérine avait offert les bons offices du gouvernement des soviets pour apaiser la querelle. Il en avait été de même, lorsqu'en 1783 le dernier roi de Géorgie implorait le secours de Catherine II, et concluait avec elle un traité pour s'assurer la protection russe contre ses ennemis Turcs et Persans: les Russes eurent bientôt fait de violer le traité. Ils envoyèrent les jeunes géorgiens ne devant servir que dans la milice nationale, en Sibérie et dans les provinces limi-

trophes de la Mer de Glace; ils inondaient le pays de troupes; l'Eglise nationale fut spoliée par le Synode russe et définitivement subjuguée; l'usage de la langue nationale fut interdit; les fonctionnaires autochtones furent remplacés par des Russes. De fait, il ne resta rien de l'indépendance de la Géorgie, et d'ailleurs, cette indépendance disparut en 1801 par l'annexion à la Russie...

En digne émule des traditions impérialistes du tsar, le gouvernement bolcheviste fit montre d'amitié ou de neutralité tant qu'il ne put envahir la Géorgie administrée par le parti socialiste. Alors que le gouvernement bolcheviste était encore aux prises avec les campagnes de contre-révolutionnaires, et accaparé par la guerre avec la Pologne, le traité qui reconnaissait officiellement la petite république caucasienne fut conclu en mai 1920. Mais déjà le 21 février 1921 les troupes soviétiques franchirent, sur plusieurs points. sans déclaration de guerre, la frontière géorgienne. Pour la troisième fois, les envahisseurs russes mirent le pied sur cette terre qui portait tant de traces de la domination, de la cruauté et de la ruse du gouvernement du tsar. Le drapeau rouge qu'ils déployaient n'était qu'un simulacre présage masquant le véritable sort qui attendait les défenseurs de la Géorgie, dans une lutte inégale.

Deux prétextes, significatifs tous deux pour la politique communiste, durent servir aux bolcheviks. Le gouvernement de Moscou n'a pas osé attaquer ouvertement le pays délivré après la chute du tsarisme, pays dont il s'était engagé à respecter l'indépendance. Nous avons déjà mentionné l'un de ces prétextes: le combat en Géorgie fut annoncé comme une conséquences des désaccords avec l'Arménie, désaccords dans lesquels les représentants du gouvernement soviétique auraient offert en vain leur médiation au gouvernement de Géorgie. Cependant, un correspondant du "*Manchester Guardian*" à Tiflis (le journal européen qui, dès le début, s'était

évertué à fournir des renseignements exacts sur les évènements de Russie) a immédiatement et très nettement déterminé l'état des choses. Le numéro du 10 mars contient ce télégramme expédié de Constantinople, où le correspondant en question était venu après avoir quitté la Géorgie:

Il télégraphie:

« L'attaque bolcheviste en Géorgie fut subite et inattendue, de sorte que les Anglais à Tiflis n'eurent que trois heures pour partir. Les bolcheviks effectuèrent un rassemblement de troupes de grande envergure, tenue très secrète, et firent le 21 février une invasion simultanée sur quatre points... La cavalerie de Boudenny y prit part avec de grandes forces. A part deux régiments arméniens sous le commandement d'officiers russes, et une révolte de villageois arméniens dans la zone neutre de Bortehals, il n'y eut pas d'Arméniens dans cette action. »

Le 21 février, l'état de guerre se trouva donc déclaré par cette subite violation de frontières. Mais cela n'empêcha pas le gouvernement bolcheviste de publier la communication suivante par « S. F. »:

« Le Conseil des Commissaires du peuple a proposé au gouvernement de Géorgie d'envoyer un délégué spécial pour intervenir entre le gouvernement et les révolutionnaires; cette proposition est restée jusqu'ici sans réponse. »

Aucune diplomatie bourgeoise ne put jamais être accusée d'une duplicité plus éhontée que celle-là.

La confiance aveugle dans le gouvernement bolcheviste rendit un des collaborateurs du " *Daily Herald* " de Londres complice de la campagne mensongère de Moscou envers la Géorgie. En parlant de l'impression produite sur les membres de la conférence internationale socialiste de Vienne lorsque le 24 février arriva en plei-

ne séance la nouvelle de l'attaque bolcheviste, le correspondant dudit journal télégraphia :

« La nouvelle de l'état révolutionnaire en Géorgie et l'assurance que les troupes russes ont renversé le gouvernement menchevik caucasien, ont produit une vive émotion au cours de la séance d'aujourd'hui de la conférence internationale. Quelques minutes plus tard le « S. F. » de Moscou, concernant le même évènement, fut connu de tous les délégués. D'après le télégramme une révolte s'était produite spontanément dans la population musulmane de la Géorgie contre le gouvernement géorgien. Le délégué plénipotientiaire russe à Tiflis, ajoutait le télégramme, avait offert sa médiation, mais cette proposition avait été refusée par le gouvernement géorgien. »

« J'ai été frappé du fait, ajoute le correspondant. que la conférence ne prêta aucune attention à la communication de Moscou et ajouta foi à la nouvelle émanant de l'agence capitaliste. » La suite des évènements démontra cependant assez rapidement, que les socialistes réunis à Vienne avaient eu raison de se méfier du gouvernement communiste, qui, trois jours après que ses armées eurent envahi le pays, télégraphia au monde entier d'avoir essayé en vain d'apaiser un conflit avec des tiers.

Ce conflit existait vraiment, mais les bolcheviks, loin de vouloir le solutionner, en firent usage pour envahir la Géorgie.

II. — La haine contre la république mencheviste. Le traité de paix de mai 1920 violé.

La République Géorgienne gouvernée par les social-démocrates mencheviks ne donna jamais de sujet de plainte bien fondé à la Russie bolcheviste. Mais les gouvernants actuels russes sont avant tout des hommes fanatiques et irréconciliables, et ils usent de leur pouvoir pour atteindre de toutes façons les socialistes divergents.

Ils sacrifient à leur haine de sectaires les intérêts de la Russie et même de la révolution russe. Leur campagne contre les partis ouvriers et les réunions syndicales (qui avaient fait le plus pour la révolution) l'a démontré: par leur désunion, ces partis sont à peu près irrémédiablement affaiblis. Le fait que ce parti socialiste divergent avait pu se maintenir dans une parcelle de l'ancien empire des Tsars, et avait pu s'y emparer du gouvernement c'était, aux yeux des moscovites, un crime qui criait vengeance. Et cette vengeance vint dès que l'occasion parut favorable. Avec la vengeance, la calomnie et l'imposture qui, en regard du monde, devaient justifier la violence et l'injustice.

Le gouvernement menchevik de Géorgie, pendant ses trois années d'existence, à partir de la fondation de la République en mai 1918, avait gardé vis à vis de la Russie et de ses gouvernants une stricte neutralité. Pour cela, il dut repousser les propositions des puissants ennemis des bolchevistes, malgré leurs menaces.

D'abord, ce furent les Allemands qui, contre leurs propres alliés, les Turcs, prirent le pays sous leur protection, lorsqu'après la paix de Brest-Litovsk, le front du Caucase se trouva dégarni devant les hordes sanguinaires turques. Cependant les Géorgiens, qui conclurent en mai 1918 une convention avec le commandement allemand, surent se tenir à l'écart d'une alliance avec les puissances centrales ainsi que des dissensions russes intérieures, dans lesquelles la diplomatie germanique voulait les entraîner,

Ensuite l'Entente, après la défaite allemande, voulut trouver dans la Géorgie un soutien contre la révolution russe. Tout près des frontières géorgiennes, et quelquefois en deçà, eut lieu une lutte entre les troupes rouges, et les troupes blanches (celles-ci sous le commandement du général Denikine) avec des succès partagés. Cependant, le gouvernement menchevik ne se laissa pas en-

traîner à renoncer à sa neutralité qu'il défendrait les armes à la main contre les deux partis. Il refusa la proposition bolcheviste d'une alliance militaire, au début de 1920. Il ne désirait qu'une chose, vivre en paix avec la Russie des Soviets. Et, effectivement, après de longs pourparlers, le traité déjà cité du 7 mai 1920 fut conclu; il contenait la reconnaissance de la Géorgie en tant qu'Etat libre et indépendant.

Encore ce traité n'apporta-t-il aucune modification aux projets du gouvernement bolcheviste contre la Géorgie. Ce dernier continua à harceler directement et indirectement la petite république, par des incursions de ses propres troupes ou au moyen de bandes émanant du sud du Caucase (soumis aux bolchevistes), tels que l'Arménie et l'Azerbeïdjan, ou encore en provoquant des révoltes dans le pays même. A toutes ces tentatives, dont le gouvernement géorgien sut se rendre maître, succéda la grande attaque de février qui rendit, pour le moment, cet Etat du Caucase vassal des dominateurs moscovites, et qui rétablit pour la Géorgie une situation analogue au tsarisme.

On peut voir dans une communication de L. Martoff qui (en tant que représentant à l'étranger du parti social-démocrate russe, notamment en Allemagne, prit, avec beaucoup de talent, les intérêts de la Géorgie) de quelle façon on attaqua dans les feuilles russes les gouvernants menchéviks ayant eu le courage de résister aux attaques et à la propagande bolcheviste...

Pour la plupart des lecteurs des « *Isvestia*, l'assertion mensongère que le gouvernement de Géorgie était un auxiliaire des contre-révolutionnaires tsaristes, devait suffire pour justifier ces insolentes menaces. Mais partout la vérité était mieux connue, la version tout à fait improbable que la Géorgie relativement minuscule (au moment même où la Russie des Soviets concluait des traités avec de grandes puissances mondiales impérialistes) menait

une politique hostile et provocante, ne pouvait être qu'une preuve de plus de la corruption d'un gouvernement qui n'est pas seulement le successeur, mais le disciple des Romanoff.

III. — La pseudo-révolte des pseudo-Arméniens. La Russie des Soviets reconquiert le Caucase.

Le premier prétexte employé par la diplomatie bolcheviste pour cacher au monde la véritable nature des évènements de Géorgie et l'invasion des troupes russes, était l'assertion que la population arménienne, dans les contrées occupées par le gouvernement géorgien, s'était soulevée, conflit que les soviets avaient, soi-disant, cherché en vain à apaiser.

L'inexactitude de cette assertion peut déjà être démontrée par une simple comparaison de dates. Ainsi qu'on l'a vu dans le premier chapitre, la communication télégraphique de Moscou fut reçue à Vienne le 24 février, c'est-à-dire trois jours après l'invasion bolcheviste. Et la ténacité avec laquelle les auxiliaires des diplomates bolchevistes, leurs serviteurs ou leurs dupes, se sont empressés de répandre ce mensonge, démontre que la violence faite à la Géorgie, était, en leur esprit, un tour de coquins, qu'ils ne pouvaient ou ne voulaient avouer.

Le bruit d'un mouvement en Arménie ne manquait pas absolument de fondement. Entre la Géorgie et l'Arménie il y avait eu une discussion de frontières non solutionnée. Sur la carte jointe à l'ouvrage de l'écrivain menchevik Wladimir Woytinsky, (ouvrage récemment paru à Paris) « La Démocratie géorgienne », on voit un petit pays, au sud de la capitale, Tiflis, qui est indiqué comme un des territoires sur lesquels la Géorgie élève des prétentions. Il ne nous appartient pas de juger du bien fondé sur cette prétention. D'après le correspondant

du « *Manchester Guardian* », le gouvernement géorgien qui en novembre avait passé une convention avec l'Arménie au sujet d'une occupation temporaire de ce territoire, aurait, à tort, étendu son occupation sur des pays purement arméniens. Au milieu de février, alors que les Géorgiens n'avaient pas procédé encore à l'évacuation, les Arméniens se révoltèrent et les repoussèrent hors frontières. La date exacte de cet évènement auquel le correspondant fait allusion dans les termes ci-dessus, devait, selon d'autres communications, être fixée au 12 février, soit neuf jours avant l'entrée des troupes russes du Nord.

Aussi, sans vouloir juger des relations entre les deux voisins, Géorgie et Arménie, on n'a à envisager qu'un seul fait pour fixer l'évènement ainsi que sa véritable signification : l'Arménie, voisine immédiate de la Géorgie, est, en réalité, depuis quelque temps, un Etat Soviétique, c'est-à-dire un pays conquis par les bolchevistes, annexé à la Russie, occupé et gouverné par des militaires russes. Si donc il est possible que le soulèvement ait trouvé son origine dans la population autochtone, il est au moins probable que les maîtres bolchevistes du pays l'ont provoqué. Ce qui est, en tous cas, certain, c'est que la puissance militaire qui envahit les frontières méridionales de la Géorgie, ne se composait pas de villageois arméniens, mais en grande partie, sinon en totalité, de soldats russes...

Le résultat général connu des premières hostilités contredit également les assertions bolchevistes ; les troupes qui s'approchèrent de la capitale et qui furent à ce moment-là repoussées par l'armée géorgienne, ne pouvaient absolument pas se composer de paysans arméniens, l'Arménie étant privée de son indépendance et n'ayant sur son territoire que des troupes russes.

En fin de compte, un autre évènement démontra encore

la véracité de ceux qui parlèrent au nom du gouvernement géorgien :

« Il y eut des troupes russes, dit le collaborateur du « *Manchester Guardian* », qui furent retirées d'Arménie, avant même la lutte contre la Géorgie. Pensant que ce départ serait définitif, le parti national arménien renversa le 19 février le gouvernement soviétique à Erivan. Le mouvement était prématuré, et après un court intervalle, les Rouges rétablirent l'état de choses antérieur. »

Donc, au même moment, où son propre pouvoir était menacé en Arménie par la population qui se souleva dès que les baïonnettes russes eurent franchi la frontière géorgienne, le gouvernement soviétique de Moscou voulait persuader le monde entier qu'il y aurait eu un soulèvement contre la Géorgie, soulèvement dans lequel il avait en vain essayé d'intervenir...

Dans l'Azerbeïdjan, également envahi par les bolchevistes, il n'y avait pas non plus d'autres troupes que les Russes. En même temps que la pseudo-invasion arménienne, il y eut une autre invasion émanant soi-disant de l'Azerbeïdjan. Lorsque les Arméniens eurent pris les armes pour se défendre, et que la République voisine d'Azerbeïdjan fut venue à leur secours, les Mencheviks se mirent à crier qu'on leur faisait violence. » C'est ce que disait un correspondant moscovite dans *l'Humauité* de Paris.

La preuve que ce qui précède est entièrement mensonger, c'est qu'il n'existe plus de « république d'Azerbeïdjan ».

Le *Manchester Guardian* du 5 mars ajoute :

« Les armées d'invasion sont composées de divisions russes et d'hommes de l'Azerbeïdjan, commandés par des Russes. »

Le correspondant du journal libéral anglais, qui, ainsi qu'on le voit, confirme entièrement les communications

des gouvernants mencheviks, est en rapport, sans aucune sympathie préconçue, avec le gouvernement géorgien. C'est pourquoi son témoignage a pour nous une valeur spéciale, d'autant plus qu'il s'applique à des évènements ayant eu lieu, dans un pays, où le correspondant séjournait à cette époque.

Sans s'inquiéter des impostures bolchevistes, il décrit à grands traits la politique générale du gouvernement soviétique au Caucase, dans laquelle le rattachement de la Géorgie ne forme qu'une subdivision.

Il écrit dans le journal du 5 mars :

« La Géorgie, l'année dernière, a gardé sa neutralité, alors que ses voisins (d'abord l'Azerbeïdjan, ensuite l'Arménie) furent envahis. Elle semble devoir payer maintenant cette politique à courte vue. »

L'Azerbeïdjan, l'Arménie, la Géorgie (les trois petits Etats libres de l'extrémité sud-est de l'empire des tsars) ont été l'un après l'autre ramenés par la force des armes, sous la domination russe. Que ceci eut lieu sous la bannière communiste, et sous le prétexte d'y établir un gouvernement soviétique, cela ne peut influer en rien sur la vérité que le collaborateur du « *Manchester Guardian* » exprime ainsi :

« La Russie soviétique est en train de parachaver la nouvelle conquête de la Transcaucasie. »

Il doit vraiment être un complice très docile des menteurs de Moscou, celui, qui, le 21 février osa télégraphier au « *Daily Herald* » :

« Les troupes des deux petites républiques soviétiques de la Transcaucasie sont venues au secours des révoltés, et le gouvernement menchevik de Géorgie sera probablement renversé. »

C'est ce qui arriva en fait, mais seulement alors que du Nord, où les révoltes ne peuvent avoir lieu ou ne peuvent être exploitées, où l'on ne saurait trouver ou imaginer

de soi-disantes républiques soviétiques, une armée russe eut commencé à marcher sur Tiflis.

IV. — Bolcheviks contre Mencheviks. La prétendue révolution prolétarienne.

Les organes bolchevistes en Russie et en dehors de la Russie ont faussement présenté l'attaque contre la Géorgie, comme étant l'œuvre des proches voisins du Sud et du Sud-Est, c'est-à-dire des deux autres républiques caucasiennes, l'Arménie et l'Azerbeïdjan. En réalité, l'envahissement de la dernière de ces trois républiques indépendantes fut l'accomplissement d'un plan qui tendait à la nouvelle conquête de tout le Caucase, accomplissement dont la soumission de l'Azerbeïdjan et de l'Arménie fut le début.

Ce prétexte ne pouvait cependant pas faire accepter la soumission de la Géorgie. Il était tout à fait improbable que les sujets de ces petits Etats, pour un simple désaccord avec l'Arménie, pussent envahir la Géorgie, les armes à la main, afin d'y renverser son gouvernement et d'occuper le pays de façon permanente. En outre, il fallait escompter le fait, que la conquête antérieure de l'Azerbeïdjan et de l'Arménie était connue en Europe. Une attaque de ce côté sur la Géorgie devait donc être aussitôt reconnue comme une entreprise bolcheviste; il devait en être de même de la prétendue conséquence d'un mouvement populaire local, assertion qu'il était aisé de qualifier de mensonge plus insolent qu'intelligent. Et ce qui rendait l'imposture encore plus évidente, c'était que les petits Etats voisins portaient le nom de « républiques soviétiques. »

En effet, dans les nouvelles ultérieures, le premier prétexte trop transparent fut remplacé par un autre, donnant une explication plausible de la conquête générale et permanente du pays. On n'entend plus parler de

troubles aux frontières ou d'intervention de l'Arménie ou de l'Azerbeïdjan; il s'agit maintenant du prolétariat géorgien qui se révolte contre l'oppression et les mauvais traitements menchevistes, qui proclame une république soviétique après avoir abattu ses gouvernants indignes, qui se rallie avec un enthousiasme de révolutionnaire à la Russie des soviets... Mais c'est encore la vérité qui fait défaut, et cette vérité, c'est que de tous côtés, les troupes russes ont envahi la Géorgie; qu'en peu de temps, grâce à leur nombre très supérieur, elles ont mis hors de combat les soldats de la petite république, et qu'elles ont conformément à la coutume, proclamé leur victoire en pillant la capitale et en exerçant de cruelles représailles contre ceux qui avaient commis le crime de maudire leur irruption.

Le conte de la révolution bolcheviste manque de base véridique aussi bien que la fable de la révolte arménienne. Mais de même que le petit incident de frontière a servi de prétexte afin de faire marcher sur la Géorgie les régiments russes qui y étaient cantonnés, la présence d'un groupe bolcheviste à Tiflis et ailleurs, a pu donner une apparence de vérité à cette prétention que l'invasion des armées russes était une guerre entreprise pour la délivrance de travailleurs désespérés.

En attendant, cette allégation serait niable, même si l'on n'avait pas le témoignage des gouvernants chassés par les bolcheviks. La Géorgie fut toujours la citadelle politique du parti menchevik. Les membres de ce parti les plus connus et les plus influents sont originaires de la Géorgie et y ont trouvé leur principal champ d'action. Il suffit de nommer Tcheidzé et Tseretelli pour rappeler les luttes contre le tsarisme, dans et hors la Douma. La Géorgie fut toujours représentée dans ce Parlement par des socialistes mencheviks. Après la révolution de mars 1917, l'administration locale tomba dans les mêmes mains, et il en fut ainsi jusqu'à la nouvelle révolution provoquée

encore en mars 1921, par les armes et l'or russes. A toutes les élections, pendant les années intermédiaires, les mencheviks obtinrent 90 °/o des voix. Ce n'est pas seulement une fable, mais c'est une absurdité de prétendre que les hommes qui possédaient bien avant la fondation de la République indépendante, la confiance de la grande majorité du peuple, avaient basé leur pouvoir sur la violence, une fois la République établie. Ils ont éveillé, la haine irréconciliable des gouvernants bolchevistes justement parce qu'ils représentent un système opposé au bolchevisme, et qu'ils ont su démontrer au monde la valeur et la vitalité de ce système. La commission socialiste d'études qui visita la Géorgie l'année dernière, a établi que ce pays possède des institutions libres, que les paysans et les travailleurs y forment la classe dominante, que les mencheviks sont le parti dirigeant, sans qu'un groupe social (surtout le groupe prolétarien) y soit opprimé, sans qu'une opinion politique soit poursuivie, pas même l'opinion bolcheviste. La commission internationale ne tenait par aucun lien aux mencheviks, et si elle avait trouvé que le gouvernement menchevik ne différait que par le nom du gouvernement bolchevik, la commission n'aurait vraiment eu aucun motif de le cacher ou de l'excuser.

Karl Kautsky, qui, de tous les membres de la commission est resté le plus longtemps en Géorgie, déclara, dans un opuscule récemment paru (reçu par nous ces jours derniers) en parlant du parti gouvernemental de Géorgie.

« Actuellement, il n'y a probablement nulle part, de gouvernement aussi fermement stable que celui de la Géorgie. Nous avons vu combien la majorité du parti social-démocrate est grande dans le Parlement... Et de même que le gouvernement s'appuie sur une majorité érasante au Parlement, de même il a dans le pays l'écrasante majorité de la population...

« Il existe cependant un parti communiste qui a une absolue liberté de mouvement, à condition qu'on n'entende pas par là l'excitation à la révolte armée. Sa propagande publique, son travail légal d'organisation ne sont entravés en rien. Tous deux sont poussés avec beaucoup d'activité... à côté d'une activité clandestine tout aussi énergique.

« Le parti travaille avec de très grands moyens financiers provenant de la Russie soviétique. Et, cependant, il n'arrive pas à gagner un nombre important de partisans. »

Les évènements postérieurs ont démontré l'exactitude de cette appréciation. Ce n'est pas par l'organisation et par la propagande, mais par la violence des armes étrangères, qu'en ce moment le parti communiste est victorieux en Géorgie. Et, comme autrefois en Russie, c'est la dictature d'un parti de minorité qui règne dans ces pays du Caucase, parmi lesquels la Géorgie jouissait d'un système gouvernemental plus élevé et plus digne d'une humanité civilisée.

V. — La pseudo-ambassade russe. La prétendue persécution des communistes.

En Géorgie, il n'y eut jamais de parti bolcheviste ou communiste de quelque importance. Le fait qu'il est subitement devenu le parti dominant est exclusivement dû à l'intervention des armées russes. En réalité, l'installation d'un gouvernemeut soviétique en Géorgie ne fut que le masque derrière lequel les bolcheviks russes dissimulèrent l'annexion de la dernière république indépendante du Caucase. Le pays fut soumis aux partisans bolchevistes contre le gré de la grande majorité de la population géorgienne ; mais pour le gouvernement de Moscou, cela ne constitue pas plus d'objectious, que d'installer son pouvoir au moyen du massacre et de la destruction.

Qu'on lise par exemple la partie de la lettre que Louise Kautsky reçut d'un jeune camarade géorgien...

« S'il est vrai qu'il n'existait pas en Géorgie de parti bolcheviste valant d'être cité, les partisans du gouvernement russe s'évertuèrent d'autant plus à travailler en secret, et même publiquement contre l'état existant et contre le parti menchevik. La politique astucieuse et mensongère des soviets ne commença pas seulement lors de l'attaque subite. Elle avait déjà débuté par l'envoi d'une pseudo-ambassade, très nombreuse, dont les membres avaient la mission d'entraver de toutes façons le gouvernement du pavs, de le discréditer auprès du peuple, de semer la méfiance et de provoquer des actes qui donneraient une apparence de raison à une intervention russe. On employa aussi le moyen de propagande bolcheviste le plus convaincant, l'argent, dans les cercles où ce moyen pouvait avoir du succès.

« Pour atteindre leur but : le renversement du système gouvernemental mencheviste, ils abusèrent de la liberté dont ils jouissaient dans notre pays. La mission diplomatique composée de centaines de membres, se donna surtout pour tâche de provoquer de l'agitation contre le gouvernement de la République. »

Voilà ce qu'on lit dans le mémoire adressé par l'ancien Président et quelques ministres aux partis socialistes d'Europe. Et, dans sa lettre ouverte adressée fin mars à ces partis, Tseretelli dit :

« Le gouvernement des Soviets avait envoyé en Géorgie une mission diplomatique dont la vraie tâche était de créer des conditions propices à l'envahissement de la petite république. Cette mission comptait 400 membres qui menaient en Géorgie la propagande contre le gouvernement, organisaient des complots, se livraient à l'espionnage, s'efforçaient de faire naître toutes sortes de malentendus entre la Russie et la Géorgie. »

Dans sa brochure, Kautsky parle d'un complot organi-

sé par les bolcheviks en Abkhasie, complot dans lequel des militaires russes étaient mêlés et auquel deux membres de l'ambassade de Tiflis avaient collaboré.

« La propagande secrète, pourvue par Moscou de larges moyens financiers, l'organisation de soulèvements communistes contre la république géorgienne (cependant en état de paix avec la Russie) ne cessèrent à aucun moment. Si toutes ces perfidies et ces manques de parole n'eurent aucun succès appréciable jusqu'en février, ce n'est qu'un argument en faveur de la prudence et de la solidité du système gouvernemental géorgien, Mais cela démontre aussi l'impudence du système bolcheviste, qui indique toujours la terreur régnant en Géorgie, parce qu'on y emprisonne ou y condamne de temps en temps quelques conspirateurs communistes, ou bien parce qu'on y suspend pendant quelques jours des journaux communistes qui répandent des nouvelles alarmistes et mensongères. »

En réalité, le gouvernement géorgien n'a pu rester toujours indifférent devant ces tentatives plus encore choquantes par le choix des moyens dissimulés et insidieux, que par le but poursuivi.

Martoff écrit : « L'activité des communistes russes sous l'inviolabilité diplomatique, afin de préparer des attentats, a parfois obligé les gouvernants à une résistance qui excita la presse mensongère bolcheviste. Un des membres belges de la commission d'études, de Brouckère, communiqua au « *Peuple* » lors de l'invasion russe, quelques particularités au sujet d'un procès intenté contre des membres d'une pseudo-mission diplomatique (cette fois en qualité de représentants de l'état soviétique d'Azerbeïdjan). Ces accusés furent condamnés à l'emprisonnement comme espions et agitateurs, ou encore furent expulsés de la république.

On ne s'étonnera pas d'apprendre, que, lors de la préparation des plans de conquête bolcheviste, le comité exécutif de la « troisième internationale » ne resta pas

inactif. Cette organisation se trouve toujours dans toutes les entreprises mystérieuses de ses maîtres russes.

Le secrétaire Kobertsky publia de Moscou, en janvier, la nouvelle suivante:

« Le comité exécutif, après avoir pris connaissance du rapport du camarade Tzakhaïa, représentant du parti communiste en Géorgie, envoya ses chaleureuses salutations fraternelles aux camarades, qui, par centaines, souffrent dans les geôles de la république des social-traîtres géorgiens.

« Cette république représentée par messieurs les social-démocrates comme le paradis de la démocratie, est administrée par le parti menchevik, partisan de la Deuxième internationale. Derrière le gouvernement des bourreaux menchevistes ne se cachent pas seulement les agents de l'Entente, mais encore les dirigeants bien connus de la Deuxième Internationale, avec les Vandervelde, les Renaudel et les Kautsky en tête. Des travailleurs de tous pays doivent savoir que les dirigeants de cette Deuxième Internationale ne reculent devant aucun crime, à condition qu'il puisse servir aux intérêts de la bourgeoisie. »

C'est là un exemple typique de ce que les représentants d'un gouvernement, qui pour se maintenir, a répandu plus de sang que tout autre dans l'histoire, croient devoir imposer à la crédulité des travailleurs. D'ailleurs, il n'est pas difficile d'en comprendre le but: « Cette république est administrée par les Mencheviks, partisans de la Deuxième Internationale. »... Raison suffisante pour attaquer « cette république », épées et torches en mains. à la première occasion ! sans parler des avantages économiques et politiques que procurera l'annexion des pays caucasiens !

« *Het Volk* »

4-22 avril 1921.

Table des Matières

Première Partie

La Géorgie Socialiste décrite par la Délégation Internationale.

DEUXIÈME PARTIE

L'Invasion de la Géorgie par les armées bolchevistes et l'Internationationale Socialiste.

A. RÉSOLUTIONS.

Suède.

Danemark.

Espagne.

Tchéco-Slovaquie.

Croatie et Slavonie.

Latvie.

Suisse.

B. LES VOIX DE LA PRESSE.

Allemagne et Autriche.

France.

Imp. SIMON & Cie, 6, Chaussée d'Antin, Paris.